هكذا من الأصل


LE MONDE DES LIVRES

■ Julien Green et son Autre

■ Dossier : le passé retrouvé d'Israël





# Le Monde

CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16583 – 7,50 F – 1,13 EURO — VENDREDI 22 MAI 1998 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


# Indonésie : Suharto s'en va

● Le général a annoncé, jeudi, sa démission après trente-deux ans de pouvoir sans partage ● La veille, les Etats-Unis l'avaient invité à partir ● Son dauphin, le vice-président Jusuf Habibie, a été nommé à la tête de l'Etat ● Les étudiants réclament « une réforme totale » du régime

**ISOLÉ** face à la révolte populaire, le président indonésien Suharto a finalement annoncé sa démission dans une allocution prononcée, jeudi 21 mai, à la télévision indonésienne. Le vieux général javanais, visiblement ému, a lu un bref discours dans lequel il a demandé *« pardon s'il y a jamais eu fautes ou manquements »*. Quelques heures auparavant, le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, avait demandé le départ de Suharto dans des termes à peine voilés.

Le « dauphin » du général-président, le vice-président Jussuf Habibie, 61 ans, a été nommé à la tête de l'Etat indonésien et a aussitôt prêté serment. Le chef d'état-major des armées et ministre de la défense Wiranto a laissé entendre que les intérêts du président déchu et de sa famille, qui sont à la tête d'une immense fortune, seraient protégés. Suharto, qui s'était voulu le *« père du développement »* de cet immense archipel de 202 millions de personnes, le quatrième pays le plus peuplé de la planète, laisse derrière lui une économie en quasi-faillite.

L'annonce du départ de ce dictateur de 76 ans, qui régnait sans partage sur la première nation musulmane du monde depuis trente-deux ans, a été accueillie par une explosion de joie dans Djakarta et surtout au Parlement, toujours occupé par des milliers d'étudiants venus de tout l'archipel.

Mais les contestataires exigent désormais la traduction en justice de Suharto et craignent que la nomination de son « disciple » Habibie augure mal d'un véritable changement du régime. Amien Raïs, à la tête d'une organisation musulmane de vingt-huit millions de membres et qui s'est imposé depuis le début de la crise comme le chef d'une opposition désorganisée, a annoncé sa candidature à la présidence de la République. Il a cependant approuvé la nomination de M. Habibie à la tête du pays, estimant que le transfert du pouvoir s'est déroulé en conformité avec la Constitution.





● Les reportages de nos envoyés spéciaux p. 2
● Jusuf Habibie, le « fils spirituel » p. 2
● La sortie sans gloire du vieux général p. 3
● Les marchés soulagés et sceptiques p. 3
● Notre éditorial : « Dictature pas morte » p. 13


## Les tensions de la cohabitation

■ Après son appel au calme, Jacques Chirac incite le RPR à poursuivre l'offensive contre le premier ministre

■ Lionel Jospin interdit aux ministres d'évoquer les affaires judiciaires

■ L'arbitrage de Philippe Séguin ne met pas fin à la crise de la Mairie de Paris

*Lire page 6*



## ■ L'océan en vedette à Lisbonne

Le Portugal a choisi « Les océans, un patrimoine pour le futur » comme thème de l'exposition mondiale qui se tient du 22 mai au 30 septembre. 8,5 millions de personnes sont attendues. p. 17 à 19

## ■ Référendum en Irlande du Nord

Si, comme l'indiquent les sondages, le « oui » l'emporte vendredi 22 mai dans le vote sur l'accord de paix signé le 11 avril à Belfast, l'Ulster sera dotée d'une semi-autonomie. p. 4

## ■ Un projet pour la police nationale

6 000 à 7 000 *« simples flics »* seraient concernés par le projet du ministère de l'intérieur, permettant à de nouvelles catégories de policiers de devenir officiers de police judiciaire. p. 9



## ■ Cannes 98

*Les Idiots*, du Danois Lars von Trier, se veulent un *« plaidoyer en faveur de l'anormalité »*, comme l'explique le cinéaste dans un entretien au *Monde*. Egalement en compétition, *Flowers of Shanghai*, du maître taïwanais Hou Hsiao-hsien. p. 22 et 23

## ■ Telecom Italia critiquée

L'opérateur italien de téléphone, privatisé avec succès en octobre 1997, est toujours à la recherche d'une stratégie internationale. p. 15



## ■ Mai 68, le roman

Seizième épisode du roman-feuilleton de Patrick Rambaud. 21 mai 1968 : le sucre, l'huile, l'essence manquent. Henri Krasucki rencontre secrètement Jacques Chirac. L'autogestion montre ses limites à la Sorbonne. p. 10 et 11

## ■ Après les essais nucléaires indiens

En page Débats, deux points de vue sur les répercussions mondiales des essais nucléaires effectués par l'Inde. p. 12




Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 522 - 7,50 F




## Fidel Castro cultive sa longévité « au contact du vice »

GENÈVE
*de notre envoyé spécial*

A défaut d'avoir pu peser sur l'orientation de cet instrument du capitalisme triomphant qu'est l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Fidel Castro a profité de la tribune qui lui était offerte pour jouer les vedettes et soigner son image. Un rôle qu'il affectionne et qu'il a tenu avec un art consommé tout au long de son séjour d'une bonne semaine en Suisse à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), puis de la réunion de l'OMC qui marquait également les cinquante ans du système commercial multilatéral. Avant de repartir pour La Havane, jeudi 21 mai dans l'après-midi, après s'être rendu, le matin, au Comité international olympique à Lausanne, le Lider Maximo s'est octroyé un moment de détente sur un alpage de Gruyère et a consacré, mercredi, sa dernière soirée sur le sol helvétique à une *« visite officielle de travail »* à Berne.

Mais le grand moment de cette offensive de charme sur les bords du lac Léman fut évidemment la conférence de presse donnée à Genève, mercredi. Très en verve et apparemment intarissable, Fidel Castro s'est prêté pendant plus de deux heures au jeu des questions-réponses. L'occasion de parler, tour à tour, du sous-commandant Marcos, du Che et de l'Amérique latine, de la peine de mort et de la confrontation avec les Etats-Unis, de l'OMC et, bien sûr, de l'avenir de Cuba. Interrogé sur l'accélération des événements en Indonésie et la leçon à en tirer éventuellement pour lui-même, il se fait d'abord séducteur en précisant qu'il lit *« beaucoup »* *Le Monde*, *« avec sympathie »*, de même que *The Economist*. Puis il refuse de se laisser comparer au président Suharto ou même d'imaginer qu'il puisse connaître un jour un sort identique. *« Il y a deux sortes de gens qui se maintiennent longtemps au pouvoir,* explique-t-il, *ceux qui veulent y rester longtemps et ceux qui y sont maintenus par la volonté du peuple. C'est mon cas. »*

Quant à l'avenir, à soixante et onze ans, il préfère parler d'une *« transition en douceur »* plutôt que de sa succession. *« Ma personne biologique est sensible au temps qui passe,* concède-t-il, *je suis le premier à m'en rendre compte. Pour la transition politique, mon plus grand espoir est que notre système prospère, qu'il n'y ait pas de retour en arrière, que nous ne renoncions jamais au communisme le plus utopique de l'humanité. »* Se référant à de récents votes favorables à Cuba aux Nations unies, à la visite du pape et à sa propre présence à Genève, Fidel Castro est persuadé d'avoir rompu son isolement.

Puis il ajoute, sur un mode ironique : *« Les contacts avec le monde capitaliste corrompent et Cuba n'y échappe pas. Si la vertu se cultive au contact du vice, nous serons plus immunisés. »* A propos de la mondialisation, Fidel Castro affirme que *« personne n'y échappe »* et que *« le mouvement est irréversible »*. Mais, loin de l'ébranler, ce constat lui permet de justifier sa proclamation de foi : *« Marx pensait déjà qu'un monde globalisé serait nécessaire à l'avènement d'un système juste et socialiste. Je représente donc le système politique de l'avenir. »*

*Jean-Claude Buhrer*

## Leçons madrilènes pour le Mondial

**LES INCIDENTS** entre supporteurs du Real Madrid et forces de l'ordre, dans la nuit de mercredi à jeudi, donnent une idée des *débordements qui pourraient* troubler la Coupe du monde de football. Le dispositif judiciaire spécial annoncé en vue du Mondial par Elisabeth Guigou n'est donc pas une vaine précaution. Autre enseignement de cette finale de la Ligue des champions, remportée (1-0) par le Real Madrid sur la Juventus Turin : les joueurs français qui opèrent dans ces clubs – Zinedine Zidane, Didier Deschamps et Christian Karembeu – n'ont pas suffisamment pesé sur le match pour éclairer Aimé Jacquet avant l'annonce de sa sélection.

*Lire page 20*



## 1968, l'année où le consensus américain explosa

**PAYS NEUF**, l'Amérique n'a guère le culte des anniversaires. A l'exercice de la célébration du passé, elle préfère souvent celui de la démythification : à maints égards, les années 90 auront parachevé la réévaluation des valeurs des années 60, forcée par la maturation des enfants du baby-boom, aujourd'hui quinquagénaires après avoir surmonté l'épreuve des années Reagan.

La dynamique de 1968 n'a pas été la même des deux côtés de l'Atlantique : aux Etats-Unis, l'ébullition et la contestation battaient déjà leur plein depuis plus de trois ans, en particulier sur les campus californiens, lorsque le Quartier latin vit se dresser ses premières barricades. Le chantier de la *« grande société »* du président Johnson et sa révolution des droits civiques étaient déjà bien lancés. Les hippies, le *« flower power »*, le LSD et la contre-culture faisaient déjà partie du paysage social. La violence avait déjà explosé et les émeutes raciales faisaient des ravages à Los Angeles, Newark et Detroit. S'il est difficile de dater avec précision le début et la fin de la tempête des années 60 aux Etats-Unis, il n'y a aucun doute : 1968 fut une année douloureuse, celle de l'assassinat de Martin Luther King puis, deux mois plus tard, celui de Robert Kennedy. Ce fut surtout une année charnière pour la guerre au Vietnam : moins de vingt-cinq mille hommes engagés dans ce pays en 1964, un demi-million en 1968. L'opinion publique, qui avait jusque-là majoritairement soutenu l'intervention américaine, commençait à se retourner : en mars 1968, les trois quarts des Américains étaient convaincus que leur pays était embourbé au Vietnam.

Ce fut, disent aujourd'hui certains historiens, l'année du début de l'éclatement du consensus de la société américaine autour des idéaux du New Deal. Le républicain Richard Nixon *succédait au démo*crate Lyndon Johnson pour une présidence dominée par la contestation de la guerre au Vietnam et l'infamie du Watergate. 1968 ouvrait la voie aux *années 70, qui* symbolisent, pour les uns, le règne libératoire de *« sex, drugs and rock and roll »* et, pour les autres, le déclin des Etats-Unis d'Amérique, que Ronald Reagan viendra interrompre en 1980.

*Sylvie Kaufmann*

*Lire la suite page 13*

## Un juge contre les rumeurs



THIERRY ROLLAND

**MAGISTRAT** instructeur du dossier de l'assassinat de Yann Piat, Thierry *Rolland* a été entendu, mercredi 20 mai, par la cour d'assises du Var. Il a raconté cette instruction de dix-huit mois qui a mobilisé 150 inspecteurs et a produit *200 pages d'interrogatoires*. Son témoignage, tout comme celui d'un expert informatique sur le suicide des frères Saincené, a fait litière des rumeurs fantaisistes.

*Lire page 8*

**INDONÉSIE** Le président Suharto a annoncé sa démission, jeudi 21 mai, au cours d'une brève allocution télévisée. Le vice-président Jusuf Habibie, son dauphin, a été nommé chef de l'Etat et a aussitôt prêté serment. ● D'INTENSES TRACTATIONS ont précédé le dénouement de cette crise qui vient de précipiter la chute du vieux général javanais, après trente-deux ans d'un règne sans partage. La veille, la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, avait appelé au retrait de Suharto, espérant que ce dernier ferait un *« acte historique, digne d'un homme d'Etat »*. ● AU PARLEMENT, toujours occupé par des milliers d'étudiants venus de tout l'archipel, l'annonce de la démission du président a été accueillie dans l'enthousiasme même si la nomination du dauphin de Suharto augure mal de la *« réforme totale »* voulue par les manifestants. *(Lire aussi notre éditorial page 13.)*

# Le président Suharto se résigne à quitter le pouvoir

## Bacharuddin Jusuf Habibie, « dauphin » du vieux dictateur, a été aussitôt nommé à la tête de l'Etat mais les contestataires réclament la fin du régime de l'« Ordre nouveau »

**DJAKARTA**
*de nos envoyés spéciaux*

Les ultimes manœuvres du président Suharto en faveur d'une sortie dans la dignité ont fait chou blanc. Sous la pression des universités, face à la démission virtuelle d'une dizaine de ministres et, surtout, sous la menace d'une humiliante déposition par l'Assemblée consultative du peuple, le vieux lutteur a jeté le gant, jeudi 21 mai, en annonçant qu'il se retirait au cours d'une brève allocution télévisée.

Dans la foulée, Bacharuddin Jusuf Habibie, élu vice-président en mars, a prêté serment sur le Coran et pris la succession. Le général Wiranto, commandant en chef des forces armées, a aussitôt annoncé que les intérêts de tous, y compris de la famille Suharto, seraient protégés par les forces armées. L'armée s'opposera, a-t-il dit, aux *« irrégularités susceptibles de menacer la nation »*.

La démission de Suharto, à la suite d'une nuit d'intenses tractations, a provoqué des explosions de joie, notamment dans le complexe du Parlement, à Djakarta, où campent des milliers d'étudiants. Mais la nomination d'Habibie, fidèle compagnon de l'ancien président depuis vingt ans, a provoqué une déception manifeste. Autant la déclaration de Suharto a suscité une émotion intense, autant la prestation de serment de Habibie a été saluée de gestes de réprobation.

Amien Raïs, opposant le plus déterminé, a aussitôt réclamé la fin du régime et non sa prolongation sans Suharto. Il a déclaré son hostilité à la promotion d'Habibie, une remarque très applaudie par les étudiants réunis au Parlement.

La veille, une dizaine de ministres, dont Ginandjar Kartasasmita, qui supervise les affaires économiques, auraient fait savoir à Suharto qu'ils quitteraient le gouvernement si le président ne se retirait pas. Au même moment, Madeleine Albright, secrétaire d'Etat américain, a déclaré que, en acceptant un changement démocratique de direction, Suharto effectuerait *« un acte historique digne d'un homme d'Etat »*. De son côté, B. J. Habibie aurait fortement plaidé pour le scénario retenu, qui assure une succession peu conventionnelle se voulant constitutionnelle et qui prend de vitesse le Parlement, dont les quatre factions demandaient la démission de Suharto.

### GRAND SOULAGEMENT

Si l'armée a quadrillé avec succès Djakarta mercredi, pour y prévenir une manifestation de masse dans le centre-ville, de grands rassemblements dans plusieurs autres villes ont souligné que le ras-le-bol à l'égard de Suharto avait atteint le point de non-retour. A Yogyakarta, en l'absence de toute présence militaire visible, plus de cent mille personnes se sont réunies dans le calme place Alun-Alun autour du sultan Hamengku Buwono X, dont l'autorité morale demeure forte à Java central.

Des manifestations de dizaines de milliers de gens ont également eu lieu à Surabaya, à Medan (Sumatra), à Unjung-Padang (Célèbes du Sud), à Padang (Sumatra occidental). Un million de personnes, dont bon nombre d'étudiants, ont ainsi clamé à travers l'archipel leur hostilité à l'ancien président.

Si la retraite de Suharto suscite un grand soulagement et contribue à calmer le jeu, l'organisation de sa succession semble déjà le produit d'un accord bancal. Habibie, un intime de Suharto depuis plus de vingt ans, n'est guère populaire. En outre, il n'est pas javanais, dans un pays où près des deux tiers de la population le sont. Cet ambitieux ingénieur de formation allemande, musulman et partisan du nationalisme économique, disposerait de peu d'appuis au sein des forces armées, qui se sont apparemment résignées au compromis de jeudi pour éviter, notamment, toute division dans leurs rangs. Habibie ne disposera donc que d'une marge de manœuvre limitée, et le poids de l'armée ne fait ainsi que se renforcer.

De toute façon, si l'on s'en tient à la Constitution, cette organisation de la succession, pour des raisons d'*« urgence »*, doit recevoir l'aval de l'Assemblée consultative du peuple dans un délai de six mois. Cette Assemblée devrait également désigner un nouveau vice-président. La présidence d'Habibie, qui doit former un nouveau cabinet rapidement, s'annonce donc tumultueuse, comme s'il s'agissait d'accorder un sursis au régime de l'« Ordre nouveau », mis en place en 1968 par Suharto. Que ce dernier ait annoncé qu'Habibie remplirait ses fonctions jusqu'à échéance du mandat, soit en l'an 2003, n'a guère été apprécié.

La déception devrait, en effet, très rapidement l'emporter sur la joie à l'annonce de la fin d'un règne de trente-deux ans. En Indonésie, comme le prouve le départ de Suharto deux mois seulement après sa réélection, les événements filent depuis quinze jours. Il aura fallu la forte augmentation, le 4 mai, du prix de l'essence pour que les tempéraments explosent. L'assassinat de six étudiants à Djakarta, le 12 mai, et les émeutes qui ont fait, quarante-huit heures plus tard, un demi-millier de morts dans la capitale ont également montré que l'archipel se retrouve sur un volcan loin de s'éteindre.

Le vide laissé par le départ de Suharto ne peut donc être comblé que par une armée dont les dirigeants tentent, dans l'ensemble, de calmer le jeu. C'était, d'ailleurs, déjà le cas depuis plusieurs jours. Mais, pour demeurer unis, les généraux devront à la fois protéger les intérêts de la famille Suharto – une annonce impopulaire – et obtenir la formation d'un gouvernement capable d'opérer un redressement, ce qui réclamerait une assistance internationale supplémentaire qu'on chiffre déjà par dizaines de milliards de dollars.

L'opposition et les universités vont sans doute réclamer d'autres changements. Ni Suharto ni Habibie n'ont fait allusion aux élections promises quarante-huit heures auparavant par l'ancien président. Les éléments d'incertitude demeurent donc trop nombreux pour estimer quelle tournure prendra l'après-Suharto tel qu'il a été présenté jeudi matin.

*Jean-Baptiste Naudet et Jean-Claude Pomonti*

### Le pardon du général-président

*« Au nom de Dieu le tout-puissant, j'ai observé soigneusement pendant l'époque récente l'évolution de notre situation nationale, particulièrement les aspirations du peuple pour des réformes dans tous les secteurs de la vie, de la nation et de l'Etat. (...) En vertu de cette évolution, je pense qu'il me serait très difficile de mener comme il le faut mes devoirs de gouvernement de l'Etat et de conduite du développement. Ainsi, conformément à l'article 8 de la Constitution et après avoir pris sérieusement en considération l'opinion du Conseil des représentants du peuple, j'ai décidé que je cesse d'être président de la République à compter du moment de la lecture de ce discours. (...) J'exprime mes remerciements pour l'assistance et le soutien que m'a apportés le peuple alors que j'assurais la direction de la nation et de l'Etat indonésien, et je demande pardon s'il y a jamais eu faute ou manquements. »* – (AFP.)

### Un chef musulman candidat à la succession

**Amien Raïs, qui a annoncé, jeudi 21 mai, qu'il sera candidat à la présidence de la République, est l'opposant le plus en vue depuis le début de la crise actuelle en Indonésie. Détracteur de longue date de Suharto, Amien Raïs, âgé de quarante-quatre ans, président depuis 1996 de la deuxième organisation musulmane du pays, Muhammadyiah, qui revendique 28 millions de membres, Il avait exhorté le chef de l'Etat à démissionner, rejetant son offre d'organiser de nouvelles élections.**

**Après avoir créé, la semaine dernière, un « Conseil du peuple » rassemblant de nombreuses personnalités, ce chef musulman a été l'un des membres fondateurs d'un forum qui réunit les dirigeants de l'opposition. Enseignant à l'université Trisakti de Djakarta, il s'est acquis le soutien de nombreux jeunes après avoir été une des rares personnalités indonésiennes à s'être publiquement déclarées contre la réélection, en mars, du président Suharto pour un septième mandat de cinq ans (1998-2003).** – *(AFP.)*

# Les étudiants dénoncent un mauvais compromis qui évite le jugement du gouvernement pour corruption

**DJAKARTA**
*de nos envoyés spéciaux*

Les étudiants qui occupent depuis trois jours le Parlement ne désarment pas. Malgré l'annonce du retrait de Suharto, ils jurent de poursuivre la lutte. *« Nous ne voulons pas seulement la démission de Suharto mais la fin de son régime »*, explique Untung Surano, vingt-deux ans, de l'école de gestion Labora. Agglutinés devant un téléviseur dans un hall, les étudiants ne se lassent pas de revoir les images rediffusées de Suharto annonçant sa démission.

**REPORTAGE**

**Cette démission « n'est pas le dernier mais le premier pas de notre mouvement »**

A l'extérieur, un orateur réclame que l'ancien président soit jugé : *« La démission de Suharto n'est pas le dernier mais le premier pas de notre mouvement. »* La foule reprend en chœur : *« Suharto en justice ! »*. La promotion d'Habibie choque carrément les étudiants : *« Habibie, Suharto, c'est la même chose. Nous continuerons de manifester. Habibie, c'est un homme de Suharto. Suharto a transmis le pouvoir à son ami, mais pas au peuple »*, dit Untung, reflétant l'opinion générale.

Asaf, étudiant en communication à l'Université d'Indonésie, n'est pas non plus satisfait : *« C'est un mauvais compromis javanais, Suharto a démissionné pour ne pas être jugé avec son gouvernement pour corruption. Habibie est une marionnette. »*

### « LA RÉFORME TOTALE »

Des étudiants fêtent tout de même la fin de trente-deux ans de pouvoir en se jetant dans les bassins ornementaux entourés de pelouses sur lesquelles ils chantent et dansent. *« Nous voulons davantage que la démission de Suharto, nous voulons la fin de la corruption, les droits de l'homme, la démocratie, un autre président, la réforme totale »*, dit Changa, vingt et un ans, étudiant en droit de l'université Bayangara. Que va-t-il se passer ? *« Nous continuons. Nos leaders travaillent à un nouvel agenda »*, dit Heidy, vingt-cinq ans, étudiante en finances, perdue au milieu d'un hall. *« C'est un peu confus*, admet-elle, *nous n'avons pas vraiment de leaders, personne ne sait trop quoi faire. »*

Banderoles à la main, criant *« Suharto en justice »* et non plus *« Suharto démission »*, des étudiants arrivent par paquets pour rejoindre le mouvement. Des équipes de nettoyage, envoyées par l'administration, commencent à balayer les détritus, comme pour signifier que la fête est finie. *« Mais*, assure un étudiant, *nous n'arrêterons que lorsque Suharto et son régime seront en enfer. »*

La veille, quelque vingt mille étudiants avaient continué de manifester dans l'enceinte du Parlement aux cris de *« Suharto Turun ! »* (Suharto démission), *« A bas Suharto ! » « Merdeka ! merdeka ! »* (Liberté, liberté). Faute de pouvoir manifester sur la grande place centrale de l'Indépendance, totalement bloquée par une enfilade de barrages, de blindés, de chevaux de frise, de soldats lourdement armés aux visages couverts de peintures de guerre, les étudiants de Djakarta avaient chanté, hurlé, dansé sur les pelouses du Parlement, réclamant la *« démission immédiate »* du président.

Jeudi, les techniciens d'AN TEVE, chaîne de télévision privée, installent une gigantesque antenne dans les jardins du Parlement. Sans autorisation – *« Nous n'avons pas le temps d'en demander une »*, dit un journaliste –, AN TEVE compte rapporter en direct la manifestation dans le vaste complexe du Parlement. Le changement, pour les étudiants, ne fait que s'amorcer.

*J.-B. N. et J.-C. P.*

**PROFIL**

### JUSUF HABIBIE, LE « FILS SPIRITUEL »

Bacharuddin Jusuf Habibie, qui a remplacé le président Suharto à la tête de l'Etat indonésien, est considéré comme son fils spirituel.

M. Habibie, soixante et un ans, ministre de la recherche et de la technologie très controversé (poste qu'il occupa une vingtaine d'années), avait été désigné par l'armée comme seul candidat à la vice-présidence en février. Il s'est alors déclaré prêt à *« assister le président Suharto »*, reconduit à la tête de l'Indonésie pour un septième mandat de cinq ans.

M. Habibie, *« BJH »*, ingénieur en aéronautique formé en Allemagne, est connu pour ses théories économiques excentriques et ses projets technologiques ruineux, notamment dans le domaine de la construction navale ou aéronautique, qui ont coûté des milliards à l'Indonésie.

Surnommé *« le tsar de la technologie indonésienne »*, il assure des responsabilités importantes dans vingt-quatre sociétés industrielles ou des instituts gouvernementaux divers. Les fleurons sont sans doute la présidence de l'IPTN (Nusantara Aircraft Industry), le constructeur aéronautique indonésien, et celle de l'Association indonésienne des intellectuels musulmans (ICMI), dont il a accepté la présidence en 1990. Auparavant, il avait été ingénieur en Allemagne pendant treize ans chez Messerschmitt, devenant directeur de la branche avions. Dès 1974, à son retour d'Allemagne, il est nommé conseiller présidentiel pour la technologie.

L'étroitesse des liens entre Habibie et Suharto est illustrée par de nombreuses photographies les montrant ensemble à la pêche ou se reposant dans le ranch présidentiel. Le vice-président appelait le président *« SGS »* (Super Genius Suharto, Suharto le super-génie). *« Il me considère comme un proche parent »*, dit de lui Suharto.

La désignation de Habibie à la vice-présidence avait surpris : il est l'un des rares hauts dirigeants indonésiens dépourvus de passé militaire. Il ne dispose pas non plus de base politique personnelle et n'appartient pas à la majorité javanaise qui contrôle l'essentiel du pouvoir en Indonésie. – *(AFP.)*




# L'énergique coup de pouce des Etats-Unis a contraint Suharto à partir

**WASHINGTON**
*de notre correspondant*

Dans un bref communiqué publié peu après l'annonce de son départ faite par le président Suharto, le président Bill Clinton a salué dans cette décision *« le début d'un processus conduisant à une réelle transition vers la démocratie en Indonésie »*. C'est, a-t-il ajouté, *« l'occasion pour le peuple indonésien de s'unir pour construire une démocratie stable pour l'avenir du pays »*. Les Etats-Unis *« sont disposés dès maintenant à apporter leur soutien à l'Indonésie dans la mesure où elle s'engage dans un changement démocratique »*, a-t-il conclu.

Cette déclaration faisait suite à l'intervention appuyée de Washington, par la voix de la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, pour pousser les Indonésiens à régler en douceur le départ d'un vieil autocrate que les Etats-Unis ont soutenu sans barguigner pendant quelque trois décennies. Il était temps, avait dit Mme Albright, mercredi 20 mai, pour le président indonésien d'abandonner ses fonctions, afin de *« préserver son héritage »* politique.

**UN « GESTE HISTORIQUE »**

Après avoir *« tant donné pour son pays »*, il avait l'occasion de partir sur un *« geste historique d'homme d'Etat »*. Un des conseillers de Mme Albright s'était chargé de mettre les points sur les « i » : *« c'est un langage diplomatique pour dire à un dictateur que la transition doit s'effectuer maintenant »*.

Ce n'est pas sans hésitation que l'administration américaine en est arrivée à la conclusion que seul le départ du président Suharto pouvait favoriser une transition pacifique en Indonésie. Jusqu'à ces derniers jours, le département d'Etat défendait une position bien différente : une interférence trop visible de l'Amérique dans la crise qui secoue ce pays risquait de jeter de l'huile sur le feu.

« Lâcher » le président indonésien, expliquait-on à Washington, revenait à prendre un double risque : prendre la lourde responsabilité de contribuer indirectement à l'anarchie, et donc à un éventuel bain de sang, ou voir s'instaurer une vacance du pouvoir.

Mais les termes de l'équation indonésienne ont changé : l'administration a finalement mesuré à quel point en s'accrochant à un pouvoir vacillant, le président Suharto était lui-même devenu un facteur de chaos. A Washington, les pressions se sont multipliées pour inciter le président Clinton à franchir le Rubicon diplomatique. Un nombre croissants de sénateurs, républicains et démocrates confondus, ont réclamé la démission immédiate du président Suharto, tout en critiquant la pusillanimité de l'administration. *« Le message doit être simple et direct »*, résumait le sénateur démocrate John Kerry : *« le président Suharto doit partir »*. *« Notre silence est une trahison*, renchérissait le démocrate Paul Wellstone, *nous devons être du côté des étudiants »*. Mais l'administration hésitait : nous ne voulons pas *« exacerber une situation très tendue, pour aboutir à une solution que nous ne souhaitons pas »*, soulignait Stanley Roth, *secrétaire* d'Etat adjoint pour le sud-Est asiatique.

Le chef de la Maison Blanche s'est donc contenté de lancer un appel au calme et au dialogue qui s'adressait d'abord aux forces armées indonésiennes, invitées à faire preuve du maximum de retenue pour restaurer l'ordre dans les rues de Djakarta. Washington, qui a usé de son influence pour que le déboursement du plan de sauvetage de l'économie indonésienne (quelque 43 milliards de dollars), mis en oeuvre par le Fonds monétaire international, soit suspendu, s'est engagé à reprendre son assistance financière en cas de normalisation de la situation.

Si les Etats-Unis ont si longtemps fermé les yeux sur la répression du régime Suharto – y compris après la sanglante invasion du Timor-Oriental, en 1975 –, c'est notamment parce que le chef de l'Etat indonésien était aux yeux de Washington le garant d'une certaine modération en Asie du sud-est, et que la situation économique apparaissait saine, et favorable aux investissements étrangers. Tel n'est plus le cas.

***Laurent Zecchini***

## *Les « marines » étaient prêts à évacuer les Américains*

**A la veille de la démission de Suharto, Washington avait mis les bouchées doubles en prévision d'un éventuel bain de sang en Indonésie : des « marines » américains à bord de navires d'assaut porte-hélicoptères en route pour l'Indonésie étaient prêts à participer à l'évacuation des ressortissants américains d'Indonésie. Le porte-hélicoptères *USS-Belleau-Woods* et deux autres navires d'assaut amphibies *s'apprêtaient à croiser à distance de vol de Djakarta « afin d'observer ce qui va se passer en Indonésie »*, avait indiqué le général Charles Krulak. *« Oui, ils sont prêts et ont déjà des plans pour participer à des opérations d'évacuation. On peut espérer que, dans cette éventualité, ces opérations ne rencontreraient pas d'opposition »*, avait ajouté le général américain, qui s'exprimait devant des journalistes au Pentagone. 11 000 Américains vivent en Indonésie, dont 4 800 à Djakarta. Plusieurs milliers avaient déjà quitté le pays ces derniers jours. – *(AFP.)***

# Les marchés financiers sont à la fois soulagés et sceptiques

**LES PLACES** boursières asiatiques étaient en hausse de Sydney à Tokyo, jeudi 21 mai, après l'annonce de la démission du président indonésien Suharto. Les Bourses de Singapour, Kuala Lumpur et Manille gagnaient plus de 2 % alors que celle de Djakarta était fermée. L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a fini la journée sur une progression de 1,23 % et Sydney et Hongkong enregistraient des gains plus modestes de respectivement 0,38 % et 0,23 %. *« Les émeutes devraient cesser en Indonésie, mais la démission de Suharto ne signifie pas pour autant que la situation politique et économique du pays va s'améliorer rapidement »*, estime Takayuki Togawa, responsable du marché des changes à la Tokai Bank à Tokyo.

Si les analystes estiment que le pire, le risque d'une guerre civile, a été évité, ils ne se font pas trop d'illusions sur l'ampleur du changement à venir en Indonésie. Ils considèrent dans l'ensemble que Jusuf Habibie, le successeur de M. Suharto, restera loyal avec l'ancien dictateur et surtout avec sa famille, qui se trouve à la tête des principales entreprises indonésiennes et dont la fortune est estimée à 40 milliards de dollars (240 milliards de francs). *« Ce que nous avons aujourd'hui, c'est seulement un changement de jockey sur un cheval qui ne courra pas plus vite et pas mieux »*, explique Stephen Koukoulas, économiste en chef de Citibank à Sydney. *« Le problème n'est pas limité à Suharto »*, ajoute Nial Gooding, responsable des ventes du courtier W. I. Carr Indosuez à Hongkong. *« C'est un système qui s'est construit autour de lui. Or son successeur, le vice-président Habibie, est un pilier de ce système, une quelconque célébration de la fin du régime Suharto serait prématurée »*, conclut-il.

**INFLATION AU PLUS HAUT**

Cette grande prudence des milieux financiers s'est traduite essentiellement sur les marchés de change. La roupie indonésienne, cotée à Singapour dans des volumes peu étoffés, a ainsi continué à perdre du terrain face au dollar, abandonnant encore jusqu'à 7 % à 12 050 roupies pour 1 dollar. *« Habibie ne semble pas être le genre de personnalité dont l'Indonésie a besoin pour retrouver un avenir »*, affirme Nick Marshall, directeur de Santander Investment Securities à Singapour. La roupie a perdu 79 % de sa valeur face au dollar au cours des douze derniers mois, provoquant une flambée du prix des biens de base et rendant la vie particulièrement difficile pour la population indonésienne, celle du quatrième pays le plus peuplé de la planète. L'inflation se trouve à son plus haut niveau depuis vingt-trois ans, le chômage explose et l'Indonésie devrait connaître cette année sa première récession depuis plus de trente ans.

Autre illustration du scepticisme, le yen, qui s'était nettement redressé face au dollar – le Japon étant le principal créancier de l'Indonésie –, a ensuite légèrement reflué dans la journée. Après être monté jusqu'à 135,25 yens pour un billet vert contre 136,40 mercredi soir, la devise japonaise est redescendue jeudi dans la journée à 135,53 pour un dollar. Les banques nippones ont prêté à elles seules 23 milliards de dollars sur les 58 milliards de dollars de dettes contractées auprès d'établissements financiers étrangers par les entreprises indonésiennes.

***Eric Leser (avec Bloomberg)***

# La sortie sans gloire du vieux général javanais

*Le 15 mai dernier*, avant l'aube, à l'aéroport militaire Halim de Djakarta, les blindés sur roues sont prêts et les principaux notables du régime en rangs. L'homme descend de la passerelle, lentement mais d'un pas ferme, l'ébauche d'un sourire aux lèvres, le regard fureteur. La silhouette de Suharto s'est épaissie au fil des années. Mais la détermination de l'homme qui fêtera ses soixante-dix-sept ans le 8 juin paraît alors intacte. Une fois de plus, il va se battre pour tenter de sauver ce qu'il reste de sa présidence, en cette fin humiliante d'un long règne sans partage.

**PORTRAIT**

Un homme sans charisme, piètre orateur, mais d'une fermeté à toute épreuve

Les salutations sont brèves, et le cortège armé s'ébranle en direction du quartier Jalan Cendana, dans le centre-ville, où se trouve la résidence privée du chef de l'Etat. L'homme qui a tenu, pendant trente-deux ans et d'une main de fer, l'immense archipel indonésien a, plus que jamais, besoin de biaiser pour retracer un chemin, recoller les morceaux, retrouver un semblant d'autorité. La veille, Djakarta a vécu des moments de folie : une mise à sac en règle par des voyous qui ont pillé, incendié, dévalisé les centres commerciaux, les magasins, les banques. Bilan de ce dérapage de la pauvreté, du chômage : un demi-millier de morts, pour la plupart pris au piège d'incendies de supermarchés.

Le roi exprime ses *« profonds regrets »*. Il comprend, dit-il, la volonté de *« réformes »*. Si les Indonésiens ne veulent plus de lui, répète-t-il, il est prêt à s'en aller, mais *« conformément à la procédure constitutionnelle »*. Une réserve vite interprétée comme une ultime volonté de ne pas s'en aller sur un si cinglant échec. Le vieux lutteur ne veut pas jeter l'éponge. Il n'a, à vrai dire, jamais songé à partir. Une fois de plus, il tente de confondre ses adversaires, de les neutraliser, d'élargir les brèches qui lui permettront, peut-être, de rétablir son autorité. Mais il est trop tard.

Trente-deux années, donc, dans l'histoire d'une Indonésie réellement indépendante depuis tout juste un demi-siècle. Celui qui se veut le « père du développement », qui a pris le pouvoir par la force et le perd de la même façon, a régné sans partage, longtemps avec la conviction qu'il était investi de la mission quasi divine de maintenir l'unité de l'archipel, d'y assurer l'ordre et d'en amorcer le développement. Le silence contre le progrès, les libertés individuelles sacrifiées à la nécessité du consensus, les principes fondateurs – ceux du *panchasila* – réinterprétés en fonction des besoins du moment.

**MASSACRES**

Il n'est pas tendre avec ses adversaires. Au milieu des années 80, on a encore fusillé, en Indonésie, des gens condamnés à mort une vingtaine d'années auparavant. Les massacres de 1965-1966, qui lui ont permis d'asseoir son pouvoir, ont fait entre deux cent mille et cinq cent mille victimes. L'occupation militaire de Timor-Oriental, en 1975, puis l'annexion de cet ancien territoire portugais l'année suivante ont été suivies d'une politique d'extermination qui aurait fait plus de deux cent mille morts.

La « subversion », sous l'« Ordre nouveau » de Suharto – terme choisi pour l'opposer à l'ordre ancien de son prédécesseur, Sukarno –, est passible de la peine de mort. Au nom de l'anticommunisme, deux millions de gens ont été entassés dans des camps de concentration, dont l'île de Buru fut le symbole, pour se retrouver, à la sortie, en résidence surveillée pendant de nombreuses années. Les révoltes d'Atjeh, à la pointe occidentale de Sumatra, ont été noyées dans le sang. Et Suharto a mis en place un système politique assez ficelé – police secrète, trois partis autorisés seulement, refus de la notion même d'opposition, censure – pour neutraliser, pendant trente ans, à la javanaise, toute contestation de son autorité. Beaucoup lui reprochent d'avoir, de même que son épouse et ses six enfants, accumulé une fortune par le biais de faveurs, de monopoles, d'associations avec des capitaux étrangers ou d'Indonésiens d'origine chinoise très en vue dans son entourage. La dénonciation de ces maux, *« corruption, collusion, népotisme »*, a été l'un des premiers slogans des étudiants qui ont fini par manifester, en février, alors que l'économie s'effondrait. Ensuite, *« Reformasi »*, le slogan le plus fréquent, n'aura qu'un seul sens : « réforme » est devenu synonyme de « démission du président ».

Les plus indulgents reconnaissent à Suharto d'avoir remis sur pied un archipel au bord de la banqueroute dans les années 60. A la « mafia de Berkeley », groupe d'économistes indonésiens formés sur le campus de la célèbre université de Californie, il a confié la gestion de l'économie au début des années 70. En pleine guerre froide, son anticommunisme à la fois calme et solide comme l'acier *lui a permis de bénéficier* d'une aide considérable de l'Occident et du Japon. L'Indonésie est ainsi devenue un terrain d'autant plus privilégié pour les investisseurs étrangers que les ressources naturelles (pétrole, gaz, bois, minerais) *et les bras (202 millions d'habitants* de nos jours) ne manquaient pas. En outre, la prédominance d'un islam modéré (85 % de la population) rassurait et la méthode Suharto assurait la stabilité.

***CORRUPTION***

Suharto a donc également mis les enfants à l'école, amorcé la création d'infrastructures et permis au pays de flirter, pendant quelques années, avec l'autosuffisance alimentaire. Bref, le décollage, avec des taux solides d'expansion, se réalisait et, au début des années 90, l'Occident saluait la naissance d'une nouvelle « économie émergente », avec classes moyennes stabilisatrices. En Asie, au coeur de ce club si dynamique formé par l'Asean, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Indonésie faisait figure de pilier. Le bébé-tigre indonésien naissait.

*C'était oublier* que l'Indonésie se portait à peine mieux que les Philippines, au sortir des vingt ans de pillage par les Marcos, et qu'elle gardait bien des caractéristiques du tiers monde : régime politique autocratique et rétrograde ; corruption et pratiques financières osées ; développement industriel *sans grande valeur ajoutée* ; formation limitée ; écarts criants de revenus ; et pour seules valeurs sûres à l'exportation, l'exploitation et, dans le cas des forêts, le pillage de matières premières. L'horizon barré de gratte-ciel *flambant neufs de Djakarta* cachait donc une réalité plus triste et, surtout, un éventail de bidonvilles mi-ruraux mi-urbains dont surgiraient, à l'occasion de la première grave crise, les vandales du 14 mai 1998.

**TRENTE-DEUX ANS DE RÈGNE**

L'itinéraire suivi par Suharto n'est pas toujours annonciateur de ce qu'il fera de son succès. Javanais des environs de Yogyakarta, donc de modeste origine rurale, il *s'engage en 1940, après des études* primaires, dans la milice indigène de l'armée des Indes néerlandaises.

Il est sergent en 1942 quand le Japon occupe Java et, l'année suivante, s'engage dans la Peta, les *« défenseurs de la patrie »*, armée levée par les Japonais. Le voilà formé et très vite capitaine. En 1945, quand l'indépendance est proclamée, il rejoint l'armée nationale, se distingue dans les combats contre les Hollandais et se retrouve *lieutenant-colonel* lors du transfert officiel, en 1949, de la souveraineté. Il se bat également en Irian Jaya, possession hollandaise dont l'ONU reconnaîtra l'intégration à la République indonésienne.

Circonstance-clé : le général Suharto commande, depuis 1963, Kostrad (*les réserves stratégiques*, unité d'élite) quand six de ses collègues sont assassinés le 1er octobre 1965. Calmement, mais sans état d'âme, Suharto prend les choses en main, démantèle le système Sukarno, écarte progressivement du pouvoir son unique prédécesseur, dirige une terrible répression et, au bout du compte, se fait élire en 1968 président par une Assemblée consultative du peuple, laquelle lui renouvellera six fois de suite ce mandat quinquennal. Un règne commence.

Un règne à la javanaise, sans flamboyance, celui d'un homme reclus, d'une fermeté à toute *épreuve, piètre orateur et sans* grand charisme, mais dont la volonté et l'autorité ont impressionné tous ceux qui l'ont rencontré. Suharto recule pour mieux sauter.

Il contourne les obstacles, se montre rarement, ne cajole guère les foules, auxquelles il préfère de plus rassurants défilés militaires, fait valser ses collaborateurs. Main de fer dans un gant de velours, il n'aime pas la confrontation mais n'hésite pas pour autant à écarter de son chemin tous ceux qui *peuvent lui faire de l'ombre*.

L'usure du pouvoir et la plus grave crise économique régionale depuis son accession au pouvoir vont mettre à nu les défauts du système.

L'illusion s'évanouit. Classes *moyennes et étudiants, qui sont* les produits du système, se retournent contre lui quand, en échange de leur silence, on ne leur offre que l'inflation, l'austérité, le chômage ou l'évanouissement de leurs ambitions. Moins effrayés *que leurs aînés, les étudiants sont* les premiers à manifester, au début de 1998, contre le gouvernement. Le trône chancelle. L'appel à l'aide internationale, à l'heure de CNN, les crédits du FMI contraignent Suharto à se battre un bras dans le dos.

Il le fait. Il dit « oui », publiquement, à Michel Camdessus et « non », en privé, à Bill Clinton. Entretemps, il réaffirme son autorité en obtenant, par acclamation, un septième mandat présidentiel de l'Assemblée consultative du peuple, dont la majorité des *membres a été choisie par lui*. Mais l'environnement s'est trop dégradé pour qu'il ne s'agisse pas d'un combat d'arrière-garde. Suharto rate ainsi une sortie à laquelle il n'avait jamais réellement songé.

***Jean-Claude Pomonti***

## *Chronologie*

- **30 septembre 1965 :** tentative de coup de force contre le gouvernement du président Sukarno.
- **12 mars 1967 :** le général Suharto est nommé président par intérim. En mars 1966, le président Sukarno lui avait cédé par décret les pleins pouvoirs.
- **28 octobre 1967 :** rupture des *relations avec la Chine accusée* d'avoir soutenu le Parti communiste indonésien (PKI), lors de la tentative de putsch. La répression fait de 200 000 à 500 000 morts.
- **27 mars 1968 :** le général Suharto *devient président de* la République.
- **3 juillet 1971 :** victoire aux élections législatives du Golkar, le parti au pouvoir, créé en 1964 par les forces armées.
- ***7 décembre 1975 :*** invasion de Timor oriental, ancienne colonie *portugaise, par l'armée* indonésienne, dix jours après la proclamation d'une République démocratique du Timor oriental.
- **12 novembre 1991 :** des soldats tirent sur des indépendantistes rassemblés à Dili, capitale du Timor *oriental, faisant officiellement* 50 morts et 90 disparus (271 morts et 200 disparus, selon des sources indépendantistes).
- **27-28 juillet 1996 :** les plus graves émeutes depuis vingt ans à Djakarta, après l'assaut de la police *contre le siège du Parti* démocratique indonésien (PDI, opposition).
- **31 octobre 1997 :** l'Indonésie, pays le plus touché par la crise asiatique, bénéficie d'un plan de sauvetage, coordonné par le FMI, *de plus de 40 milliards de dollars*.
- **10 mars 1998 :** Suharto est reconduit à la tête de l'Etat pour un septième mandat de cinq ans.
- **12-14 mai 1998 :** trois jours de violences à Djakarta font 15 morts.
- **15 mai 1998 :** Suharto, qui était en visite au Caire, rentre dans Djakarta dévastée. Début de l'évacuation des étrangers. Emeutes à Surabaya. En une semaine, les *émeutes ont fait* plus de 500 morts.
- **19 mai 1998 :** Suharto annonce la tenue de nouvelles élections *« aussi vite que possible »*. Il ne briguera pas un nouveau mandat. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل



# Les électeurs d'Irlande du Nord s'apprêtent à entériner l'accord de paix du vendredi saint

## Les protestants de Portadown croient toujours au succès du « non » au référendum

**Les électeurs d'Irlande du Nord et de la République d'Irlande sont appelés, vendredi 22 mai, à se prononcer par référendum sur l'accord de paix signé, le 11 avril 1998, à Belfast. Si le oui l'emporte, comme l'indiquent les sondages, l'Ulster sera doté d'une semi-autonomie. A Portadown, l'un des fiefs des unionistes opposés à l'accord, les partisans du non en appellent à Dieu et sont sûrs de leur victoire.**

PORTADOWN
*de notre envoyé spécial*

Portadown, au centre de l'Ulster, est sans doute la ville où la confrontation entre catholiques et protestants est la plus dure. C'est ici que les ultras du LVF ont récemment assassiné plusieurs catholiques. C'est ici que chaque année, en juillet, la parade orangiste à Drumcree suscite les protestations les plus véhémentes de la communauté nationaliste. C'est aussi la circonscription de David Trimble, le principal signataire unioniste protestant de l'« accord du Vendredi saint », que des extrémistes ont traité, samedi dernier, dans la rue, de *« traître »* et de *« Judas »*.

Conseiller municipal et responsable local du Parti démocratique (DUP) du révérend Ian Paisley, Mervyn Carrick reprend à son compte *« les rumeurs qui disent que Trimble a été acheté. Et ce n'est pas la première fois »*. Il se dit certain de la victoire du non, sinon, son parti fera tout pour *« détruire l'accord »* de l'intérieur. On sent chez lui une ferveur toute religieuse, une passion qui le rend certain d'un appui divin, et donc de la perversité foncière de l'adversaire. Pour lui, tout est simple : *« Le gouvernement britannique a laissé tomber des citoyens respectueux de la loi. Il a payé les terroristes. S'il les avait éliminés, la démocratie aurait été restaurée et on aurait pu trouver un accord entre partis démocratiques. »*

**PARADOXES**

Refusant *« la paix à n'importe quel prix »* et le *« chantage »*, il lui est difficile d'admettre que les nationalistes puissent partager un pouvoir longtemps détenu sans partage par les protestants. L'idéal, pour lui, c'est *« une cohabitation comme avant 1969 »*, exactement ce contre quoi le mouvement pour les droits civiques et l'IRA se sont battus avec des moyens différents. Les droits des protestants s'appuient, selon lui, sur *« l'accord Williamite »*, conclu avec Guillaume d'Orange après l'écrasement des autochtones catholiques. On sent, derrière le sourire, un passé de violence remonter à la surface. Il explique pourquoi la tension demeure vive à Portadown : *« Au XVII[e] siècle, la rivière Bann, qui coule à Portadown, était rouge du sang des protestants assassinés. »*

Ces unionistes sont paradoxaux. Ils réclament une union avec des Britanniques qui n'en veulent pas, ils s'opposent à un accord soutenu par tous les partis politiques et par la reine. Pourtant, cette position n'est pas l'apanage d'un petit groupe d'extrémistes. Elle est partagée par un bon tiers de la population protestante, en particulier par les 80 000 membres du Loyal Ordre d'Orange. Dans son bureau de Belfast, entouré de drapeaux et de trophées comme un musée des guerres passées, George Patton, directeur exécutif, explique pourquoi l'ordre appelle à voter non et pourquoi il est certain que la majorité de ses coreligionnaires voteront comme lui. *« Cet accord met au pouvoir des gens qui ne sont pas des démocrates, qui ont du sang sur les mains. C'est immoral. Je ne comprends pas comment un unioniste – David Trimble en particulier – peut voter oui. »* Peu importe que les terroristes aient mis bas les armes, que le Sinn Fein ait signé l'accord, qu'un ancien dirigeant de l'IRA affirme que la violence *« est une voie sans issue »*, *« je ne leur ferai confiance que lorsqu'ils auront rendu leurs armes. C'est un acte de foi »*.

Il affirme qu'il existe plusieurs alternatives à l'« accord du Vendredi saint » et critique Tony Blair pour les avoir rejetées : intégration totale au Royaume-Uni, autonomie comme en Ecosse ou Parlement local indépendant dans lequel ne siégeraient que les partis constitutionnels. *« Nous avons plus à offrir. »* Mais à qui, puisque ces propositions sont repoussées par les nationalistes ?

**ACCORD « ANTI-CHRÉTIEN »**

Dans cette province profondément religieuse, où la foi – ou le fanatisme – ont été le ferment des deux communautés, le rôle du clergé reste très important. Si la hiérarchie catholique soutient le processus de paix, une part importante des pasteurs protestants – en particulier presbytériens – s'y oppose, comme à l'Antéchrist. Ils ont été 155 à écrire au quotidien unioniste *Belfast Telegraph* pour dénoncer *« l'outrage »* constitué par un accord *« immoral et anti-chrétien »*. Citant les textes sacrés – 13[e] Epître aux Romains, versets 3-4 –, ils affirment que *« cet accord est une insulte à la face de Dieu »*. Ils lancent même une malédiction contre les politiciens favorables au oui en des termes bibliques : *« Si tu fais le mal, tremble, car il* (le pasteur) *est le vengeur qui exécute le châtiment contre ceux qui commettent le mal. »*

Le style peut paraître désuet mais, explique le rédacteur en chef adjoint du *Portadown Times* – un petit hebdomadaire courageux dénoncé par les extrémistes des deux bords –, *« il ne faut pas oublier que l'Irlande du Nord est un pays claustrophobe. C'est pourquoi il faut qu'elle change »*. Il en est persuadé, mais pas au point de prendre position dans son journal en faveur du oui. Dans une ville aussi divisée, ce serait suicidaire.

***Patrice de Beer***

### *Ultime croisade de Tony Blair*

**Le premier ministre britannique, Tony Blair, a lancé, mercredi 20 mai, un appel passionné aux électeurs protestants encore hésitants afin d'obtenir un « oui » ferme lors du référendum de vendredi sur l'accord de paix en Irlande du Nord.**

***« Je pense que cet accord, conçu comme il l'a été sur des principes solides, offre la meilleure chance aux gens d'ici pour la paix, l'espoir et la stabilité dans le futur,*** **a déclaré M. Blair devant le public de l'université d'Ulster, dans la province de Coleraine.** ***C'est la chance pour l'Irlande du Nord d'avoir un avenir meilleur. Je ne sais pas si cette chance se représentera pour cette génération si nous lui tournons le dos maintenant (...) J'espère que vendredi les gens, quels que soient leurs doutes, auront le courage de voter pour le futur, la prospérité et la stabilité que nous pouvons apporter. »*** **– (Reuters.)**

# Rwanda : l'ONU aurait su dès 1993 que des massacres se préparaient

**MONTRÉAL.** L'ONU et les puissances occidentales auraient su dès 1993 *que des massacres* se préparaient au Rwanda, selon l'historien canadien Jacques Castonguay. Une lettre écrite par des officiers rwandais, reproduite dans un ouvrage de M. Castonguay, *Les Casques bleus au Rwanda*, affirme que des massacres sont en préparation : Ce document n'est pas daté, mais les événements évoqués permettent de situer son envoi au début du mois de décembre 1993. La lettre est adressée au commandant des forces de l'ONU, le général Roméo Dallaire, et aux missions diplomatiques. Ces massacres devaient être l'aboutissement d'un *« plan machiavélique »* du président Juvenal Habyarimana pour inciter les rebelles tutsis à *« violer le cesser-le-feu »*, *« ce qui servirait de prétexte pour la reprise généralisée des hostilités »*. – *(AFP.)*

**AFRIQUE**

■ **RWANDA : la police kenyane a affirmé,** mercredi 20 mai, avoir arrêté le commanditaire et deux exécutants du meurtre de l'ancien ministre de l'intérieur rwandais, Seth Sendashonga, opposant à Kigali et réfugié au Kenya. Selon la police, le meurtre est lié à une affaire de détournement d'argent. La veuve de M. Sendashonga a affirmé que ces aveux étaient une *« machination »* organisée par le pouvoir de Kigali, qu'elle accuse de l'assassinat. – *(Reuters.)*

■ **SIERRA LEONE : l'Ecomog, la force ouest-africaine** chargée de la sécurité en Sierra Leone qui a renversé en février la junte au pouvoir, a affirmé, mercredi 20 mai, avoir *« le contrôle effectif » des capitales de* tous les districts du pays. Le secrétaire général de la junte déchue, le colonel Sesay, s'est *« repenti »* publiquement à Freetown et a appelé son chef, Johnny Paul Koroma, à se rendre. – *(AFP.)*

■ **ÉTHIOPIE : quatre nouveaux journalistes ont été incarcérés** depuis le début du mois de mai, a dénoncé Reporters sans frontière, mardi 19 mai. L'Ethiopie serait le pays au monde comptant le plus de *journalistes emprisonnés,* avec vingt et un détenus. – *(AFP.)*

**EUROPE**

■ **ESPAGNE : la production industrielle en Espagne** a progressé de 14 % en mars par rapport au même mois de 1997, a indiqué, mardi 20 mai, l'Institut national de la statistique (INE). – *(AFP.)*

■ **ITALIE : le président du conseil italien, Romano Prodi,** a rejeté, mercredi 20 mai, la démission de son ministre de la justice, Giovanni Maria Flick, qui avait admis sa *« responsabilité politique »* dans la fuite d'un chef de la mafia, Pasquale Cuntrera, tout en faisant remarquer que ni lui ni le gouvernement n'auraient pu faire quelque chose pour empêcher ce faux pas dû à un mauvais fonctionnement de la justice. Cette affaire a soulevé d'autant plus d'émotion qu'elle survient deux semaines après un cas presque identique, la fuite de l'ancien grand maître de la loge P2, Licio Gelli. – *(Corresp.)*

■ **RUSSIE : face aux rumeurs de dévaluation du rouble,** le président russe Boris Eltsine a déclaré, mercredi 20 mai : *« Nous allons continuer à suivre une ligne prudente, équilibrée, pour sauver notre marché financier. »* Le ministère russe des finances a annoncé un plan *d'austérité prévoyant 8 % de réduction des dépenses publiques et des* hausses de taxes à l'importation, afin de dégager 40 milliards de roubles (40 milliards de francs). Quelque 500 millions de roubles, pris sur le budget de l'appareil d'Etat, doivent commencer à parvenir aux mineurs qui bloquent depuis une semaine les voies ferrées du pays. – *(Corresp.)*

■ **YOUGOSLAVIE : le parti du leader des Albanais du Kosovo,** Ibrahim Rugova, *s'est déclaré* favorable à la *poursuite* avec Belgrade d'un dialogu[illegible] statut d[illegible] communiqué publié mercredi 20 mai à Pristina. Des désaccords entre les conseillers de M. Rugova chargés de préparer les pourparlers avec Belgrade avaient fait planer mardi une incertitude sur leur avenir et sur la tenue de la prochaine réunion, prévue pour vendredi à Pristina. – *(AFP.)*

■ **L'ancien président du Monténégro, le socialiste Momir Bulatovic,** a été élu, mercredi 20 mai par le Parlement à la tête du gouvernement yougoslave (Serbie et Monténégro), à l'initiative du président Slobodan Milosevic. M. Milosevic et ses alliés visent à remettre au pas le Monténégro qui, sous l'impulsion du président Milo Djukanovic, *s'est engagé dans la voie des réformes* avec le soutien de la communauté internationale. M. Djukanovic a fait savoir qu'il ne reconnaîtrait pas le nouveau premier ministre et son gouvernement. – *(AFP.)*

# L'Allemand Horst Köhler prend la direction de la BERD

**APRÈS QUATRE MOIS** d'incertitude, la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD) connaît enfin le nom de son prochain patron. Mardi 19 mai, les ministres des finances de l'Union européenne ont adoubé Horst Köhler, cinquante-cinq ans, patron des caisses d'épargne allemandes depuis 1993. Ainsi s'achève le dernier acte du grand marchandage sur les présidences des institutions européennes, qui dure depuis l'automne 1997. Malgré des mois de manœuvres byzantines, la France n'a obtenu aucun des postes qu'elle convoitait (*Le Monde* du 7 mai).

Les stratèges gouvernementaux tenteront bien de faire valoir que la France a atteint son objectif en s'opposant à l'amicale des banquiers centraux sur la présidence de la BCE. Le bilan français est pourtant peu glorieux. Non seulement le « compromis » arraché par Jacques Chirac – quatre ans pour Wim Duisenberg, huit ans pour Jean-Claude Trichet – a donné une piètre image de l'Europe au moment du lancement de l'euro, mais il n'est même pas sûr qu'il sera respecté : M. Duisenberg répète à l'envi que, finalement, il ne sait pas s'il partira ou non au bout de quatre ans. La présidence de la BERD échappe à la France, laquelle s'efface pour ne pas envenimer ses relations avec Bonn. Le jeu de billard français a privé l'institution de président depuis la fin janvier, au moment où elle doit repenser sa stratégie à l'égard des pays en transition. Cette vacance de pouvoir a par ailleurs permis au président par intérim, l'Americain Charles Frank, vice-président, d'imprimer une empreinte résolument anglo-saxonne dans une institution à dominante européenne.

Le choix d'un Allemand à la tête de la BERD – et de Horst Köhler en particulier, proche d'Helmut Kohl, membre de la CDU et personnalité respectée – a pourtant une vertu : celle d'apaiser les tensions dans le couple franco-allemand et de rééquilibrer la présence allemande au sein des institutions multilatérales, Bonn ne dirigeant jusqu'à présent aucune d'entre elles.

**LE « SHERPA » DE M. KOHL**

Economiste de formation, Horst Köhler succéda en 1990 à Hans Tietmeyer au poste de secrétaire d'Etat au ministère fédéral des finances, sur proposition du ministre Theo Waigel. Compétent pour les questions de politique monétaire, les relations financières avec la Communauté européenne d'alors, et pour la Treuhand, l'organisme chargé de privatiser les industries de l'ex-RDA, il fut l'un des hommes-clés de l'unification monétaire interallemande, le 1[er] juillet 1990, quand l'ex-RDA adopte le mark Ouest. Il joue également un rôle éminent dans les négociations sur l'aspect financier du retrait des troupes soviétiques de l'ex-RDA. Il devient l'un des plus proches conseillers du chancelier Kohl, dont il était le « sherpa » lors des sommets économiques internationaux ou d'autres réunions internationales.

La nomination du nouveau président doit encore être formellement ratifiée par la soixantaine de pays membres de l'institution, créée en 1991 pour accompagner la transition économique des pays de l'ex-bloc communiste. Désormais absente de tous les postes-clés de la BERD, la France espère obtenir au moins une vice-présidence de la banque comme contrepartie à son adhésion à la candidature allemande. Cette bataille non plus n'est pas gagnée.

***Babette Stern***

# Paris et Bonn commandent 160 hélicoptères de combat Tigre

**BERLIN.** La France et l'Allemagne ont signé mercredi 20 mai à Berlin un accord par lequel chacun des deux pays s'engage à commander *80 hélicoptères d'attaque Tigre conçus* par le groupe franco-allemand Eurocopter, filiale d'Aerospatiale et de DASA. C'est le premier acte officiel marquant l'entrée en production d'un hélicoptère armé – à vocation anti-chars et anti-hélicoptères – qui sera commun aux deux pays. Le contrat allemand porte sur l'achat de 80 Tigres dans la version anti-char (livraison dès 2001), soit 13 milliards de francs. La commande française, pluriannuelle, porte sur l'acquisition de 70 Tigres anti-hélicoptère et 10 versions anti-char (livraison à partir de 2003), *soit* 8,5 milliards de francs. Les besoins allemands sont estimés à 212 exemplaires, et les besoins français à 215. – *(Corresp.)*

# Désaccord entre les Etats-Unis et l'Europe sur les futures négociations commerciales

GENÈVE
*de notre envoyé spécial*

La deuxième conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est achevée, mercredi 20 mai à Genève, sur un bilan mitigé. Personne ne remet en cause les fondements du système commercial multilatéral, mais de profondes divergences de vues demeurent tant sur les sujets des futures négociations que sur le rythme à imprimer à la libéralisation des échanges.

L'Union européenne maintient notamment son opposition à la proposition de négociations commerciales sectorielles du président Clinton. Jacques Santer a réitéré sa préférence pour le lancement *« d'un cycle du millénaire »*, estimant qu'une approche globale ouvre de meilleures perspectives qu'une approche régionale ou sectorielle.

Dans la déclaration publiée à l'issue de la réunion, les représentants des 132 pays membres estiment qu'il convient de *« faire encore davantage pour permettre à tous les peuples du monde de prendre part pleinement et équitablement à ces réalisations »*. Ils s'engagent à *« rejeter le recours à toute mesure protectionniste »*.

**LES PETITS MARGINALISÉS**

Les ministres se sont montrés profondément préoccupés *« par la marginalisation des pays les moins avancés et de certaines petites économies »* dont les difficultés se sont aggravées *« sous l'effet du problème chronique de la dette extérieure »*. De son côté, le secrétaire d'Etat français au commerce extérieur, Jacques Dondoux, a attiré l'attention sur le travail forcé, ou le travail des enfants – *« un débat que l'OMC ne peut ignorer »*.

En attendant une session extraordinaire du conseil général de l'OMC prévue pour septembre, les pays membres ont accepté la proposition des Etats-Unis de maintenir, à titre provisoire, l'exemption douanière actuelle sur les transmissions électroniques.

***Jean-Claude Buhrer***

هكذا من الأصل



(Publicité)



Comité Exécutif International de Allianz AG – de gauche en-haut à droite en bas: Joe L. Stinnette, Jr. (Fireman's Fund), Michael Diekmann (Allianz-Asia Pacific), Alexander Hoyos (Allianz Elementar), Gerd-Uwe Baden (Elvia/Berner), Detlev Bremkamp (Allianz), Reiner Hagemann (Allianz), Helmut Perlet (Allianz), Herbert F. Hansmeyer (Allianz), Gerhard Rupprecht (Allianz), Angelo Marchiò (RAS), Diethart Breipohl (Allianz), William Raymond Treen (Cornhill), Henning Schulte-Noelle (Allianz), Lowell C. Anderson (Allianz Life), Dominique Bazy (Allianz France)

# Toutes les sociétés du groupe Allianz souhaitent la bienvenue aux AGF.







Allianz




ELVIA

هكذا من الأصل



**COHABITATION** Malgré l'appel au calme lancé, mercredi 20 mai, par le président de la République et par le *premier ministre*, le groupe RPR a de nouveau interpellé, à l'Assemblée nationale, Lionel Jospin sur sa situation entre 1995 et 1997, où il était fonctionnaire du ministère des *affaires étrangères et premier secrétaire* du Parti socialiste. ● CETTE RELANCE du débat a été voulue par l'Elysée, bien que Jacques Chirac ait demandé au chef du gouvernement une déclaration commune contre les *« dérives »* de la vie politique. ● M. JOSPIN, qui a interdit à ses ministres d'évoquer les affaires judiciaires en cours et le nom du président de la République à ce propos, a reconnu que, faute d'affectation, il avait été *« potentiellement payé à ne rien faire »*. ● LA CRISE PARISIENNE perdure, malgré l'arbitrage de Philippe Séguin et la volonté de Jacques Chirac.

# Jacques Chirac appelle au calme mais laisse le RPR poursuivre l'offensive

## Lionel Jospin a dû encore se défendre devant l'Assemblée nationale d'avoir bénéficié d'un « emploi fictif » aux affaires étrangères. Cette nouvelle attaque ne fait pas l'unanimité dans les rangs gaullistes, qui s'inquiètent des effets de la « déflagration » à la Mairie de Paris

*« C'ÉTAIT plutôt pesant. Chirac regardait le plafond. Il a juste dit deux mots sur la communication de Védrine. Jospin n'était pas plus disert. Il y avait de la tension dans l'air »*, raconte un ministre en évoquant le conseil des ministres du mercredi 20 mai. La tournure acide de la cohabitation a donné à ce conseil un tour peu ordinaire. Juste avant le rendez-vous hebdomadaire de l'Elysée, Jacques Chirac a profité de son tête-à-tête avec Lionel Jospin pour prendre l'initiative d'un appel au calme. Le président de la République a été *« ulcéré »* par les propos d'Elisabeth Guigou qui, dimanche 17 mai sur Europe 1, avait remarqué, note de ses services à l'appui, que *« comme tous les Français le président de la République peut être traduit devant les tribunaux s'il a commis des délits »*.

**RÉCIT**

**Le premier ministre ordonne le silence. Au Palais-Bourbon, nouvelle polémique**

Les deux hommes conviennent de lancer un appel au calme. Dans la foulée, Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République, et Olivier Schrameck, directeur de cabinet du premier ministre, prennent contact et relaient ce qui apparaît, sans en avoir la forme, comme un communiqué commun. Plus rapide, l'Elysée fait savoir que les deux têtes de l'exécutif ont exprimé *« leur inquiétude face à des dérives qui risquent de troubler la vie politique française au détriment de la démocratie »*. Matignon reprend la même phrase à un mot près, parlant de *« discours »* et non de *« dérives »*. En rendant compte du conseil, Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, trouve la synthèse : *« C'est la dérive dans le discours. »*

Le conseil des ministres achevé, Jacques Chirac sort et Lionel Jospin retient, avec l'accord du chef de l'Etat, ses ministres. A peine cinq minutes. Le premier ministre est clair, bref et précis : *« Je vous demande de ne pas vous exprimer sur les procédures judiciaires en cours et je vous interdis d'évoquer le nom du président de la République* [à ce propos]. *Vous vous débrouillez comme vous voulez mais vous n'en parlez pas ! »* Le ton est sans appel. *« Je ne veux pas que les ministres évoquent une élection présidentielle »*, ajoute-t-il, en observant que de tels propos risqueraient de *« nous desservir et de desservir la démocratie »*.

Lionel Jospin indique qu'il a déjà parlé du sujet avec un ministre – il s'agit d'Elisabeth Guigou à qui il a téléphoné après ses déclarations à Europe 1 – et qu'il en dira un mot à un autre... L'autre, c'est Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, qui a émis l'hypothèse, le 17 mai, d'une élection présidentielle anticipée. Le premier ministre attend la fin des questions au gouvernement pour signifier à Claude Bartolone, proche lieutenant de Laurent Fabius, qu'il n'est pas opportun de parler de la présidentielle. Dès lundi, lors de la réunion hebdomadaire des directeurs de cabinet, Olivier Schrameck avait *« très clairement et très vigoureusement »* rappelé à l'ordre les ministres bavards en leur signifiant qu'ils devaient observer une *« totale réserve sur toute procédure judiciaire en cours »*.

Lorsque Lionel Jospin se rend à l'Assemblée nationale, il ne s'attend pas à ce que le RPR donne une suite à la question de Patrick Devedjian. Le nom de Christian Jacob figure bien sur la liste du RPR, mais Matignon s'attend à ce que l'ancien responsable des jeunes agriculteurs interroge Louis Le Pensec. *« Par prudence et par méthode »*, Lionel Jospin, ministre plénipotentiaire de deuxième classe *« en position de détachement de longue durée »* depuis le 3 juillet 1997, prépare un argumentaire précis. Blessé par l'attaque de la veille, il n'entend pas être pris de court.

Après la réunion des groupes RPR et UDF, Christian Jacob, député de Seine-et-Marne, proche de Jacques Chirac, s'est pourtant proposé auprès de Jean-Louis Debré pour reposer « la » question. M. Debré aide donc son compagnon à préparer ce que le RPR appelle déjà un *« nouveau Scud »*. Les deux hommes ont connaissance de la déclaration de Jacques Chirac et de Lionel Jospin. *« Mais,* affirme M. Jacob, *je me sens en parfaite adéquation avec le président de la République. »* Le feu vert de l'Elysée à cette nouvelle offensive ne fait guère de doute, même si Matignon se refuse à parler de *« double jeu »*. Un proche de Jacques Chirac ne confiait-il pas, mardi soir, après la question de Patrick Devedjian : *« On leur a donné la bombe atomique mais ils n'ont pas été capables de la faire exploser correctement »* ?

**OVATIONS ET BILLETS**

Pendant l'échange, interrompu trois fois par des ovations debout des élus socialistes, Pierre Méhaignerie, qui suit le débat salle des Quatre-Colonnes, ne peut s'empêcher de rire en voyant les mines graves des députés RPR filmées pendant la réponse de Lionel Jospin. Le député UDF d'Ille-et-Vilaine juge préférable d'*« arrêter ce cinéma »*. Il ne *« voit pas la raison d'être »* de cette seconde question. Plus catégorique, Pierre Albertini (UDF, Seine-Maritime) lâche : *« Quels crétins ! On voudrait se suicider, on ne ferait pas mieux. »*

L'altercation achevée, Christian Jacob reçoit huit petits mots, *« la plupart non signés »*, en provenance des bancs socialistes. *« Bravo, recommence quand tu veux »*, lit-il. Le premier ministre se retourne plusieurs fois pour remercier de la tête, ou d'un mot, les députés socialistes qui l'ont complimenté. Il n'a pas à le faire pour Robert Hue. Le secrétaire national du PCF l'a applaudi mais assis. Il préfère ne pas se mêler à ce ballet qui donne, selon lui, une piètre idée de la politique aux *« gens »*. François Hollande juge que cette *« agressivité »* traduit *« une inquiétude, un désarroi, une profonde division de l'opposition »*. *« Elle ne pourra pas faire son unité sur le dos de la démocratie »*, ajoute le premier secrétaire du PS.

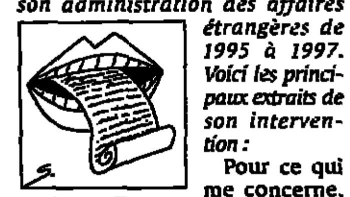
Sur les bancs RPR, Philippe Auberger, député de l'Yonne, qui voisine avec Jean-Louis Debré et Philippe Séguin, fait savoir qu'il y a *« d'autres exemples à creuser »*. Il cite *« les cas »* de François Hollande – qui, conseiller référendaire à la Cour des comptes, s'est pourtant mis en disponibilité en septembre 1996, à la demande de Pierre Joxe –, de Michel Vauzelle, ou de membres des cabinets de Dominique Strauss-Kahn et de Claude Allègre – *« une centaine de fonctionnaires payés par l'éducation nationale »*. Philippe Séguin et Jean-Louis Debré acceptent l'idée de Philippe Auberger de demander une commission d'enquête sur les mises en disponibilité au sein de l'Etat. *« Nous avons encore plusieurs Scud en réserve. Nous ne nous laisserons pas faire »*, confie le député. *« Le premier ministre, se* félicite Guy Drut (RPR, Seine-et-Marne), *a prononcé la phrase malheureuse. Il a dit oui, j'ai été payé à ne rien faire. La voilà la mauvaise graisse que dénonçait Juppé. »*. *« Jospin a beau jeu d'affirmer que c'est Juppé qui lui a refusé un poste,* renchérit Philippe Briand (RPR, Indre-et-Loire). *Mais qui était le président de la République, de 1993 à 1995 ? Mitterrand. S'il avait voulu vraiment recaser Jospin, il l'aurait exigé. »*

Se retranchant derrière l'anonymat, un autre député gaulliste livre une analyse toute différente : *« Cette affaire de la Mairie de Paris est une vraie déflagration pour nous. Les socialistes ont connu la même chose avec l'affaire Urba et ils ont perdu le pouvoir. Mais quand on n'a plus le pouvoir et qu'une affaire pareille vous arrive dessus, que se passe-t-il ? On disparaît. C'est une génération entière qui va être décimée »*. *« C'est vrai,* ajoute-t-il, *Chirac a peur, mais il n'est pas le seul. Juppé se voit déjà mis en examen dans les deux mois qui viennent et on ne voit pas comment il pourrait y échapper. C'est pour cela que Chirac, Juppé et Villepin ont partie liée pour organiser la riposte. »* Jean-Louis Debré part en week-end prolongé. Son cabinet a fait savoir qu'il était *« injoignable »*.

*Récit du service France*

# « On pouvait me refuser une affectation, on ne pouvait me retirer mon salaire »

*Lionel Jospin a répondu, mercredi 20 mai, à une question de Christian Jacob, député RPR (Seine-et-Marne), sur sa situation vis-à-vis de son administration des affaires étrangères de 1995 à 1997. Voici les principaux extraits de son intervention :*




Pour ce qui me concerne, monsieur le député Jacob, qu'on envoie à son tour en mission, ma situation professionnelle entre 1993 et 1997 a été et reste aujourd'hui parfaitement claire et ne peut en aucun cas être assimilée avec aucun emploi fictif. (...) Le 6 avril 1993, soit huit jours après le résultat des élections législatives dans lesquelles j'avais été, comme député, battu, j'ai écrit une lettre au ministre des affaires étrangères de l'époque puisque j'étais revenu dans ce corps comme cela est statutaire. Et je lui écrivais ceci : *« N'ayant pas été réélu à l'Assemblée nationale le 28 mars dernier, je tiens à exercer pleinement mon activité professionnelle. Je suis donc à la disposition du département pour exercer les fonctions qu'il voudra bien me proposer. »*

A l'issue de cette lettre, j'ai été reçu le 23 avril par le ministre des affaires étrangères, le plus courtoisement, à qui j'ai réitéré ma demande d'exercer une fonction dans l'administration des affaires étrangères à la place qu'il voudrait bien me donner. Il m'a dit qu'il regarderait ce qui était possible, que, concernant une personnalité comme moi, qui avait été ministre, responsable politique, ça n'était pas forcément facile, qu'il n'était pas assuré de pouvoir l'obtenir de ses amis, mais que néanmoins il allait le faire et le regarder.

Plusieurs mois après, voyant que rien ne se produisait, j'ai redemandé à voir le ministre des affaires étrangères Alain Juppé et celui-ci m'a reçu le 14 octobre, à ma demande, et m'a annoncé que, compte tenu de ma personnalité, il ne pouvait pas me proposer de poste, qu'il n'avait pas pu obtenir de ses amis qu'on choisisse une personnalité comme moi. J'ai même un souvenir amusant de cette conversation (...). Il a dit : *« J'avais bien songé à un poste possible, ne pouvant pas vous mettre à l'administration centrale (...), ne pouvant pas vous nommer ambassadeur – je ne pourrais pas l'obtenir de mes amis –, j'avais pensé que vous pourriez peut-être vous occuper de la Conférence de l'ONU sur les problèmes sociaux, mais même ça je n'ai pas pu l'obtenir, nous l'avons confié à M. Gattaz, l'ancien responsable du patronat français. »* (...)

On pouvait certes me refuser une affectation, un poste effectif, mais on ne pouvait pas me retirer mon salaire (...). Je n'ai jamais vécu dans ma vie que d'un salaire car je n'ai pas d'autres revenus pour vivre. Je n'ai pas de propriétés de rapport, je n'ai pas d'immeubles, je n'ai pas de parents riches. (...) Ces faits que vous faites semblant d'exhumer et qui sont conformes à la règle pour tout fonctionnaire (...) étaient parfaitement publics. (...)

Alors oui, j'étais, comme d'autres hauts fonctionnaires, potentiellement payé à ne rien faire. J'ai préféré agir et faire. Et qu'est-ce que j'ai fait ? Oui, je me suis présenté dignement dans une élection présidentielle (...). Oui, ensuite, réélu à la tête du Parti socialiste, j'ai mené une bataille d'idées, de convictions. J'ai reconstruit avec mes amis une force politique. Avec mes amis, j'ai contribué à constituer une majorité. Je vous appelle, dans la situation qui est la vôtre aujourd'hui, messieurs, à faire ce travail d'idées, de construction de force politique, plutôt que d'essayer de me mettre en cause, comme vous le faites aujourd'hui (...).

Des procédures judiciaires sont en cours. Il n'est ni dans mon pouvoir, ni dans mon désir, ni dans ma volonté de m'en mêler en rien. (...) Nous avons évoqué ce matin ces questions avec M. le président de la République (...). Nous ne sommes, en tant que président de la République française et en tant que premier ministre, engagés dans aucune bataille l'un contre l'autre, même si nous avons sur un certain nombre de sujets des convictions différentes. (...)

# L'arbitrage de M. Séguin ne met pas fin à la crise parisienne

## Les dissidents menés par M. Toubon sont menacés de ne plus être investis par le RPR

**JACQUES CHIRAC** avait souhaité, mardi 5 mai, devant les sénateurs RPR, que la crise de l'Hôtel de Ville de Paris puisse être réglée au plus vite par Philippe Séguin. *« S'il en a l'autorité nécessaire »*, avait-il ajouté, non sans perfidie. Manifestement, le président de la République n'a pas eu davantage d'autorité que le président du RPR sur les deux principaux protagonistes du conflit parisien, Jean Tiberi et Jacques Toubon.

Ce dernier a refusé, mercredi 20 mai, le *« projet d'arbitrage »* qui lui avait été soumis, ainsi qu'au maire de Paris, par la direction du mouvement gaulliste. Aussitôt après avoir quitté le siège du RPR, l'ancien conseiller de l'Elysée s'en est même allé, avec ses amis, sabler le champagne dans un café proche de l'Assemblée nationale, avant de dénoncer un *« diktat qui ignore les réalités politiques de Paris »*.

L'arbitrage mis au point par M. Séguin, assisté de Charles Pasqua et Nicolas Sarkozy, a toutes les apparences d'un acte notarié. Afin de mettre un terme aux *« effets ravageurs pour l'opposition, dans l'ensemble du pays »*, provoqués par les divisions de la droite parisienne, ce document de quatre pages précise que *« Jean Tiberi va normalement au terme de son mandat »*. Pour autant, il tient le plus grand compte des critiques émises par les *« putschistes »* de l'Hôtel de Ville en préconisant, notamment, la constitution auprès du maire d'un *« conseil politique »*, la rédaction d'un nouveau règlement intérieur du groupe du Rassemblement pour Paris (RPP), ou encore la rédaction d'un nouveau programme pour la seconde partie de la mandature. Il autorise même le maintien du groupe dissident PARIS sous forme d'*« amicale »*.

MM. Séguin et Sarkozy ont aussi profité du conflit pour tenter de reprendre en main la fédération de Paris du RPR, la plus importante du mouvement. M. Tiberi en restera le secrétaire, mais celle-ci serait découpée en trois secteurs, l'un revenant à un délégué du maire, le deuxième à M. Toubon, le troisième à Philippe Goujon, suppléant d'Edouard Balladur. Enfin, le prochain candidat du RPR pour le poste de maire de Paris sera désigné par une commission nationale d'investiture.

**UN MOUVEMENT « PRÉCURSEUR »**

L'ensemble de ces concessions, notamment la dernière, qui laisse entendre que M. Tiberi ne sera pas, en 2001, le candidat obligé à sa propre succession, n'a pas été jugé suffisant par M. Toubon et ses amis. Les membres UDF du groupe PARIS ont supporté moins que tout autre le caractère autoritaire, ou du moins tatillon, de l'arbitrage proposé par le RPR. *« Avec ces coups de menton, ces rappels à l'ordre incessants, cette dramatisation, on est en train de mettre à sac la droite parisienne »*, affirme ainsi Claude Goasguen, secrétaire général de l'UDF.

Déterminé à poursuivre l'offensive, celui-ci devait proposer, jeudi 21 mai sur Europe 1, la création d'un groupe unique de la majorité du Conseil de Paris. *« Notre mouvement est un peu précurseur »*, explique-t-il en faisant référence au rapprochement en cours de l'UDF et du RPR sous le label de l'Alliance et à la constitution éventuelle d'un groupe unique à l'Assemblée nationale. Il se satisfait cependant que Jacques Toubon et Bernard Pons, tous deux anciens secrétaires généraux RPR, aient su résister à la double pression de l'Elysée et de la direction de leur parti.

Après l'échec de sa mission de conciliation, la direction du RPR a, en effet, indiqué qu'elle se réservait le droit d'apprécier si *« les initiatives qui attenteraient au bon fonctionnement des institutions parisiennes sont compatibles avec l'appartenance de leurs auteurs au mouvement »*. Selon le porte-parole du RPR, François Fillon, il ne s'agit pas à proprement parler d'une menace d'exclusion. Les dissidents sont toutefois tenus de réintégrer le groupe RPP dans un délai d'une semaine, faute de quoi ils ne recevront pas l'investiture du RPR lors des prochaines élections.

*Alors* que les socialistes s'apprêtent à exploiter, dès la prochaine séance du conseil de Paris, lundi 25 mai, les querelles de la majorité municipale, Jean Tiberi s'est félicité, de son côté, de *« cet accord manifestement équilibré »*.

*Jean-Louis Saux*

# La constitution d'un intergroupe parlementaire partage les députés UDF

**L'ALLIANCE** d'abord ! Telle est, en résumé, la réponse du RPR à la proposition des députés UDF de constituer, à l'Assemblée nationale, un groupe commun avec leurs collègues gaullistes. Elle leur a symboliquement été apportée par Philippe Séguin, plutôt que par Jean-Louis Debré, président du groupe RPR, lors de la réunion commune des bureaux des deux groupes, mercredi 20 mai.

Le président du RPR entendait matérialiser ainsi le fait que, selon ses termes, *« les groupes parlementaires sont la traduction des partis politiques »* et *« n'ont pas à se substituer à eux et décider à leur place »*. A François Bayrou, président du groupe UDF, qui rapportait la volonté des députés libéraux et centristes d'aboutir à un groupe commun, M. Séguin a donc répondu en renvoyant logiquement *« le problème de la traduction parlementaire de L'Alliance »* à *« la réunion constitutive de celle-ci »*. Cette réunion, le RPR souhaite qu'elle se tienne rapidement. Cela suppose que soit préalablement arrêtée la liste de ses partis fondateurs, c'est-à-dire que se décante la situation au sein de ce qui reste de l'UDF.

**RISQUE D'AFFAIBLISSEMENT**

En attendant, M. Séguin s'est prononcé pour *« un intergroupe fort »*, dont les bureaux, selon M. Debré, pourraient se réunir chaque semaine. Les participants à la réunion de mercredi sont convenus de réunir l'ensemble des *députés de l'opposition le 2 ou le* 3 juin. Cela laisse donc à l'UDF un délai suffisant pour tenter de débrouiller un peu sa situation actuelle. Puisque le groupe commun avec le RPR n'est, au mieux, pas pour tout de suite, M. Madelin souhaite que la nouvelle indépendance de Démocratie libérale entraîne la constitution d'un groupe séparé du reste de l'UDF. La question devrait donc être abordée lors de la réunion du mardi 26 mai.

Bon nombre de députés UDF ne se réjouissent pas de cette perspective. Elle ne fait pas l'affaire de ceux qui, comme Pascal Clément, craignent que trop de députés aujourd'hui membres de Démocratie libérale refusent de suivre le mouvement, au risque d'affaiblir les libéraux. Elle est combattue par d'autres qui, comme Renaud Donnedieu de Vabres (Indre-et-Loire) ou Gilles de Robien (Somme), se *sont opposés à la stratégie d'indépendance* de Démocratie libérale menée à bien par M. Madelin. Elle déplaît également à certains centristes qui craignent que le départ des libéraux n'ampute leur message politique. C'est le cas de Claude Goasguen (Paris) et de Pierre Méhaignerie (Ille-et-Vilaine), qui s'inquiètent de ce que la double casquette de M. Bayrou, également chef de parti, favorise une possible scission. *« Il faut mettre à bien le temps qui nous reste avant l'intergroupe pour changer la donne »*, indique M. Méhaignerie. Selon un *sondage d'Ipsos* pour l'hebdomadaire *Le Point* du 23 mai, réalisé par téléphone les 15 et 16 mai auprès d'un échantillon national de 950 personnes (méthode des quotas), la création de L'Alliance inspire de l'*« espoir »* à 43 % des sympathisants RPR-UDF et de l'*« indifférence »* à 21 % ; 48 % des sympathisants de l'opposition pensent que L'Alliance permettra de *« mettre fin aux divisions de l'opposition »*, contre 44 % d'avis contraire.

*Cécile Chambraud*

# Le vote du projet de loi contre les exclusions met en évidence les divisions de l'opposition

## Le PCF réclame un texte contre les licenciements économiques

**L'Assemblée nationale a adopté, mercredi 20 mai, en première lecture, le projet de loi d'orientation de lutte contre les exclusions, par 301 voix contre 121. La majorité a voté pour à l'unanimité, le RPR a massivement voté contre ; trois députés de l'UDF ont voté pour, malgré les consignes d'abstention. Sur les mille amendements examinés en séance, 265 ont été adoptés, dont 70 environ émanaient de l'opposition.**

VOTER CONTRE, c'est voter *« contre les pauvres »*, s'abstenir, c'est *« se désintéresser »* de la question. L'ultime leçon d'Alfred Recours (PS, Eure) aux députés de l'opposition, quelques instants avant le vote, mercredi 20 mai, du projet de loi d'orientation de lutte contre les exclusions n'a pas suffi. Les députés de droite ont suivi massivement les consignes de vote du RPR, « contre », et de l'UDF, « abstention ». Le texte a été adopté par 301 voix, issues des groupes PS, PCF et RCV (Radical, Citoyen et Vert), plus trois voix de l'UDF, contre 121 (RPR et UDF). *« C'est extrêmement dommage »*, a regretté Martine Aubry. *« Cette loi est d'abord l'aboutissement d'un travail formidable qui a été fait par les associations (...). On ne fait pas de la politique politicienne quand il s'agit de lutter contre l'exclusion »*, a ajouté la ministre de l'emploi et de la solidarité.

La première occasion donnée à l'opposition de s'unir a donc échoué. A l'issue de la réunion du RPR et de l'UDF, mardi 19 mai, en vue de créer un groupe parlementaire commun, Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine) avait indiqué que, s'il n'y a *« aucune opposition de fond »* entre le RPR et l'UDF sur le dossier de l'exclusion, deux positions coexistent dans les deux camps : les *« abstentionnistes »* et les *« contre »*. Que chacun vote donc en son âme et conscience ! La tonalité des explications de vote des deux principaux orateurs de l'opposition était d'ailleurs différente. Selon M. Devedjian, la lutte contre l'exclusion *« ne justifie pas la bataille engagée contre la propriété privée »*, et la plupart des autres mesures sont *« insuffisantes »*. Certes, le texte a bénéficié de quelques *« améliorations »*, a reconnu M. Devedjian, faisant allusion aux quelque soixante-dix amendements de l'opposition adoptés en séance, mais le porte-parole du RPR a critiqué un texte déposé *« en catastrophe »*, à la suite du mouvement des chômeurs, qui *« ne dit pas la vérité »* sur les financements, qui met le *« garrot au cou »* des associations intermédiaires... Et d'interpeller la majorité : *« Que ceux à gauche qui, aujourd'hui, nous demandent de voter leur projet nous disent s'ils auraient voté le nôtre, en avril 1997. »*

Moins critique, Denis Jacquat (UDF, Moselle) a jugé que le texte, en replaçant la personne en difficulté *« au centre de l'action publique »*, au lieu de la *« subordonner à l'institution »*, allait dans le bon sens. Mais il reste encore, *« à court terme, des progrès à affectuer »*, a-t-il ajouté. En particulier, M. Jacquat a souligné la nécessité d'activer les dépenses passives : c'était une allusion nostalgique aux contrats d'initiative locale, prévus dans le projet de loi de cohésion sociale de l'ancien gouvernement, qui devaient transformer plusieurs minima sociaux en revenus d'activité. Par ailleurs, le *« recentrage »* des contrats emploi-solidarité et le *« faible nombre »* de jeunes ayant accès au programme *« trajet d'accès à l'emploi »* risquent, selon lui, d'en *« laisser certains au bord de la route »*.

**PAS DE CHÈQUE EN BLANC**

En votant pour le texte à l'unanimité, la majorité a une nouvelle fois affiché son unité, quelques instants après l'ovation faite au premier ministre, à trois reprises, pendant les questions d'actualité. Pour autant, les députés de la gauche « plurielle » n'entendent pas donner un chèque en blanc au gouvernement. Janine Jambu (PCF, Hauts-de-Seine) a invité le gouvernement à publier rapidement le décret permettant le cumul d'un contrat emploi-solidarité et d'une activité salariée, prévu par la loi sur les emplois-jeunes. La députée a aussi rappelé l'*« urgence »* d'un projet de loi sur les licenciements économiques : l'amendement du groupe communiste, adopté en première lecture, qui permet à l'administration de vérifier l'application d'un plan social ainsi que le bon usage des *« crédits publics d'accompagnement »* n'est qu'un *« premier pas »*. De son côté, Jean-Michel Marchand (RCV, Maine-et-Loire) a salué l'adoption de plusieurs amendements des députés Verts, comme l'aide financière publique aux salariés repreneurs de leur entreprise, tout en émettant des réserves sur le volet logement, qui concerne *« un peu trop la ville »*. La deuxième lecture du texte, par l'Assemblée, aura lieu lors de la session extraordinaire, au début du mois de juillet, après un passage au Sénat du 9 au 16 juin.

*Clarisse Fabre*

### *M. Séguin reste sourd à l'appel de Geneviève de Gaulle-Anthonioz*

**La veille du vote de la loi sur l'exclusion, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, présidente d'ATD Quart Monde, s'était indignée du refus du RPR de voter ce *« texte fondateur »*. Dans un entretien publié par *Le Figaro* du mardi 19 mai, elle soutenait que cette loi *« est une grande cause, l'occasion de transcender les dissensions »*. *« Que des hommes politiques qui se réclament du gaullisme réagissent ainsi me fait particulièrement mal au cœur »*, expliquait la présidente d'ATD Quart Monde.**

**Dans son édition du 20 mai, *Le Figaro* a publié le courrier adressé par Philippe Séguin à M[me] de Gaulle-Anthonioz, dans lequel le président du RPR a justifié cette position par l'*« absence de moyens prévus »* par le gouvernement, *« la place prédominante donnée à la puissance publique »* et le refus de la majorité d'intégrer les amendements *« significatifs »* de l'opposition. Pour M. Séguin, ce texte n'est pas *« à la hauteur des enjeux »*.**

### *301 voix pour, 121 contre et 102 abstentions*

Le projet de loi d'orientation relatif à la lutte contre les exclusions présenté par Martine Aubry a été adopté par 301 voix contre 121, sur les 575 députés siégeant actuellement ; 102 députés se sont abstenus et 53 n'ont pas participé au vote.
- **Ont voté pour :** 232 députés socialistes, 33 députés communistes, ainsi que la totalité des 33 députés du groupe Radical, Citoyen et Vert et 3 députés UDF (Yves Bur, Hubert Grimault et Jean-Pierre Soisson).
- **Ont voté contre :** 118 députés RPR, 2 députés UDF (Christine Boutin et Claude Goasguen), 1 député non inscrit (Philippe de Villiers).
- **Se sont abstenus :** 8 députés RPR (Jean-Yves Besselat, Franck Borotra, Gilles Carrez, Michel Hunault, Patrice Martin-Lalande, Michel Péricard, Etienne Pinte et Bernard Pons), 1 député non inscrit (Dominique Caillaud) et 93 députés UDF.
- **N'ont pas participé au vote :** 19 députés PS, 14 députés RPR, 13 députés UDF, 3 députés PCF et un député non inscrit. Le président de l'Assemblée, Laurent Fabius, n'a pas participé au vote.

# Le retour de Roland Dumas au Conseil constitutionnel

**ROLAND DUMAS** a présidé, mercredi 20 mai, la séance du Conseil constitutionnel pour la première fois depuis le 6 mars. Au lendemain de son opération, un médecin, mandaté par les juges d'instruction Eva Joly et Laurence Vichnievsky, avait estimé, le 6 avril, qu'il ne pouvait pas se déplacer pendant au moins 45 jours. L'ancien ministre des affaires étrangères a donné l'impression d'un homme *« en forme »* à ses collègues. En tout cas, il leur a indiqué qu'il n'avait aucunement l'intention de démissionner. Avant d'ouvrir formellement la séance, il leur a déclaré : *« J'ai traversé des épreuves physiques et morales très dures. Mais j'ai surmonté tout cela. »*

Le Conseil était réuni pour examiner la loi organique permettant, en application du traité de Maastricht, le vote des citoyens européens aux élections municipales. Il l'a validé après avoir vérifié qu'elle était conforme à ce traité et à la directive européenne, ce qui est contraire à sa jurisprudence, car la réforme constitutionnelle de 1992 prévoit que ce droit de vote est accordé en conformité aux normes communautaires.

**DÉPÊCHES**

■ **JUSTICE : les avocats de Roland Dumas ont demandé,** mercredi 20 mai, devant la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, l'allègement *du contrôle judiciaire imposé au président du* Conseil constitutionnel. Les juges Eva Joly et Laurence Vichnievsky avaient assorti sa mise en examen, le 29 avril, d'une caution de 5 millions de francs, ainsi que d'une interdiction de se rendre dans une série de paradis fiscaux (*Le Monde* du 2 mai). La chambre d'accusation devrait rendre sa décision vendredi 22 mai.

■ **35 HEURES : près de 140 députés RPR et UDF ont saisi,** mercredi 20 mai, le Conseil constitutionnel du projet de loi sur les 35 heures. Ils estiment notamment que le texte méconnaît les *« droits et libertés des employeurs et salariés »*.

■ **ÉLIGIBILITÉ : le groupe socialiste de l'Assemblée nationale a décidé,** mercredi 20 mai, de proposer l'abaissement à 18 ans de l'âge d'éligibilité pour tous les mandats concernés par les projets de loi – organique et ordinaire – sur le cumul.

# Un expert chargé de réfléchir sur les marchés financiers

**LIONEL JOSPIN** vient de confier à Olivier Davanne, collaborateur de Martine Aubry, le soin de *« préparer un rapport sur les causes de l'instabilité sur les marchés financiers et les progrès envisageables pour réduire le risque de nouvelles crises monétaires et financières »*. Dans la lettre de mission qu'il lui a adressée, lundi 18 mai, le premier ministre lui précise qu'il devra lui remettre son rapport en septembre, et qu'il devra rechercher les moyens d'*« améliorer le fonctionnement des marchés financiers internationaux »*.

Dans la galaxie des experts proches de la gauche, M. Davanne, qui continuera à apporter ses conseils à M[me] Aubry, est sûrement le plus compétent pour réfléchir sur le sujet. Ancien conseiller au cabinet de Michel Sapin, il a rejoint, en 1993, la banque d'affaires américaine Goldman Sachs, où il fut codirecteur de la recherche *économique européenne*. A l'époque, il a déjà travaillé sur cette question de l'instabilité financière.

A l'été 1996, il a ainsi publié une étude dans la revue *Commentaire* (n° 76) établissant les pistes pour tenter de *« stabiliser les marchés finanaciers »* (*Le Monde* du 30 octobre 1997). Estimant que *« l'instabilité financière s'explique par l'absence de consensus stable sur les méthodes de valorisation des actifs financiers »*, l'auteur demandait aux autorités publiques de *« rattraper le retard pris au cours des dernières années et accompagner le mouvement de globalisation et de déréglementation financière par la mise en place d'un appareil de suivi statistique des intervenants financiers dignes de ce nom »*.

Ces lignes indiquent dans quel sens devrait réfléchir M. Davanne. Alors que Lionel Jospin a longtemps défendu le projet d'une taxation des mouvements de capitaux, mais n'y fait plus référence, au moins depuis 1995, il aura, en quelque sorte, la charge d'établir une nouvelle doctrine pour le gouvernement.

*Laurent Mauduit*

# Les députés veulent éviter les immatriculations massives dans la Marne

**L'ASSEMBLÉE NATIONALE** a *adopté en nouvelle lecture*, mercredi 20 mai, le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). La majorité a voté pour, à l'exception du groupe communiste, qui s'est abstenu. L'opposition s'est prononcée contre.

Afin d'imposer la suppression d'une disposition votée au Sénat, qui allongeait la période de la *chasse aux oiseaux migrateurs*, le secrétaire d'Etat au budget, Christian Sautter, qui n'était soutenu que par le rapporteur général du budget, Didier Migaud (PS), et par les députés écologistes Yves Cochet (Val-d'Oise) et Marie-Hélène Aubert (Eure-et-Loir), a fait procéder à un vote bloqué sur l'ensemble du texte.

Les députés ont adopté deux amendements du gouvernement relatifs à la prestation dépendance. Le premier repousse au 31 décembre 2000 la réforme de la tarification dans les établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes. Le second ajoute à la loi du 24 janvier 1997, qui a instauré la prestation spécifique dépendance, la fixation au plan national d'un montant minimal de la prestation.

Lors de la séance des questions d'actualité, mercredi, la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a indiqué qu'elle entend prendre *« dans les jours qui viennent »* un décret pour fixer des montants minimum et maximum, afin de remédier aux *« inégalités considérables de traitement »* constatées d'un département à l'autre. L'amendement voté par les députés est destiné à donner une base légale à ce futur décret.

Les députés ont également adopté, avec l'accord du gouvernement, un amendement obligeant les entreprises à immatriculer leurs véhicules dans le département de leur lieu de rattachement. Cette disposition est destinée à mettre un terme aux *« localisations abusives des flottes automobiles des entreprises, notamment de transport ou de location, dans les départements à vignette favorable »*, tout particulièrement la Marne. Le texte adopté stipule que les véhicules des entreprises devront être immatriculés dans le département de l'établissement *« auquel ils doivent être affectés à titre principal pour les besoins de cet établissement »*.

**FONDS DE SOLIDARITÉ NEIGE**

L'Assemblée nationale a également adopté un amendement du gouvernement réduisant de deux à un an le délai pendant lequel les contrats d'assurance-vie ne jouent pas en cas de suicide de leurs souscripteurs. Les députés ont prolongé de deux mois – jusqu'au 31 août 1999 – l'« amortissement Périssol », qui permet une déduction fiscale pour l'immobilier locatif. Ils ont institué une contribution assise sur les recettes tirées des remontées mécaniques dans les stations de sports d'hiver pour financer un Fonds de solidarité neige destiné à aider les stations souffrant d'un manque d'enneigement.

Un amendement socialiste, adopté avec l'accord du gouvernement, réduit à 5,5 % la TVA sur les travaux d'amélioration des logements-foyers. Le coût annuel de cette mesure est de 550 millions de francs.

Sur proposition du gouvernement, les députés ont étendu aux autocars d'au moins quarante places l'allègement de 800 francs de la taxe professionnelle pour les entreprises utilisant des véhicules routiers. Ils ont également accepté de subordonner le bénéfice des allègements d'impôts dont bénéficient les entreprises, en Corse et dans certaines zones franches urbaines, au respect de leurs obligations déclaratives en matière de TVA.

*Jean-Baptiste de Montvalon*

# *La discrète poignée de main de Jacques Chirac à Charles Millon*

**LYON**
*de notre envoyée spéciale*

Un congrès de notaires, ça devrait arriver plus souvent dans la vie d'un président de la République. Du calme, du sérieux, de l'attention, *des vrais problèmes, et des non moins* vrais applaudissements, en voilà une assemblée modèle ! Au moment même où, à Paris, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, majorité et opposition s'entredéchiraient sur les « affaires », trois mille congressistes réunis à Lyon, mercredi 20 mai, écoutaient respectueusement Jacques Chirac rendre hommage à l'institution notariale, garante d'*« une société ordonnée et non chaotique »*, et évoquer la réforme de la justice, cette *« priorité de* [son] *septennat »*, *« indissociable de la modernisation de la vie publique (...), qui doit prendre en compte, pour la première fois, toutes les dimensions de la vie juridique, qu'il s'agisse (...) de l'indépendance et de la responsabilité des magistrats ou du respect de la présomption d'innocence et des libertés publiques »*.

Un congrès de notaires, cela n'a qu'un inconvénient. C'est un endroit très fréquenté par les élus, au même titre qu'une assemblée générale d'anciens combattants ou qu'un congrès national de sapeurs-pompiers. Cette fois encore, ils étaient particulièrement nombreux, *assis au premier rang de la salle, face à* la tribune, dans un ordre protocolaire qui n'aurait pas mérité qu'on le relevât, si ce n'est qu'il plaçait, fonction oblige, le président du conseil régional Rhône-Alpes, Charles Millon, en tête des élus. Souriant et sûr de lui, il attendait ce bref instant où, devant les objectifs et les caméras braqués sur eux, le chef de l'Etat viendrait lui serrer la main. Ce serait l'image du jour, et les deux hommes le savaient.

**UN BALLET PARFAITEMENT ORDONNÉ**

Pour Jacques Chirac, il convenait donc de la banaliser. Ce ne serait pas à *l'arrivée*, trop connotée salut familier. Entré en compagnie du maire de Lyon, Raymond Barre, le chef de l'Etat est donc monté à la tribune, ingénieusement encadré par ses hôtes et sa sécurité, sans un regard pour le président du conseil régional, qui se tenait pourtant à quelques centimètres de lui. Pour la poignée de main, il faudrait donc attendre la fin du discours.

Là, dans un deuxième ballet parfaitement préparé, Jacques Chirac a d'abord été entraîné vers l'autre extrémité du premier rang, où avait pris place l'épouse de l'ancien président de la République, Claude Pompidou, invitée en sa qualité de présidente de sa fondation. Il a alors peu à peu remonté le rang des élus pour saluer, en dernier et sans s'attarder, son ancien ministre de la défense. Loin derrière, au sixième rang, un autre élu assistait au spectacle. Le président du groupe Front national au conseil régional, Bruno Gollnisch, qui s'était invité au dernier moment, avait été par précaution entouré de notaires pour, selon la confidence de l'un des organisateurs, prévenir toute velléité de s'approcher du chef de l'Etat. De cette poignée de main-là, M. Chirac avait fait savoir qu'il ne voulait pas.

*Pascale Robert-Diard*

هكذا من الأمل



**PROCÈS** La cour d'assises du Var, qui juge les assassins présumés de Yann Piat, a entendu, mercredi 20 mai, le professeur Girerd, l'expert en informatique cité dans le livre d'André Rougeot et Jean-Michel Verne, *Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir.* ● CET EXPERT DE RENOMMÉE MONDIALE a clairement démenti les paroles qui lui sont prêtées dans l'ouvrage et a affirmé *« catégoriquement »* qu'il n'y avait aucun lien entre le suicide des frères Saincené et l'assassinat de Yann Piat, contrairement à ce qu'affirmaient les auteurs. ● LA COUR A ÉGALEMENT ENTENDU le juge d'instruction de l'affaire Yann Piat, Thierry Rolland, qui a repris son enquête. ● L'ASTREINTE imposée aux éditions Plon par le juge des référés pour le livre *Yann Piat, l'histoire secrète d'un assassinat* a été réduite, ramenée de 1 000 francs à 1 franc par exemplaire.

# Le plaidoyer rigoureux du juge d'instruction de l'affaire Piat

## Entendu par la cour d'assises du Var, Thierry Rolland détaille longuement la logique de cette enquête qui a duré dix-huit mois. Deux experts en informatique réduisent à néant la thèse du complot politique contenue dans l'ouvrage d'André Rougeot et Jean-Michel Verne

DRAGUIGNAN
*de notre envoyé spécial*

Dans leur livre, *Yann Piat, des assassins au cœur du pouvoir*, qui fit scandale à sa parution en octobre 1997 et pour lesquels ils ont été lourdement condamnés pour diffamation envers les anciens ministres François Léotard et Jean-Claude Gaudin, les journalistes André Rougeot et Jean-Michel Verne établissaient un lien entre l'assassinat de la députée et le suicide des deux frères Saincené, retrouvés asphyxiés à bord de leur voiture, en mai 1994. Les auteurs affirmaient, notamment, que l'expert en informatique qui avait étudié leur ordinateur lors de l'enquête sur le suicide avait découvert une « affaire d'Etat » en examinant de sa propre initiative la « cinquième mémoire » de l'appareil.


PROCÈS

Professeur de génie logiciel au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), lauréat de l'Académie des sciences, expert auprès des tribunaux, Jean Girerd, soixante-huit ans, est manifestement irrité. Cet expert de renommée mondiale cité dans le livre de MM. Rougeot et Verne relate, mercredi 20 mai, à la cour d'assises du Var, l'entrevue, semble-t-il mouvementée, qui eut lieu au tribunal de Grasse entre André Rougeot, lui-même, et le juge d'instruction Jean-Pierre Murciano, en charge d'un dossier connexe intéressant l'un des frères Saincené.

PANCHO

*« Je considère que je n'ai pas eu d'entretien,* raconte le professeur Girerd. [M. Rougeot] *tenait des propos d'une insanité technique telle ! »*

Le président Bréjoux lui rappelle les paroles que le journaliste lui prête dans son ouvrage : l'expert *aurait établi un rapport confidentiel* destiné au procureur général d'Aix-en-Provence, il semblait avoir peur, il aurait *« soulagé sa conscience »* tout en conservant l'anonymat de la plupart des personnes qui étaient, selon les auteurs, sur les lieux du crime. Ce ne sont, de la part de l'informaticien, que dénégations et profond agacement. *« M. Rougeot a mis dans la bouche de l'expert ses propres propos »*, ajoute le juge Murciano, qui confirme la tension lors de l'entrevue.

*« Si quelqu'un semblait terrorisé, c'est M. Rougeot et non le professeur Girerd. Celui-ci critiquait les propos* [du journaliste] *qu'il qualifiait d'"*aberrations*" et de "*déclarations fantaisistes*". »* Pour lui, la scène relatée relèverait du *« roman »*. Le professeur Girerd apporte cette précision : *« L'avant-veille de l'audition en référé* [sur l'action en diffamation engagée par M. Léotard], *j'ai été l'objet d'une visite domiciliaire de M*me *Rougeot, fonctionnaire de police, et d'un M. Grisoni, directeur littéraire de Flammarion, qui se sont présentés, après avoir forcé l'entrée de ma propriété. Ils m'ont demandé de soutenir l'ouvrage de M. Rougeot et de me montrer "*courageux*". – Une tentative de pressions ? »*, demande le président. *« Absolument »*, répond l'expert. *« Y a-t-il un lien avec l'affaire Piat ? – Non, et de façon tout à fait catégorique »*, conclut le professeur Girerd.

Contre-expert commis dans le cadre d'un supplément d'information ordonné par le président Bréjoux à la suite de la parution de l'ouvrage, Jean-Christophe Slucky confirme les propos du professeur Girerd. Cet informaticien s'est plongé dans la prose de MM. Verne et Rougeot. *« De la mauvaise informatique-fiction*, affirme-t-il. *Cela ressemble à un canular. »* Comme son confrère, cet expert relève un problème d'horodatation dans le disque dur des Saincené – un défaut de série – qui a donné quelques instants du grain à moudre à la défense. Mais il relativise son incidence sur les conclusions à en tirer et ajoute, ce qui ne fut pas le cas pour le professeur Girerd, que ses investigations ont été *« exhaustives »*.

Un homme strict, lunettes, blazer bleu marine, pantalon de flanelle gris, avance alors à la barre. Le juge Thierry Rolland, trente-six ans, a instruit le dossier de l'assassinat. Soutenance de thèse austère, précise et rigoureuse. Il parle des 150 inspecteurs qui ont travaillé sur l'affaire Piat, *« soit trente fois la norme »* pour un crime, des 50 écoutes téléphoniques *« contre 10 en temps normal »*, des 200 pages d'interrogatoires, des 3 500 cotes du dossier. Ceux qui s'attendaient à un juge muet en sont pour leurs frais. Pédagogique, le magistrat déroule les dix-huit mois d'instruction et les demandes complémentaires. D'un coup, comme saisie d'un pré-réquisitoire, la cour se recentre sur les accusés, que l'on avait presque fini par oublier à force d'hypothèses. Des noms reviennent... Gérard Finale, Lucien Ferri, Marco Di Caro... Et les dénégations concomitantes de ceux qui, dans le box, s'aperçoivent que les débats vont inéluctablement se resserrer sur eux.

En près d'une heure, le juge Thierry Rolland rappelle les trois mois de surveillance précédant les arrestations, puis les aveux recueillis en garde à vue, Gérard Finale excepté. Lucien Ferri et Marco Di Caro ont reconnu être *« les deux tueurs à la moto »* ; Marco Di Caro et Olivier Tomassone avoir volé auparavant la Yamaha FZX 750 ; Olivier Tomassone et Romain Gressler avoir procédé à la surveillance de la permanence de Yann Piat puis avoir fait ensuite disparaître les armes ; Stéphane Guechguech avoir fait brûler la moto ; Stéphane Chiarisoli avoir prodigué ses conseils aux futurs assassins. Tous, sauf Di Caro, se rétracteront par la suite. Mais pour le juge, qu'importe ces rétractations. *« Ils ont donné des renseignements que nous ne connaissions pas. »*

Puis, il cite les trois dépositions impliquant Gérard Finale, les alibis fabriqués pour *« les petits »* par le patron du Macama, les nombreuses déclarations des jeunes filles un peu bavardes, confidentes des frasques de la « bande ». Et de conclure sur la *« motivation »* de celui qu'il estime être seul commanditaire, Gérard Finale : la reprise des décombres de l'empire de l'ancien « parrain » toulonnais Jean-Louis Fargette. Bars, restaurants et boîtes de nuit à la clé. *« Yann Piat avait clairement dit qu'elle ne voulait pas que les truands fassent la loi »*, rappelle-t-il.

Le juge a-t-il été informé de l'origine du renseignement recueilli par la police, auprès d'une famille de truands, via un responsable RPR, qui conduisit la justice sur la piste du Macama ? *« La police n'a pas à dire d'où elle tient ses renseignements. On les vérifie (...). Il n'y a aucune négociation derrière »*, répond le juge. Les informations détenues par le substitut Albert Lévy en juillet 1995 ne seraient-elles pas, comme l'affirme ce dernier, demeurées inexploitées ? *« Pour que* [ce magistrat] *ait attendu deux mois avant de les transmettre lui-même à sa hiérarchie, c'est que l'information avait probablement une crédibilité suspecte. »* La défense essaie de souffler sur les braises de cette « guerre des juges », révélée à l'audience, après la déposition du substitut Lévy (*Le Monde* du 20 mai).

Puis, elle règle ses comptes avec le magistrat instructeur, rappelé à l'ordre par la chambre d'accusation pour avoir « piégé » M[e] Henri Juramy, lors de l'instruction, en retranscrivant, à son insu, une conversation téléphonique. Mais le juge Rolland ne plie pas. A-t-on véritablement envisagé la piste politique en enquêtant, notamment, sur Joseph Sercia, le rival de Yann Piat ? *« Bien avant que Di Caro ne prononce son nom et ne finisse par dire : "*Ce sont des hypothèses, je le suppose, mais je n'ai pas de preuves*"*, répond le juge. (...) *Tout le monde avait été placé sur écoutes. On n'avait rien dégagé de probant. – Avez-vous subi des pressions ? »*, demande le président Bréjoux. *« Jamais. Pas plus que dans d'autres dossiers. Je ne le supporterai pas et ne le tolérerai jamais. »*

**Le juge parle des 150 inspecteurs qui ont travaillé sur l'affaire, « soit trente fois la norme », des 50 écoutes téléphoniques, « contre 10 en temps normal », des 200 pages d'interrogatoires...**

Le juge d'instruction rappelle qu'il a incarcéré, dans une affaire de pots-de-vin, un sénateur, président de conseil général [Maurice Arreckx à Toulon]. *« Si j'avais eu le moindre soupçon, je n'aurais pas hésité un millième de seconde pour incarcérer qui que ce soit, alors que je l'ai fait pour des faits infiniment moins graves »*, conclut-il.

***Jean-Michel Dumay***



# Réduction de l'astreinte imposée à Plon pour un livre de Claude Ardid et Jacques-Marie Bourget sur l'affaire

*LE JUGE des référés de Toulon* a rendu, vendredi 15 mai, une nouvelle ordonnance concernant le livre de Claude Ardid et Jacques-Marie Bourget paru chez Plon sous le titre *Yann Piat, l'histoire secrète d'un assassinat.*

Le 28 avril, le juge des référés avait été saisi une première fois par la famille de Delphine Capel, la jeune femme qui avait aidé à confondre la bande du Macama dans l'affaire de l'assassinat de Yann Piat et qui est décédée depuis. Le juge des référés avait considéré que certains passages du livre portaient atteinte à la vie privée de la famille et à la mémoire de la victime. Il avait donc imposé à l'éditeur de supprimer les passages qui évoquaient la *« mort inexpliquée »* de la jeune femme et la présence d'une voiture qui aurait pu être la sienne sur les lieux de l'assassinat de Yann Piat. Il avait en outre obligé l'éditeur à insérer un encart dans l'ouvrage. Cette décision était assortie d'une astreinte de 10 000 francs par infraction constatée (*Le Monde* du 8 mai).

Saisi une seconde fois, le juge des référés a rendu une nouvelle ordonnance le 15 mai. Il n'est pas revenu sur le principe de l'astreinte, mais il a ramené la pénalité à 1 franc par exemplaire saisi, compte tenu de la rapidité de l'éditeur à appliquer la décision de justice. Le juge note dans sa décision que la société Plon *« justifie par les pièces qu'elle produit avoir, dès les 28 et 29 avril, demandé par messages télécopiés ou par communiqués de presse, à ses distributeurs et aux libraires, de cesser la vente de l'ouvrage litigieux et de lui faire retour des exemplaires en dépôt afin de pouvoir se conformer à la décision rendue »*.

**FRANC SYMBOLIQUE**

*« La société Plon SA a pris immédiatement les mesures nécessaires pour que l'ordonnance du 28 avril soit respectée, en allant même au-delà de ce qui était prescrit »*, souligne le magistrat. Rappelant que l'astreinte provisoire est liquidée *« en tenant compte du comportement de celui à qui l'injonction est adressée et des difficultés qu'il a rencontrées pour l'exécuter »*, le juge décide de réduire l'astreinte de 1 000 francs par exemplaire en la ramenant au chiffre symbolique de 1 franc. Soixante-dix-huit infractions ayant été constatées, le montant de l'astreinte acquittée par Plon se monte à 78 francs.

Le juge condamne en revanche les deux auteurs, Jacques Marie-Bourget et Claude Ardid, à payer une somme de 27 000 francs à la famille Capel, ce qui correspond à une astreinte de 1 000 francs par exemplaire saisi à la FNAC de Toulon le 28 avril. Ce jour-là, le forum de la FNAC avait organisé une présentation de ce livre sur l'assassinat de Yann Piat à laquelle participait Claude Ardid. Vingt-sept ouvrages dépourvus de l'encart imposé le matin même par le juge des référés avaient alors été exposés. *« A supposer que* [les auteurs] *n'aient pu annuler cette manifestation, nécessairement prévue depuis plusieurs jours et dont la date coïncidait curieusement avec celle de la décision annoncée dès l'audience de plaidoirie du 27 mars, il leur appartenait, tout en maintenant leur réunion, de ne pas exposer à la vente, sur un présentoir situé à l'entrée de la salle à l'intérieur de laquelle ils la tenaient, les ouvrages dépourvus d'encart »*, note le juge.

*« En méconnaissant les dispositions de la décision de justice dont ils avaient connaissance et qui leur avait été régulièrement signifiée*, ajoute-t-il, *alors qu'ils avaient la possibilité de la respecter en écartant du présentoir où ils avaient été disposés les exemplaires de leur livre, ils ont fait preuve d'un comportement provocateur, ainsi que le soulignent pertinemment les consorts Capel, dont l'atteinte à la vie privée familiale a été ainsi renouvelée. »*

L'éditeur estime qu'il s'agit de la mise en cause du droit de réunion et compte faire appel solidairement avec les auteurs.

***Raphaëlle Rérolle***

de l'affaire Piat



# Des gardiens de la paix pourront devenir officiers de police judiciaire

## De six mille à sept mille policiers pourraient être concernés par ce projet d'ici à 2003

**Le ministère de l'intérieur projette d'élargir le statut d'officier de police judiciaire (OPJ) à de nouvelles catégories de policiers. Un projet de loi devrait être déposé en ce sens avant la fin de l'année. Une formation particulière sera dispensée à ces personnels dans des centres régionaux. Le projet prévoit que, dans un premier temps, les candidats à cette habilitation devront être titulaires d'un DEUG de droit.**

LA POLICE nationale s'apprête à vivre une petite révolution. Les agents du corps de maîtrise et d'application, gardiens de la paix, brigadiers, majors et ex-enquêteurs, vont pouvoir accéder au statut d'officier de police judiciaire (OPJ), qui était jusqu'à présent réservé aux officiers et aux commissaires.

Le ministère de l'intérieur souhaite donner ainsi à de « simples flics » la possibilité de procéder, par exemple, à des perquisitions ou encore d'établir des procès-verbaux dans des affaires de crimes et délits. Après négociation, ce principe a recueilli l'assentiment du ministère de la justice. Reste à trouver un créneau législatif dans le programme très chargé du gouvernement. Car cette réforme, qui impose des modifications dans le code de procédure pénale, nécessite le vote d'une loi.

Le projet pourrait concerner entre six mille et sept mille policiers d'ici à 2003. Cette nouvelle et inédite qualification d'OPJ ouverte aux fonctionnaires du corps de maîtrise et d'application avait déjà été envisagée par Jean-Louis Debré (RPR), le prédécesseur de Jean-Pierre Chevènement (MDC) à la Place Beauvau. La réforme des corps et carrières, *entrée en vigueur le 1er septembre 1995*, l'avait de toute façon rendue nécessaire en réduisant sensiblement le corps des officiers.

> Cette réforme, qui impose des modifications dans le code de procédure pénale, nécessite le vote d'une loi

Au ministère de l'intérieur, on estime le déficit d'OPJ créé par la réforme à environ sept cents personnes pour la seule année 1998. Il fallait donc procéder, sans tarder, à leur remplacement.

Le ministère de la justice s'est longtemps montré réticent car, indique-t-on à la chancellerie, *« la qualité d'OPJ nécessite des connaissances approfondies »*. Les services de la garde des sceaux exigeaient de sérieuses garanties, notamment en matière de formation, pour donner leur accord. Le ministère de l'intérieur a donc proposé de limiter, *dans un premier temps, l'accès à la* qualification d'OPJ à des policiers titulaires d'un DEUG de droit. Les anciens enquêteurs seront eux aussi privilégiés dans l'opération. Ils sont censés disposer de meilleures notions que leurs collègues gardiens de la paix, brigadiers ou majors, en particulier en matière de procédure pénale.

Après avoir été choisis dans des conditions qui restent à déterminer précisément, les futurs bénéficiaires du statut d'OPJ suivront une formation d'un an dans des centres régionaux. Au terme de ces études, qui doivent les rendre *« aptes à rédiger des procès-verbaux et à travailler sous la direction des procureurs de la République ou des juges d'instruction »*, dit-on à la chancellerie, les candidats passeront un examen. En dernier ressort, une commission, présidée par un avocat général, décidera d'accorder ou de refuser l'habilitation d'officier de police judiciaire.

Dans un second temps, cette possibilité pourrait être étendue à l'ensemble des gardiens de la paix, brigadiers ou majors, non titulaires d'un DEUG de droit. Dans ce cas, la durée de la formation serait portée à deux ans et sanctionnée par un examen à la fin de chaque année. La formation et les examens seraient calqués, dans leurs grandes lignes, sur ceux des OPJ de gendarmerie. L'objectif, précise-t-on au ministère de l'intérieur, est de concéder, à terme, à des gardiens de la paix, *« tous les attributs du policier »*, et de donner ainsi toute sa force à *« une police de proximité »*, devenue l'un des mots d'ordre du gouvernement en matière de sécurité intérieure.

*Pascal Ceaux*

# Quand la Marianne de 68 entre en rébellion...

CHAQUE anniversaire de mai 68 avait vu resurgir sa photo. Jeune, grave, ravissante, juchée sur les épaules d'un gaillard baraqué et chevelu et tenant à bout de bras un drapeau, elle figurait l'ardeur, le romantisme, l'idéalisme du mouvement étudiant. L'incarnation vivante du tableau d'Eugène Delacroix *La Liberté menant le peuple*. L'égérie d'un rêve de révolution.

Mais trop, c'est trop. Et devant l'avalanche de publications françaises et étrangères reprenant, en ce printemps 1998, sa trop fameuse photo, la « Marianne de mai 68 » entrée en *rébellion a décidé de saisir les tribunaux*. Que fait-on de son droit à l'image ? Comment a-t-on pu se passer de son consentement ?

En ligne de mire, l'agence Gamma, qui distribue et commercialise la photo prise, ce jour de mai 1968, par Jean-Pierre Rey, aujourd'hui décédé. « Marianne » – qui s'appelle en réalité Caroline de Bendern et détient un passeport britannique – l'avait assignée le 19 mai, devant la première chambre civile du tribunal de grande instance de Nanterre (Hauts-de-Seine). Elle l'accuse d'atteinte à son droit à l'image et demande l'interdiction de l'utilisation de la photo hors son consentement (lequel est bien sûr négociable) ainsi que la fixation d'une astreinte de 50 000 francs par infraction constatée.

**DOMMAGES ET INTÉRÊTS**

Evoquant un préjudice courant depuis trente ans, mais difficile à évaluer, son défenseur a également souhaité l'accès à la comptabilité de l'agence, afin de chiffrer la recette occasionnée par la photo, ainsi que le versement d'une provision de 250 000 francs au titre des dommages et intérêts.

*« Un scandale ! »* pour Rémi Gaston-Dreyfus, le président de Gamma, qui se dit surpris que la plaignante *« se réveille aussi tard »*, à quelques jours de la prescription du délai de trente ans, et dénonce *« une atteinte inadmissible au droit à l'information »*.

*« Il y a le feu de l'actualité et il y a l'Histoire,* assure l'avocate de Caroline de Bendern, Me Christine Balorin-Massé. *Le cliché du lendemain qui informe, authentifie l'événement, et puis celui qui passe les années, résiste, assigne pour toujours un rôle à son héros, l'enferme dans une image, et même le fait entrer dans les livres d'Histoire. C'est ce qui est arrivé, bien malgré elle, à Caroline devenue Marianne. Comment accepter l'idée d'une exploitation commerciale intensive et tous azimuts de son image sans son consentement ? »*

Plus que jamais sollicitée par des télévisions et magazines européens pour revisiter le fameux mois de mai 68 à l'ombre de son illustre photo, Caroline de Bendern garde son calme. Bon gré mal gré, la photo la poursuit, piégeuse et obsédante, lumineuse sans doute. Catastrophique aussi. C'est à cause d'elle que son grand-père, l'irascible et milliardaire comte de Bendern, la déshérita au début de l'été 68.

A cause d'elle aussi qu'elle perdit tout crédit dans les agences de mannequins américaines auxquelles elle avait commis l'imprudence de révéler le cliché. Mais tout cela, dit-elle, n'est plus aujourd'hui qu'anecdote... Jugement le 9 juin.

*Annick Cojean*

# Denis Viénot écarté du secrétariat général du Secours catholique

## Le conflit de personnes masque un débat d'orientation

DENIS VIÉNOT, cinquante-deux ans, secrétaire général du Secours catholique depuis juillet 1991, n'a pas été reconduit dans ses fonctions par le conseil d'administration du premier organisme caritatif français (près de 700 millions de francs de budget, 780 salariés, 72 000 bénévoles, 1,2 million de donateurs, 1,5 million de chômeurs, SDF et autres exclus aidés chaque année). Ce désaveu de Denis Viénot a suscité l'incompréhension d'une grande partie des délégations régionales et de l'épiscopat français. L'ancien secrétaire général conservera des responsabilités dans l'organisme, mais son remplaçant sera désigné avant juillet. Au même moment, un nouveau président, Joël Thoraval, actuel préfet de la région Ile-de-France, prendra également ses fonctions.

Cette crise d'une association réputée pour sa gestion sage couvait depuis juin 1997, date à laquelle le mandat de Denis Viénot n'avait été renouvelé que pour une année au lieu des trois escomptés. Elle est le résultat d'une fragilité institutionnelle propre à toute association caritative qui, comme le Secours catholique, né en 1946 dans le giron de l'Eglise, est devenu le partenaire majeur du débat sur les nouvelles exclusions. Le conseil d'administration est composé de personnalités qualifiées et cooptées (hauts fonctionnaires, magistrats, conseillers à la Cour des comptes, etc.) et de représentants de délégations régionales, l'épiscopat n'intervenant que dans la désignation des responsables de chaque diocèse.

**DYNAMIQUE DE TRANSFORMATION**

C'est dans le collège des personnalités qualifiées que l'action de Denis Viénot a rencontré des oppositions de plus en plus marquées. Le conflit de personnes, officiellement mis en avant, cache en fait un débat d'orientation : le Secours catholique doit-il rester une association caritative traditionnelle, comme le défendent certaines personnalités qualifiées, ou devenir un « lieu » capable d'entrer dans une dynamique de transformation sociale, comme le souhaitent les hommes de terrain ? Lors du cinquantenaire qui, le 8 septembre 1996, avait réuni 12 000 bénévoles, salariés et donateurs à Bercy, Denis Viénot avait affirmé l'urgence de *« travailler davantage avec les pauvres au lieu de se placer à leur service »*.

En rappelant, dans de nouveaux statuts préparés depuis un an, que le Secours catholique se donne pour objectif de *« s'associer avec les pauvres pour construire une société plus juste et fraternelle »*, certains ont pu penser que l'organisme s'éloignait de sa mission. Secrétaire général de l'épiscopat, Mgr Bernard Lagoutte a déclaré au *Monde* : *« Denis Viénot avait et a notre confiance. Nous ne sommes pas d'accord avec sa mise à l'écart, mais nous n'avions pas les moyens de l'empêcher »*.

*Henri Tincq*

# Les Français prient moins qu'il y a vingt ans

ACTE MAJEUR de la vie du croyant, la prière est-elle en déclin ? A première vue, le sondage de l'Institut CSA, publié récemment, n'est guère réjouissant pour le mensuel *Prier*, du groupe Malesherbes, qui, à l'occasion de son vingtième anniversaire, l'a pourtant *commandé*. En 1978, selon une enquête d'opinion réalisée alors par l'IFOP pour le lancement de cette revue, 49 % des Français disaient prier *« tous les jours »*, *« régulièrement »* ou *« de temps en temps »*. Vingt ans après, ce pourcentage a chuté et n'est plus que de 33 %.

Les deux tiers des Français interrogés (2 011 personnes consultés en janvier et février) disent même ne *« jamais »* prier, cette proportion croissant surtout dans les jeunes générations. Tout se passe comme si la baisse de la pratique religieuse, repérable depuis longtemps dans le taux de participation à *la messe dominicale*, avait touché la manifestation de foi la plus élémentaire, la prière elle-même.

Encore faut-il s'entendre sur le mot « prière ». Ses formes ont spectaculairement évolué en vingt ans. Si elle reste pour beaucoup de pratiquants une forme de participation à un rite régulier et collectif, elle est de plus en plus définie comme une méditation personnelle, moins codifiée, plus spontanée.

Dans l'enquête de l'Institut CSA pour la revue *Prier*, la prière est identifiée à un *« temps de silence »* *chez soi ou dans une église* (pour 63 % des Français), à un *« temps de méditation »* (59 %), à *« un acte qui donne des forces pour vivre »* (58 %), ou – encore plus vague – à un *« dialogue avec Dieu »*. Les promoteurs de ce sondage y voient une nouvelle forme de *« privatisation »* de la pratique religieuse, de recherche d'un confort spirituel ou d'aspiration vers un *« divin »* conçu comme une *« force supérieure »* ou un *« élan vital »*.

**MARIE PLUS QUE JÉSUS**

Des éléments de tradition demeurent toutefois : on continue de prier d'abord pour obtenir *« une guérison, une réussite ou une aide »*. Et on prie la Vierge Marie (18 % de plus qu'il y a vingt ans), *plus que Jésus-Christ*. De même, prie-t-on davantage pour des proches que pour soi-même, ou pour des causes en général comme la lutte contre la faim *dans le monde ou contre la violence en Algérie*.

Ce sondage ne rend cependant pas compte d'attitudes qui manifestent un renouveau spirituel, également incontestable, comme la fréquentation de plus en plus grande (et plus jeune) des monastères et des lieux de pèlerinage. Le mensuel *Prier*, qui compte 62 500 abonnés et qui, dès l'origine, avait ouvert ses colonnes à des espaces de réflexion juive ou musulmane, *devrait même continuer à bénéficier* longtemps de cet engouement.

*H. T.*

## DÉPÊCHES

■ *TABAGISME : Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé,* a souhaité, mercredi 20 mai, à propos du Comité national contre le tabagisme, dont la gestion a été mise en cause par l'Inspection générale des affaires sociales (*Le Monde* du 19 mai), que *« l'ensemble du personnel de direction, et donc le président, soit renouvelé »* lors des élections, le 6 juin. *« Nous ne financerons plus le CNCT tant que la transparence totale ne sera pas faite »*, a-t-il précisé.

■ **ÉDUCATION : des enseignants de quatre collèges de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise)** se sont mis en grève mercredi 20 mai, après l'agression dont a été victime l'un d'entre eux. Ce professeur de sport du collège du Moulin-à-Vent, à Cergy-le-Haut, a été attaqué par un adolescent de dix-sept ans qui avait été exclu de l'établissement. Celui-ci a été interpellé.

■ **DIFFAMATION : Brice Lalonde a été condamné, le 4 mai, par le tribunal de Paris à 1 franc de dommages et intérêts pour « diffamation publique » envers *Le Monde*.** A la suite d'un article consacré au recrutement des candidats de Génération écologie (GE), son dirigeant avait accusé *Le Monde*, le 15 mai 1997 sur France-Info, de *« manipuler »* ses informateurs, de *« proférer des mensonges »* et de se montrer *« totalement partisan »*. Le tribunal a qualifié ces propos d'*« outrances caractérisées »*.

■ **JUSTICE : la cour d'appel de Paris a confirmé, le 7 mai, la relaxe du *Monde*, poursuivi par les anciens gendarmes** Alain Le Caro et Robert Montoya. Tous deux avaient été cités dans un article du 8 janvier 1997, consacré au recrutement de mercenaires au Zaïre. La cour a estimé qu'ils n'avaient pas apporté la preuve du préjudice que leur aurait causé la publication dudit article.

■ **L'avocat Gilbert Collard a été débouté, le 4 mars,** de son action engagée contre *Le Monde* à la suite de la publication d'un article sur la profanation de Carpentras. Me Collard s'était estimé *« gravement outragé »* par le contenu de cet article, qui relatait les circonstances de son intervention dans ce dossier, notamment au cours d'une émission de TF 1.



**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**
**Office Spécial de Publicité**
136, av. Charles de Gaulle 92523 NEUILLY-SUR-SEINE Cedex
Tél : 01.46.40.26.07 - Fax : 01.46.40.70.66

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement contradictoire à signifier, signifié en mairie le 4 juillet 1997 rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - *le 21 mai 1997*,
**Dominique, François, Michel LEMAITRE**, né le 3 octobre 1944 à SEUR,
a été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis, une amende délictuelle de 150.000 francs,
pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt - omission de déclaration de 1994 à 1995 à PARIS, Art.1741 AL.1 C.G.I., Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
Le Greffier en Chef.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

*Par jugement contradictoire, rendu par* le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 18 septembre 1997,
**Jean-Louis POSTIC**, né le 18 mars 1943 à BORDEAUX (33),
a été condamné à :
Emprisonnement délictuel - 6 mois avec sursis
1 amende délictuelle de 100.000 F,
pour :
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt : dissimulation des sommes - fraude fiscale - depuis 1993 et jusqu'en 1995 - à PARIS - Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre prononcé l'affichage de la décision par extrait pendant trois mois à la mairie du domicile et sa publication également par extrait au JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LIBERATION.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
Le Greffier en Chef.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement CONTRADICTOIRE, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 16 juin 1997,
**Patrick Robert DORIAT**, né le 6 septembre 1956 à SAINTES (17415),
a été condamné à quatre mois d'emprisonnement avec sursis, une amende de 15.000 francs,
pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt - omission de déclaration en 1993 et 1994 à PARIS, Art.1741 AL.1 C.G.I., Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LIBERATION.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 12 juin 1997,
**Jean Claude MAGD**, né le 15 mai 1944 à CORBIGNY (58),
a été condamné à 12 mois d'emprisonnement avec sursis simple,
pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt par omission de déclaration - 1993 à 1995 - à PARIS, Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage du jugement par extrait pendant trois mois à la mairie du domicile et sa publication également par extrait au JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
*Le Greffier en Chef.*

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement CONTRADICTOIRE, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 17 mars 1997,
***Jacques Louis Pierre DUCHEMIN***, né le 3 août 1932 à PROVINS,
**Appel du 18/03/1997**
**Appel irrecevable,**
a été condamné à quinze mois d'emprisonnement,
pour :
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt - dissimulation de sommes de 1992 à 1994 à PARIS - Art.1741 AL.1 AL.2 C.G.I., Art.1741 AL.1 AL.3 AL.4, Art.1750 AL.1 C.G.I.
- ommission d'écriture dans un livre comptable de 1992 à 1993 à PARIS - Art.1743 AL.1 1 C.G.I., Art.8, Art.9 C.COMMERCE, Art.1743 AL.1 AL.3 AL.4, ART.175 AL.1 C.G.I.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
Le Greffier en Chef.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement CONTRADICTOIRE, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 1er Juillet 1997,
**Gérard, Francis, André CAMPANELLA**, né le 4 Janvier 1943 à NICE (06),
a été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et une amende de 20.000 francs,
pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt - omission de déclaration - omission d'écriture dans un livre comptable - fraude fiscale faits commis de 1992 à 1994 prévus par les articles 1741 alinéa 1 alinéa 3, 1743 alinéa 1, et 1750 du Code Général des Impôts. Articles 8 et 9 du Code de Commerce.
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL - et les quotidiens LE MONDE et LE FIGARO et l'affichage pendant 3 mois à la Mairie du condamné.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
Le Greffier en Chef.

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS**
**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE**

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11ème Chambre - le 20 juin 1997,
**Josée DAYAN**, née le 6 octobre 1943 à TOULOUSE,
a été condamnée à quinze mois d'emprisonnement avec sursis,
pour :
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration de 1993 à 1994 à PARIS, Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 C.G.I.
- omission d'écriture dans un livre comptable en 1993 à PARIS, Art.1743 AL.1, Art.1741 AL.1 AL.3, Art.1750 AL.1 *C.G.I.*
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL ainsi que dans les quotidiens LE MONDE et LIBERATION.
Pour extrait conforme, n'y ayant appel,
Le Greffier en Chef.

هكذا من الأمل



# 16 LES AVENTURES DE MAI

par Patrick Rambaud

MARDI 21 MAI 1968

# Plus de sucre ! Plus d'huile ! Plus d'essence !

AMALIA *rentra dans l'immeuble du* boulevard Haussmann en soufflant. Elle ne prit pas l'escalier de service au fond de la cour, trop exténuée pour monter quatre étages à pied, mais déposa ses deux lourds cabas dans l'ascenseur réservé aux locataires ; le personnel et les livreurs n'y avaient pas droit, aujourd'hui elle se moquait des éventuelles remarques de la concierge. Déjà, en temps normal, le ravitaillement posait des problèmes dans ce quartier chic. A part la boulangerie à l'angle du carrefour Friedland et l'épicerie italienne de la rue Washington (« Le voleur », disait Monsieur parce que c'était plus cher qu'ailleurs mais ouvert plus tard), il fallait s'éloigner pour rencontrer une boucherie ou un marchand de légumes frais. Un matin sur deux, Amalia partait en autobus jusqu'à la place des Ternes et le marché de la rue Poncelet ; elle restait sur la plate-forme, le nez au vent, et causait avec le receveur ou les habitués. A cause de la grève elle s'était résignée à aller moins loin, à Saint-Pierre de Chaillot ; derrière l'église, il y avait encore une rue commerçante et un Primistère. Ça faisait tout de même une trotte, à pied, dans ces rues et ces avenues embouteillées, parmi les voitures garées de guingois sur les trottoirs, et ça klaxonnait de partout, et les ordures grimpaient en tas puants que des chiens éparpillaient jusque dans les caniveaux.

A l'épicerie, il avait fallu faire la queue près d'une heure, et l'air était froid pour un mois de mai. Devant Amalia, dans la file, un maître d'hôtel qui servait chez un industriel, avenue Marceau, se vantait d'avoir commandé un boeuf entier à son boucher et d'entasser une tonne de pommes de terre dans la cave ; il n'hésitait pas non plus à raconter que son maître était allé à sa banque la veille pour en revenir avec deux valises de billets qu'il irait placer à Genève dans l'un de ses comptes. La cuisinière d'un joaillier rapportait que celui-ci, prévoyant la pénurie, avait aligné des bidons d'essence dans la baignoire de sa seconde salle de bains, celle des domestiques à demeure, et que ça n'était pas drôle. On ne sentait pas encore la franche panique mais on en relevait des signes chez ces employés de maison qui, par ici, se connaissaient par leurs prénoms, adoraient papoter et livrer les secrets de leurs patrons.

Amalia sortait ses provisions sur la table de la cuisine quand Madame Portallier y entra. Elle vérifia les achats :

– Huile, sucre, pâtes, disait la bonne en rangeant dans le placard.

– Pas de riz ?

– Plus. Un monsieur avait acheté le stock.

– Insensé ! Trois bouteilles d'huile seulement ?

– J'ai que deux bras, Madame, et j'ai pas eu droit à plus.

– Quoi ! s'écriait Madame Portallier. On nous rationne, maintenant ?

– *Les camions sont coincés aux* Halles, Madame, et le boulanger, même, il a dû aller chercher sa farine en camionnette, aux Grands Moulins, dans les embarras.

– Amalia ! Vous avez pris cinq boîtes de petits pois ?

– Demain ils en manqueront au Primistère, ils me l'ont dit.

– Nous détestons les petits pois en conserve !

– Monsieur Roland aime bien, Madame.

– Monsieur Roland, Amalia, il a disparu dans les bas-fonds avec ces bons à rien d'étudiants qui nous plongent dans la misère ! *(On sonnait à la porte d'entrée.)* Eh bien, allez voir, Amalia ! dit Madame Portallier, effondrée sur une chaise devant les paquets de coquillettes et les cartons de sucre.

Madame Jurieu arriva dans la cuisine et les deux amies s'embrassèrent avant d'échanger leurs dernières informations, mais au salon, où la femme du député demanda un scotch.

– A cette heure ? s'étonnait Madame Portallier.

– Pourquoi pas ? répondit Madame Jurieu qui ajouta : Sans eau, sans glace, pur, j'en ai besoin.

Elle avait prévu d'aller chez son coiffeur, comme tous les mardis, mais il était fermé. Plus rien ne marchait. La radio diffusait de la musique continue, la seconde chaîne de télévision n'offrait que sa mire et la première un programme minimum. Il n'y avait plus de courrier et

> *Un maître d'hôtel qui servait chez un industriel se vantait d'avoir commandé un bœuf entier à son boucher et d'entasser une tonne de pommes de terre dans la cave*

moins de journaux. En grève, la Banque de France ne pourrait plus ravitailler les agences dès le lendemain ; aux guichets encore ouverts, les retraits étaient limités à cinq cents francs.

– Qu'en pense ton mari ? demanda Madame Portallier.

– Il affirme que les bolcheviques sont aux portes. Il est déjà parti à l'Assemblée ; la gauche a déposé une motion de censure et elle sera votée par certains gaullistes. Ton mari ? Il est à son hôpital ?

– Oui, mais il craint une coupure de courant au beau milieu d'une opération...

– Qu'allons-nous devenir ? se plaignait Madame Jurieu en se resservant elle-même un scotch.

*Georges Séguy* était un homme courtisé. Le nouveau patron de la CGT avait un visage en poire, des joues rouges et rebondies, des petits cheveux blondins qui frisottaient. Fils de cheminot, résistant, déporté, syndicaliste depuis plus de vingt ans, communiste au comité central, il avait chanté *L'Internationale* sous les verrières géantes de Billancourt, mais il avait signifié aux huit mille grévistes présents à l'usine que seules leurs revendications importaient. Lorsque les ouvriers, dans l'exaltation, avaient scandé : « Gou-ver-nement-po-pu-laire ! », il n'avait pas desserré les lèvres. D'une phrase, il pouvait activer ou éteindre les grèves ; il pensait avoir repris le mouvement en main, et s'il était au Parti, comme son alter ego Krasucki, il s'en distinguait par la puissance de ses troupes. Un instant, il avait été tenté d'affronter le pouvoir, mais des camarades du bureau politique étaient venus dimanche mesurer ses ardeurs : la révolution ? Avec qui ? Alors il voulait négocier. Il se prêtait pour cela à d'amples tractations. Les fédérés, Mitterrand et Guy Mollet, il les avait reçus dans l'immeuble en béton de la CGT, rue Lafayette ; ils avaient eu droit à la salle du dernier étage qu'on réservait aux réunions importantes. Séguy avait même accepté de parler avec André Bergeron, de Force ouvrière, lequel pratiquait un conseiller du premier ministre. Au bureau fédéral, on venait de décider qu'on accorderait au patronat la rencontre qu'il sollicitait.

Avec le pouvoir, cela se déroulait dans l'ombre et on se cachait sous des noms de code. Le camarade Krasucki avait établi le contact avec un certain Monsieur Walter, qui lui téléphonait souvent et qu'il faisait lanterner à plaisir, lui fixant des rendez-vous dans des squares détruits par un parking, lui posant des lapins pour tester sa persévérance. Il s'agissait du jeune et intempestif secrétaire d'Etat à l'emploi, Jacques Chirac, un grand dégingandé qui ratissait en arrière ses cheveux noirs et comme beurrés, un des fidèles de Georges Pompidou ; par goût, il aimait ces liaisons secrètes.

– Henri, tu le vois à quelle heure, ton Walter ? demandait Georges Séguy avec une pointe d'ironie.

– *A quinze heures chez notre camarade* Lantier, répondit Krasucki, nez en bec de toucan, crâne désolé et un air triste pour l'éternité.

Walter, alias Chirac, quittait à ce moment son ministère. Il s'enfourna dans une Peugeot noire banalisée avec l'inspecteur de police chargé de sa protection. Il avait un revolver en poche, car ce rendez-vous ne lui disait rien de bon. Pensez ! A Saint-Ouen. C'est où, Saint-Ouen ? Ah oui, le marché aux Puces, ce coin au bout de Paris, dans une rue au nom difficile à lire sur le plan.

– Nous y sommes, Monsieur le ministre, dit le chauffeur. Après le feu rouge, à l'angle.

– Arrêtez-vous là, j'y vais à pied. Vous m'attendez tous les deux. Si dans trois quarts d'heure vous ne me voyez pas revenir, vous intervenez l'arme au poing. C'est au numéro 6.



IMPRESSION DE MAI
*Claude Dityvon*

Il s'éloigna, serrant dans sa poche la crosse du revolver pour se donner du courage. Le chauffeur sourit.

– Le ministre, il se croit dans une Série noire pour nous faire ce numéro...

– Les romans-feuilletons, dit l'inspecteur, il en raffole.

Dans la rue indiquée, deux costauds en blouson attendaient Monsieur Walter, qui livra une phrase de reconnaissance du genre Radio-Londres. « Au troisième », dit un des costauds. Chirac entra, il entendit grésiller des radios derrière les portes, huma une odeur de choux et de peinture ; la porte du troisième était entrouverte. Il la poussa pour se retrouver dans une petite pièce peu meublée où trois hommes étaient attablés. Il y avait une chaise libre, il s'y assit. Krasucki avait gardé sa casquette :

– Nous avons des revendications définies, dit-il. Nous voulons obtenir satisfaction. Pas de promesses vagues, hein ? Si le gouvernement nous reconnaît comme interlocuteur, nous discutons.

– Et les autres syndicats ? dit Chirac.

– Les aventuristes de la CFDT parlent de lutter contre le pouvoir capitaliste ; ce sont les complices de l'UNEF. Nous autres, à la CGT, nous avons refusé de réunir des comités de grève ouvriers-étudiants. Nous ne voulons pas de pouvoir étranger aux travailleurs.

– Prouvez votre bonne foi.

– Il n'y aura pas de grève totale à l'EDF, voilà ce que nous offrons. Si l'électricité s'arrête, tout s'arrête, ça peut dégénérer en insurrection, et ça, nous n'en voulons pas.

– Etablissons vos revendications point par point...

– Nos propositions sont réalistes et constructives, Monsieur le ministre. Elles associent l'intérêt général à celui des travailleurs.

– Et le travail reprendra ?

– On n'arrête pas un pareil mouvement avec des formules creuses, il faut être sérieux, pas question de transformations profondes.

– Vous êtes hostiles à l'autogestion que réclament les étudiants et la CFDT ?

– Nous sommes sérieux, nous autres, à la CGT.

COMME pour appuyer l'analyse d'Henri Krasucki, l'autogestion désirée capotait à la Sorbonne. Les trop nombreux comités dirigeaient chacun leur domaine avec jalousie. Rodrigue s'était disputé avec les gauchistes dogmatiques qui tenaient le service de la ronéo ; ils avaient refusé de lui tirer un tract qu'ils jugeaient en dehors de leur ligne. Censure ! avait braillé Rodrigue, et ils s'étaient boxés. Du coup, les libertaires des premiers jours en avaient assez de cette Sorbonne divisée en clans.

– Si on retournait à l'Odéon ? proposa Marco.

– Ouais, dit Portallier, ça n'engage à rien.

– Sans moi, dit Théodora.

Elle devait passez chez sa grand-mère, d'abord pour la rassurer, ensuite pour l'aider à supporter les grèves ; sans radio ni télévision, magasins dévalisés, la vieille dame devait être chamboulée.

– Tu nous rejoins à l'Odéon ?

– Ce soir, dit Théo, j'ai envie de me rouler dans des draps frais.

– Bourgeoise ! plaisantait Rodrigue.

– Je suis fatiguée, se défendit-elle en enfourchant le Solex que Marco lui avait procuré on ne savait comment.

Avec la cuisine plantée dans le foyer des acteurs, l'Odéon sentait le boudin. Les tentures sentaient le boudin, les rideaux sentaient le boudin, les fauteuils en velours de la salle en étaient imprégnés et les occupants aussi. Toujours en nombre, ils bivouaquaient dans les loges ou dans les coulisses comme dans autant de niches d'une malpropreté effarante. Par terre, on foulait des chiffons qui avaient été des costumes. Portallier repéra le hippy mondain qu'il avait entraîné l'autre soir chez ses parents. On le surnommait Aramis à cause de sa barbiche très mousquetaire, de ses jabots et manches bouffantes. Ils s'étreignirent et grimpèrent sous la coupole du théâtre, au-dessus de la machinerie du grand lustre, un grenier auquel on accédait par des échelles et des filins pendus en lianes. Une tribu y séjournait sur des poutres, éclairée à la bougie. Ils frappaient sur un tam-tam et grattaient des guitares sèches, chantonnaient, se passaient de lèvres en lèvres des cigarettes odoriférantes, souriaient en admirant leurs bagues.

Portallier reconnut Gretta à sa tignasse. Elle s'enveloppait dans une robe d'Ophélie en voilage et portait des chaînettes dorées autour d'une cheville. Elle se leva, en équilibre sur une poutre, vint à lui en chaloupant au risque de se casser la figure trois mètres plus bas. Aïe ! elle s'était enfoncée une grosse écharde sous le pied et termina son périlleux parcours en sautillant. Aramis et Portallier la rattrapèrent de justesse.

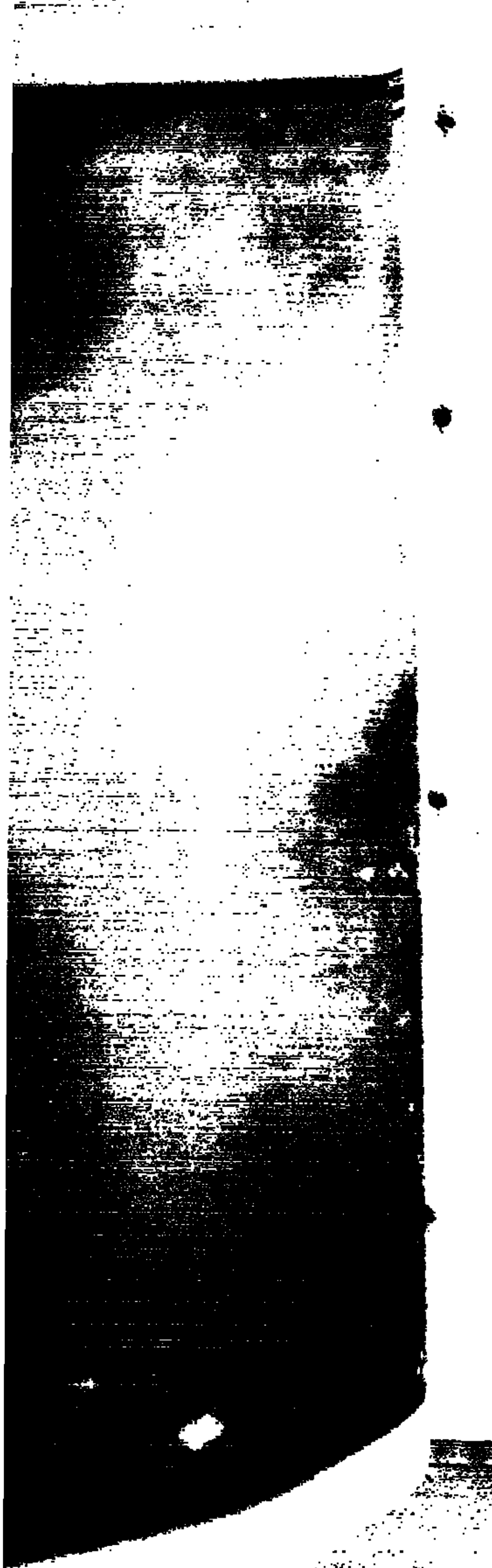
– Faut l'emmener à l'infirmerie, dit Portallier, dans votre cloaque ça peut s'infecter.

– L'infirmerie ! Tu es marteau ? Les deux louftingues qui nous servent de toubibs ne savent faire que des piqûres pour n'importe quoi ! Danger public, ces types.

– On la porte à la première pharmacie ouverte ?

Gretta gloussait de rire mais elle ne pouvait plus poser le pied au sol ; elle se laissa porter en roucoulant une chanson de Joan Baez, dont elle n'avait pas la voix.

(à suivre)


Bd Saint-Michel
21 mai

## DES JOURS AUX NUITS

**MARDI 21 MAI**

■ A partir de 0 heure, la totalité du personnel de l'ORTF se met en grève, à l'exception des personnes chargées par l'intersyndicale d'assurer *« le service public d'une information impartiale »*. Madeleine Renaud démissionne du conseil d'administration de l'ORTF.

■ Un conseil des ministres extraordinaire se réunit à l'Elysée pour approuver le projet de loi d'amnistie qui doit être soumis le lendemain à l'Assemblée nationale.

■ Dans un « appel aux chrétiens », des prêtres, des pasteurs et des laïcs catholiques et protestants se déclarent *« solidaires de l'action des étudiants et des ouvriers »*.

■ Les grands magasins parisiens et les banques sont, à leur tour, touchés par la grève. La totalité des théâtres parisiens sont fermés. Pas de cotation à la Bourse de Paris, qui reste néanmoins ouverte. A Lyon, Grenoble et Saint-Etienne, aucun journal n'est diffusé. A Paris, la plupart des quotidiens restreignent leur pagination. Le ravitaillement des villes est assuré.

■ En coulisses, les premiers contacts sont pris entre responsables politiques et syndicats pour étudier la possibilité de négocier de nouveaux « accords de Matignon », sur le modèle de 1936.

■ Ouverture, à l'Assemblée nationale, du débat sur la motion de censure. Pour la première fois, les débats en sont intégralement retransmis à la télévision, à partir de la séance du soir, *les journalistes de l'ORTF ayant imposé* cette décision à la direction. Pour ne pas avoir à se prononcer sur la censure, en faveur de laquelle il souhaiterait voter, M. René Capitant donne sa démission de député.

■ Alors que, dans les lycées occupés, de nombreux professeurs viennent discuter avec les élèves, Alain Peyrefitte, ministre de l'éducation nationale, déclare, devant la commission des affaires sociales et culturelles de l'Assemblée nationale, que *« l'Université impériale et hiérarchique est moribonde, comme le lycée-caserne »*.

■ Des médecins et des architectes occupent les locaux de leur ordres respectifs – les architectes se prononçant pour la dissolution –, tandis que les internes des hôpitaux privés démissionnent en bloc.

■ Les cadres se lancent dans des opérations spectaculaires en occupant pendant quelques heures les locaux du CNPF, dans la soirée, et ceux de la Confédération générale des cadres (CGC), dans la nuit.

■ Le CNPF sort du profond mutisme où il s'était cantonné depuis le début de la crise, en rappelant qu'il a constamment été ouvert à une politique de négociations collectives.

■ Entre l'Etoile et le quartier de la Bourse, une manifestation de jeunes gens d'extrême droite appartenant au groupe Occident donne lieu à des incidents violents devant *L'Humanité* et dans le Conservatoire de musique de la rue de Madrid.

**A L'ÉTRANGER ÉGALEMENT**

■ A Berlin, Daniel Cohn-Bendit assure que *« cinq à onze personnes »* ont trouvé la mort lors des récents événements parisiens. L'agitation gagne Bruxelles, des troubles éclatent à New York et en Californie.

■ A Pékin, cinq cent mille manifestants défilent en scandant *« A bas les réactionnaires français qui oppriment les étudiants et les ouvriers ! »*.

Réalisation : documentation du *Monde*

## PASSÉ-PRÉSENT

# Fernand Choisel
# Le sang-froid au micro

Michel Braudeau

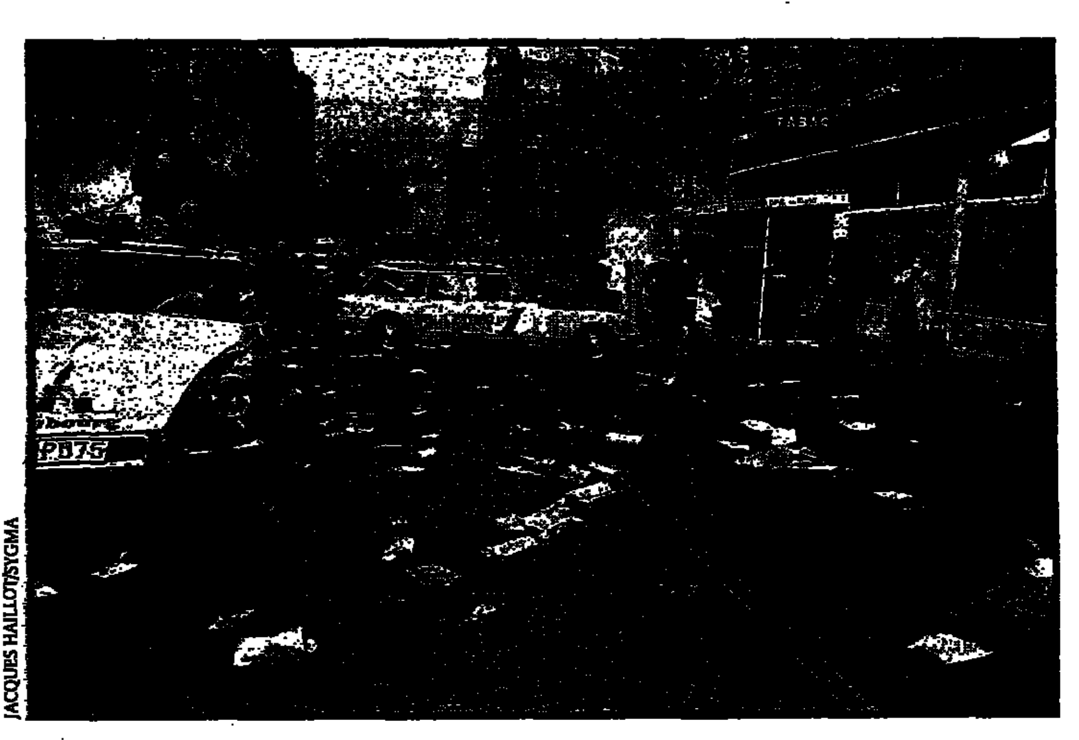
SI le Fabrice de Stendhal avait possédé un transistor à Waterloo, le sort des armes en aurait-il été changé ? Peut-être pas. Il aurait tout de même plu des boulets de canon et des trombes d'eau sur cette terre où les chevaux s'enlisaient. Mais il n'aurait pas eu cette sensation déroutante de ne rien comprendre du tout.

*Les transistors de poche ont joué* un grand rôle dans les événements de 68, parce qu'ils étaient les seules sources d'information immédiate dont chacun disposait, à un prix modique, dans une situation confuse où l'action se déroulait sur plusieurs théâtres simultanément. Il n'y avait, en dehors de la police, que les reporters de radio qui, communiquant entre eux depuis divers sites et diffusant la synthèse à l'antenne, pouvaient prétendre à une vision d'ensemble. Ce qui fut sur le moment d'une importance capitale, tout en menaçant aussi d'être perverti dangereusement si les journalistes n'y prenaient garde.

Fernand Choisel avait trente-neuf ans en 1968. Grand reporter spécialisé en sport, il faisait partie, depuis 1955, des membres fondateurs d'Europe 1. *« Ce n'est pas tant le sport qui m'intéressait que l'événement. Il y en a beaucoup en sport. C'est un peu ce qui m'a amené au mois de mai. Les choses avaient déjà démarré à Nanterre, mais je n'entre en jeu que le 6 mai. Jusque-là, on faisait des commentaires dans le journal. A partir du 6, il fallait aller sur le terrain, faire du direct. Nous, les sportifs, sommes rompus au direct. J'avais de l'expérience, et à l'état-major, Maurice Siégel et Jean Gorini ont jugé bon de m'envoyer au Quartier latin. Il fallait du sang-froid aussi. Plusieurs jeunes reporters étaient revenus paniqués. Ce qui m'a le plus surpris, c'est la violence de la police : ils étaient, eux aussi, pris de panique, pas organisés. C'étaient des ratonnades. Je les ai vus assommer une vieille femme qui sortait du métro avec ses cabas, matraquer les clients à la terrasse des cafés. C'est ce qui a déclenché la violence en retour. »*

Il sillonne les rues en moto, mais la transmission n'est pas très bonne et, le plus souvent, il roule en voiture émettrice. Les choses se structurent, peu à peu, dans les deux camps. Le 10 mai, il est en tête du cortège quand les manifestants arrivent place Edmond-Rostand. *« Je vois Cohn-Bendit, Sauvageot et Geismar, qui ne savaient pas quoi faire, dans quelle direction aller. Et là, en douceur, les gens se sont mis à dépaver. Ce n'était pas concerté, c'est venu naturellement. Les barricades ont monté. Nous, on était dans la voiture, rue Gay-Lussac, vite coincés entre deux barricades. Il faisait beau, il y avait un air de fête. Depuis 5 heures de l'après-midi, j'envoyais des flashes décontractés. André Arnaud, le présentateur du journal de midi, habitait le quartier. Je le vois arriver avec une boîte de foie gras, une miche de pain et un kil de rouge ; et nous voilà à tartiner dans la voiture. Après, quand les flics ont chargé, on a moins ri. »*

Les barricades sont enflammées, la voiture risque de flamber. Les étudiants dégagent un passage et le break va s'abriter à l'Institut Curie. Fernand et son chauffeur se sentent en sécurité quand arrivent les brigades spéciales de la préfecture de police, qui commencent à casser les vitres des chambres et à fouiller les lits des malades pour voir si des gauchistes ne s'y cachent pas. Le professeur Monod jaillit, furieux, demande le micro et lance sur les ondes un appel à son ancien condisciple Christian Fouchet. *« On commençait à être conscient de la puissance de la radio. Il n'y avait que RTL et nous, tout le monde nous écoutait, les flics comme les manifestants. D'ailleurs, nos rapports avec les autorités ont commencé à se tendre dès qu'on a parlé des gaz et des grenades, notamment des grenades "au chlore", ce qui était faux en effet. Pompidou parlait de "radio barricades". On était également mal vus par les étudiants : les gens, au studio de la station, ne voyaient pas l'action. Ils croyaient qu'on exagérait et ils minimisaient un peu les choses. Ce qui irritait les manifestants. »*


JACQUES HAILLOT/SYGMA

***Lundi 6 mai, les forces de police refoulent violemment les étudiants. Les reporters radio, situés aux premières loges, décrivent les charges, les grenades lacrymogènes, les premières barricades.***

Vers le 20 mai, l'Intérieur supprime aux journalistes les fréquences qu'ils utilisent pour communiquer entre eux. Les reporters en sont réduits à utiliser les téléphones des riverains dans les manifestations : *« L'accueil était formidable. Les gens nous faisaient des sandwichs et nous donnaient à boire... »* Un soir, il transmet même d'une maison de passe de la rue Saint-Benoît.

Le 13 mai, Fernand Choisel est avec la tête du cortège, à Denfert, et l'on piétine encore au départ, place de la République, où se trouve son collègue Gilles Schneider. A Denfert, les gauchistes veulent marcher sur l'Elysée, les communistes appellent à la dispersion. Cohn-Bendit propose d'aller réfléchir au Champ-de-Mars... *« On n'en parle plus maintenant, mais on a tiré à Denfert. Un car de police-secours emportant un blessé sans rapport avec la manifestation a essayé de fendre le cortège. Les deux flics à bord ont été pris à partie et, paniqués, ont tiré à balles. Sans toucher personne, mais deux balles sont passées à côté de ma tête et ont brisé la glace dans la brasserie où j'étais. Imaginez-vous ce qui se serait produit si j'avais dit dans le micro, à un million de manifestants : "Ils ont tiré..." Cela aurait été incontrôlable. »*

Peu après, un groupe de manifestants s'approche de la voiture d'Europe 1 et annonce qu'il y a onze morts au coin de la rue, qu'il faut le dire tout de suite à la radio. Fernand Choisel ne cède pas, demande à voir les corps, se fait insulter aussitôt : *« Ils veulent me faire un sort, me traitent de "salaud"... Heureusement, André Harris et Pierre Bouteiller passaient par là, ça s'est calmé. Si j'avais annoncé onze morts, c'était une catastrophe. »*

Après la nuit du 24, où un incendie éclate place du Panthéon, Fernand Choisel est affecté à Matignon. C'est moins drôle mais plus reposant. Au mois d'octobre 68, il est envoyé aux Jeux de Mexico et il vit en direct les événements de la place des Trois-Cultures. *« La vie humaine n'a pas le même prix à Mexico et rue Gay-Lussac. Là-bas, ils tiraient pour tuer. Il y a eu près de trois cent vingt morts. C'est la seule fois de ma vie où j'ai eu peur. »*

### PAROLES

« L'heure n'est pas à des bavardages sur les transformations profondes de la société, où chacun fourre tout ce qu'il veut. Elle est aux prises de responsabilités sérieuses pour hâter les décisions à prendre... Nous sommes prêts pour le débat »

*Georges Séguy, secrétaire général de la CGT*

« Le pays est stupéfait : la grandeur pendant dix ans et puis, tout à coup, le chaos. Quelque chose s'est mis en mouvement dans la société française, et c'est la jeunesse qui a provoqué le déclic. Un problème de génération se pose, et ce dans le monde entier. Dans ces conditions, le rituel de la motion de censure *paraît quelque peu dérisoire*, en tout cas inadapté, car il ne permet pas d'exprimer une pensée avec toutes les nuances indispensables... *Les Français veulent* le changement et non l'aventure. Pour éviter l'aventure, nous voulons le changement. »

*Jacques Duhamel, à l'Assemblée nationale*

« En matière d'éducation nationale, je suis beaucoup plus réformiste que vous *[la Fédération de la gauche]*. »

*Georges Pompidou*

هكذا من الأصل



# Explosions indiennes, effets planétaires

*par François Heisbourg*

NAGUÈRE, le franchissement du seuil nucléaire apportait prestige et sécurité à l'Etat qui le pratiquait : tel fut le cas pour les cinq puissances nucléaires « officielles ». Par rapport à cette constatation, les conséquences politiques et stratégiques de l'impressionnante série d'essais nucléaires indiens sont paradoxales et parfois inattendues.

Tout d'abord, l'Inde perdra probablement plus qu'elle n'aura gagné à avoir étalé aussi bruyamment le savoir-faire de ses savants et ingénieurs. Certes, elle dispose durablement de cet acquis-là : les sanctions américaines ne seront guère suivies dans le monde et elles n'auront en aucun cas pour effet de faire renoncer l'Inde à sa capacité nucléaire militaire. Les essais auront aussi été utiles pour assurer le développement futur de cette force de frappe. Toujours à l'actif du bilan, du point de vue du gouvernement de New Delhi : le sursaut de fierté nationale qui soude la coalition hétérogène issue des récentes élections. Mais l'on sait aussi combien sont volatils les phénomènes d'enthousiasme populaires de ce type...

En contrepartie, l'Inde n'obtiendra ni sa reconnaissance politique comme grande puissance à l'échelle planétaire, ni le statut juridique de membre du club des puissances nucléaires. Aucun membre permanent actuel du Conseil de sécurité n'était une puissance nucléaire au moment de la création de cet organisme en juin 1945. Ce n'est pas en faisant la bombe que l'on trouve le chemin qui mène à la table des grands : si lien de causalité il y avait, celui-ci fonctionnerait exactement en sens inverse.

C'est précisément parce qu'elle a procédé à cette série tonitruante d'essais dans un monde où la non-prolifération des armes nucléaires est devenue une norme quasi universelle du droit que l'Inde s'est durablement disqualifiée de toute possibilité d'accéder au statut de membre permanent. Lui en ouvrir la perspective dans les circonstances actuelles serait encourager d'autres prétendants à suivre la même voie. Au fond, le moment ne serait pas mal choisi pour faire entrer le Japon et l'Allemagne non nucléaire dans le club des membres permanents.

Par ailleurs, la puissance nucléaire indienne ne sera pas reconnue en droit, avec les privilèges qu'apporte le statut nucléaire dans le cadre du traité de non-prolifération. Ici, la prétention indienne se heurtera à une opposition d'autant plus efficace qu'il lui faudrait trouver une majorité d'Etats pour amender en ce sens les textes.

Au plan stratégique, la situation de l'Inde sera moins bonne après les essais qu'avant. D'une part, le Pakistan, avec sa capacité nucléaire et ses nouvelles fusées balistiques, pourra bénéficier à plein du pouvoir égalisateur de l'atome, alors que, dans un contexte non nucléaire, le Pakistan serait aujourd'hui totalement dominé par des forces conventionnelles indiennes nombreuses et bien équipées. Islamabad aurait plus de raisons stratégiques que New Delhi de se doter d'un arsenal nucléaire militaire. D'autre part et surtout, l'Inde a lancé un défi public à la Chine, qualifiée dix jours avant les premiers essais de *« menace principale »* par le ministre indien de la défense. L'Inde ne figurait pas depuis longtemps au premier rang des priorités stratégiques chinoises : gageons qu'il n'en ira dorénavant plus de même.

C'est ici que réside une grande incertitude stratégique qui pourrait déboucher sur un résultat des plus inattendus : un rapprochement entre Pékin et Washington que pourrait accélérer la prochaine visite du président Clinton en Chine. Le président américain, en acceptant de se rendre sur la place Tienanmen, fera un geste lourd de symboles auquel la Chine ne manquera pas d'être sensible. Aussi y a-t-il de fortes chances pour que la Chine et les Etats-Unis communient dans leur volonté de punir l'Inde de son initiative. Accessoirement, la Chine pourrait obtenir la levée des sanctions américaines qui continuent de la priver de technologies militaires ou duales depuis le massacre de la place Tienanmen. Pour New Delhi, un axe sino-américain serait évidemment une très mauvaise nouvelle.

L'autre voie que pourrait emprunter la Chine ne serait guère plus agréable du point de vue indien. Pékin pourrait renforcer ses transferts de technologie vers le Pakistan (naguère limités sous la pression américaine). De même pourrait-elle procéder à des déploiements militaires offensifs, y compris nucléaires, au Tibet, ou procéder à une série d'essais nucléaires ou de missiles. Ce qui conduirait à une tension certaine avec le Japon et les Etats-Unis, sans qu'il en résulte de bénéfice pour l'Inde, qui aurait du mal à tenir le rythme dans cette escalade.

Dans les deux scénarios, l'Inde n'apparaîtrait pas comme une destination attrayante pour des investissements étrangers nécessaires à son décollage économique ; mais il est vrai que la coalition gouvernementale indienne ne semble guère soucieuse d'accueillir de tels investissements.

**C'est désormais vers Washington et Pékin qu'il faut porter les regards. Des décisions américaines et chinoises dépendra l'avenir atomique de la planète**

Enfin – c'est peut-être le plus surprenant – les essais indiens auront un effet significatif sur la politique de sécurité américaine. Les préparatifs indiens ne paraissent pas avoir été détectés en temps utile par l'immense et coûteux arsenal américain de recueil du renseignement : les 20 milliards de dollars dépensés chaque année n'auraient servi à rien, alors que des essais nucléaires souterrains exigent une préparation longue et voyante. Certes, les Indiens auront procédé à des efforts exceptionnels de dissimulation, d'autant plus qu'ils avaient eu la mauvaise surprise d'être pris sur le fait en décembre 1995 par les satellites occidentaux (les démarches diplomatiques les avaient alors amenés à renoncer à leurs essais). Il n'en reste pas moins qu'un grand débat s'ouvrira aux Etats-Unis – et peut-être aussi en Europe – sur l'organisation du renseignement et sur ses moyens.

Il semblerait ainsi que les cinq essais indiens n'aient été détectés que de manière imparfaite par les sismographes et autres moyens qui servent à vérifier l'application du traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT). En effet, les trois premiers tirs ayant été déclenchés de manière simultanée, l'ensemble fut enregistré comme une seule explosion. Les deux essais suivants, d'une puissance inférieure à 1 kilotonne, ne furent pas détectés. Cela peut créer un doute sur le respect du CTBT, qui est un des éléments-clés du régime international de non-prolifération nucléaire. Or les Etats-Unis, à la différence de la France et du Royaume-Uni, n'ont pas encore ratifié ce traité. Ces défauts de détection risquent de nourrir de fortes résistances au Sénat américain. Sans ratification américaine, le CTBT n'aura guère d'avenir, un tel refus pouvant, entre autres effets, précipiter la Chine dans la voie de la reprise des essais. Dans ces conditions, qu'aggraverait un tir pakistanais, c'est bien l'édifice de la non-prolifération qui serait menacé : l'Iran voisin du Pakistan, par exemple, se tient sans doute à l'affût.

C'est désormais vers Washington et Pékin qu'il faut porter les regards. Des décisions américaines et chinoises dépendra l'avenir atomique de la planète : soit la préservation d'une situation où l'atome reste une exception qui aura contribué à la stabilité pendant la guerre froide ; soit la voie ouverte à une extension progressive de la prolifération nucléaire. Et l'atome pour tous, ce serait la sécurité pour personne.

***François Heisbourg*** *est président du comité français de l'IISS (Institut international d'études stratégiques de Londres).*

# New Delhi a voulu créer l'irréversible

*par François Géré*

REMERCIONS les savants, ingénieurs et techniciens indiens. Remercions les dirigeants du BJP (Parti du peuple indien). Moins pour les essais que pour la leçon politique, porteuse d'un effet de vérité. Bien au-delà des considérations sur l'instabilité régionale, les essais nucléaires des 11 et 13 mai marquent la fin de cette période molle et vague, que, faute de mieux, nous nommions *« après-guerre froide »*. *Grosso modo*, elle aura été caractérisée par la liquidation partielle du contentieux américano-soviétique un peu partout dans le monde et par la résorption relative des effets de l'éclatement de l'URSS, notamment en termes de non-prolifération.

Les essais indiens nous disent crûment ce qui déjà se savait sans qu'on osât l'affirmer : nous sommes entrés dans une période de compétition mondiale acharnée pour prendre rang dans une nouvelle hiérarchie des puissances. Pour l'Inde, pas de place de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ? Le vieux système bloque ? Eh bien, tant pis, c'est autrement que l'on va s'affirmer. Conception archaïque de la puissance ? Peut-être. Mais notre modernité occidentale oublie un peu vite qu'il existe de par le monde bien des discordances d'appréciation culturelle de la puissance. Ce que l'on tient ici pour dépassé représente encore là-bas, pour bien d'autres, une forme de modernité. Cette donne nucléaire, c'est aussi, contre le mondialisme, l'affirmation sèche de l'existence d'autres visions du monde.

Pas *un* essai, mais cinq. La démonstration de savoir-faire technique comporte un message stratégique. *« Nous sommes compétents dans toute la gamme : la fission nucléaire, la fusion thermonucléaire, jusqu'aux armes de faibles énergie dont la dimension relativement réduite permet d'équiper un missile sol-sol, voire mer-sol. »* Pour le reste, les essais indiens envoient trois messages politiques dans trois directions : le Pakistan, la Chine et les Etats-Unis.

Vers le Pakistan, pour dire : *« Vous ne jouerez jamais dans la cour des Grands. »* Sans doute est-ce l'élément le plus inquiétant. Aussi regrettable que cela soit, les Indiens sont, dans leur majorité, encore incapables d'estimer le Pakistan. Dans ce duel des orgueils, la réaction pakistanaise risque fort de relancer une course aux armements nucléaires et balistiques.

**Qu'on le veuille ou non, ces essais nucléaires constituent le premier acte de rébellion ouverte contre la domination de la diplomatie internationale par les Etats-Unis**

Même si une dissuasion minimale persiste, qui interdira d'escalader vers les extrêmes, ce n'est certes pas ainsi que la controverse sur le Cachemire a des chances de trouver une solution rapide.

Le deuxième message s'adresse à la Chine. Depuis 1960, l'obsession du nationalisme indien est de faire jeu égal avec un Etat considéré comme injustement avantagé par le cours de l'histoire post-coloniale. L'Inde n'entend pas menacer, mais tenir le rang. De fait, les Chinois, qui n'ont pas lieu de se déclarer ravis, regarderont pourtant à deux fois avant d'exprimer une condamnation virulente.

*Vers les Etats-Unis, enfin* : qu'on le veuille ou non, ces essais constituent le premier acte de rébellion ouverte contre la domination de la diplomatie internationale par Washington. Depuis deux ans, les experts ne manquaient pas de relever que la non-prolifération tendait à devenir un affichage plus qu'une réalité. De déclarations discrètes en directives présidentielles, les Etats-Unis montraient que leur nucléaire était là pour rester. L'option nucléaire restait ouverte, y compris contre des Etats non possesseurs d'armes nucléaires, dès lors qu'ils recouraient à des armes biologiques ou chimiques. De nouvelles armes sont entrées dans l'arsenal américain, tandis qu'en pratiquant des essais hydronucléaires « sous-critiques » (n'entraînant pas une réaction nucléaire en chaîne), les Etats-Unis renforcent leur expertise.

De leur côté, les Russes n'ont pas cessé de réaffirmer que, compte tenu de leur faiblesse militaire classique, ils devaient compter de plus en plus sur le *« compensateur nucléaire »*. D'autant plus que l'OTAN s'élargit et que les frontières turco-caucasiennes et asiatiques se font plus instables.

De tout cela, les dirigeants indiens ont donc tiré la leçon. Face à la communauté internationale, qui ne va pas manquer de se diviser dans les semaines qui viennent, l'Inde a voulu créer l'irréversible. Dorénavant, on va devoir parler des six puissances nucléaires. Rien d'essentiel ne pourra se décider dans le domaine de la prolifération sans la voix indienne. Ce tournant historique, d'un coup, nous ramène aussi aux fondements des relations internationales : l'affirmation de l'identité politique, à travers l'autonomie de décision dans la liberté de l'action. Il n'est pas un Etat qui manquera d'en peser la leçon renouvelée.

***François Géré*** *est directeur scientifique de la Fondation pour les études de défense.*

# Théâtre et télévision

*par Albert Mathieu*

LE théâtre est le parent pauvre de la télévision. Rarement programmés et souvent très tard, seuls les chefs-d'œuvre de nos grands auteurs, de Molière à Sacha Guitry en passant par Musset, ont accès au petit écran. Ainsi, la télévision sacralise les œuvres « incontournables » tandis qu'elle ignore les créations actuelles et dénigre le théâtre populaire, dit « de boulevard », qui fit pourtant le succès de programmes comme « Au théâtre ce soir » (de Pierre Sabbagh). Cette situation est regrettable.

Alors que les relations entre la télévision et le cinéma sont arrivées à maturité et que les intérêts réciproques de chaque secteur ont permis de construire des partenariats, souvent tumultueux, mais dont la nécessité n'est plus à prouver, les relations entre la télévision et le théâtre sont d'un autre âge. N'est-il pas tant d'imaginer quelques mécanismes équivalents pour améliorer la place du théâtre à la télévision, tout en permettant à celle-ci de faire profiter son audience, tant du patrimoine que de la vitalité des créateurs actuels ?

Le programmateur que je suis sait qu'il existe dans les pièces de Jean Poiret ou de Françoise Dorin le ferment d'un théâtre noble qui pourrait servir les chaînes les plus populaires, ou dans celles de Pirandello et Pinter, des programmes qui pourraient s'adresser à des audiences plus choisies, d'autant que, dans l'environnement actuel de la télévision numérique, l'offre, mais aussi la demande de programmes, n'a jamais été aussi importante et segmentée.

Certes, chaque ligne éditoriale de chaîne est une impérieuse nécessité et les objectifs d'audience que chacune se fixe, une priorité absolue. Mais cela n'est pas incompatible, loin s'en faut, avec ce genre millénaire qu'est le théâtre. Les jeux du stade font de l'audience ! La richesse de notre patrimoine théâtral peut offrir à chacune de ces chaînes, dans son domaine de prédilection, un spectacle à la hauteur des objectifs qu'elle se fixe.

Encore faut-il accepter d'offrir au théâtre les moyens de faire de la télévision. Aujourd'hui, le budget de « captation » d'une pièce de théâtre est près de dix fois inférieur à celui d'un film de télévision. De plus, si ce dernier bénéficie de deux à trois semaines de tournage, une pièce de théâtre, elle, sera captée en deux ou trois jours. Il suffirait d'accorder les moyens d'une réalisation équivalant à celle d'un téléfilm pour que le théâtre devienne un programme pour le 20 h 30 et non plus un bouche-trou de fin de fin de soirée pour chaîne de service public.

*Quels moyens accepte-t-on de donner au théâtre ?* Quand Canal Plus retransmet un match de foot, de douze à quinze caméras sont autour du terrain. Qu'adviendrait-il demain si l'on tournait les matches comme autrefois, avec quatre caméras seulement, comme cela se pratique encore aujourd'hui pour la captation d'une pièce de théâtre, qui, certes, permet de restituer l'univers de la scène, mais reste davantage la trace d'une mise en scène théâtrale plutôt qu'un spectacle de télévision ? La réalisation audiovisuelle apporterait au théâtre, par l'utilisation de multiples caméras, du montage, du gros plan... un supplément d'âme à la qualité d'un texte, à la subtilité d'un dialogue, mais aussi à la magie du visage du comédien, dont les expressions sont imperceptibles dans une salle de théâtre, au-delà du dixième rang.

**Il suffirait d'accorder les moyens d'une réalisation équivalant à celle d'un téléfilm pour que le théâtre devienne un programme pour le 20 h 30 et non plus un bouche-trou de fin de fin de soirée**

Evidemment, tout le monde sait bien que le théâtre est avant tout un art vivant et que c'est sur la scène et dans les salles qu'il s'exprime. Nous avons aussi eu ce débat sur le cinéma : dans la salle, c'est mieux, mais, à la télévision, le cinéma reste du cinéma. De même, dans les stades ou sur les courts, c'est mieux ! Mais, à la télévision, le foot reste le foot, et le tennis le tennis. Pourquoi cela serait-il différent avec le théâtre ? L'œuvre théâtrale en serait-elle changée ? N'aurait-elle pas le droit de s'adapter à ce *medium* de masse qu'est la télévision pour gagner un nouveau public ? Faudrait-il ne retransmettre que des reproductions de pièces de théâtre, des captations, qui plus est à des heures tardives, plutôt que de faire aussi du théâtre pour la télévision ?

D'aucuns penseront sans doute que cela n'est plus du théâtre. Si ceux-là vont dans les salles, libre à eux. Mais *quid* des millions d'autres ? Au-delà de la médiatisation et de la promotion, la télévision pourrait apporter au théâtre un financement par la coproduction : lorsqu'un producteur choisit une pièce pour la monter sur une scène française (de la même manière qu'un producteur choisit un scénario pour faire un film), il pourrait en avertir les chaînes et, comme elles le font pour le cinéma, si le texte, le scénario, le casting... conviennent à leur ligne éditoriale, elles pourraient mettre de l'argent dans la production, permettant ainsi de cofinancer l'exploitation en salles en ayant la possibilité, une fois celle-ci terminée, de tourner pour la télévision dans des conditions à déterminer.

Ce système, qui permettrait au théâtre de vivre dans de meilleures conditions grâce à ce guichet supplémentaire, aurait aussi l'avantage de permettre à de jeunes auteurs et à des pièces contemporaines de gagner le petit écran, qui ne serait plus réservé aux seules œuvres du patrimoine. Des relations constructives entre théâtre et télévision pourraient ainsi favoriser le théâtre contemporain, du plus populaire au plus avant-gardiste, puisque, aujourd'hui, la diversité des chaînes le permet.

La télévision, outil de divertissement et de découverte par excellence, pourrait, en programmant du théâtre à 20 h 30, apporter un réel plaisir au public et nourrir ses grilles de programmes. On ne peut plus se contenter de l'obliger à diffuser des quotas de pièces de théâtre du répertoire classique, si ce n'est pour satisfaire un alibi culturel qui, finalement, porte un préjudice au théâtre dans l'image qu'il donne de lui auprès du grand public.

Les relations entre la télévision et le théâtre sont encore à inventer et à construire. Chacun a quelque chose à y gagner. Il suffit d'en avoir la volonté.

***Albert Mathieu*** *est directeur délégué auprès de la présidence de Canal Plus.*



Un pape qui d

# Un pape qui dure et qui veut

**LA DATE** est purement symbolique, mais significative de la volonté de l'homme, malgré les déboires de l'âge et de la santé, de franchir l'an 2000, soit le cap du troisième millénaire du christianisme : Jean Paul II, qui a eu soixante-dix-huit ans le 18 mai, dépassera le 23 mai le record de longévité du siècle pour un pape, jusqu'alors détenu par Pie XII (Eugenio Pacelli), dont le pontificat avait duré dix-neuf ans, sept mois et sept jours (1939-1958). Le 16 octobre, Karol Wojtyla célébrera le vingtième anniversaire de son élection. On est loin du record absolu – trente-deux ans – de Pie IX au siècle dernier (1846-1878), mais, dans l'Histoire, seuls douze papes (sur deux cent soixante-quatre) ont régné plus longtemps que lui.

Ceux qui redoutaient une fin de pontificat marquée par l'immobilisme, les coteries, les guerres de clans et de succession n'en reviennent pas : la perspective de l'an 2000 mobilise les dernières énergies de ce pape et semble le tenir en vie. Par les synodes continentaux qu'il réunit tous les six mois à Rome – comme celui qui vient de s'achever sur l'Asie, avant les synodes des évêques océaniens et européens –, il met l'Eglise catholique en état de marche avant le troisième millénaire.

Il met aussi la dernière main à une volumineuse encyclique, attendue pour l'automne, sur les rapports entre la foi et la raison qui passionnent tant ce philosophe personnaliste proche de Max Scheler. Et si leur programme est allégé, le rythme de ses voyages à l'étranger ne se ralentit guère : à la mi-juin, il devrait être en Autriche, face à une Eglise contestataire. D'autres étapes sont au calendrier de la fin de l'année et du début de 1999, en Croatie, au Mexique, en Pologne.

Ce n'est pas tout. Longtemps sceptiques, en raison de l'état de santé du pape et des problèmes d'opportunité politique, les observateurs envisagent désormais que Jean Paul II puisse respecter sa promesse de se rendre – en 1999 ou en 2000 – en Israël et dans la région (à l'exclusion du Liban, déjà visité), c'est-à-dire *« sur les pas de Moïse, d'Abraham et de saint Paul »*, comme il l'avait annoncé dès 1994 dans la lettre apostolique *Tertio millenio adveniente (Dans l'attente du troisième millénaire)*.

Depuis son voyage à Cuba, rien ne semble plus devoir arrêter cet homme hanté par le désir d'accomplir jusqu'au bout sa mission et d'aider à la résolution des conflits par le dialogue et la négociation. Sourd aux pressions qui avaient tenté de le décourager de se rendre en janvier chez Fidel Castro et, deux mois plus tard, au Nigeria du général Abacha, il a fait preuve dans ces deux pays d'une totale liberté de parole et obtenu – à Cuba plus sûrement qu'au Nigeria – des libérations partielles de prisonniers politiques.

**VOYAGES PROJETÉS ET PAYS FERMÉS**

Face au blocage du processus de paix au Proche-Orient, la diplomatie du Vatican, traversée par les courants pro-arabes, a hésité à s'engager dans la préparation d'un tel voyage. Mais, assure au *Monde* une personnalité de la Curie, *« si le moindre signe de détente se présente entre Israéliens et Palestiniens, le pape sautera dessus »*. En attendant, plusieurs projets figurent dans les cartons : un voyage en Terre sainte limité à Jérusalem, Bethléem et Nazareth, soit le « minimum » (comme Paul VI en 1964) pour célébrer le souvenir de la naissance du Christ. Un itinéraire plus ambitieux pourrait conduire le pape dans les territoires occupés, en Jordanie, mais aussi en Syrie et même en Irak. Ira-t-il jusqu'en Egypte et au mont Sinaï, pour un « sommet » des trois religions monothéistes ? Ce projet se heurterait à des difficultés de représentation, dans la communauté juive, musulmane, mais aussi dans l'orthodoxie chrétienne.

Aucune considération, d'ordre médical ou politique, ne semble retenir un pape plus convaincu que jamais de se rendre là où sa présence est souhaitée. Ceux qui l'approchent confient que sa plus grande *« souffrance »* actuelle vient des portes qui lui sont encore fermées : celles de la Chine, dont l'isolement vient d'être confirmé par le refus de Pékin de laisser partir à Rome *deux évêques membres de l'Eglise officielle, du* Vietnam et de la Russie, où le pape est jugé indésirable par une Eglise orthodoxe qui n'en finit pas d'apurer les comptes de soixante années de persécution. Ce conflit avec l'orthodoxie – non pour des questions de foi, mais de culture et d'ecclésiologie – est le plus douloureux pour le premier pape slave qui rêvait d'être l'artisan du rapprochement entre l'Occident et l'Orient.

Toujours prompt à repousser les frontières d'une Eglise invitée à tenir compte de la diversité des cultures et autres religions, le pape fait preuve d'une liberté de mouvement et de parole qui « épate » le monde. Contre les raisonnements les plus classiques, il affirme partout le droit des peuples au développement, réclame l'effacement de toutes les dettes des pays pauvres (dans la tradition des jubilés de l'époque biblique), multiplie ses représentations diplomatiques, fait adhérer le Saint-Siège à l'Organisation du commerce international (OCI).

Comme pour donner plus de poids à son action, Jean Paul II prêche enfin la réparation pour les torts passés de sa propre Eglise. La reconnaissance des crimes commis contre les juifs a frappé l'opinion. Aucun pape n'avait fait autant d'efforts pour « re-judaïser » le christianisme. Bientôt, il va présider un symposium d'historiens pour faire la vérité sur l'Inquisition. Les Eglises tchèque et italienne ont été invitées à réhabiliter Jan Hus et Savonarole !

**BLOCAGES AU VATICAN**

Larges perspectives, étroites décisions récentes du Vatican : le décalage suscite bien des interrogations. Jean Paul II a toujours accordé plus de soin à son message au monde qu'au fonctionnement de sa machine gouvernementale. Mais la Curie n'échappe pas aux jeux de pouvoirs et au poids de groupes de pression conservateurs. Bien loin de changer ses *hommes, le pape vieillissant prolonge, au-delà* des règles et de leurs propres souhaits, le mandat de presque tous ses collaborateurs. Ou alors, il promeut les plus proches, comme l'a montré le dernier consistoire de cardinaux qui ressembla *fort à une distribution de prix. La récente dé*claration de huit dicastères romains marginalisant le rôle des laïcs, les tergiversations dans la publication du document attendu sur la Shoah, le blocage réaffirmé de toute forme de diaconat féminin, rappellent la fin d'un Léon XIII ou d'un Pie XII, quand les « bureaux » prenaient le pas sur toute velléité réformatrice.

Aussi les bruits de succession (qui n'ont guère cessé depuis trois ans) font-ils ressortir, ici ou là, le souhait d'un pape sagement réformateur, capable de faire bouger les articulations d'un fonctionnement dépassé : celui d'une Curie qui freine toute décentralisation ; des synodes épiscopaux qui n'ont jamais été aussi nombreux, mais dont les règles demeurent archaïques ; celui de l'accès aux ministères ordonnés pour des hommes mariés, voire des femmes.

Ce pape qui bat le record de durée du XXe siècle restera celui qui aura eu la plus vive conscience du divorce entre l'Eglise catholique et la société moderne et consacra le plus d'énergie à affronter la sécularisation, mais aussi l'un de ceux qui se seront montrés les plus réticents à l'effort de réforme interne.

*Henri Tincq*

## Mariages *par Calligaro*



**Le Monde**

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

# Dictature pas morte

**LE dictateur parti, sa dictature peut-elle lui *survivre ? C'est toute* la question que vont devoir régler les Indonésiens pour s'arracher à l'héritage empoisonné de Suharto. Après trente-deux ans de pouvoir sans partage, le général-président quitte la scène d'une manière au bout du compte moins dramatique que la toile de fond ensanglantée qui avait vu son arrivée au pouvoir. Les violences des derniers jours, ravivant le souvenir des massacres anti-chinois des années 60, mais sur une moindre échelle heureusement, ont précipité, à la fois sur le plan national et à l'échelle internationale, ce scénario pacifique de façon à ce que le pire soit, pour l'heure en tout cas, évité.**

**Car pacifique, le restera-t-il ? L'Indonésie a le malheur d'être un de ces pays qui savent cacher sous des dehors envoûtants une violence extrême. Le chef de l'Etat *ainsi déposé s'était lui*-même distingué par la dureté de son règne, dont firent les frais les opposants en tout genre, à commencer par les communistes, *encore assassinés* avec ou sans habillage légal dans les années 80. La solution adoptée – la nomination pour succéder à Suharto de son meilleur ami politique – est, sans doute, aussi provisoire qu'insuffisante. L'homme est fini, son système demeure. Tout est à faire pour le démocratiser, ne serait-ce déjà que pour *l'amener aux normes internatio*nales minimales de pluralisme et de liberté.**

**Il reste aux Indonésiens à poser les fondements d'un Etat de *droit susceptible de satisfaire les* espoirs de la plus populeuse nation musulmane du monde. *Dans cette entreprise*, le poids de la religion peut jouer de manière plus positive qu'on pourrait l'imaginer à première vue. L'échec du milieu politique indonésien, asphyxié sous Suharto, à fournir un projet de société digne des aspirations de la population a rejeté celle-ci vers des structures associatives d'inspiration musulmane qui ne colportent pas toutes, il s'en faut de beaucoup, le fanatisme islamique tant redouté ailleurs. C'est un atout. Comme a pu l'être, dans un contexte bien différent, le poids de l'Eglise en Pologne lors de l'agonie du communisme. Mais, ici comme là, beaucoup peut aussi dépendre des appuis extérieurs apportés à cette transformation.**

**Le contraste est frappant entre le rôle joué par Washington dans ce début de décrispation en Indonésie et la pusillanimité des *Etats-Unis* ou de la communauté internationale dans son ensemble, selon les cas, vis-à-vis d'autres situations intolérables. Preuve est faite, ici, que quand on veut, *on peut influer sur* une crise intérieure aux répercussions internationales potentiellement inquiétantes. Il ne serait pas mauvais que les *Etats-Unis et les Occidentaux* en général s'en souviennent, au Moyen-Orient à l'évidence ou encore à l'égard de la Chine.**

**Les peuples qui souffrent de*vront-ils éternellement attendre* qu'une crise économique ouverte, menaçant l'équilibre d'une région et, plus généralement, le marché mondial, réveille nos sol*licitudes démocratiques* ?**

**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

# 1968, l'année où le consensus américain explosa

*Suite de la première page*

En dehors de la guerre du Vietnam, abondamment revisitée, l'examen systématique de cette période n'a pas ouvertement commencé, mais plusieurs films, livres et articles ont récemment exploré de multiples aspects des Etats-Unis des années 60 et du début des années 70. Politiquement, John Kennedy reste quasi intouchable : un livre explosif de Seymour Hersh, *The Dark Side of Camelot*, publié à l'automne 1997, a fait grand bruit dans les médias sans pour autant réussir à détruire l'aura du président assassiné. L'affaire a d'ailleurs éclipsé la publication d'enregistrements et de documents inédits et accablants sur Richard Nixon qui ont, *eux*, en revanche, enterré pour longtemps les tentatives de réhabilitation du président acculé à la démission, pourtant bien agencées au moment de sa mort, il y a quatre ans.



MAI 68

Mais l'ouvrage le plus révélateur à cet égard est le deuxième tome, publié il y a quelques semaines, d'une biographie de Lyndon Johnson, œuvre de l'historien Robert Dallek. *Flawed Giant*, qui couvre la période 1961-1973, montre comment Johnson a finalement présidé à l'effondrement de l'esprit rooseveltien, qu'il avait pourtant pour ambition de promouvoir, et comment sa présidence a été le prélude au grand coup de barre à droite qui domine encore aujourd'hui le centre politique américain. *« Le Parti démocrate a fini par s'en remettre*, relève l'universitaire Sean Wilentz dans le *New York Times, mais au prix de la dilution des idéaux de gauche. »*

La révolution sexuelle est un héritage des années 60-70 sur lequel sociologues, journalistes, chercheurs ou cinéastes se penchent volontiers aujourd'hui comme l'un des plus déterminants. Deux films de jeunes cinéastes sortis cet hiver en reflètent les conséquences avec une touche plutôt sombre : *The Ice Storm*, d'Ang Lee, qui illustre les méfaits sur la cellule familiale qu'on attribue couramment aujourd'hui à l'hédonisme, et, dans un genre plus débridé, *Boogie Nights*, de Paul Anderson, sur l'industrie du film pornographique qui avait fleuri à Los Angeles à la fin des années 70 et au début des années 80.

La férocité avec laquelle certains courants conservateurs attaquent régulièrement les effets du féminisme sur la société, la famille et l'homme américains montre à quel point les ramifications de la révolution sexuelle affectent aujourd'hui tous les aspects de la vie américaine. *« Il suffit de regarder les occupants actuels de la Maison Blanche et la façon dont leur génération de narcissiques radicaux nous ont imposé l'amoralité des années 60 »*, vitupère un commentateur conservateur.

**CLINTON ET REAGAN EN HARMONIE**

Le regard que porte l'Amérique des années 90 sur la tourmente des années 60 est le plus souvent sans complaisance. Lorsque, trente ans après, certains trouvent quelque romantisme à tel ou tel épisode, comme l'épopée des *Black Panthers*, à l'occasion de la libération de prison d'un de ses membres, d'autres sont prompts à riposter en rappelant la réalité crue, brutale et violente de l'envers de la médaille.

Commentant, récemment, deux séries d'essais consacrés à la *« révolution culturelle »* des années 60, l'une publiée par la revue conservatrice *The New Criterion* et l'autre par la revue progressiste *The Nation*, Mark Lilla, dans *The New York Review of Books*, tirait trois conclusions de cette période : *« La révolution culturelle est achevée, elle a réussi et il n'y aura pas de restauration de l'ordre moral de l'ancien régime »* ; *« la révolution est une et indivisible : les années 60 ont existé, Reagan a existé et ils définissent ensemble notre horizon politique pour l'avenir prévisible. Les Américains n'éprouvent aucune difficulté à concilier les deux : il ne leur paraît aucunement contradictoire d'occuper, le jour, un emploi sur le marché global dérégulé – le rêve reaganien et le cauchemar de la gauche – et de baigner pendant le week-end dans un univers moral et culturel façonné par les années 60. »* Troisième conclusion : *« la politique de la fusion »*. En intégrant *« la morale des années 60 et la politique des années 80 »*, Bill Clinton montre que *« la révolution culturelle et la révolution reaganienne sont fondamentalement en harmonie »*. Ce qui n'empêche pas l'auteur de souhaiter ardemment qu'une *« différence perceptible entre la droite et la gauche »*, condition de l'alternance, finisse par réapparaître.

*Sylvie Kauffmann*

## RECTIFICATIF

### LA RELANCE DE L'EUROPE

Dans la liste des signataires de la proposition présentée par Jacques Delors pour relancer le débat politique sur l'Europe (*Le Monde* du 20 mai), nous avons malencontreusement omis le nom de Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire de la CDU pour la politique étrangère.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

# Un banquet de notables

**IL EST** difficile de dire quelle est encore et quelle sera demain l'influence dans la vie nationale des quelques centaines de personnes qui banquetaient hier salle Wagram pour fêter le cinquantenaire du comité Mascuraud. Ce qui est sûr, c'est qu'on ne pourrait véritablement comprendre la politique intérieure française de ces trente dernières années sans tenir compte de l'action exercée dans le domaine gouvernemental, parlementaire et électoral par ces notables « républicains, centristes et libéraux ».

*« L'histoire de votre comité est presque l'histoire de la République »*, devait dire au reste un connaisseur, M. Vincent Auriol, qui, suivant la tradition de ses prédécesseurs, présidait le banquet. En revanche, il n'y avait pas dans cette assemblée un seul membre marquant de la SFIO, du MRP ou du RPF. Et si M. Robert Lacoste était là, c'est que le ministre de l'industrie et du commerce pouvait difficilement être absent de ce banquet républicain du commerce et de l'industrie...

Rien ne saurait traduire ce qu'il y avait d'ironie légère et de détachement lucide dans la bouffée de fumée que M. René Mayer lança vers le plafond lorsque le président du comité suivi des convives critiqua certaines mesures financières et fiscales récentes. M. Paul Reynaud s'inclina avec un demi-sourire en entendant M. Vincent Auriol approuver sa récente intervention en faveur de l'organisation européenne, tout comme M. René Pleven demeura impassible lorsque le président de la République rendit hommage à sa *« subtilité tenace »*.

**R. P.**

*(22 mai 1948.)*

DISPARITIONS

# Nina Dorliac

## L'ange gardien de Richter

**LA SOPRANO** russe Nina Dorliac est morte, à Moscou, dans la nuit du dimanche 17 au lundi 18 mai, des suites d'une chute dans son appartement.

Née en 1908 à Saint-Pétersbourg, elle était la petite fille d'un Français, né à Toulouse, et émigré en Russie pour y enseigner le français. Sa mère, une baronne balte, elle-même chanteuse professionnelle, l'accompagna à Moscou au cours des années 30, où elle devint élève du Conservatoire Tchaïkovski. En 1947, elle fut nommée professeur dans ce même établissement. Quatre années auparavant, elle rencontra Sviatoslav Richter, qui devint son compagnon à la ville et à la scène.

Nina Dorliac fut une grande récitaliste – si l'on en juge par les quelques enregistrements qu'elle a laissés, l'une des plus parfaites de ce siècle. Son répertoire comprenait les auteurs russes, allemands et français, qu'elle interprétait souvent en compagnie de Richter, qui l'appelait la « Princesse Dorliac ».

Personnage respecté de la vie musicale russe, indépendante, d'un fort caractère, Nina Dorliac était un professeur très respecté qui enseigna jusqu'à la fin. Ses élèves se reconnaissaient à leur technique parfaite et à leur capacité de ne jamais sacrifier le mot au beau son. Nina Dorliac leur consacrait l'essentiel de son temps, leur rapportant partitions et médicaments de ses voyages à l'étranger. Elle vivait pour Richter et pour ses élèves. Elle avait été, par exemple, très affectée lorsqu'elle avait perdu la trace d'une étudiante chinoise pendant la Révolution culturelle. Pendant des années, elle désespéra la retrouver et s'en ouvrait sans cesse auprès de ses proches. Les élèves de Nina Dorliac lui rendaient en retour une grande affection. Ainsi, Elena Brilova, l'une de ses dernières étudiantes, aura passé près d'elle ces dernières semaines, pendant lesquelles la soprano russe a dû garder le lit après une chute.

Liée à de nombreux artistes russes et étrangers, musiciens, écrivains, plasticiens, acteurs, poètes, metteurs en scène, Nina Dorliac était plus qu'une chanteuse. Elle était à la fois l'ange gardien de Richter – il la sollicitait sans cesse pour recevoir ses conseils musicaux – et l'une des grandes personnalités du monde culturel. Nina Dorliac était la créatrice des *Chants populaires juifs*, de Dimitri Chostakovitch.

*Alain Lompech*

# Pierre Cardinal

## Un spécialiste des dramatiques télévisées

**RÉALISATEUR** de grandes dramatiques télévisées, Pierre Cardinal est mort, samedi 16 mai, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Né à Alger, Pierre Cardinal est profondément marqué par la guerre, au moment de son adolescence. Par admiration pour de Gaulle et en réaction contre une famille plutôt pétainiste, il s'engage pour participer au débarquement de Provence. Ensuite, il traverse la France avec l'armée de De Lattre de Tassigny. A Colmar, en Alsace, il saute sur une mine. Le lendemain, il passe la nuit auprès d'un soldat blessé, qui, durant son agonie, lui vante les mérites de l'Institut des hautes études cinématographiques (Idhec).

A la fin de la guerre, il retourne à Alger, où il passe son bac. Puis il s'installe à Paris pour suivre les cours de l'Idhec. A sa sortie, il est l'assistant de Robert Bresson, puis réalise *Maria Pilar*, un long métrage et donne des cours à l'Idhec.

En 1956, il entre à la télévision, où il crée l'émission « Gros Plan », consacrée à l'œuvre et à la vie d'un créateur contemporain, écrivain, peintre, metteur en scène. A cette occasion, il invente un langage télévisuel basé sur le gros plan, qu'il utilise largement, en 1960, dans *Le Rouge et le Noir*, de Stendhal. Sur les quelque deux cent trente plans que compte cette réalisation, plus de deux cents sont des gros plans.

Spécialiste des « grandes dramatiques », il fait partie, dans les années 60 et 70, avec Marcel Bluwal, Stellio Lorenzi et Jean Prat, de « l'école des Buttes-Chaumont ». Durant les trente années qu'il passe à la télévision, il adapte notamment *Candide*, de Voltaire, *Jacques le Fataliste et son maître*, de Diderot, *Destins*, de François Mauriac, *Les Chênes qu'on abat*, d'André Malraux, *Madame Bovary*, de Flaubert, *Bel-Ami*, de Guy de Maupassant, *Le Dialogue des carmélites*, etc.

En 1972, à la demande des héritiers du général de Gaulle, il met en scène *Les Mémoires de guerre*. Pierre Cardinal avait reçu de nombreux prix destinés aux créateurs du petit écran.

*Françoise Chirot*

■ **GILLES SAUTTER**, géographe et africaniste, est mort mardi 19 mai. Né en 1920, cet agrégé de géographie fut successivement attaché de recherche au CNRS, chargé d'enseignement à l'université de Strasbourg, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, puis professeur à la Sorbonne. C'est au cours d'un long séjour à Brazzaville qu'il réunit les matériaux de sa monumentale thèse de doctorat ès lettres, *De l'Atlantique au fleuve Congo : une géographie du sous-peuplement* (1966), analyse critique des problèmes et des tragédies liés à l'expansion coloniale dans le bassin congolais. Gilles Sautter développa une géographie curieuse des points de vue des autres sciences. Sa constante interrogation sur le changement et sa mise en situation dans l'espace-temps se retrouvent dans tous ses ouvrages. Son œuvre a marqué l'africanisme, mais aussi tout un courant de la géographie française.

NOMINATIONS

### Audiovisuel

**Francis Beck**, inspecteur général de l'administration des affaires culturelles, a été nommé, mercredi 20 mai en conseil des ministres, directeur de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

[Né en mai 1947, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, Francis Beck est affecté, dès sa sortie de l'ENA, en 1971, au ministère des affaires culturelles, où il est adjoint au chef de la division des constructions publiques à la direction de l'architecture. De 1975 à 1977, il est professeur à l'Institut supérieur maritime de Bou Ismail à Alger. Il revient ensuite au ministère de la culture, où il est successivement chargé de la diffusion et de l'animation à la direction de la musique, puis chef de la division des affaires internationales à la mission du développement culturel. Conseiller technique au cabinet de Jack Lang à ce même ministère entre 1981 et 1985, il y est ensuite directeur de l'administration générale avant d'être chargé d'une mission générale d'études sur la Bibliothèque nationale, en 1987, par François Léotard, alors ministre de la culture de la communication. Directeur du cabinet de Jack Lang au ministère de la culture, de 1988 à 1991, il est détaché comme préfet de la Savoie d'avril 1992 à novembre 1993. Francis Beck était inspecteur général de l'administration des affaires culturelles depuis 1995.]

### Enseignement supérieur

**Daniel Payot**, professeur de philosophie, a été élu, lundi 18 mai, président de l'université des sciences humaines Strasbourg-II. Il succédera, le 1er octobre, au professeur Albert Hamm, arrivé au terme de son mandat.

[Né le 2 mai 1952 à Paris, Daniel Payot, agrégé de philosophie, a été nommé assistant à l'université de Strasbourg en 1979, maître de conférences en 1988, puis professeur en 1997. Spécialiste de la philosophie de l'art et de la philosophie contemporaine, il assure depuis cette date la direction de la faculté de philosophie, linguistique, informatique et sciences de l'éducation. Il siège au conseil d'administration de l'université depuis 1985, dont il a été élu vice-président en 1988.]

### Education nationale

**Bernard Toulemonde**, inspecteur général de l'éducation nationale, a été nommé, mercredi 20 mai, en conseil des ministres, directeur de l'enseignement scolaire du ministère de l'éducation nationale. Il remplace Alain Boissinot, démissionnaire.

[Né le 14 juillet 1939 à Aire-sur-la-Lys (Pas-de-Calais), Bernard Toulemonde, docteur en droit et agrégé de droit public, a été, entre 1967 et 1980, assistant, maître-assistant, puis professeur à la faculté de droit de Lille. Chargé de mission au cabinet du premier ministre Pierre Mauroy, en 1981, il est nommé, l'année suivante, directeur des affaires générales au ministère de l'éducation nationale. En 1987, il retrouve son poste d'enseignant avant d'être nommé, en 1988, recteur de l'académie de Montpellier, puis, en 1991, de celle de Toulouse. Conseiller de Jack Lang, ministre de l'éducation nationale, entre 1992 et 1993, il rejoint ensuite l'inspection générale, dont il était doyen du groupe établissement et vie scolaire.]

### Défense

**François Heisbourg**, actuel directeur du développement stratégique du groupe Matra Hautes Technologies, a été choisi par les autorités de la Confédération helvétique pour présider le Centre de politique de sécurité de Genève (CPSG), institué en décembre 1995. Le CPSG est une fondation de droit helvétique soutenue par quatorze pays (dont la France) pour donner une formation de sécurité à des responsables civils et militaires dans le cadre du Partenariat pour la paix avec, notamment, cinq pays de l'ancien bloc communiste (Hongrie, Pologne, Russie, République tchèque et Ukraine). M. Heisbourg, qui remplace à ce poste Hans-Ulrich Enni, l'ancien secrétaire général du département fédéral de la défense, sera également directeur de l'Institut universitaire des hautes études internationales de Genève.

[Né le 24 juin 1949 à Londres, ancien élève de l'ENA, François Heisbourg entre au Quai d'Orsay en 1977. Il sert au Centre d'analyse et de prévision (CAP), puis à la Mission permanente de la France à l'ONU. En 1981, il est conseiller diplomatique au cabinet du ministre de la défense, Charles Hernu, dans le gouvernement de Pierre Mauroy. En 1984, il entre à la direction des affaires internationales de Thomson. En 1987, il est directeur de l'Institut international d'études stratégiques (IISS) de Londres. François Heisbourg est, depuis 1992, directeur du développement stratégique à Matra Hautes Technologies, qui dépend du Groupe Lagardère.]

### Justice

***Bernard de Gouttes***, avocat général près la cour d'appel de Paris, a été nommé, mercredi 20 mai, en conseil des ministres, directeur des services judiciaires.

[Né en 1945, Bernard de Gouttes est titulaire d'une maîtrise de droit privé et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat. Il a été conseiller du ministre de la justice du Laos de 1970 à 1972, puis auditeur de l'Ecole nationale de la magistrature de 1972 à 1974. Substitut à Fontainebleau de 1974 à 1976, il a été chef du bureau de la législation à la direction générale de l'énergie et des matières premières de 1976 à 1982 et sous-directeur des affaires politiques et internationales au ministère des DOM-TOM de 1982 à 1990. Chargé de mission pour la coopération entre les départements français d'Amérique et la Caraïbe en 1990, il a ensuite été administrateur supérieur des terres australes et antarctiques de 1991 à 1992. Substitut général à la cour d'appel de Versailles en 1992-1993, procureur général à Nouméa de 1993 à 1996, Bernard de Gouttes était avocat général à la cour d'appel de Paris depuis 1996.]

**AU CARNET DU « MONDE »**

**Naissances**

– *Avranches. Pau. Paris.*

M. et Mme Claude POULAIN,
M. et Mme Serge GAUTIER
ont la joie d'annoncer la naissance de

**Mathilde et Pauline,**

le 11 mai 1998,

chez
Elisabeth et Pascal GAUTIER.

– Terrasson. Saint-Amand. Coly.

**Pierre,**

parmi nous depuis le 3 mai.

Pascale et Pascal LAGAUTERIE,
Familles LAGUIONIE,
SAUVE, BRUNET,
sa marraine.

Une pensée pour

Jean LAGUIONIE (†),
le 3 mai.

**Anniversaires de naissance**

– Paris, 22 mai 1988 - 22 mai 1998.

Bon anniversaire

**Zoé !**

grande fille !

Que ces dix nouvelles années te soient *favorables*.

Nine.

**Noces d'or**

– Bordeaux Caudéran.

*Mathieu, Grégoire, Claire,*
Thomas, Marie, Olivier,
Clément, Mathilde, Lucas,
Flore, Justine,
Et leurs parents,
souhaitent d'heureuses noces d'or à leurs grands-parents,

**Rose et Augustin DOUTREMÉPUICH,**

le 22 mai 1998.

**Décès**

– Georges Clavaud,
son époux,
Christiane Valle,
sa fille,
Véronique Valle, Dominique et Pierre-Nicolas Gineste,
*ses petits-enfants,*
Jules, Pauline, Justine, Albertine et Achille,
ses arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mathilde CLAVAUD,**
née MAUMY,

survenu à Paris, le 29 avril 1998, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière de Limoges ont eu lieu dans l'intimité familiale.

11, rue Paul-Barruel,
75015 Paris.
1, rue Pasteur,
92240 Malakoff.

– Le président, Pierre Tchernia,
Et les membres de la Commission de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques
*font part* de leur tristesse après la disparition de leur ami et sociétaire,

**Pierre CARDINAL.**

Ils adressent à ses proches l'expression *de leurs* sentiments amicaux.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

SACD,
11 *bis*, rue Ballu,
75009 Paris.

(*Lire ci-dessus.*)

– Chantal Tiberghien,
sa femme,
*Benoît*, Etienne, Thomas,
ses enfants,
Hugo, Matteo, Marion, Juliette, Zoé, Liselli, Siobhan,
ses petits-enfants,
Charmion et Alain Grunwald,
*Sa mère*,
Ses frères et sœur,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**Raphaël TIBERGHIEN,**

survenu le 20 mai 1998, dans sa soixante-deuxième année, à Grenoble (Isère).

Ses obsèques religieuses seront célébrées le 23 mai, en l'église Saint-Marc de Grenoble.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'association Médecins du monde.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, rue des Trois-Epis,
38100 Grenoble.

– Mme Lisa Mizrachi,
son épouse,
Mme Louise Ménétrier,
sa cousine,
ont le regret de faire part du décès de

**M. François MIZRACHI,**
professeur de philosophie,

survenu le 17 mai 1998, à l'âge de *soixante-dix ans*.

Selon sa volonté, il sera incinéré le mardi 26 mai, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Pallu, née Liouba Protassieff,
M. Nicolas et Mme Sylvie Protassieff,
M. Alexandre Protassieff,
MM. Emmanuel et David Protassieff,
ont la douleur de faire part du décès de

**Mme Tatiana PROTASSIEFF,**

survenu le 19 mai, à Grasse, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 22 mai, à 14 h 30, à la chapelle de l'Athanée à Grasse.

Nicolas Protassieff,
42, rue Poussin,
75016 Paris.

**Anniversaires de décès**

– Le 22 mai 1997,

**Martine BESNIER**

nous quittait.

Jean-Michel, Aurélie et Emmanuel remercient tous ceux qui les aident depuis lors à supporter leur chagrin.

– Le 22 mai 1980, disparaissait

**Robert CATALAN.**

Que tous ceux qui ont connu le résistant, l'ami, ou simplement l'homme, aient une pensée pour lui.

– Il y a cinq ans,

**Henri DIEUZEIDE**

nous quittait.

Ceux qui l'ont connu et aimé ont une pensée pour lui en ce jour anniversaire.

*« Je suis auprès de vous...*
*mais moi je marche dans les vents*
*du monde. »*
Rainer Maria Rilke.

**CARNET DU MONDE**

Tél. : 01-42-17-39-80 – 01-42-17-29-96
01-42-17-38-42

**PRIVATISATION** En octobre 1997, la mise en Bourse de Telecom Italia avait attiré près de deux millions d'épargnants. Ceux-ci, dont l'ancien juge Antonio du Pietro s'est fait le porte-parole, se sentent aujourd'hui lésés. ● LA STRATÉGIE d'alliances internationales mise en place par Gian Maria Rossignolo, président de l'opérateur de téléphone depuis janvier, est jugée sévèrement par les autorités de tutelle. ● L'ACCORD avec l'américain AT&T a été rompu au profit d'un projet de prises de participation coûteuses dans le groupe britannique Cable & Wireless et d'une montée au capital du français Bouygues Télécom. ● POUR FAIRE BON ORDRE, le Trésor public a profité de la cession des parts détenues par AT&T pour relever sa participation et renforcer son pouvoir au conseil d'administration. L'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 16 juin s'annonce houleuse.

# Telecom Italia est la cible de nombreuses critiques de la part de l'Etat

**Privatisé en octobre 1997, l'opérateur de télécommunications italien ne parvient pas à définir une stratégie internationale claire. Le Trésor public, qui veut y mettre de l'ordre, a acquis la minorité de blocage en reprenant la participation cédée par l'américain AT&T**

ROME
*de notre correspondant*

L'ancien juge vedette de l'opération « Mani pulite » (mains propres), Antonio Di Pietro, prend la défense des petits actionnaires et part en guerre contre *« les oligarchies financières détentrices d'un monopole économique difficile, sinon impossible à éradiquer »*. En l'occurrence, la cible du magistrat aujourd'hui devenu sénateur est Telecom Italia, dont la privatisation au mois d'octobre 1997 a été un succès. Près de deux millions d'épargnants italiens s'étaient précipités pour acheter les actions de l'opérateur de télécommunications. Sous le titre d'un article publié dans la revue *Oggi*, « Courage petits actionnaires, nous ferons valoir vos droits », Antonio Di Pietro fait remarquer que *« par exemple, l'IFIL de la famille Agnelli, qui a acheté 0,6 % en compagnie d'autres acquéreurs au sein du noyau dur regroupant 6,16 % du capital, commande librement une entreprise stratégique pour l'économie »* alors que 1,5 million d'actionnaires qui contrôlent 85,47 % du capital n'ont pas voix au chapitre.

Ce que n'a pas précisé Antonio Di Pietro est que non seulement les petits épargnants n'ont pas leur mot à dire, mais que Telecom Italia est de fait retombée dans le giron de l'Etat par le biais de la participation majoritaire du Trésor italien au sein du « noyau dur » (5,20 %). A la suite de l'opération avortée avec le géant américain AT&T, le Trésor n'a en effet pas revendu la participation de 1,2 % que détenait la société américaine et a nommé deux administrateurs supplémentaires au conseil d'administration. Ce qui lui donne de fait une minorité de blocage.

*Il ne s'agit là que d'un épisode de* la vie tourmentée de la société privatisée, qui a bien du mal à trouver son équilibre en raison de tensions internes et d'une stratégie d'alliances fluctuante. Il y eut d'abord le départ du président *Guido Rossi*, le 28 novembre, un mois à peine après la privatisation. Cette démission avait provoqué quelques remous. L'arrivée de Gian Maria Rossignolo, ancien homme de Fiat, avant son passage chez le suédois Wallenberg, n'a pas vraiment calmé les choses. Le quotidien *Corriere della Sera* parle de *« soap opera »*.

Toujours considéré comme l'homme de Fiat, Gian Maria Rossignolo semble de plus en plus contesté. Personne n'a compris pourquoi Telecom Italia a rompu le préaccord passé avec AT&T pour se tourner vers les Anglais de Cable & Wireless (C & W), dans l'intention d'acheter trois paquets d'actions minoritaires pour un montant de 3 600 milliards de lires (12,25 milliards de francs) : 20 % de Bouygues Télécom, 20 % de C & W West Indies dans les Caraïbes et 5 % de la filiale américaine de C & W.

La volte-face et le choix de l'objectif, jugé trop coûteux, ont été diversement appréciés, notamment par le ministre du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, qui a fait part de sa *« perplexité »* et a décidé de surveiller de près ce qui se passe à Telecom Italia. Le conseil d'administration du 8 mai s'est donc traduit par un bras de fer entre le Trésor, soutenu par certains actionnaires, et le président de l'entreprise. Il s'est ensuivi la nomination des deux nouveaux administrateurs, qui renforcent le contrôle de l'Etat.

Par ailleurs, l'approbation des comptes de 1997 a laissé un goût *amer à certains actionnaires et au* Trésor. Gian Maria Rossignolo a décidé de réduire de 10 % le bénéfice net et d'augmenter les dividendes alors que les prévisions annoncées avant la privatisation portaient sur une augmentation des bénéfices. Enfin, la discussion sur la stratégie internationale du groupe s'est traduite par des dissensions. Certains actionnaires du noyau dur et les représentants du Trésor ont contesté l'opération C & W, qui ne se traduirait par aucune véritable prise de contrôle mais plutôt par un éparpillement. Cette critique avait déjà été formulée par le directeur général, Vito Gamberale.

### AVEC BOUYGUES

Lucio Izzo, l'homme du Trésor au conseil d'administration, a depuis clairement fait savoir ce qu'il pensait. Le 19 mai, au cours d'un séminaire, il a fait remarquer que *« le président ou l'éventuel administrateur délégué ne peuvent pas décider de tout ; il faut décentraliser les décisions »*.

L'homme de confiance du ministre Ciampi est allé jusqu'à proposer un véritable plan détaillé d'investissement à l'étranger dans lequel la France tient une place *importante. Telecom Italia* possède déjà 10 % de Bouygues Télécom et, dans le cadre du préaccord passé avec C & W, cherche à en acquérir 20 % pour un montant de 1 350 milliards de lires (4,6 milliards de francs). Cela fait effectivement partie des plans de l'actuelle direction et Francesco De Leo, directeur général de la stratégie, s'est rendu la semaine dernière à Paris pour explorer le terrain. Mais Lucio Izzo va plus loin et estime qu'il faut d'abord se concentrer sur l'Europe avant d'aller se perdre dans les Caraïbes.

Le prochain conseil d'administration, prévu pour le 4 juin, promet d'être un moment de vérité pour la direction, qui devra mettre au point un plan d'action pour l'assemblée générale des actionnaires du 16 juin, à Turin. Ce face-à-face avec des porteurs qui s'interrogent sérieusement sera l'épreuve du feu pour Gian Maria Rossignolo, au pouvoir depuis le 12 janvier seulement. L'ancien juge Di Pietro ne sera pas le seul à faire entendre sa voix. Une association représentant 1 500 salariés actionnaires a également décidé de contester la gestion du président et réclame un siège au conseil d'administration. La première assemblée de ce qui avait été *considéré comme « la mère de* toutes les privatisations » risque d'être particulièrement chaude.

***Michel Bôle-Richard***

## *Candidat à la téléphonie mobile en Espagne*

**Face à France Télécom, Telecom Italia a remporté l'appel d'offres pour la privatisation de Retevision, qui concurrence Telefonica, le principal opérateur espagnol, sur le marché du téléphone fixe. Le groupe italien y est associé à l'électricien Endesa, l'Etat espagnol ayant conservé 30 % du capital de Retevision. Ce consortium s'oppose une nouvelle fois à l'opérateur français pour l'attribution du troisième réseau de téléphonie mobile, les deux premiers étant actuellement pilotés par Telefonica et Airtel.**

**Ce marché est en forte croissance : le nombre des usagers du téléphone mobile en Espagne devrait passer de 4 à 20 millions en dix ans. Le consortium mené par Telecom Italia paraît bien placé, car il propose un investissement supérieur à celui proposé par France Télécom, et dispose du soutien de l'Etat. L'opérateur français bénéficie, lui, d'une plus grande expérience de l'international.**

# La Deutsche Bank ne s'intéresse plus au Crédit lyonnais

FRANCFORT
*correspondance*

La Deutsche Bank a apparemment abandonné ses projets d'acquérir un réseau de distribution majeur en France. Rolf Breuer, président du directoire de la première banque allemande, a écarté, mercredi 20 mai, devant l'assemblée générale du groupe, l'idée de prendre une participation dans le capital du Crédit lyonnais : *« Nous avons certes un grand espace vide sur notre carte européenne, et nous voudrions bien le combler. Mais les Français ne sont apparemment pas très enthousiastes lorsque des étrangers veulent leur racheter ce qu'ils considèrent être les joyaux de leur couronne. Nous devons faire preuve de patience. »*

M. Breuer a réaffirmé l'objectif de la Deutsche Bank de prendre la tête du secteur financier en Europe et s'est déclaré persuadé du fait que les fusions allaient encore s'accélérer dans la banque européenne. En Espagne et en Italie, où la Deutsche Bank réclame pour elle la position de première banque étrangère, les mouvements de concentration viennent tout juste de commencer. *« Dans les deux pays, nous devons faire très attention à ne pas nous retrouver marginalisés par des fusions entre établissements domestiques. »*

M. Breuer a également exclu des projets d'acquisition en Allemagne, écartant par là un intérêt pour la BfG Bank que le Crédit lyonnais sera éventuellement obligé de céder pour faire face aux exigences de vente d'actifs imposées par la Commission européenne. *« Les fusions ne constituent pas une solution pour nous, nous devons revenir sur les qualités qui ont fait notre force. »*

***Jean Edelbourgh***

# Bruxelles contraint les AGF à couper leurs liens avec la Coface

**LA COMMISSION EUROPÉENNE** a tranché. Les AGF sont obligées de vendre leur participation de près de 25 % dans la Coface, numéro un mondial de l'assurance-crédit et exportation, dans un délai d'un an. Bruxelles considère que la concentration issue de la prise de contrôle des AGF par l'allemand Allianz conduit à des parts de marché jugées trop élevées en Europe dans ce métier. Outre-Rhin, la compagnie d'assurances a déjà sa filiale à 100 %, Hermès, numéro un en Allemagne de l'assurance-crédit avec 50 % du marché. Et la Coface, présidée par François David, a racheté en 1996 Allgemeine Kredit, ce qui lui a donné 30 % du marché allemand de l'assurance-crédit.

La Commission européenne soulignait, dans un communiqué du 11 mai dernier sur l'autorisation de l'acquisition des AGF par Allianz, que *« la nouvelle entité détiendra sur le marché de l'assurance-crédit en Europe une position largement plus de deux fois supérieure à celle du second acteur et plus de trois fois supérieure à celle du troisième concurrent »*. Des concurrents tels que Gerling avaient alors alerté Bruxelles. Or ce marché est caractérisé par *« un haut degré de spécialisation et la présence d'un faible nombre d'acteurs globaux »*, poursuivait la Commission, se fondant sur l'article 85 du traité de Rome sur l'abus de position dominante.

Aux AGF, on déclarait, mercredi 20 mai, être au courant tout en n'ayant pas le choix. *« C'est dommage »*, confiait-on au siège de la rue de Richelieu. L'assurance-crédit, mise en avant lors de la privatisation en 1996, a toujours été présentée comme une niche privilégiée et un axe essentiel de la stratégie. L'ambition des AGF de faire de cette activité un pôle de poids n'est donc plus d'actualité. Son rachat par Allianz et la décision des autorités de Bruxelles en ont décidé autrement. L'assurance-crédit a contribué à hauteur de 11,5 % du chiffre d'affaires des AGF et à 20,4 % du profit d'assurance en 1997. La seule Coface a contribué à hauteur de 6,8 %.

### SOUS LE REGARD DE BERCY

Cet épisode est la suite logique des tractations *menées il y a quelques mois. L'assureur français* avait déjà dû réduire sa part dans la Coface, de 58 % à 24,9 %. Les pouvoirs publics français ne souhaitaient pas voir la Coface, qui gère les procédures publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat, passer sous pavillon étranger. Et Bercy estimait alors avoir un droit de regard sur le tour de table de la Coface. La SCOR était alors devenue l'actionnaire de référence du groupe d'assurance-crédit, passant de 19,8 % à 45 %, aux côtés de Natexis, avec 20 %, du Crédit agricole, nouveau venu avec 5 %, de la SAFR (1,96 %) et du personnel. Les AGF restent présentes dans l'assurance-crédit au travers d'Euler (ex-SFAC), spécialiste de l'assurance-crédit en France, dont la participation avait été ramenée de 68 % à 51 %. Les synergies entre la Coface et Euler sont réalisées par le biais de leur filiale commune, Eurexel, dont le chiffre d'affaires atteint 200 millions de francs.

Allianz va donc devoir trouver un acquéreur pour racheter 25 % de la Coface, tout en cherchant le meilleur prix. Lors des dernières transactions, la Coface a été valorisée à 2,7 milliards de francs pour 100 %. L'assureur-crédit, dont le chiffre d'affaires a atteint 4,374 milliards de francs en 1997, a réalisé un résultat net de 272 millions. La part publique (risques couverts avec la garantie de l'Etat) représente environ *20 % du chiffre d'affaires global. Avec une renta*bilité des fonds propres de 12,3 %, la Coface a de quoi séduire des investisseurs. A cela s'ajoutent un fichier de clientèle privée et publique et une expertise intéressante. La SCOR pourrait être tentée d'accroître un peu plus son poids actuel. De même, d'autres acteurs pourraient faire leur entrée dans le capital de la Coface. A n'en pas douter, Bercy regardera de près le nouveau tour de table.

***Pascale Santi***

# Un accord sur les médicaments génériques se dessine en France

**À LA SUITE** d'une rencontre, lundi 18 mai, avec le secrétaire d'Etat à la santé, Bernard Kouchner, l'Union nationale des pharmacies de France (UNPF) et la Fédération des syndicats de pharmaceutiques de France (FSPF) espèrent parvenir à un accord avec le gouvernement d'ici au début du mois de juin, notamment sur les médicaments génériques.

Dans un communiqué paru le 19 mai, les deux principales organisations des pharmaciens affirment que M. Kouchner *« entend conduire un règlement global du problème des officines, à savoir : le réseau officinal, la substitution générique, l'économie du médicament, la convention avec la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) et la formation »*. En échange, le secrétaire d'Etat a demandé aux pharmaciens de stopper le boycottage de la carte à puce d'assuré social Vitale 1 lancée en Bretagne et en Champagne-Ardenne (*Le Monde* du 7 mai).

L'une des questions portera sur les modalités concrètes du droit de substitution les autorisant à remplacer un médicament par une copie vendue moins chère, présentant des performances thérapeutiques équivalentes. *« La singularité du contexte français est mise en lumière par la faible présence des médicaments génériques. Les économies potentielles apparaissent considérables »*, note l'Insee dans sa revue *Economie et Statistique*, publiée mercredi 20 mai, ayant pour thème *« Le médicament : enjeux industriels, santé publique et maîtrise des dépenses »*.

### CHANGER LA MARGE

Selon Edouard Martin et Frédéric Rupprecht, rédacteurs de la partie consacrée aux génériques, *« la France se situe à cet égard en retrait sensible par rapport aux autres pays de l'Union européenne et surtout aux Etats-Unis, malgré un marché potentiel important, compte tenu de la prochaine tombée dans le domaine public de nombreux produits encore brevetés. »*

Pour encourager les pharmaciens à vendre des produits moins chers, ils suggèrent une réforme du système de marge. *« Outre une compensation du manque à gagner, l'acte de substitution pourrait être considéré comme un acte professionnel qui mériterait rétribution. »*

***Dominique Gallois***

# Le constructeur d'automobiles Nissan lance une restructuration sévère

TOKYO
*correspondance*

Nissan, le deuxième constructeur automobile japonais, a annoncé, mercredi 20 mai, un plan de restructuration destiné à réduire sa dette et renforcer une compétitivité faible en comparaison de Toyota ou Honda. Ces derniers ont annoncé, le même jour, des résultats records pour l'exercice 1997 clos à fin mars : plus de 20 milliards de francs, en hausse de 17,7 % pour le premier, et 11,3 milliards pour le second (+ 18 %).

A peine sorti, l'an dernier de quatre ans de déficits, Nissan replonge : ses pertes nettes consolidées pour 1997 sont estimées à 14 milliards de yens (630 millions de francs), contre 77 milliards de bénéfices l'année précédente. Les chiffres officiels seront annoncés le 27 mai. La récession au Japon et les mauvais résultats aux Etats-Unis expliquent cette rechute.

Le nouveau plan de restructuration vise avant tout une amélioration de la rentabilité, devenue *« plus importante que l'accroissement des ventes »*, a expliqué mercredi le président Yoshikazu Hanawa. Le leitmotiv du groupe a longtemps été d'atteindre les 25 % de part de marché au Japon, contre 20 % aujourd'hui. Il s'agit dorénavant *« d'augmenter les marges »* en comprimant les coûts – les effectifs seront réduits de 10 % – et en misant sur les véhicules les plus rentables. Nissan va réduire le nombre de ses plates-formes de vingt-cinq à quatorze en 2001 et dix en 2003, et compte faire 400 milliards de yens d'économies d'ici à 2001.

### VENTE D'ACTIFS

L'effort porte également sur la gestion interne : renforcement de l'audit, délégation accrue aux niveaux intermédiaires, responsabilisation de l'encadrement et création d'une cellule d'observation de la restructuration. Le réseau de ventes de Nissan au Japon fonctionnera dorénavant avec deux branches au lieu de quatre. Nissan prévoit également de réduire ses *dettes de 1 000 milliards de yens*, pour un endettement actuel de 2 500 milliards, soit 112 milliards de francs (et 4 000 milliards de yens si on inclut les filiales financières du groupe). Pour ce faire, il envisage de vendre quelque 500 milliards de yens d'actifs, dont son siège du quartier de Ginza à Tokyo, de réduire ses inventaires, et de céder des participations. La vente à Daimler de sa participation de 40 % dans le constructeur de camions Nissan Diesel, en discussion, pourrait en faire partie.

Autre préoccupation : Nissan s'est distingué par une spectaculaire contre-performance sur le marché américain, où ses ventes ont baissé de 34,5 % au premier trimestre 1998 par rapport à la même période de l'année précédente. Ses pertes nettes aux Etats-Unis s'élèvent à 80 milliards de yens (3,5 milliards de francs) pour l'année fiscale 1997. La structure des opérations américaine sera réorganisée, tandis que les autres projets étrangers, notamment le développement dans la zone asiatique, seront gelés. L'objectif est d'économiser 1 000 dollars par voiture, et de développer des produits plus attrayants. *« Les voitures de Nissan se vendent mal aux Etats-Unis »*, estime Maki Hanatate, analyste pour l'automobile à Chase Securities Japan, que le plan de restructuration annoncé par Nissan laisse dubitative : *« Ce n'est pas assez clair, notamment pour ce qui est de la réduction de la dette. On aimerait avoir plus d'explications. La survie de Nissan dépend de cette restructuration »*.

Les difficultés du second constructeur nippon ne datent pas d'aujourd'hui. La société s'était lancée en 1994 dans un premier plan de restructuration, qui s'est avéré insuffisant. Les déboires de Nissan font redoubler les spéculations sur une éventuelle alliance avec un constructeur étranger.

***Brice Pedroletti***

# Maryflo en liquidation

**L'ENTREPRISE DE CONFECTION**, Maryflo, de Kervignac (Morbihan) a été placée en liquidation judiciaire, mercredi 20 mai, par le tribunal de commerce de Lorient, avec autorisation de poursuivre son activité jusqu'au 30 mai. En février 1997, après un mois d'une grève hyper-médiatisée, les 110 ouvrières de cette entreprise avaient obtenu le départ de leur directeur technique Alain Le Bruchec, dont l'attitude leur était devenue insupportable. Ce dernier s'est illustré depuis dans deux autres entreprises de confection. En mai 1997, la SA Maryflo avait été placée en redressement judiciaire, 55 licenciements étaient prononcés, et un administrateur judiciaire désigné par le tribunal de commerce. – *(corresp.)*

# AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **NISSAN : le constructeur automobile japonais**, en pertes, a annoncé, mercredi 20 mai, un plan de restructuration (*lire p. 15*).

● **RENAULT : le constructeur automobile français** est le premier importateur de voitures *étrangères en Allemagne*. Depuis janvier, 82 500 véhicules Renault ont été immatriculés en Allemagne, soit 6 500 de plus que l'*année dernière pour* la même période, ce qui place le constructeur français à la cinquième place sur ce marché.

● **CISCO : la compagnie américaine**, qui contrôle 80 % du marché mondial des équipements de routage d'informations électroniques, s'inquiète de l'activisme actuel des autorités américaines antitrust. Après Microsoft et Intel, le cas de Cisco pourrait éventuellement les intéresser.

● **SEAGRAM : le groupe *canadien devrait annoncer***, jeudi 21 mai, selon l'agence Bloomberg, l'acquisition de Polygram, l'éditeur musical filiale à 75 % du néerlandais Philips (*Le Monde* du 21 mai), pour un montant de 10,5 milliards de dollars (63 milliards de francs). Seagram règlerait la facture à 80 % en *numéraire* et 20 % par l'échange de ses propres actions.

## SERVICES

● **AIR FRANCE : les syndicats de pilotes** de la compagnie publique ont refusé unanimement de se rendre à une séance de négociations sur la grille salariale, organisée vendredi 22 mai par la direction. Toutes les organisations de personnels *navigants techniques ont signé* une lettre signifiant leur refus, selon des sources syndicales.

● ***FRANCE TÉLÉCOM :* l'opérateur français a annoncé mercredi, avoir obtenu une** licence de téléphonie mobile en Egypte pour 562 millions de dollars (3,3 milliards de francs). Le groupe compte investir environ 1,5 milliard de francs pour exploiter le réseau.

## FINANCE

● **BANK OF NEW YORK : la banque régionale américaine a annoncé, mercredi 20 mai, avoir retiré** son offre d'achat non sollicitée sur Mellon Bank. Cette offre, lancée le 22 avril pour 25 milliards de dollars environ, avait *été formellement rejetée* par le Conseil d'administration de Mellon.

● **DIRECTIVES EUROPÉENNES : Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a** souligné, mercredi, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement veut *« préserver les mutuelles tout en étant capables de transposer »* les directives européennes sur les assurances. La France est accusée de *« transposition incomplète »*.

## RÉSULTATS

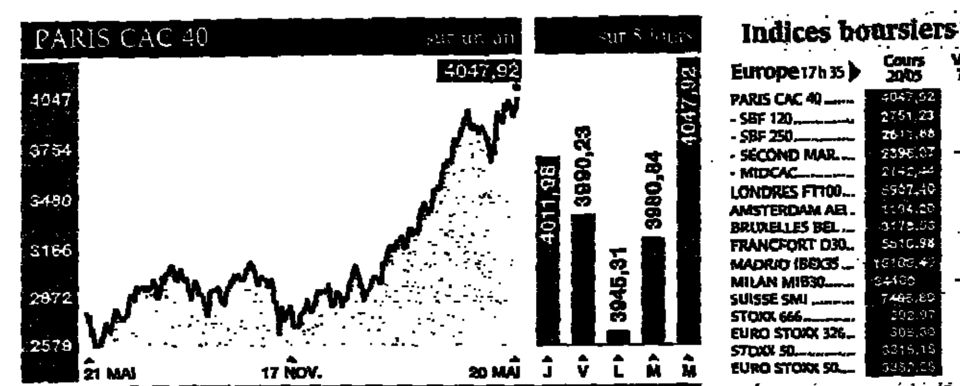
■ **KLM : la compagnie aérienne néerlandaise** a enregistré un bénéfice net record de 2,203 milliards de florins (*6,5 milliards de* francs), multiplié par 9 par rapport à l'exercice précédent. Cette spectaculaire progression est liée à la *vente des parts de KLM* dans la compagnie américaine Northwest.

■ **KAWASAKI STEEL : le groupe sidérurgique japonais** a enregistré une hausse de 46,8 % de son bénéfice consolidé avant impôts *et éléments extraordinaires, qui* atteint 43,3 milliards de yens (1,9 milliard de francs) au titre de l'exercice achevé fin mars. Son résultat net atteint 8,4 milliards de *yens (+ 6,1 %) et son chiffre d'affaires consolidé* 1 244 milliards de yens (+ 0,9 %).

■ **MATSUSHITA : le groupe japonais** a dégagé sur l'exercice achevé fin mars un bénéfice consolidé avant impôts et éléments extraordinaires de 355,6 milliards de yens (15,6 milliards de francs) (+ 7 %). Son résultat net *diminue* de 32 %, *pour atteindre* 93,6 milliards de yens.

**★ Toutes les valeurs du CAC 40 sur le site Web « Le Monde ». *www.lemonde.fr***

## PARIS CAC 40




## Indices boursiers

| Europe 17 h 35 ▶ | Cours 20/05 | Var. % 19/05 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| PARIS CAC 40 | 4047,92 | 1,69 | 34,98 |
| - SBF 120 | 2751,23 | 1,60 | 34,09 |
| - SBF 250 | 2611,68 | 1,58 | 34,26 |
| - SECOND MAR. | [illegible] | −0,21 | 32,48 |
| - MIDCAC | [illegible] | 0,81 | 34,89 |
| LONDRES FT100 | 5907,40 | 0,50 | 15,03 |
| AMSTERDAM AEX | [illegible] | 1,43 | 30,70 |
| BRUXELLES BEL | [illegible] | 1,36 | 31,49 |
| FRANCFORT D30 | 5510,98 | 2,27 | 29,88 |
| MADRID IBEX35 | [illegible] | 1,42 | 39,21 |
| MILAN MIB30 | [illegible] | −0,28 | 37,92 |
| SUISSE SMI | [illegible] | 0,17 | 19,64 |
| STOXX 666 | [illegible] | 0,73 | — |
| EURO STOXX 326 | [illegible] | 1,09 | — |
| STOXX 50 | [illegible] | 0,81 | — |
| EURO STOXX 50 | [illegible] | 1,16 | — |

| Monde ▶ | Cours 19/05 | Var. % veille | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| NEW YORK DJ | 9110,20 | 0,86 | 15,20 |
| - SP 500 | [illegible] | 0,64 | 14,88 |
| - NASDAQ | [illegible] | 0,83 | 17,61 |
| BUENOS-AIRES M. | [illegible] | 1,26 | −6,36 |
| JOHANNESBURG | [illegible] | 0,56 | 32,88 |
| MEXICO BOLSA | [illegible] | 0,73 | −10,67 |
| SANTIAGO IPSA | [illegible] | −0,01 | −19,48 |
| SAO PAULO BOU. | [illegible] | 1,62 | 1,69 |
| TORONTO FSE I. | [illegible] | −0,36 | 14,29 |
| ASIE 10h15 | 20/05 | 19/05 | 31/12 |
| BANGKOK SET | [illegible] | −3,04 | −5,54 |
| HONGKONG H. | [illegible] | 0,88 | −11,88 |
| SÉOUL | [illegible] | 0,80 | 0,76 |
| SINGAPOUR ST. | [illegible] | −1,02 | −16,42 |
| SYDNEY ALL O. | [illegible] | 0,82 | 4,80 |
| TOKYO NIKKEI | 15551,65 | 1,09 | 1,82 |

## Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausses ▶ | Cours 20/05 | Var. % 19/05 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| GUYENNE GASCO. | [illegible] | +10,88 | +14,24 |
| EUROTUNNEL | [illegible] | +8,77 | +19,82 |
| INTERBAIL | [illegible] | +7,81 | +1,38 |
| EUROPE 1 | [illegible] | +6,28 | +16,67 |
| BERTRAND FAUR. | [illegible] | +6,67 | +16,56 |
| PINAULT-PRINT. | [illegible] | +5,63 | +49,48 |
| WORMS & CIE | [illegible] | +5,46 | −6,74 |
| EURAFRANCE | [illegible] | +5,26 | +38,77 |
| SPIR COMMUNIC. | [illegible] | +5,16 | +45,50 |
| SAT | [illegible] | +4,82 | +50,60 |

| Baisses ▶ | Cours 20/05 | Var. % 19/05 | Var. % 31/12 |
|---|---|---|---|
| HAVAS | 543 | −4,90 | +25,40 |
| LEGRIS INDUST. | [illegible] | −4,83 | +50,71 |
| VALLOUREC | 495,00 | −4,01 | +37,86 |
| SIDEL | 455 | −3,19 | +14,03 |
| GR.ZANNIER (L. | [illegible] | −3,12 | +15,49 |
| COLAS | [illegible] | −2,82 | +32,71 |
| BIS | [illegible] | −2,47 | +28,44 |
| LEGRAND ADP | [illegible] | −2,46 | +35,57 |
| REXEL | [illegible] | −2,44 | +34,02 |
| ESSILOR INTL. | [illegible] | −2,09 | +30 |

PARIS SBF 250 — 3 mois: 2611,68 (2611, 2511, 2411, 2311, 2211, 2110; 20 FÉV., 2 AVRIL, 20 MAI)

NEW YORK Dow Jones 3 mois: 9110,20 (9702, 9154, 8696, 8178, 7669, 7161, 6653, 6145; 20 FÉV., 2 AVRIL, 19 MAI)

LONDRES FT100 3 mois: 5907,40 (6199, 5901, 5603, 5305, 5008, 4711, 4413, 4115; 20 FÉV., 2 AVRIL, 20 MAI)

FRANCFORT DAX 30 3 mois: 5510,98 (5279, 4955, 4631, 4307, 3983, 3659, 3335; 20 FÉV., 2 AVRIL, 20 MAI)

TOKYO Nikkei 3 mois: 15551,65 (18468, 16946, 15425, 13142, 11620; 20 FÉV., 2 AVRIL, 20 MAI)

## LES PLACES BOURSIÈRES

### PARIS

**LA BOURSE** de Paris, *qui était fermée* jeudi 21 mai en raison de la fête de l'Ascension, avait fortement progressé, mercredi 20 mai, battant son 32e record de l'année. En hausse de 0,65 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a accéléré l'allure en fin de journée pour terminer au record absolu de 4 047,92 points, soit une hausse de 1,69 %. Depuis le début de l'année, le CAC 40 a gagné 35 %. Mercredi, le montant des échanges sur le marché à *règlement mensuel* a atteint 15,3 milliards de francs. Le dernier record du CAC 40 remontait au 13 mai. En France, la production *manufacturière a été forte en avril*, augmentant de 1,2 % par rapport à mars, une proportion largement supérieure aux prévisions de nombreux analystes. Le chiffre de la *croissance* pour 1998 devra sans doute être révisé à la hausse, à plus de 3 %, estiment les opérateurs.

### LONDRES

**LA BOURSE** de Londres a terminé en hausse, mercredi 20 mai, soutenue par Wall Street, dans une séance dominée par la publication *des résultats de plusieurs sociétés* importantes.

L'indice Footsie des cent principales valeurs de la Bourse de Londres a *gagné* 29,6 *points*, à 5 907,4 points, soit 0,50 %.

### FRANCFORT

**LA BOURSE** de Francfort a établi mercredi 20 mai un nouveau record, le DAX 30 affichant 5 510,98 points en fin de séance officielle, *soulagée par l'annonce* d'un ralentissement de la croissance de la masse monétaire en Allemagne.

Le DAX des trente valeurs vedettes a *gagné* 2,27 %, ou 122,08 points. Le précédent record de clôture, soit 5 442 points, datait du 20 avril dernier.

### TOKYO

**JEUDI 21 MAI,** la Bourse nippone a enregistré sa quatrième séance de hausse d'affilée. L'indice Nikkei a terminé sur un gain de 1,23 %, à 15 845,25 *points*. La démission du président indonésien Suharto a réconforté les investisseurs. De plus, la place a bien accueilli les résultats *annuels de Honda Motors et* de Ricoh.

### WALL STREET

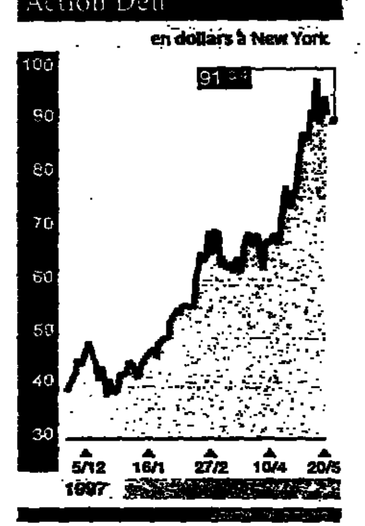
**MERCREDI 20 MAI,** l'indice Dow Jones a terminé la séance sur une hausse de 1,29 %, à 9 171,48 points. Le creusement du déficit commer*cial américain* (+ 7 %, à 13 milliards de dollars, pour le mois de mars) devrait éloigner le risque de reprise de l'inflation, ont estimé les investisseurs. L'action de la Bank of New York, qui a annoncé l'abandon de son OPA sur Mellon Bank, a légèrement progressé. Microsoft a poursuivi son recul.

# Valeur du jour : Dell Computer épargné par la crise

**LA BOURSE** n'en finit pas de surprendre. Mercredi 20 mai, l'action Dell Computer, le constructeur américain de micro-ordinateurs, a perdu 3 %, à 91,75 dollars. Le prétexte ? Le bénéfice net du premier trimestre (clos fin avril) n'a augmenté que de 54 %, à 305 millions de dollars. Les investisseurs, qui aiment être surpris, ont fait la fine bouche : le bénéfice par action de 44 cents est conforme aux attentes (42 cents). En fait, ils ont sai*si l'occasion pour prendre quelques* bénéfices sur une action dont le cours a été multiplié par quatre depuis un an.

*Le contraste est saisissant* entre les résultats de Dell, le numéro trois mondial du secteur, et ceux de ses concurrents Compaq et Hew*lett-Packard*. Le 15 avril dernier, Compaq, le leader mondial, publiait un résultat net pour le premier trimestre 1998 amputé de 96 %, à 16 millions de dollars. Il *se plaignait d'un ralentissement des ventes* de micro-ordinateurs aux Etats-Unis et d'une chute en Asie. Il avait surtout dû se résoudre à casser ses prix pour écouler des machines obsolètes en stock. Peu après, *Hewlett-Packard connaissait la même mésaventure*. Son résultat net, pour le trimestre terminé fin mai, accusait une baisse de 13 %, à 685 millions de dollars.

*Mais, pour Dell Computer, tous les indicateurs* restent bien orientés. Au premier trimestre, alors que le marché mondial des micro-ordinateurs ne progressait *que* de 15 %, *les ventes* de Dell ont grimpé de 51 %, à 3,92 milliards de dollars. Elles ont même augmenté de 35 % en Asie, un marché pourtant en déclin de 7 %. *Malgré la guerre des prix sur* les PC et les serveurs, Dell a réussi a accroître sa marge brute pour la porter à 22,3 %. Cela explique que le résultat net ait progressé plus *vite que* le chiffre d'affaires. Cette performance tient à l'organisation même du groupe. Son modèle de fabrication à la commande lui per*met de travailler avec un stock ré*duit à huit jours, contre six semaines pour Compaq (qui a entrepris de les ramener à quatre semaines). *La baisse continue* des prix des composants est donc immédiatement traduite dans ses prix de vente. Pour conserver cet avantage, Dell s'est lancé *depuis* un an *dans les ventes sur Internet* (il y réalise un chiffre d'affaires de 5 millions de dollars par jour). La plupart des grandes firmes américaines d'analyse comme Morgan Stanley, Goldman Sachs ou Bear *Stearns ont confirmé leurs recommandations d'achat* sur la valeur et attendent un bénéfice par action pour l'ensemble de l'année compris entre 1,9 et 2,05 dollars.




***Enguérand Renault***

## Matières premières

| En dollars ▶ | Cours 19/05 | Var. % veille |
|---|---|---|
| MÉTAUX (LONDRES) | | $/TONNE |
| CUIVRE 3 MOIS | [illegible] | 0,72 |
| ALUMINIUM 3 MOIS | [illegible] | 0,96 |
| PLOMB 3 MOIS | [illegible] | 1,19 |
| ETAIN 3 MOIS | [illegible] | 0,22 |
| ZINC 3 MOIS | [illegible] | 0,61 |
| NICKEL 3 MOIS | [illegible] | 0,78 |
| MÉTAUX (NEW YORK) | | $/ONCE |
| ARGENT A TERME | [illegible] | — |
| PLATINE A TERME | [illegible] | −20,25 |
| GRAINES DENRÉES | | $/BOISSEAU |
| BLÉ (CHICAGO) | [illegible] | −1,02 |
| MAÏS (CHICAGO) | [illegible] | −0,73 |
| SOJA GRAINE (CHG.) | [illegible] | −0,77 |
| SOJA TOURTEAU (CHG.) | [illegible] | −1,80 |
| SOFTS | | $/TONNE |
| CACAO (NEW YORK) | [illegible] | — |
| CAFÉ (LONDRES) | [illegible] | −0,77 |
| SUCRE BLANC (PARIS) | [illegible] | −1,60 |

## Pétrole

| En dollars ▶ | Cours 19/05 | Var. % veille |
|---|---|---|
| BRENT (LONDRES) | 14,47 | 0,07 |
| WTI (NEW YORK) | [illegible] | 1,19 |
| LIGHT SWEET CRUDE | [illegible] | −1 |

## Or

| En francs ▶ | Cours 20/05 | Var % 19/05 |
|---|---|---|
| OR FIN KILO BARRE | [illegible] | −1,05 |
| OR FIN LINGOT | [illegible] | −0,34 |
| ONCE D'OR LONDRES | [illegible] | −0,03 |
| PIÈCE FRANCE 20 F | [illegible] | +0,30 |
| PIÈCE SUISSE 20 F | [illegible] | −0,30 |
| PIÈCE UNION LAT. 20 F | [illegible] | −1,20 |
| PIÈCE 20 DOLLARS US | [illegible] | −1,43 |
| PIÈCE 10 DOLLARS US | [illegible] | — |
| PIÈCE 50 PESOS MEX | [illegible] | — |

## MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert s'inscrivait en forte baisse, jeudi matin 21 mai, *lors des premières transactions* entre banques sur les places financières européennes. Il cotait 1,7670 mark et 5,9310 francs.

*Le dollar était affecté par l'an*nonce, la veille, d'une forte détérioration de la balance commerciale américaine au mois de mars. Le déficit s'est inscrit à 13 milliards *de dollars, son plus haut niveau de*puis 1992, date à laquelle des statistiques mensuelles ont commencé à être publiées aux Etats-Unis. Le déficit s'est notamment creusé avec les pays *asiatiques* : *5,76 milliards* de dollars avec le Japon et 3,76 milliards de dollars avec la Chine. Le déséquilibre des comptes extérieurs américains est un facteur de faiblesse structurelle du dollar.

● ***Yen*** : *la monnaie japonaise se* redressait, jeudi matin, à 135,40 yens pour un dollar. Elle profitait de la nouvelle de la démission du président indonésien Suharto.

## Cours de change

| 20/05 17 h 35 ▶ | Cours DOLLAR | Cours ECU | Cours LIVRE | Cours FR. S. | Cours FLORIN | Cours YEN | Cours LIRE | Cours DM | Cours FRANC |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| FRANC | 5,96 | 6,61 | 9,70 | 4,03 | 2,98 | 4,38 | 0,34 | 3,35 | .... |
| DM | 1,77 | 1,97 | 2,89 | 1,20 | 0,89 | 0,13 | 0,99 | .... | 0,30 |
| LIRE | 1745,85 | 1942,74 | 2851,52 | 1183,09 | 875,06 | 1288,93 | ... | 985,97 | 294,05 |
| YEN | 135,05 | 151,08 | 221,75 | 92 | 68,05 | .... | 7,78 | 76,69 | 22,88 |
| FLORIN | 1,99 | 2,22 | 3,26 | 1,35 | — | 1,47 | 0,11 | 1,13 | 0,34 |
| FR. S. | 1,48 | 1,64 | 2,41 | ... | 0,74 | 1,09 | 0,09 | 0,83 | 0,25 |
| LIVRE | 0,61 | 0,68 | .... | 0,41 | 0,31 | 0,45 | 0,04 | 0,35 | 0,10 |
| ECU | 0,90 | ... | 1,47 | 0,61 | 0,45 | 0,66 | 0,51 | 0,51 | 0,15 |
| DOLLAR | .... | 1,11 | 1,63 | 0,68 | 0,50 | 0,74 | 0,06 | 0,56 | 0,17 |

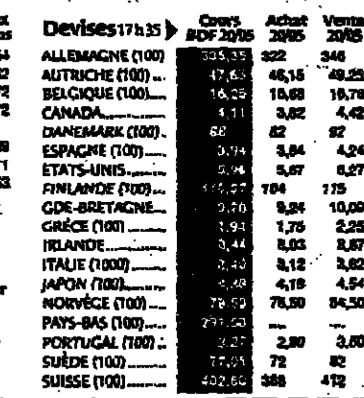
## Taux d'intérêt (%)

| Taux 20/05 ▶ | Taux J.J. | Taux 3 mois | Taux 10 ans | Taux 30 ans |
|---|---|---|---|---|
| FRANCE | [illegible] | 3,46 | 5 | 5,54 |
| ALLEMAGNE | [illegible] | 3,53 | 4,94 | 5,52 |
| GDE-BRETAG. | [illegible] | 7,38 | 5,80 | 5,72 |
| ITALIE | [illegible] | 4,99 | 5,20 | 5,72 |
| JAPON | [illegible] | 0,40 | 1,57 | ... |
| ETATS-UNIS | [illegible] | 5,20 | 5,61 | 5,89 |
| SUISSE | [illegible] | 1,47 | 3,06 | 4,11 |
| PAYS-BAS | [illegible] | 3,64 | 4,99 | 5,53 |

## Matif

| Cours 17 h 35 ▶ | Volume 20/05 | dernier prix | premier prix |
|---|---|---|---|
| Notionnel 5,5 | | | |
| JUIN 98 | [illegible] | 103,60 | 103,86 |
| Pibor 3 mois | | | |
| JUIN 98 | [illegible] | 96,39 | 96,38 |

## Marché des changes



| Devises 17 h 35 ▶ | Cours BDF 20/05 | Achat 20/05 | Vente 20/05 |
|---|---|---|---|
| ALLEMAGNE (100) | [illegible] | 322 | 346 |
| AUTRICHE (100) | [illegible] | 46,15 | 49,25 |
| BELGIQUE (100) | [illegible] | 15,69 | 16,79 |
| CANADA | [illegible] | 3,82 | 4,42 |
| DANEMARK (100) | [illegible] | 82 | 92 |
| ESPAGNE (100) | [illegible] | 3,84 | 4,24 |
| ÉTATS-UNIS | [illegible] | 5,67 | 6,27 |
| FINLANDE (100) | [illegible] | 104 | 115 |
| GDE-BRETAGNE | [illegible] | 9,24 | 10,09 |
| GRÈCE (100) | [illegible] | 1,76 | 2,25 |
| IRLANDE | [illegible] | 8,03 | 8,87 |
| ITALIE (1000) | [illegible] | 3,12 | 3,62 |
| JAPON (100) | [illegible] | 4,19 | 4,54 |
| NORVÈGE (100) | [illegible] | 76,50 | 84,50 |
| PAYS-BAS (100) | [illegible] | — | — |
| PORTUGAL (100) | [illegible] | 2,90 | 3,50 |
| SUÈDE (100) | [illegible] | 72 | 82 |
| SUISSE (100) | [illegible] | 388 | 412 |

## TAUX

● **Etats-Unis** : les obligations américaines ont terminé la séance du mercredi *20* mai en hausse, soutenues par l'annonce d'une dégradation de la balance commerciale des Etats-Unis au mois de mars, *qui démontre que la crise* asiatique a bien un impact sur la croissance économique des Etats-Unis. Le déficit de 13 milliards de dollars, supérieur aux prévisions des *analystes, devrait notamment* conduire à une révision à la baisse de l'estimation initiale de hausse du produit intérieur brut au premier trimestre (+ 4,2 % en rythme annuel).

Dans ces conditions, les craintes d'une prochaine hausse des taux de la Réserve fédérale américaine se dissipent, la détérioration des comptes extérieurs suffisant à compenser la vigueur de la consommation intérieure.

Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans s'était détendu à 5,90 % en clôture (contre 5,94 % mardi).

# ÉCONOMIE

## Déficit commercial record aux Etats-Unis

**LE DÉFICIT COMMERCIAL** américain s'est fortement *creusé en mars*, à 13 milliards de dollars. Il a *progressé* de 7 %, atteignant un record depuis janvier 1992, date à laquelle ont commencé à être collectées des *statistiques* mensuelles. Selon le sous-secrétaire au commerce, Robert Shapiro, cette détérioration reflète avant tout *la vigueur de l'économie américaine*. Si les importations ont augmenté de 3,4 milliards de dollars (+ 3,8 %) à 92,4 milliards de dollars, les ex*portations* ont aussi crû de façon importante pour atteindre 79,4 milliards de dollars (+ 3,3 %).

■ ***ASIE : il n'y a pas de véritable* signe de retournement** de la tendance dans les économies asiatiques frappées par la crise, et il faudra peut-être réviser à la baisse les prévisions économiques, ont indiqué, mercredi 20 mai, les économistes de l'Organisation mondiale du commerce (*OMC*).

■ **THAÏLANDE : la Thaïlande est confrontée à une situation** *« de vie ou de mort »* écono*mique*, a averti, *mercredi* 20 mai, son ministre des finances, Tarrin Nimmanahaeminda, à l'ouverture d'une session extraordinaire du Parlement.

■ **CORÉE DU NORD : le produit intérieur brut (PIB)** de la Corée du Nord s'est contracté de moitié entre 1992 et 1996, *selon les données* officielles communiquées mercredi 20 mai à Pékin par le Programme des Nations unies pour le développement.

■ **UNION EUROPÉENNE : la Commission européenne,** soucieuse de mettre fin aux privilèges fiscaux accordés aux particuliers qui placent leur argent à l'étranger, dans un autre Etat membre de l'Union, a demandé, mercredi 20 mai, que les intérêts *de ces placements soient désormais* taxés à au moins 20 %.

■ **Le taux de chômage dans l'Union européenne** s'est stabilisé en mars 1998 à 10,3 % de la population active, représentant 17,4 millions de chômeurs, selon les chiffres publiés mercredi 20 mai par l'office européen de *statistiques* Eurostat.

■ **ALLEMAGNE : les recettes fiscales de l'Allemagne** en 1998 excéderont de 6,3 milliards de *marks (21 milliards de francs)* les estimations établies en novembre, grâce à la récente augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), *a indiqué*, mercredi 20 mai, le ministère des finances.

■ **FRANCE : les dépenses engagées pour la formation professionnelle** ont augmenté en 1996, après avoir baissé pendant deux années consécutives, pour totaliser *138 milliards de francs*, en hausse de 6 % en francs constants (hors inflation) par rapport à 1995, selon une étude du ministère de l'emploi publiée mercredi 20 mai.

■ **ESPAGNE : la production industrielle** a progressé de 14 % en mars par rapport au même mois de 1997, contre 11,8 % en février, a indiqué mercredi 20 mai l'Institut national de la statistique (INE).

■ **PAYS-BAS : le chômage a enregistré une baisse record de** 26,3 % aux Pays-Bas *entre février* et avril 1998 par rapport à la même période de l'année précédente, selon les chiffres publiés mercredi 20 *mai* à *La Haye par* l'Office central néerlandais des statistiques (CBS).

■ **POLOGNE : les ventes des voitures de tourisme en Pologne** ont atteint, de janvier à avril, 187 214 unités, soit 7,33 % de plus que pendant la même période de l'*année dernière*, selon les chiffres du cabinet spécialisé Samar publiés mercredi 20 mai.

## NOMINATIONS

■ **DMC : Yann-Eric Petit** rejoint la société comme directeur financier.

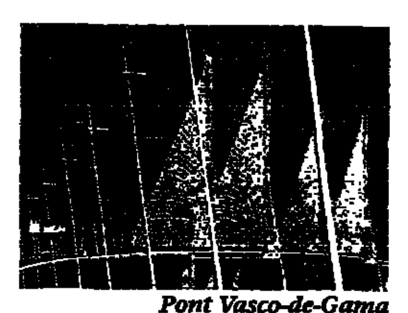
■ **COMPAGNIE NATIONALE DE NAVIGATION : Patrick Molis** *devient PDG du groupe.*


*Pavillon de l'Utopie*


*La nouvelle gare de Lisbonne*

**EXPO'98** Du 22 mai au 30 septembre 1998, Lisbonne est le siège de l'Expo'98, dernière grande manifestation thématique du XX[e] siècle, entre les Expos universelles de Séville (1992) et d'Hanovre (2002). La capitale et l'Etat portugais ont dépensé plus de 11 milliards de francs pour affirmer l'importance de ce petit pays dans la relation entre l'homme et la mer.


*Pavillon des Océans*


*Pont Vasco-de-Gama*

# Les mers en vedette à l'Exposition mondiale de Lisbonne

## Le Portugal a choisi comme thème « Les océans, un patrimoine pour le futur » pour la manifestation internationale qui ouvre vendredi 22 mai, une façon de s'appuyer sur un brillant passé maritime afin de mettre en valeur le développement scientifique et économique du pays

**LISBONNE**
*de notre envoyé spécial*

Des côtes de l'Inde, où Vasco de Gama aborda il y a juste 500 ans, le lieu des exploits s'est déplacé au tréfonds des océans, où les chercheurs plongent jusqu'à – 6 000 mètres pour découvrir des formes de vie méconnues et des phénomènes géologiques extraordinaires. Mais la mer est toujours l'univers favori des Portugais. C'est ce que veulent démontrer les organisateurs de l'Exposition mondiale 1998, qui s'ouvre, vendredi 22 mai, à Lisbonne sur le thème « Les océans, un patrimoine pour le futur ».

Pour le Portugal, petit pays adossé à la grande Espagne, qui lui fut, dans le passé, souvent hostile, la mer est à la fois une frontière et la voie d'accès privilégiée au reste du monde. Sa position géographique, proche de la Méditerranée et face à l'Atlantique, lui permit, parallèlement, d'hériter *« non seulement de tout le savoir maritime de l'Antiquité, mais aussi de la riche expérience scientifique des Arabes et des Juifs, dont la contribution au perfectionnement des instruments d'orientation et des techniques de navigation fut inestimable »*, explique Simonetta Luz Alfonso, ancien directeur général de l'Institut portugais des musées, commissaire général du pavillon du Portugal pour l'exposition.

Au XV[e] siècle, les Portugais surent exploiter ces atouts pour ouvrir la planète à leurs contemporains. La découverte de la route de l'Orient, par Vasco de Gama et ses compagnons, *« donna au monde connu jusqu'alors une dimension nouvelle et établit la communication entre tous les peuples »*, insiste Simonetta Luz Alfonso.

Aujourd'hui, le pays tente de renouer avec ce rôle de précurseur. A Bruxelles, il joue un rôle moteur dans le projet de constitution d'une Agence européenne de la mer, qui, explique Mariano Gago, ministre de la science et de la technologie, permettrait de *« coordonner et de dynamiser la recherche européenne dans ce domaine »*. Le Portugal a aussi convaincu l'Unesco de décréter 1998 *« année internationale des océans »*. Enfin, l'ancien président de la République Mario Soarès préside, à l'ONU, une « Commission mondiale indépendante pour les océans » dont les conclusions seront rendues publiques le 1[er] septembre à Lisbonne.

*« Nous voulons stimuler le débat à l'échelle mondiale, afin de préparer les conditions pour la constitution d'un gouvernement des océans qui devrait marquer le siècle prochain »*, explique Mario Ruivo, océanographe portugais, ancien commissaire chargé des ressources marines à la FAO, chargé par Mario Soarès de superviser la rédaction du rapport de la Commission.

Car il y a urgence. Quelque 79 millions de tonnes de nourriture sont fournies chaque année par le milieu marin. Mais l'homme y reste le plus souvent un prédateur, alors qu'il pratique la culture et l'élevage depuis des millénaires sur la terre ferme.

A la surexploitation s'ajoute la pollution. Les régions littorales, qui abritent 66 % de la population mondiale et 65 % des villes de plus de 2,5 millions d'habitants, sont grandes productrices de nitrates et déchets divers. L'accélération de l'effet de serre favorisé par les rejets dans l'atmosphère de gaz carbonique issu des activités humaines pourrait faire monter le niveau des océans de près de cinquante centimètres d'ici à 2050. *« Les océans sont en danger »*. Du pavillon du Portugal au superbe aquarium édifié sur un bassin du Tage ; du « pavillon du futur » à celui de « la connaissance des mers » ou à celui de l'utopie, le message se décline. Sous toutes les formes. Didactique, à grand renfort de muséographie moderne et de multimédia ; mais aussi esthétique, voire mystique.

Paulo Serra Lopes, directeur de l'Océanorium, estime ainsi que l'aquarium géant (le plus grand d'Europe) dont il a la charge *« est plus près de l'église que du stade »*. Face à ces 250 espèces de poissons évoluant en bonne harmonie dans 5 000 mètres cubes d'eau, devant ces loutres d'Alaska ou ces oiseaux marins qu'il pourrait presque toucher, *« le visiteur prend conscience de la terrible fragilité du milieu marin. Et l'aggressivité humaine ne peut être contenue que par la beauté et la fragilité »*.

Mais il n'est pas question, pour autant, de prôner la conservation en l'état, de ne toucher à rien. *« Cette perversion de l'écologie a tué beaucoup de monde en empêchant certaines avancées technologiques*, estime Paulo Serra Lopes. *Le progrès de l'homme a un prix. Mais il doit s'efforcer de le maintenir aussi bas que possible pour la nature. »*

Le secret ? La connaissance. La sauvegarde de l'environnement passe par la science, qui permet de comprendre le fonctionnement des écosystèmes et le perfectionnement des technologies grâce auxquelles il deviendra possible d'exploiter les ressources animales, végétales ou minérales avec le minimum de dégâts.

Les organisateurs de l'exposition se placent résolument dans cette optique. Le passé doit servir de tremplin pour l'avenir. *« Les Portugais prennent à nouveau une responsabilité historique en transformant leur connaissance forgée par un millénaire de relations avec la mer en un capital culturel légué au monde de demain »*, s'emporte un instant Simonetta Luz Alfonso.

Une philanthropie qui n'est pas tout à fait gratuite. Sorti le 25 avril 1974 de près d'un demi-siècle d'isolement et de repliement sur soi imposé par la dictature de Salazar, le pays a su opérer un redressement impressionnant. Passé l'euphorie de la « révolution des œillets », le Portugal s'est mis au travail. Il vient de satisfaire aux critères de l'Euro, rattrape à grands pas son retard scientifique et technologique et il tient à ce que cela se sache.

**Jean-Paul Dufour**


ROBERTO COLLOVA

*Le grand voile de béton du pavillon du Portugal, œuvre d'Alvaro Siza Vieira.*

### Polémiques portugaises

**Premier président nommé à la tête de l'exposition, le social-démocrate Antonio Cardoso e Cunha a été débarqué un an avant son ouverture, et remplacé par un socialiste bon teint, José Torres Campos. Mais les polémiques n'ont pas attendu ces revirements. Elles opposent d'ailleurs moins les partis entre eux que la classe politique dans son ensemble à certains médias, quelques intellectuels, et une part de la population, hostiles à l'exposition, pour de bonnes et moins bonnes raisons, comme les embouteillages, ou le coût des travaux.**

**Les gens sont retombés en enfance, estime l'hebdomadaire *Semanario*, déplorant la béatitude des visiteurs lors des répétitions générales face à la danse des squales, dans l'aquarium géant du Pavillon des océans. Et plus encore la puérilité des films projetés en relief dans les pavillons thématiques.**

# Avec le pavillon du Portugal, Alvaro Siza Vieira donne une élégante solution aux casse-tête diplomatiques

**LISBONNE**
*de nos envoyés spéciaux*

C'est un édifice assez insaisissable. Au centre presque exact de l'exposition, mais légèrement décalé, il apparaît d'abord au visiteur venant de la gare, ou encore de la mer, sous l'aspect d'un bastion avancé de pierres blanches qui l'amène à se poser immédiatement des questions : où est l'entrée ? à quoi ça sert ? Et, si le soleil s'en mêle, à se dire *in petto* : il doit faire frais là-dedans, vertu basique des architectures du sud de l'Europe.

Puis, derrière cet avant-corps, l'édifice principal se place, tout en longueur pense-t-on, devant ses deux étages aux fenêtres profondes. Enfin, on découvre un grand espace libre, vaste comme tout le reste du pavillon, et recouvert d'un mince voile de béton, comme un grand drap accroché au-dessus d'un passage.

Le pavillon du Portugal, véritable cœur d'Expo'98, a été construit par Alvaro Siza Vieira, soixante-cinq ans, l'un des meilleurs maîtres d'œuvre du pays, et le plus prestigieux depuis que le Pritzker, le Nobel de l'architecture, a projeté sans ménagement sur la scène internationale ce défenseur de la modestie urbaine.

Un cas unique dans le pays ? Par la célébrité sans doute, mais, question talent, le Portugal ne manque pas de grands maîtres. Siza lui-même fait volontiers référence à Fernando Tavora, autre maître de l'école de Porto de dix ans son aîné. C'est en tout cas un tempérament exceptionnel, capable de naviguer sans céder aux sirènes de la lucrative production commerciale (il a quand même laissé éditer le mobilier du Pavillon), de dessiner sur terre sans théoriser sur la lune. Un profil idéal.

L'architecture portugaise paraît, en effet, bien partagée entre sa capacité à produire l'excellence et les tentations qui lui sont offertes de céder aux formes les plus incultes d'une spéculation sans états d'âme. Le pavillon du Portugal, avec quelques autres édifices, a fort heureusement choisi son parti, celui de l'excellence.

### Il fallait préserver les avenirs possibles et répondre à des obligations précises

Il aurait pu être emporté, ou disparaître, dans le désordre formel *qui a grignoté une trop grande* partie du projet initial. Or l'édifice s'impose, sans bruit, sans excès. Il fait taire les architectures parasites qui ont eu raison, par exemple, de la gare pourtant fort expressive dessinée par l'Espagnol Santiago Calatrava.

Le choix – inévitable – de confier ce pavillon à Alvaro Siza Vieira, sans concours préalable, en garantissait la qualité. Il induisait aussi un choix formel : lignes épurées, géométrie claire, classicisme, austérité à la limite du dépouillement.

Cependant, une fois choisi, Siza s'est progressivement heurté à des exigences contradictoires. Ainsi, il lui fallait à la fois préserver tous les avenirs possibles pour l'exploitation du bâtiment après la fin de la manifestation, et répondre à des obligations précises, liées à l'Expo'98. Par exemple, intégrer le thème de l'exposition du pavillon – le Portugal et la découverte des mers –, et assumer le rôle *« diplomatique »* de l'édifice. Celui-ci doit en effet accueillir les délégations officielles des pays représentés à Lisbonne et organiser à tour de rôle, pour chacun d'eux, une cérémonie nationale. On y croisera ainsi le roi d'Espagne et l'empereur du Japon.

Il y avait enfin une autre et difficile contradiction à résoudre, entre l'écriture sincère de l'architecte, et la nécessité d'avoir un bâtiment largement guidé par les obligations de l'ingénierie, polyvalence oblige. Le choix de l'agence britannique Ove Arup, habituée aux lubies des stars architecturales, aura aplani les difficultés.

La confrontation, sur un tel projet, des exigences d'Alvaro Siza et de la personnalité brillante, et affirmée, de Simonetta Luz Afonso, commissaire du pavillon, aurait pu provoquer un de ces embrasements dont Lisbonne s'est faite la spécialiste. La sagesse voulut donc qu'intervienne un autre et talentueux maître d'œuvre, Eduardo Souto de Moura. Cet ami de Siza a été chargé d'adapter l'espace libre du pavillon aux contraintes d'Expo'98. A lui d'apporter l'ombre ou la nuit, d'inventer le dédale susceptible d'engloutir les visiteurs dans les profondeurs et les tempêtes imaginées par Simonetta Luz Afonso. Ici, en effet, on visite les océans et les terres lointaines. On rend un hommage appuyé au Japon après avoir contourné l'Afrique. On fait naufrage, on se retrouve au fond de la mer de Paille avec des hommes-grenouilles. Et l'on ressort, étrange voyage, par une oreille acoustique, qui largue le visiteur face à une meute d'écrans cathodiques déchaînés.

Là, il reconnaîtra sa propre image enregistrée au milieu de celles de personnalités convoquées pour célébrer avec lui les vertus conjuguées de l'écologie et de la solidarité. L'intelligence architecturale qui emballe le tout sera-t-elle perceptible par le visiteur ? On l'espère. Ce dernier, heureux comme Ulysse après un tel voyage, passe à travers un jardin sédatif, dessiné par Siza, avant de retrouver la chaleur du soleil.

**Frédéric Edelmann et Emmanuel de Roux**

# Plus de 150 pays sont présents sur les berges du Tage

## Dans les pavillons, à l'Océanorium, au jardin de l'eau et dans les autre édifices, les visiteurs vont pouvoir découvrir les ressources des océans et se sensibiliser à la préservation de ce patrimoine

**Jusqu'au 30 septembre, de 9 heures du matin *jusque tard dans la nuit, l'exposition* mondiale de Lisbonne ouvre ses portes aux visiteurs curieux d'en savoir *plus sur les* océans et leur devenir. Selon les organisateurs, près de 8,5 millions de personnes *– dont la moitié de Portugais – sont attendus* sur le site. Ils pourront déambuler sur *les 70* hectares de ce long *rectangle*, appuyé sur la berge du Tage, et visiter les installations des 160 pays et organisations *conviés à s'exprimer sur le même et unique* thème de la mer. Ils pourront aussi s'attar*der dans la pièce maîtresse de l'exposition,* le pavillon du Portugal, qui souligne le rôle joué par ce petit pays maritime dans la dé*couverte des océans. Un* peu plus loin, un aquarium géant présente la faune et la flore *marine* des *quatre grandes régions* océaniques. Des milliers de spécimens se déplacent dans ses eaux et *s'approchent* parfois des vitres derrière lesquelles stationnent les visiteurs. Un espace ludique, *baptisé* les jardins de l'eau, accueille par ailleurs de nombreux spectacles.**

LISBONNE
*de nos envoyés spéciaux*

Vendredi 22 mai, à 9 heures du matin, des dizaines de créatures *fantastiques* convergeront vers le pavillon de l'Utopie. Ce bestiaire à roulettes donnera alors son premier concert à base de cornes de brume. La cérémonie se répétera quotidiennement, pendant les 132 jours de l'Exposition mondiale de Lisbonne.

Le 21, c'est au son d'un autre *groupe musical, Madredeus*, qu'aura été inaugurée la manifestation en présence du président de la République portugaise, Jorge Sampaio, du premier ministre, Antonio Guterres, et du maire de Lisbonne, Joao Soares. Une manifestation à la gloire des océans qui ont fait la grandeur de ce petit pays, tourné vers le large, aujourd'hui l'un des meilleurs élèves de l'Europe.

Pour Mario Soares, président de la République portugaise de 1986 à 1995, l'exposition est *« le symbole du triomphe de la démocratie pluraliste, ouverte sur le social et très engagée dans une grande cause de l'avenir, l'écologie »*. Pour l'ancien chef de l'Etat, elle représente aussi le triomphe de la rose (le Parti socialiste), même si elle a été lancée par l'orange (le Parti social-démocrate), dès 1992.

La ville de Lisbonne et l'Etat portugais ont cédé pour l'exposition *320* hectares, une vaste zone qui a servi de base d'hydravions pendant la dernière guerre, d'abattoirs, de stockage de gaz et de produits pétroliers, ainsi que de dépôt pour l'armée.

La manifestation a son coût : *370 milliards d'escudos* (environ 11 milliards de francs). Le déficit estimé par Antonio Costa, ministre des affaires parlementaires, qui suit ce dossier au sein du gouvernement, serait de 70 milliards d'escudos (environ 2 milliards de francs), *épongés* en dix ans par un emprunt souscrit auprès des banques.

*« Ce qui est important*, précise Mario Soares, *c'est de donner un nouvel élan à la ville et au pays. L'exposition, c'est aussi une question de fierté nationale. »* Un discours que reprend Antonio Mega Ferreira, *présenté par l'ancien président de* la République comme l'initiateur et le véritable maître d'Expo'98, même s'il n'en est officiellement que le vice-président : *« C'est lui*, dit-il, *qui a su donner les arguments nécessaires et manier l'indispensable charme pour convaincre les instances internationales. »*

L'espace dévolu à l'exposition (70 hectares) est trois fois moins étendu qu'à Séville (210 hectares). C'est un long rectangle, appuyé sur la berge du Tage, qui reste fort impressionnant. D'autant plus qu'il peut être appréhendé dans son ensemble depuis le pont Vasco-de-Gama, qui vient caler au nord l'ensemble des installations.

Une tour du même nom, haute de 140 mètres, signal de la porte Nord, *fait* oublier la banalité de son architecture par la promesse *d'un point de vue inégalé sur* cet espace, qu'offrent aussi les nacelles d'un téléphérique coulissant le long de la mer de *Paille*. Au sud, la porte de la Mer, ou tour GALP, du nom de la marque d'essence qui l'a financée, rappelle, par son allure de torchère, le passé industrieux du secteur.

Entre les deux tours, le terrain est nettement *structuré*. On peut y arriver en train ou en métro par la gare d'Oriente, prouesse blanche de l'Espagnol Santiago Calatrava, à la fois élégante et monumentale, dont le dessin a été littéralement massacré par la construction d'un centre commercial *arrogant*. On peut également l'atteindre par la route et se garer sur l'un des immenses parkings qui ceinturent l'exposition (la zone affectée à Expo'98 est de 320 hectares).

On peut surtout emprunter le *fleuve, depuis le centre de* la vieille ville. C'est le moyen d'accès le plus agréable et le plus efficace. *Il* permet de découvrir d'abord les grands pavillons thématiques regroupés autour d'une marina, temporairement affectée aux spectacles nautiques. Sur le bassin, les pieds dans l'eau, se dresse tranquillement le pavillon des Océans, Meccano cubique dessiné par l'Américain Chermayeff.

**On peut emprunter le fleuve depuis le centre de la vieille ville. C'est le moyen d'accès le plus agréable et le plus efficace. Il permet de découvrir les grands pavillons thématiques, autour d'une marina**

Il recèle un colossal aquarium, le plus grand d'Europe : 15 000 poissons s'y croisent en s'ignorant plus ou moins poliment. Les rixes entre les requins et les raies alimentent *déjà les conversations*. C'est au bord de ce bassin que se trouve la réalisation la plus réussie, le pavillon du Portugal, dessiné par Alvaro Siza. On trouve encore, à proximité du bassin, le pavillon de l'Utopie, construit par la firme américaine *SOM et le Portugais Regino Cruz*, gigantesque ellipse sans grâce, lentille ou méduse géante, à l'ossature de bois et à la peau de zinc. Il est appelé à jouer le rôle du Zénith ou du Palais omnisports de Bercy, à Paris.

La Connaissance des mers a trouvé à se loger dans un édifice de *J. L. Carrilho de Graça*, austère volume de pierres blanches, d'une grande retenue. A l'opposé, le pavillon du Futur n'a guère sollicité l'imagination. Ni dehors, ni dedans : l'exploration du fond des océans donne lieu à un parcours scolaire. Comme partout, on y projette également un film, en relief, d'un écologisme de stricte obédience, qui donne immédiatement envie de déverser une poubelle dans la mer...

Cent soixante pays, de tradition marine ou de pleine terre, ont été conviés à s'exprimer sur le même et *unique* thème de la mer, une bonne idée, qui, sauf prouesse d'imagination, devient l'objet de présentations répétitives. Ils sont rassemblés dans deux zones internationales. Au nord la plupart des pays d'Europe, un peu d'Asie (la *Chine*), un peu d'Afrique (le Kenya). Au sud l'essentiel des Amériques, un peu d'*Asie (le Japon)*, un peu d'Afrique (Madagascar).

Tous logés à la même enseigne, dans des structures construites par le pays hôte, leur richesse s'exprime par leur superficie, de 320 à 1 620 m². Au sud, ces bâtiments *sont condamnés* à disparaître après la fin de la manifestation. Au nord, le grand pavillon *international* sera conservé. Trois vastes halls, dissimulés sous autant de vagues métalliques à l'architecture héroïque, encadrée de volumes en porte à faux, soigneusement destructurés, hérissés de poteaux haubanés et tendus de *vélums*.

Du nord au sud, un « chemin d'eau » bordé d'arbres et ponctué de fontaines traverse toute l'exposition, dans l'esprit de l'Exposition de Séville, que les Portugais disent avoir analysée à la loupe *« pour en éviter les erreurs, et n'en retenir que les réussites »*.

Pour les erreurs, on vérifiera au moment des comptes. Pour les réussites, le modèle andalou a bien été observé. Les installations secondaires présentent de franches *similitudes* : un même module démontable, rangé en batteries plus ou moins compactes, abrite ainsi des restaurants-minutes de toutes nationalités, de France-Baguette à Pizza-Stop.

*F. E. et E. de R.*

# L'océanographie portugaise prend son essor

**LIMITÉ** à la surface au temps de Vasco de Gama, le champ d'action des océanographes modernes s'est déplacé, aujourd'hui, dans les profondeurs. Là encore, le Portugal occupe une place de choix. La plaine abyssale commence à quelques milles de sa côte, avec une fosse au large de Nazaré. Une partie de la dorsale médio-atlantique – *gigantesque* faille d'où le magma s'échappe pour former la croûte terrestre – se trouve sur son territoire, sous l'archipel des Açores.

Cette dorsale fait partie d'un vaste réseau de 60 000 km de failles sous-marines qui coupe également le Pacifique du nord au sud. *La plus importante* structure géologique du globe, une zone volcanique très active sur laquelle des remontées du magma régénèrent, en continu, la croûte terrestre. Aux Açores, les parties nord et sud de la dorsale forment un « point triple » avec une autre faille qui court jusqu'au détroit de Gibraltar.

Du Japon, des Etats-Unis et de toute l'Europe, les meilleurs spécialistes se précipitent sur ces sites privilégiés. C'est là que les choses se passent. *« Les dorsales ont été découvertes à partir de 1978, d'abord dans le Pacifique*, explique Yves Fouquet, géologue à l'Ifremer (Brest), spécialiste de ces formations. *Après avoir cartographié, identifié et inventorié les phénomènes qui s'y produisent, on commence seulement à aborder la phase de quantification. »*

Et l'on découvre toute l'importance de ces zones capables de « recycler » la totalité de l'eau des océans en une dizaine de millions d'années, où se forment de riches gisements *métalliques que* l'on retrouve (des millions d'années plus tard) sur terre, où grouille une forme de vie inconnue ailleurs, dont les biologistes ne soupçonnaient pas l'existence il y a seulement vingt ans, et qui pourrait ressembler aux premier êtres vivants apparus sur Terre il y a 3,5 milliards d'années.

Les chercheurs portugais ont été naturellement amenés à travailler sur cette « nouvelle frontière » scientifique dont une partie se trouve à leurs portes. *« J'ai été contacté en 1992 par les Français de l'Ifremer qui travaillaient sur la dorsale des Açores dans le cadre de programmes européens*, se souvient Fernando Barriga (Université de Lisbonne). *Je travaillais sur les gîtes minéraux terrestres d'origine hydrothermale. Yves Fouquet étudiait leur formation au fond des océans. Nous avons comparé et croisé nos recherches. »*

Dans deux mois, Fernando Barriga sera le premier Portugais à diriger – avec Yves Fouquet comme adjoint – une expédition sur la dorsale médio-Atlantique à bord du navire océanographique *Nadir* et du submersible *Nautile* de l'Infremer.

La mission, financée par le Portugal à hauteur de 50 % (soit environ 1,6 million de francs), comptera dix Portugais et trois Français et devrait effectuer, du 13 au 27 juillet, onze plongées entre 800 m et 2 400 m de fond. Une expédition dirigée par un Portugais, le géophysicien Luis Mendès Victor, est prévue pour 1999. Elle pourrait mettre en œuvre un robot sous-marin télécommandé de fabrication portugaise.

**200 DOCTORATS**

Les abysses ne sont, cependant, pas le seul domaine où les océanographes portugais exercent leurs talents. *« Dans l'ensemble, la communauté des sciences et techniques de la mer compte de 300 à 400 chercheurs, dont environ 200 titulaires d'un doctorat,* affirme Joao Coimbra (Université de Porto). *Plusieurs groupes sont très actifs en robotique sous-marine et en biotechnologie marime. Cependant*, reconnaît-il, *80 % de nos budgets de recherche provenant des programmes de l'Union européenne, certaines recherches sont menées au sein de projets qui ne sont pas coordonnés par des Portugais. »*

Joao Coimbra a été chargé, par le ministre de la recherche, de coordonner une étude sur l'apport que les chercheurs pourraient fournir aux industriels de la mer, de la construction navale, des transports maritimes, de l'aquaculture et des pêches, du tourisme, à la gestion et à la pollution côtières.

*« Nous essayons de définir des créneaux, des "niches" dans lesquelles le Portugal pourrait jouer un rôle*, explique-t-il. *La pêche et l'aquaculture nous semblent, à cet égard, des domaines intéressants. Nous avons, chez nous, beaucoup de spécialistes très compétents en biologie marine et en nutrition et pathologies des poissons. »*

*J.-P. D.*

J.C. RAHN/MAX PPP

## *Des poissons par milliers*

La taille du bassin central est telle que le visiteur n'en perçoit pas les limites et pourrait se croire en pleine mer. Indifférents à sa présence, 15 000 poissons de 250 espèces évoluent en apparente harmonie. Les premiers jours, un requin a sérieusement rudoyé une raie géante qui lui faisait de l'ombre, mais ce n'était qu'un incident isolé, un dépaysement mal assumé par le squale, assure Paulo Serra Lopes, le directeur de l'aquarium : *« Dans la nature, il n'y a pas de "serial killer". S'ils sont bien nourris, ne se sentent pas menacés et disposent de suffisamment d'espace, tous les poissons, même les plus agressifs, vivent en bonne intelligence. »* A côté de cette mer intérieure, des bassins plus petits figurent les habitats côtiers caractéristiques des quatre grandes zones océaniques. On peut y voir évoluer un couple de loutres d'Alaska et leur petit, né à Lisbonne, des manchots de l'Antarctique ou des oiseaux marins de l'Atlantique. Nef métallique plantée les pieds dans l'eau du Tage, l'océanorium construit par l'architecte américain Peter Chermayeff est le plus grand aquarium d'Europe, le troisième au monde après ceux d'Osaka (Japon) et de Monterey (Etats-Unis).

# L'architecture dans la cité

**LES OPÉRATIONS** architecturales entreprises à Lisbonne ne sont pas toutes de la même qualité. Les résultats sociaux, urbains et architecturaux de certaines d'entre elles sont pour le moins contestables. Vidant les vieux quartiers, les centres commerciaux poussent comme des verrues. Parmi les plus « remarquables » celui des collines d'Amoreiras, forteresse postmoderne de béton et de verre fumé dominant la ville.

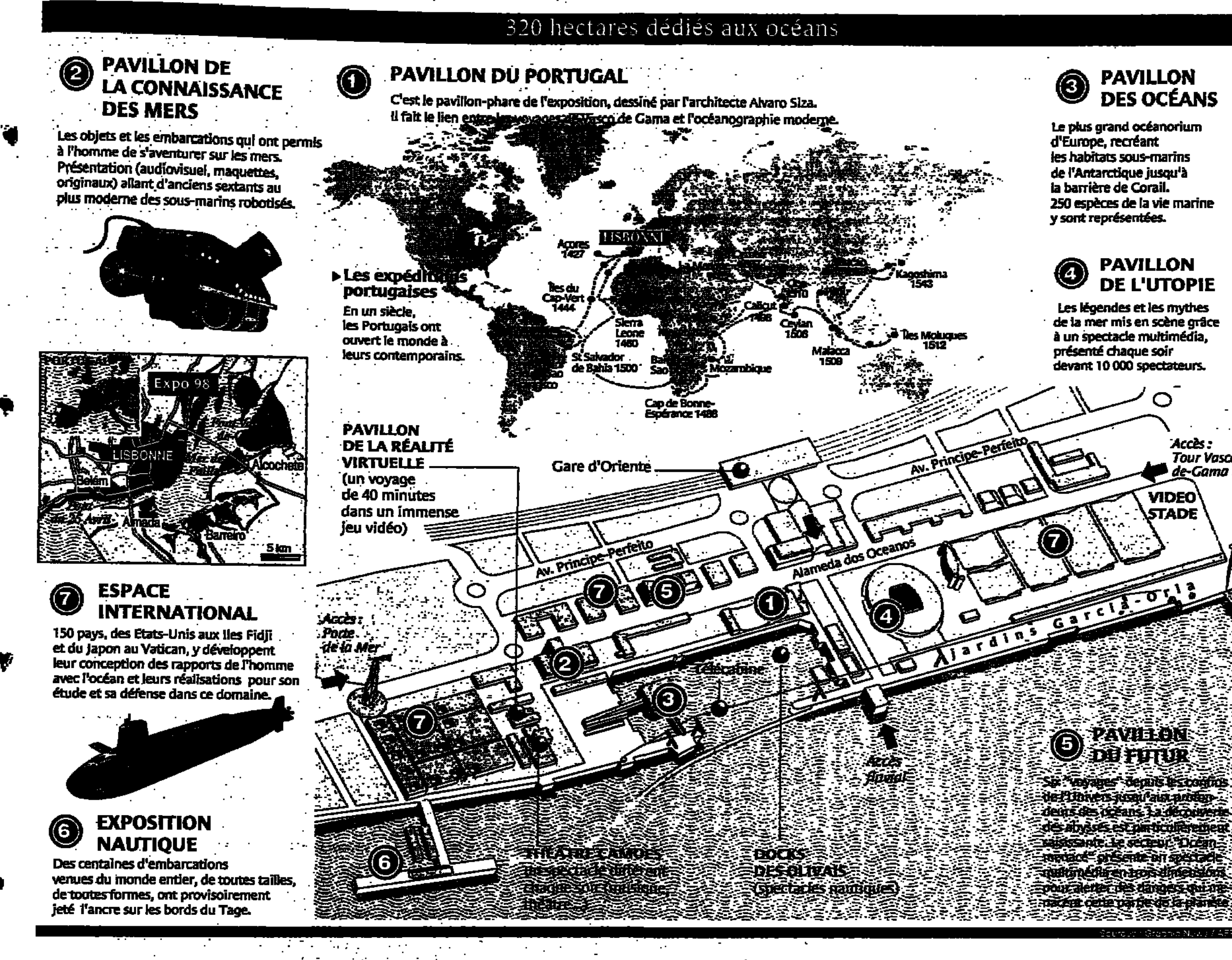
L'architecte Tomàs Taveira, leur auteur, moins opportuniste dans ses constructions des années 70, a continué de pousser le bouchon de la vanité urbaine en dessinant l'inénarrable siège de la Banque nationale ultramarine. Ainsi a-t-il ouvert la voie d'une médiocrité décorative, qui a réduit la profession au rôle de faire-valoir, tout au moins dans les secteurs commerciaux et bancaires. Indifférents aux sites, mais attentifs au développement des infrastructures de transport, les promoteurs ont su mettre à profit la faiblesse mercantile d'une partie des architectes.

A Benfica, célèbre pour son stade et son équipe de football, s'est installé le Colombo, le *« plus grand centre commercial d'Europe »* dont la référence oscille entre Disneyland et le siège de Bouygues en région parisienne. Cet ensemble de bâtiments à rotondes contient des hectares de magasins et d'hypermarché (Continent) sur plusieurs niveaux, dont la Fnac qui a refusé de s'installer au Chiado. Mais dès l'an 2000, Colombo devrait être détrôné par le Forum Almada, mammifère sous-architecturé qui sera installé sur la côte sud, non loin d'Expo'98, par le groupe Auchan.

Spécialité des nouveaux dessinateurs, le curetage et la surélévation d'immeubles anciens, souvent de qualité, comme l'Eden-Cinéma, au bas de l'avenue de la Liberté, réduit à ses motifs de façade et occupé par Virgin Megastore. A quelques pas, par-delà la place du Rossio, le quartier du Chiado, qui avait été dévasté en 1988 par un incendie, a été, lui, rénové avec tact par Alvaro Siza. C'est un Italien, Vittorio Gregotti, qui a été convié à dessiner, avec Manuel Salgado, le Centre culturel de Belem, à proximité de Saint-Jérôme. Un bâtiment imposant, mais respectueux du site, superbe à quelques nuances près.

*F. E. et E. de R.*

## 320 hectares dédiés aux océans




# Lisbonne, une capitale européenne en chantier

**LISBONNE**
*de nos envoyés spéciaux*

L'exposition a donné un coup de fouet à la rénovation de la capitale (700 000 habitants, 2,5 millions pour le grand Lisbonne). Comme à Séville ou à Barcelone, en 1992 – deux références qu'évoquent les Portugais avec des sentiments contrastés –, ce type de manifestation permet de repenser la ville. Une tâche particulièrement ardue ici en raison du relief accidenté et de l'immobilisme qui a prévalu pendant des décennies. Les résultats sont pourtant là, même si la taille et le nombre des chantiers n'améliorent pas toujours le quotidien des Lisboètes.

*« Notre stratégie,* explique Antonio Costa, ministre des affaires parlementaires qui suit de près le projet d'Expo'98, *c'est de profiter de l'aménagement de la partie orientale de la capitale, très dégradée, pour bâtir un nouveau pôle pour la ville. D'où l'implantation du site de l'exposition, et le choix d'un projet multifonctionnel qui intègre habitations, services, commerces, équipements culturels et scientifiques. »* Et le ministre indique que 48 % des vingt mille logements programmés sont déjà vendus.

Symbole de l'engagement de l'Etat dans cette aventure : mardi 19 mai, le gouvernement décidait l'achat du pavillon du Portugal, où doit être installée la présidence du Conseil. D'autres bâtiments du site ont été acquis : le commissariat d'Expo'98, qui abritera des organismes internationaux liés à l'océanographie ; le théâtre, futur port d'attache de l'Orchestre symphonique et de la compagnie nationale de danse ; le pavillon de la Connaissance des mers, qui deviendra un musée des sciences. *« Cette zone ne doit pas devenir pour autant un ghetto administratif,* précise M. Costa. *Nous voulons seulement indiquer par ces achats qu'il y aura ici une vie après l'exposition. »* De son côté, l'Association industrielle portugaise a acheté le terrain où se trouve la zone internationale nord, après y avoir construit le grand hall d'exposition. La Foire industrielle de Lisbonne, mal logée entre Alcantara et Belem, se tiendra désormais ici.

### DÈS LE DÉBUT DE LA DÉCENNIE

Le métro a été étendu et rénové. Une nouvelle ligne, achevée, permet de desservir Expo'98, tout en désenclavant le quartier d'Olivais et les terribles zones urbaines de Chelas ; deux autres sont en cours de prolongation vers les gares de Cais do Sodré et de Santa Apolonia. Une ligne de chemin de fer, type RER, est en construction entre la nouvelle gare d'Oriente et la rive gauche du Tage, vers Setubal, en passant sous le tablier du pont du 25-Avril. Elle devrait être inaugurée en mai 1999. L'aéroport est en cours d'extension, en attendant un déménagement, plus au nord. Un nouveau réseau routier et autoroutier est en voie d'achèvement : depuis deux mois, les deux rives du Tage sont réunies par un deuxième voie rapide, le pont Vasco de Gama, le plus long d'Europe avec ses 12 kilomètres. Tous les soirs, la jeunesse de la capitale envahit les anciens docks de Santo Amaro et d'Alcantara, presque sous le pont du 25-Avril. Ce renouveau, entamé dès le début de la décennie, et dopé par l'Exposition, est largement financé par des fonds européens. *« Lisbonne est un énorme chantier,* constate le maire socialiste, Joao Soares. *Aussi important que celui de Berlin ou de Moscou. » « Les travaux qui sont entrepris ici sont les plus importants depuis la reconstruction de Lisbonne par le marquis de Pombal »*, surenchérit Mario, père de Joao, et ancien président de la République. Le premier ministre du roi Joseph Ier avait reconstruit, en un temps record, la ville dévastée en 1755 par un tremblement de terre.

L'exposition a entraîné la restructuration des quartiers adjacents : Olivais et Chelas, mais aussi Sacavem, touché par la pollution, pendant une quinzaine d'années ; la ville y entassait ses ordures ménagères. Les habitations d'Olivais et de Chelas ont servi, dans les années 60 et 70, de polygones d'expérimentation à des architectes doctrinaires et formalistes, armés, dit-on à Lisbonne, de la Charte d'Athènes. En dépit des bonnes intentions sociales, ils forment des agrégats de barres insoutenables aujourd'hui, en particulier à Chelas : cités closes sur elles-mêmes comme des forteresses, sans commerces, sans accès. Barres et tours sont modernisées, repeintes, un peu reformatées, traversées de voies d'accès et desservies par la nouvelle ligne de métro Alameda - Oriente. La municipalité espère attirer des classes moyennes, alléchées par la proximité de l'Exposition, censée devenir un site urbain enviable.

Dans la ville ancienne, une loi, populiste et populaire, prise avant la guerre par Salazar, a longtemps interdit toute évolution des loyers. Cela a permis le maintien des locataires défavorisés dans leur logement et plusieurs quartiers, comme le Bairro Alto, conservent encore une mixité sociale. Mais cette loi empêche jusqu'au simple entretien des immeubles par leurs propriétaires. Sans une aide publique, d'autres quartiers, comme le légendaire Alfama, se dégradent. En dépit des risques électoraux, la loi est en cours d'amendement. D'ici là, la rénovation des quartiers historiques ne peut s'appuyer que sur l'argent public. Au Chiado, explique Joao Soares, la municipalité impose que 50 % des immeubles soient réservés au logement.

Un gros problème reste à résoudre pour que Lisbonne *« retrouve le Tage »*, c'est de faire sauter le triple obstacle – la route, la voie ferrée et la zone portuaire – qui constitue un mur infranchissable le long du fleuve. La municipalité voudrait au moins profiter de l'allongement des deux lignes de métro vers Sodré et Santa Apolonia pour faire passer la circulation automobile sous la place du Commerce. Mais le projet en est encore au niveau des sondages.

*F. E. et E. de R.*

# Navigation dans les vieux quartiers

**LISBONNE**
*de notre envoyée spéciale*

A Lisbonne, on marche sur l'océan. Trottoirs plissés par les risées. Algues dessinant des arabesques. Grève qui emprisonne les coquillages lorsque la mer se retire et garde la mémoire du mouvement des vagues. Les petits pavés nacrés ondulent en toute fantaisie. Sur la place du Chiado, les casseurs de cailloux ont travaillé jour et nuit, imprimant un à un les morceaux de cette mosaïque marine dans du sable. La ville n'a pas renoncé à son ancien pavage. *« Un travail de forçat, imaginé en 1848 par le général Furtado sur la place du Rossio. Le « marin ivre » des Anglais,* raconte Eduardo Prada Coelho, chroniqueur au quotidien *Publico, était un ancien directeur des phares. »*

Lisbonne tangue. En tous sens. Comme si elle ne voulait pas oublier l'aventure de ces marins qui, dans le sillage de Vasco de Gama, il y a cinq siècles, ont largué les voiles en quête *« de chrétiens et d'épices »*. On navigue à travers les vieux quartiers qui surplombent le Tage, bleu vif. Les rues plongent et remontent, dans un mouvement de balancier évoquant la houle du large. L'oeil repère les *miradouros*, ces belvédères d'où l'on embrasse la ville et qui servent d'amers au badaud à la dérive. Il faut suivre les déferlantes plutôt que de lutter à contre-courant. Monter au plus haut et se laisser guider par la pente. Voilà le secret.

Dimanche matin, au Chiado, l'affaire *était jouée. Le travail fini,* les mosaïques posées. La nouvelle bouche de métro fonctionnait. Les passagers s'engouffraient dans les cales de ce vaisseau flambant neuf sans s'étonner. Le 28, le vieux tram, brinquebalait de pimpantes grands-mères en virant sur la place dans un hurlement de ferraille. Les pigeons reprenaient leurs habitudes autour des tables en tôle de Brasileira. Tandis que le pauvre Pessoa, prisonnier de son costume de bronze, n'avait pas son mot à dire. José-Augusto França, ancien président de l'Académie des beaux-arts, raconte que le poète aimait si peu l'endroit qu'il changeait de trottoir pour ne pas passer devant le café, fréquenté par les artistes. Le voilà condamné à n'en plus bouger.

De l'autre côté de la place Camoes, les ruelles du Bairro Alto, on nettoie, on transforme, on reconstruit à l'intérieur des murs mis à nu comme des coques en carène. Les façades sont badigeonnées en saumon, ocre, pêche ou paille. La fièvre des travaux qui, il y a quatre ans, gagnait le quartier voisin, semble contagieuse. Le linge sèche au bout des mâts et se gonfle à la *moindre brise. L'herbe* pousse en touffe sur les toits. Les matrones discutent sur le pavé avec des voix de ténor.

### SAVOIR MÉLANGER

Au carrefour de l'Espérance, des pans de façade se craquellent, cuits par le soleil et les ondées de l'Atlantique. Des échoppes sans âge survivent aux côtés des boutiques, des bars et restaurants en vogue. Les bondieuseries, blouses de nylon fleuri et roses en plastique cohabitent avec les caleçons griffés Calvin Klein et les robes-sirènes aux couleurs d'aquarium de Lena Aires, l'une des premières stylistes à s'être installée au Bairro Alto.

Lisbonne excelle dans *« l'entrecroisement des temporalités »*, constate Eduardo Prada Cuelho. *« Nous sommes à l'avant-garde de l'Europe. Internet est partout, même les sexagénaires se mettent à l'informatique,* insiste le journaliste. *Nous avons le taux démographique le moins élevé (1,5) après avoir battu des records inverses. A l'université, le pourcentage des femmes est très fort, alors qu'il y a trente ans le port du pantalon était interdit aux jeunes filles. »* La force de Lisbonne, c'est de savoir mélanger les époques, les genres, les âges, les milieux sociaux.

Tout près, rue Dom Pedro V, il y a des antiquaires exposant des saints en bois doré, une Catedral do pao (du pain), boulangerie-café-épicerie aux colonnades marbrées, un Pavillon chinois aux soldats de plomb, la droguerie du Senhor Rodrigues, antique bric-à-brac, et une vitrine exiguë où trône... une Ferrari rouge. Dernier cri. Elle est à vendre. *« Quinze millions d'escudos »* (cinq millions de francs). Interrogé sur la nouvelle enseigne, le professeur França répond en voisin : *« C'est une curiosité, il faut aller dans le Nord, à Porto, pour voir les jeunes rouler en Lamborghini. »*

*« L'utopie domine la ville »*, affirme Luis Miguel Cintra. Dans la venelle conduisant au théâtre Cornucopia, la brise fouette comme en mer. L'homme de scène, et fidèle acteur de Manoel de Oliveira (il joue dans *Inquiétude*, film présenté à Cannes), reçoit dans son bureau-cabine, sous un double portrait de Federico Garcia Lorca jeune. Il a mis à l'affiche *Quando passarem cinco anos*, une pièce écrite en 1937 par l'Espagnol, qui fait *« l'éloge de la vie comme instant »*. Pourtant, dit-il, *« je lutte contre cette sensation, les gens ne sont jamais pressés. C'est comme si les rapports humains étaient plus forts que n'importe quoi. Tout est impossible. Alors on commence à parler. On séduit. Tout devient possible. On invente la capacité de s'adapter aux circonstances et on trouve une solution. La ville est en accord avec cette façon de vivre. Il n'y a pas de grands monuments, elle a grandi presque par hasard »*. Comme la poétesse Sophia de Mello Breyner, Lisbonne *« n'aime pas l'embouteillage du temps »*. Elle cingle à l'avant-poste de l'Europe en louvoyant sans à-coups.

*Florence Evin*

## PRATIQUE

■ **HORAIRES ET TARIFS.** Ouverte tous les jours, jusqu'au 30 septembre, de 9 heures à 3 heures. Les pavillons se visitent entre 10 heures et 20 heures. Prix des billets : 5 000 escudos (environ 150 F, adulte et 2 500 escudos pour les 5-14 ans) ou 2 000 escudos en nocturne (20 heures à 3 heures).

■ **ACCÈS SUR PLACE.** Par le métro (depuis Cais do Sodre, Chiado, Rossio, Alameda), le train (depuis la gare Apolonia, proche d'Alfama, sur les quais) et le bus (depuis Cais do Sodre). Des ferries assurent la navette sur le fleuve, depuis la Praça do Comercio ou le Cais do Sodre. La Lisboa Card (de 1 700 escudos pour 24 heures à 3 600 pour 72 heures, de 50 à 100 F, Bureau du tourisme, 51 rua Jardim do Regedor, près du Rossio, tél. : 343-36-72) permet de circuler de façon illimitée dans les transports en commun (métro, bus, tramways et funiculaires, à l'exception des trams 15 et 28 et de l'ascenseur Santa Justa) et de visiter vingt-cinq musées et monuments. Ainsi, le monastère des Jeronimos, à Belem d'où est parti Vasco de Gama, et le Musée de Arte Antiga où sont exposés les paravents peints par les Japonais au XVIe siècle racontant l'arrivée de Portugais et qui ont inspiré le film de « tableaux-animés » qui ouvre la visite du Pavillon portugais.

■ **AVION.** Nombreux vols avec la Tap Air Portugal de Paris (Orly et Roissy), Nice et Lyon. Sur Air France, quatre liaisons chaque jour, de Paris : à partir de 1 780 F (nuit du samedi sur place, réservation à quatorze jours du départ, au minimum). Charter Corsair de Paris, quatre à cinq vols par semaine de Paris, de 1 300 F à 1 700 F (Nouvelles Frontières, tél. : 08-03-33-33-33 ou Minitel 3615 NF), et Nantes. NF commercialise les vols TAP, ceux de Portugalia depuis Mulhouse, Lyon ou Nice (de 1 700 F à 2 300 F) et Air Toulouse, depuis Toulouse, Marseille, Lyon, Bordeaux et Pau (moins de 1 700 F).

■ **FORFAITS.** S'installer dans (ou à proximité) des vieux quartiers. Les « week-ends Expo 98 » associent l'hôtel, l'avion, le pass d'entrée d'une journée et souvent la Lisboa card. Avec NF, compter pour trois jours, de 2 000 à 2 400 F ; ou l'hôtel à la carte à partir de 120 F (par personne, à deux, au Suico Atlantico, au pied du Bairro Alto, et 300 F à l'Avenida Palace) ; avec 475 F, on dispose d'un studio dans la Résidence Orion de la Baixa qui occupe l'ancien théâtre, art déco, Eden. Formules similaires chez Frantour : départ Paris et Bordeaux, trois nuits (à partir de 3 730 F) au Penta, avec piscine près de la Fondation Gulbekian. Avec Marsans, départs le jeudi (de 3 150 F à 4 250 F) ou le dimanche (sept jours dont deux à Coimbra, de 4 750 F à 5 990 F). Europauli donne le choix entre charter (à partir de 2 150 F, trois nuits) et vol régulier (à partir de 2 630 F, deux nuits). Le Da Lapa, hôtel particulier, jardin avec piscine, près du musée d'Art Ancien, est affiché à partir de 3 500 F. Chez Jet Tours, un « Expo Express » de trois jours coûte 4 000 F avec visite guidée de Lisbonne. Donatello présente en photographies les établissements et programme notamment la York House, aménagée dans un ancien couvent (2 610 F, deux nuits). Voir les programmes des deux spécialistes de la destination, Lusitania et Zénith-Portugatour.

■ **TABLES.** On déjeune, dans la moindre gargote, d'une cuisine goûteuse, plats simples, soupes, morue sous toutes ses formes pour 50 F. Le soir, réservation indispensable, dans les restaurants les plus courus (environ 250 F par personne avec le vin) : au Bairro Alto, Pap'açorda et Fidalgo (plus familial). Sur les quais, Doca de Santo Amaro : Tertulia do Tejo ; plus loin vers Belem : Café Inn (excellents poissons). En attendant, en juillet, l'ouverture de Fragil-Lux à Santa Apolonia, le nouveau quartier des docks, sur le chemin de l'Expo, qui va être lancé par Manuel Reis, père de la *movida* lisboète et propriétaire du Fragil au Bairro Alto.

■ **LIVRES.** *Lisbonne, livre de bord, voix, regards, ressouvenances,* de José Cardoso Pires (Arcades, Gallimard) ; *Le Livre de l'Intranquillité,* de Fernando Pessoa (Christian Bourgois) ; *Lumineux noyé,* poèmes d'Al Berto avec un hommage au poète disparu (éd. L'Escampette) ; *Vasco de Gama : la relation du premier voyage aux Indes, la mythologie de la Saudade,* d'Eduardo Laurenço ; *Les Maia,* d'E. de Queiroz (éd. Michel Chandeigne). Guides : *Lisbonne* (Gallimard et Guide Bleu Hachette) ; *Un week-end à Lisbonne* (Hachette).

هكذا من الأصل



# Le Real Madrid gagne sa 7e Coupe d'Europe des champions

## Les supporteurs espagnols ont attendu 32 ans un nouveau succès des joueurs au maillot blanc, qui ont conquis le titre en battant (1-0) la Juventus Turin grâce à un but du Yougoslave Predrag Mijatovic

**Mercredi 20 mai, à Amsterdam (Pays-Bas), le Real Madrid a gagné la 43e Coupe d'Europe des clubs champions en battant (1-0) la Juventus Turin. C'est la septième victoire du Real, après celles de 1956, 1957, 1958, 1959, 1960 et 1966. Les Madrilènes avaient perdu la finale en 1962, 1964 et 1981. Grâce à cette victoire, le Real devient le club européen le plus titré, avec 9 victoires (7 en Coupe des champions et 2 en Coupe de l'UEFA), devant son grand rival espagnol, le FC Barcelone, et ses 8 finales gagnées (1 en Coupe des champions, 4 en Coupe des coupes, 3 en Coupe de l'UEFA). Après 1972, 1983 et 1997, la Juventus Turin a subi mercredi sa quatrième défaite en six finales de la principale compétition européenne. Dans le centre de Madrid, 170 personnes ont été blessées lors de violents incidents dans la nuit de mercredi : près de 500 000 supporteurs fêtaient le titre.**

AMSTERDAM
*de notre envoyé spécial*

Il y a des larmes dans les yeux de Zinedine Zidane. Car, dans le cadre futuriste de l'ArenA d'Amsterdam, le meneur de la Juventus vient de perdre une troisième finale européenne d'affilée et la déception est trop forte pour retenir les émotions.




Près de lui, ses coéquipiers de la Juventus semblent eux aussi abattus, effondrés. Une fois de plus, la meilleure équipe italienne de cette fin de siècle a raté le sacre. Et, dans la nuit d'Amsterdam, ce simple constat semble trop lourd à accepter pour la plupart des joueurs de Marcello Lippi.

En 1997, les Turinois, grands favoris de la finale disputée à Munich face au Borussia Dortmund, avaient craqué physiquement. Cette fois, à l'issue d'un match beaucoup moins excitant que celui de Munich, les coéquipiers d'Angelo Peruzzi ont tenu le coup sur le plan athlétique. Mais, face à une équipe du Real Madrid soudée à défaut d'être géniale, cela n'a pas suffi. Depuis deux ans, le secteur offensif de l'équipe turinoise a perdu tour à tour Allen Boksic, Christian Vieri, Gianluca Vialli et Fabrizio Ravanelli. Face à la rugueuse défense madrilène commandée par l'expérimenté Manolo Sanchis, le duo Del Piero - Inzaghi a souvent paru trop tendre pour forcer le passage.

Crispante, rugueuse, cette finale latine n'a pas tenu toutes ses promesses. Mais l'histoire ne retiendra qu'une chose : en ce 20 mai 1998, le Real Madrid, grâce à un but signé de son attaquant yougoslave Predrag Mijatovic à la 66e minute, est entré dans la légende, remportant sa septième Coupe d'Europe des clubs champions. Un exploit évidemment unique et qui n'est pas près d'être égalé. Les esthètes feront sans doute la fine bouche devant ce Real fin de siècle qui ne possède ni le panache ni la virtuosité du club à sa grande époque, celle des années 50. En ce temps-là, le football appartenait aux joueurs vêtus du mythique maillot blanc. Faut-il le rappeler, les quatre premières éditions de la Coupe d'Europe des clubs champions furent remportées par le Real, entre 1956 et 1960. Les Di Stefano, Gento, Rial, Puskas, Kopa, Santamaria, entre autres, sont dans la mémoire du football des joueurs hors du commun.

La nostalgie ne sert pas à grand-chose dans le football moderne. Depuis le 11 mai 1966, date de la victoire en finale du Real des Piri, Amancio et Gento face au Partizan Belgrade, le grand club madrilène n'avait plus regagné le plus prestigieux trophée européen. Trente-deux ans d'attente pour un club habitué aux sommets, cela fait long. Les vieux « socios » ruminaient leurs souvenirs, le temps passait, et le Real des temps modernes tentait sans succès de ressembler au Real mythique.

Cette saison, les coéquipiers de Manolo Sanchis ont souvent fait peine à voir en championnat. Terminant à une triste quatrième place, les Madrilènes n'avaient plus que cette finale d'Amsterdam pour sauver leur saison. Le but de Mijatovic a finalement rejeté dans l'ombre les multiples problèmes d'un club endetté, redevenu, l'espace d'une soirée, un champion d'Europe fier et joyeux.

### LE RÊVE DE SANCHIS

Au milieu des traditionnelles scènes d'hystérie et de joie collective, un joueur madrilène semblait littéralement sur un nuage. En remportant ce trophée, Manolo Sanchis venait de réaliser un rêve d'enfant. En 1966, sur la pelouse de Bruxelles, son propre père avait remporté la Coupe d'Europe sous le maillot blanc, livrant un match époustouflant en position d'arrière latéral. « Cela fait longtemps que je rêve de pouvoir dire que mon père a gagné la sixième Coupe d'Europe du Real et moi la septième. Voilà, c'est fait et c'est fantastique ! », lançait Manolo Sanchis, aux anges.

Le succès de ce Real au sein duquel seuls quatre joueurs espagnols étaient titulaires au coup d'envoi a confirmé, également, l'importance des nouvelles règles en vigueur dans le football d'aujourd'hui. Les trois Coupes européennes 1998 ont été conquises par des équipes qui ont profité au maximum des retombées de l'arrêt Bosman pour aligner une multitude de joueurs « étrangers », qu'il s'agisse de l'Inter Milan en Coupe de l'UEFA, de Chelsea en Coupe des coupes et, maintenant, du Real en Ligue des champions face à la Juventus qui, elle, alignait sept joueurs italiens au coup d'envoi.

*Alain Constant*

## Nuit d'incidents à Madrid, autour de la fontaine de las Cibeles

**CENT SOIXANTE-DIX PERSONNES** auraient été blessées, dont deux policiers grièvement, à Madrid, dans la nuit du mercredi 20 mai, à la suite d'incidents ayant opposé les forces de l'ordre et des supporteurs du Real. Dès 22 h 30, près de 500 000 personnes avaient convergé vers la fontaine de la plaza de las Cibeles, dans le centre de la capitale, afin de fêter le septième titre de champion d'Europe du Real. Selon les premiers témoignages, des groupes de jeunes ont tenté, sous la pression de la foule, de forcer le périmètre de sécurité des policiers entourant la fontaine où se baignent traditionnellement les supporteurs du club madrilène à chaque fois que leur équipe remporte un titre ou gagne un match important. La police nationale – quelques dizaines d'hommes anti-émeutes équipés de boucliers de plastique et armés de matraques et de fusils lance-balles de caoutchouc – a repoussé la foule, faisant plusieurs blessés et soulevant la colère des supporteurs.

La fontaine de las Cibeles étant le carrefour de quatre grands axes, la police s'est retrouvée prise en étau. Des bouteilles et des canettes ont commencé à voler en direction du petit groupe des forces de l'ordre. Les policiers se sont lentement dégagés en repoussant les supporteurs, trouvant face à eux quelques centaines d'individus décidés à en découdre. A 3 heures du matin, plusieurs affrontements se poursuivaient dans les avenues du centre de Madrid alors que la grande festivité populaire était terminée. La capitale n'avait pas fini, cependant, de célébrer la victoire des siens : attendus à 7 heures, jeudi 21 mai, à l'aéroport de Madrid-Barajas, les joueurs du Real devaient ensuite se diriger, selon la tradition, vers la fontaine de las Cibeles, avec le trophée dans les bras. – *(AFP.)*

## *Le dispositif judiciaire pour le Mondial*

**La garde des sceaux, Elisabeth Guigou, a présenté, mercredi 20 mai, le dispositif judiciaire mis en place à l'occasion de la Coupe du monde de football, pour la période du 10 juin au 12 juillet. Des magistrats du parquet – les « procureurs de la Coupe du monde » – assisteront à tous les matches et seront à même d'agir rapidement en cas d'incidents.**

**Mme Guigou attend de ces magistrats une *« réponse judiciaire immédiate et parfaitement coordonnée avec les forces de police »*. Les supporteurs fautifs seront jugés dans les vingt-quatre heures qui suivront les faits reprochés, selon la procédure de comparution immédiate. Mme Guigou s'est également engagée à ce que la loi qui réprime tout acte à caractère raciste dans les stades et en dehors soit appliquée.**

**Selon les policiers et les magistrats, le système de surveillance vidéo des dix stades (Bordeaux, Lens, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Parc des Princes à Paris, Stade de France à Saint-Denis, Saint-Etienne et Toulouse) devrait permettre d'identifier les éventuels fauteurs de troubles et de fournir des éléments de preuves.**

### DÉPÊCHES

■ **ATHLÉTISME : le directeur technique de la Fédération française d'athlétisme, Richard Descoux**, a indiqué mercredi 20 mai, que la sélection nationale aux championnats d'Europe (du 18 au 23 août à Budapest) se composerait d'environ 90 athlètes en dépit des réserves formulées par la direction des sports du ministère.

■ **CYCLISME : l'Italien Nicola Miceli** a gagné au sprint la 4e étape du Tour d'Italie entre Viareggio et Monte Argentario (239 km), mercredi 20 mai. Au classement général, l'Ukrainien Serguei Gontchar conservait le maillot rose de leader.

■ **FOOTBALL : le défenseur d'origine martiniquaise David Regis** a obtenu la nationalité américaine, mercredi 20 mai, à Los Angeles (*Le Monde* du 20 mai). L'ancien footballeur de Lens et de Strasbourg, aujourd'hui à Karlsruhe (Allemagne), devrait jouer son premier match avec la sélection américaine, dimanche, face au Koweït.

■ ***RUGBY* : le comité directeur de la Fédération française de rugby** (FFR) a entériné, mercredi 20 mai, une formule du championnat de France Elite 1 élargie à 24 clubs pour la saison 1998-99. Deux poules de douze réuniront les 20 clubs qui appartenaient cette année au groupe A1 (à l'exception de Montpellier, rétrogradé pour raisons financières et remplacé par Nîmes), ainsi que les quatre demi-finalistes du groupe A2.

■ **LOTO : les tirages n° 40 du Loto**, mercredi 20 mai, ont donné les résultats suivants :
premier tirage : 8, 12, 17, 18, 42, 49 ; numéro complémentaire : 1. Les rapports sont pour cinq bons numéros et le complémentaire de 551 375 F ; cinq numéros : 5 170 F ; quatre numéros et le complémentaire : 254 F ; quatre numéros : 127 F ; trois numéros et le complémentaire : 26 F ; trois numéros : 13 F.
second tirage : 3, 5, 8, 16, 31, 39 ; numéro complémentaire : 34. Rapports pour six numéros : 2 795 000 F ; cinq numéros et le complémentaire : 52 005 F ; cinq numéros : 5 315 F ; quatre numéros et le complémentaire : 242 F ; quatre numéros : 121 F ; trois numéros et le complémentaire : 26 F ; trois numéros : 13 F.

هكذا من الأصل



# Ensoleillé mais plus frais

**VENDREDI**, les hautes pressions se sont décalées à l'ouest de l'Irlande. Entre cet anticyclone et la zone dépressionnaire d'Europe de l'est, les vents se sont orientés au nord et les températures ont commencé à baisser.

**Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie.** – Le ciel sera le plus souvent ensoleillé. Le vent de nord-est sera faible à modéré. Il fera 18 à 21 l'après-midi.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** – Le temps sera partagé entre nuages et éclaircies mais l'impression sera celle d'une journée ensoleillée. Il fera de 6 à 9 degrés le matin et 15 à 21 du nord au sud de ces régions l'après-midi.

**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** – Le ciel le plus souvent ensoleillé avec de belles éclaircies dominera. Des nuages peut être plus nombreux sur la Franche-Comté résisteront en début de matinée. Le thermomètre indiquera 17 à 21 degrés du nord au sud.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** – La matinée pourra être nuageuse sur Aquitaine et Midi-Pyrénées puis le soleil dominera sur l'ensemble de ces régions. Sur les Pyrénées, des nuages se développeront et pourront donner quelques ondées. Les températures pourront monter jusqu'à 23 à 26 degrés au moment le plus chaud de la journée.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** – Le début de matinée sera nuageux puis le soleil s'imposera. Des cumulus se développeront sur les Alpes et pourront donner une ondée parfois orageuse. Le thermomètre indiquera 20 à 23 degrés l'après-midi.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** – Quelques nuages pourront persister le matin sur le Languedoc puis très vite le soleil s'imposera. Quelques ondées orageuses se produiront sur les Alpes du Sud. Les températures monteront entre 24 et 27 degrés.




**PRÉVISIONS POUR LE 22 MAI 1998**
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

| | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | PAPEETE | 24/29 P | KIEV | 10/21 N | VENISE | 14/22 S | LE CAIRE | 18/29 S |
| | | | | POINTE-A-PIT. | 26/31 C | LISBONNE | 12/21 N | VIENNE | 9/15 C | MARRAKECH | 14/27 P |
| | | | | ST-DENIS-RÉ. | 22/27 N | LIVERPOOL | 9/16 S | **AMÉRIQUES** | | NAIROBI | 15/24 N |
| | | | | **EUROPE** | | LONDRES | 5/16 S | BRASILIA | 17/26 S | PRETORIA | 9/22 S |
| | | | | AMSTERDAM | 7/14 N | LUXEMBOURG | 7/16 S | BUENOS AIR. | 10/19 C | RABAT | 15/21 N |
| **FRANCE métropole** | | NANCY | 7/18 S | ATHENES | 18/24 S | MADRID | 13/19 N | CARACAS | 26/32 P | TUNIS | 16/27 S |
| AJACCIO | 13/24 S | NANTES | 11/21 N | BARCELONE | 17/24 S | MILAN | 16/27 S | CHICAGO | 12/18 P | **ASIE-OCÉANIE** | |
| BIARRITZ | 12/18 N | NICE | 16/22 S | BELFAST | 6/15 N | MOSCOU | 12/19 P | LIMA | 18/22 C | BANGKOK | 27/32 C |
| BORDEAUX | 14/24 S | PARIS | 7/18 N | BELGRADE | 9/18 P | MUNICH | 7/13 C | LOS ANGELES | 13/21 S | BOMBAY | 28/32 N |
| BOURGES | 11/20 N | PAU | 11/19 S | BERLIN | 6/14 N | NAPLES | 14/22 S | MEXICO | 12/30 S | DJAKARTA | 27/33 S |
| BREST | 10/20 N | PERPIGNAN | 17/27 S | BERNE | 8/19 N | OSLO | -2/11 S | MONTREAL | 8/19 S | DUBAI | 29/39 S |
| CAEN | 9/15 N | RENNES | 9/20 N | BRUXELLES | 6/15 N | PALMA DE M. | 13/25 N | NEW YORK | 15/21 S | HANOI | 28/37 N |
| CHERBOURG | 9/16 N | ST-ETIENNE | 10/20 S | BUCAREST | 13/21 S | PRAGUE | 5/12 N | SAN FRANCIS. | 11/17 N | HONGKONG | 26/30 C |
| CLERMONT-F. | 11/21 S | STRASBOURG | 7/18 N | BUDAPEST | 9/16 N | ROME | 15/23 S | SANTIAGO/CHI | 9/17 C | JERUSALEM | 16/25 S |
| DIJON | 10/20 N | TOULOUSE | 13/23 S | COPENHAGUE | 5/11 N | SEVILLE | 15/27 N | TORONTO | 12/21 S | NEW DEHLI | 29/43 S |
| GRENOBLE | 11/24 S | TOURS | 10/19 N | DUBLIN | 4/16 N | SOFIA | 10/20 S | WASHINGTON | 16/23 S | PEKIN | 15/23 S |
| LILLE | 7/15 N | **FRANCE outre-mer** | | FRANCFORT | 7/17 N | ST-PETERSB. | 4/14 N | **AFRIQUE** | | SEOUL | 17/25 C |
| LIMOGES | 12/19 N | CAYENNE | 25/31 S | GENEVE | 12/23 N | STOCKHOLM | 0/10 N | ALGER | 14/23 N | SINGAPOUR | 28/32 C |
| LYON | 13/22 N | FORT-DE-FR. | 25/31 C | HELSINKI | 2/12 C | TENERIFE | 14/17 C | DAKAR | 21/25 S | SYDNEY | 12/18 S |
| MARSEILLE | 17/27 S | NOUMEA | 22/26 P | ISTANBUL | 15/18 N | VARSOVIE | 6/11 P | KINSHASA | 23/31 P | TOKYO | 17/25 S |

*Situation le 21 mai à 0 heure TU*

*Prévisions pour le 23 mai à 0 heure TU*

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **IRLANDE.** Les compagnies aériennes Lufthansa et United Airlines se sont associées pour créer un nouveau centre de réservations internationales à Dublin. Filialisé sous le nom de GlobalTeleSales, il prend en compte pour Lufthansa, en cas de surcharge, les appels en provenance de huit pays, notamment d'Allemagne, tandis que United Airlines y traite l'intégralité de ses réservations européennes.

■ **GRÈCE.** Des mouvements de grève des fonctionnaires et des employés des transports sont susceptibles de provoquer de sérieux encombrements à Athènes comme mercredi 20 mai.

■ **GUATEMALA.** Des incendies de forêt, provoqués par la sécheresse qui affecte la région à la suite du phénomène climatique El Nino, ont empêché quatre vols internationaux d'atterrir mercredi 20 mai sur l'aéroport de la capitale.

**VENTES**

# Un Georges de La Tour et un Delacroix proposés à Drouot

**L'EXPOSITION** « Temps forts », à Drouot-Montaigne, réunit pendant cinq jours une sélection des grandes pièces qui seront vendues en cette fin de saison. Parmi elles figurent deux œuvres phares : un tableau de Georges de La Tour et un autre de Delacroix.

*La Madeleine pénitente*, dite « Madeleine au livre », toile du maître du clair-obscur Georges de La Tour, datée entre 1630 et 1650, a connu de nombreuses péripéties depuis qu'elle a été vendue en 1981 à Clermont-Ferrand pour moins de 10 000 francs. Utilisée comme écran de cheminée par des particuliers qui n'avaient aucune idée de sa valeur, ce tableau partit tel quel à la salle de ventes, où le commissaire-priseur, Mᵉ Aguttes, ne décela rien d'exceptionnel derrière le noir de fumée.

La toile passe d'abord dans les mains d'un marchand, qui la revend avant de la faire nettoyer, à la demande de son client. C'est alors qu'apparaît la signature de La Tour, une tentation si forte pour le galeriste qu'il part en fraude aux Etats-Unis, « son » La Tour sous le bras. Le Français dépossédé réagit et obtient finalement du tribunal de New York une indivision entre lui et le possesseur américain. Ensemble, ils décident de se tourner vers Mᵉ Aguttes pour retrouver l'ancienne propriétaire, reconstituer l'histoire du tableau et le remettre en vente.

Cette pièce importante était jusqu'alors considérée comme disparue, car on en connaissait une copie de l'époque du peintre. Comme elle est importée des Etats-Unis, elle n'est pas frappée d'interdiction de sortie du territoire, au contraire du dernier La Tour présenté par Sotheby's à Monaco en 1994, adjugé plus de 11 millions de francs et préempté par l'Etat.

*La Madeleine* appartient à une série de toiles dites nocturnes, où la flamme mouvante d'une bougie anime les personnages. Le visage aux trois quarts dissimulé derrière ses cheveux, Madeleine semble méditer sur un crâne qu'elle tient entre ses mains. Le trajet de la lumière, savamment élaboré, renforce le message mystique voulu par La Tour (10 à 12 millions de francs, vente prévue le 23 juin).

Bien loin de cette intériorité spirituelle, le *Choc de cavaliers arabes*, de Delacroix, entraîne dans un mouvement fulgurant, plein de couleurs et de nervosité. Refusée au Salon de 1834, cette toile de 80 sur 100 centimètres, qui montre deux cavaliers s'entremêlant sur des chevaux cabrés, traduit l'émerveillement du peintre pour le Maroc, qu'il a visité en 1832 (10 à 12 millions de francs, vente le 19 juin, étude Piasa). Plusieurs œuvres de Delacroix seront réunies dans la même vente, et notamment *Les Quatre Saisons*, d'inspiration beaucoup plus classique, exécutée pour la salle à manger du tragédien Talma (800 000 à 1 million de francs). Les amateurs d'art moderne trouveront néanmoins des tableaux de Max Ernst, Chagall, Matisse ou Jean Arp, et un Picabia de 1923, *Dresseur d'animaux* (5 à 6 millions de francs).

Meubles et objets d'art du XVIIIᵉ siècle tiennent toujours une place importante dans les ventes parisiennes : secrétaire à abattant en acajou de Jean-Henri Riesener, époque Louis XVI (2 à 3 millions de francs), bureau de bande en placage de loupe d'orme et de platane estampillé Hache à Grenoble (600 000 à 800 000 francs), salon Régence composé de six fauteuils à dossier plat (400 000 à 500 000 francs).

*Catherine Bedel*

★ **Exposition à Drouot-Montaigne, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris ; du jeudi 28 mai au lundi 1ᵉʳ juin, de 12 heures à 18 heures, sauf le 28 mai, de 12 heures à 15 heures. Etude Aguttes, 164, *bis*, avenue Charles-de-Gaulle, 92526 Neuilly Cedex. Tél. : 01-41-92-06-49. Etude Piasa, 5, rue Drouot, 75009 Paris. Tél. : 01-53-34-10-10.**

**DÉPÊCHES**

■ **DE L'ANCIEN AU FUTUROSCOPE.** Le Salon des antiquaires et métiers d'art réunit à Poitiers trois cents professionnels européens. Parmi les représentants des métiers d'art, l'école Boulle de Paris présente la reconstitution de tentes d'état-major du XIXᵉ siècle.
★ **Antiquaires et métiers d'art au Futuroscope, à Poitiers, du 23 mai au 1ᵉʳ juin, de 11 heures à 20 heures, entrée 30 F.**

■ **RÉSULTAT.** Un chef-d'œuvre de l'orfèvrerie rocaille du XVIIIᵉ siècle, la fameuse terrine sculptée de Meissonnier, a été vendu 5 millions de dollars (30 millions de francs) le 13 mai à New York.
★ **Renseignements chez Sotheby's Paris, tél. : 01-53-05-53-05.**

■ **OURS EN PELUCHE.** C'est la dernière découverte des collectionneurs de jouets anciens, et les plus cotés sont ceux du début du siècle et des années 30. Dans le petit ensemble proposé à Drouot, le 27 mai, un ours de marque Steiff (Allemagne, vers 1930) est annoncé à 4 000/5 000 francs, les autres marques à partir de 500 francs.
★ **Drouot-Richelieu, étude Pescheteau-Badin-Godeau-Leroy. Expert Sylvie Daniel, tél. : 01-40-44-88-64.**

## Calendrier

**ANTIQUITÉS**
● **Dijon** (Côte-d'Or), parc expo, jusqu'au dimanche 24 mai, de 11 heures à 20 heures, 100 exposants, entrée 35 F.
● **Eauze** (Gers), centre-ville, jusqu'au dimanche 24 mai, de 10 heures à 19 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures, 60 exposants, entrée 25 F.
● **Périgueux** (Dordogne), parc expo, du jeudi 21 au dimanche 24 mai, de 10 heures à 19 heures, 50 exposants, entrée 25 F.
● **Vannes** (Morbihan), parc expo Chorus, du jeudi 21 au dimanche 24 mai, de 10 heures à 19 h 30, 80 exposants, entrée 25 F.
● **Chinon** (Indre-et-Loire), espace Rabelais, samedi 23 et dimanche 24 mai, de 11 heures à 19 heures, entrée 20 F.

**BROCANTES**
● **Paris**, Puces de Montreuil, jeudi 21 mai de 7 heures à 19 heures, 200 exposants.
● **Paris**, bld Voltaire, samedi 23 et dimanche 24 mai, 80 exposants.
● **Castelnaudary** (Aude), Puces du canal, quai du Port, samedi 23 et dimanche 24 mai, 40 exposants.
● **Jarnac** (Charente), camping de Jarnac, samedi 23 et dimanche 24 mai, 200 exposants.
● **Strasbourg** (Bas-Rhin), parc expo Wacken, samedi 23 et dimanche 24 mai, 200 exposants, entrée 25 F.

**COLLECTIONS**
● **Clermont-Ferrand** (Puy-de-Dôme), foire aux disques, Maison du peuple, samedi 23 et dimanche 24 mai, 30 exposants, entrée 15 F.
● **Lisieux** (Calvados), Bourse aux armes et militaria, parc expo, samedi 23 et dimanche 24 mai, 50 exposants, entrée 20 F.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 98121

▸ *SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).*

| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | ■ | | | |
| III | | | | | | | | | | ■ | | |
| IV | | | | ■ | | | ■ | | | | | |
| V | | | ■ | | | | | | | | | |
| VI | | | | | ■ | | | | | | | |
| VII | | ■ | | | | | ■ | ■ | | ■ | | |
| VIII | | | | | | ■ | | | | | ■ | |
| IX | | | | | | | | | | ■ | | |
| X | | | ■ | | | | | | | | | |

**HORIZONTALEMENT**

I. L'argent au pouvoir et le pouvoir de l'argent. – II. Finie comme une vieille chaussette. Vont avec les autres. – III. Laisse passer le menu fretin. Doublées chez papa. – IV. Fais savoir. Note. Mettre un peu de couleur. – V. Dans le coup hier. C'est souvent avant les vacances que l'on voudrait la voir partir. – VI. Repas mémorable. Nichent dans les vergers. – VII. Pour attacher. Petit problème. – VIII. Image sainte aujourd'hui à l'écran. Sire dans une triste situation. – IX. Enrichit. Unité d'énergie. – X. Conjonction. Le roi s'amuse en musique.

**VERTICALEMENT**

1. Information que l'on pourra toujours vérifier par la suite. – 2. Propose son concours à tous les créateurs. Le dernier sera très vite démodé. – 3. Pour trouver le bon morceau. Lumière commerciale. – 4. En Suisse. Avoir une bonne vision du problème. – 5. Travaille à la chaîne. Fait les choses à moitié. – 6. De l'acidité dans le potage. Un peu d'égalité. – 7. Démonstratif. Saint normand. Servit de nourrice à Dionysos. – 8. Attention à celui de la manivelle. La grande des grandes ondes. – 9. Empêchée de paraître. – 10. Personnel. Grande ou Bravo. – 11. Reste à l'intérieur. Assure la liaison. – 12. Sera exécuté avec vigueur.

*Philippe Dupuis*

**SOLUTION DU Nº 98120**

**HORIZONTALEMENT**

I. Paraphraseur. – II. Adage. Odessa. – III. Rôdeurs. Es. – IV. Mue. Puériles. – V. Ebullition. – VI. Nés. Enter. Ar. – VII. Tressées. Ave. – VIII. Su. Us. Anon. – IX. Et. Bas. Ortie. – X. Rudimentaire.

**VERTICALEMENT**

1. Parmentier. – 2. Adouber. Tu. – 3. Rådeuses. – 4. Age. Subi. – 5. Peuplés. Am. – 6. Ruineuse. – 7. Rosettes. – 8. Ad. Ries. Ot. – 9. Senior. Ara. – 10. Es. Ln. Anti. – 11. Usée. Avoir. – 12. Rasséréné.

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications nº 57 437.
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
*21bis, rue Claude-Bernard - BP 218*
*75226 PARIS CEDEX 05*
*Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26*

## L'ART EN QUESTION Nº 66

En collaboration avec  Réunion des Musées Nationaux

# L'ivresse et la fête

**BACCHUS** est le fils de Jupiter et de Sémélé. Sa mère, incapable de supporter la vue des éclairs qui environnaient son amant, tombe foudroyée au sixième mois de sa grossesse. Jupiter coud alors l'enfant dans sa cuisse et le porte ainsi à terme.

A l'issue d'aventures plus extraordinaires les unes que les autres, Bacchus rencontre Ariane endormie, l'épouse et l'emmène sur l'Olympe, où il trouve enfin sa place.

Dieu du vin et de l'inspiration, Bacchus (qui s'appelle Dionysos pour les Grecs) a donné lieu à de nombreuses représentations artistiques.

Le thème des bacchanales, fêtes en l'honneur du dieu Bacchus, a perduré jusqu'au XIXᵉ siècle : sur les toiles, bacchantes nues, faunes et satyres s'enivrent, dansent et font l'amour, au son des flûtes et des tambours. Le peintre Jacques Blanchard, surnommé le « Titien français », met sa maîtrise de la couleur au service du lyrisme et de la sensualité qui se dégagent de la *Bacchanale* qu'il peint en 1636, deux ans avant sa mort.



*Jacques Blanchard (1600-1638), « Bacchanale » (1636), 138 cm × 115 cm, Nancy, Musée des beaux-arts. Au Musée de Rennes jusqu'au 9 juin à l'occasion d'une rétrospective.*

NANCY/MUSÉE DES BEAUX-ARTS

Jacques Blanchard a commencé à étudier la peinture auprès de son oncle :

■ Nicolas Bollery ?
■ Horace Le Blanc ?
■ Simon Vouet ?

**Réponse dans *Le Monde* du 29 mai**

**Solution du jeu nº 65 publié dans *Le Monde* du 15 mai**

Il a fallu trois mille cinq cents lignes pour rédiger les deux cent quatre-vingt-deux sentences du code de Hammourabi, roi de Babylone.

هكذا من الأصل



CULTURE
LE MONDE / VENDREDI 22 MAI 1998

**CANNES 98** A l'approche du dernier rush cannois, la projection des *Idiots*, le film du Danois Lars von Trier, aura particulièrement marqué le festival. *Terrorisé par* l'ambiance des lieux, le réalisateur aura boudé la traditionnelle conférence de presse avant de gravir les marches du palais au son de *L'Internationale*. Au-delà de l'anecdote, cette histoire d'une bande d'amis ayant décidé de *singer le handicap mental* pour dire leur refus d'une société dure aux déviants est un coup de poing, un coup de force sans devancier connu. De l'Asie en convulsion sont venues deux nouvelles productions exceptionnelles sous la signature du Chinois Hou *Hsiao-hsien*, *Flowers of Shanghai*, et du Coréen Hong Sangsoo, *Le Pouvoir de la province de Kangwon*. D'Amérique, enfin, omniprésente aux alentours de la Croisette sinon sur les écrans, a débarqué une figure marquante du cinéma contemporain, l'acteur Robert Duvall, l'homme à la cinématographie la plus silencieuse – il sait particulièrement se taire à l'écran – et aussi la plus éloquente.



**LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON**
*Leonor Silveira, l'actrice portugaise d'« Inquiétude », de Manoel de Oliveira, présenté hors compétition.*

# Les mille et une manières de jouer au débile dans un village

## Les Idiots. On peut déjà parier que le film de Lars von Trier va faire parler de lui, comme ici, en bien

**SÉLECTION OFFICIELLE**
**en compétition**
**Film danois de Lars von Trier. Avec Bodil Jorgensen, Jens Albinus, Anne Louise Hassing, Troels Lyby, Nikolaj Lie Kaas, Henrik Prip. (1 h 57.)**

Comment réaliser un film intelligent sur des idiots ? Comment bâtir une oeuvre à l'écart de la bêtise en gardant toujours son sens critique ? La bêtise est une montagne qui finit par avoir raison de toutes les velléités. C'est un sujet bien trop abyssal pour que l'on puisse en sortir indemne. Lars von Trier est le dernier en date à s'y être frotté.

On peut prendre *Les Idiots* comme une métaphore à peine voilée d'un cinéaste qui abandonne ses jeux formels pour ne plus parler que de lui. Un cinéaste qui règle ses comptes avec ses détracteurs et ses admirateurs, tord le cou à sa réputation de génie caractériel pour se replacer dans un contexte plus modeste, plus inattendu aussi. *Les Idiots* est un film suicidaire et sincère. *Le plus troublant de ce festival*, mais aussi le plus discutable. Et, comme sur cet arbre auquel se suspend un des idiots du film, soi-disant paraplégique, on peut imaginer Lars von Trier pendu au bout d'une corde, avec un écriteau sur lequel serait inscrit : *« Je ne suis qu'un idiot »*.

**UN UNIVERS CLOS**

Les idiots du film ressemblent aux sept nains. Sauf qu'ils sont dix, sont de taille normale et vivent dans une maison de village. Leur fratrie tourne autour d'un idéal qu'ils atteignent brillamment : jouer à l'idiot. On distinguera parmi eux Stoffer, débile irascible, toujours là pour s'assurer que ses membres tiennent bien le cap de la bêtise. Ped, le *débile en fauteuil roulant*. Nana, la débile frivole. Henrik, le débile attardé, gravement autiste. Joséphine, la débile schizophrène, et Miguel, le débile qui doit faire l'objet de soins attentifs. Ils naviguent dans un univers clos, entre une piscine ou le café du coin, se *permettant une visite éducative* dans une usine, histoire de mieux mesurer la distance séparant l'idiot, ses gestes désynchronisés et sa bave mal maîtrisée, d'*Homo sapiens* de base, aimablement productiviste.

A cette communauté se joint Karen, *jeune femme dépressive qui se* fond lentement dans le groupe. Pour prendre la mesure de ce personnage, il suffit de repenser à Bess dans *Breaking The Waves*. La foi en Dieu qui animait cette dernière est du même ordre que la conversion, de plus en plus affirmée, de Karen à la débilité profonde. Lars von Trier pose une fois de plus la question de la croyance dans un monde de sceptiques, et décrit à nouveau le chemin étrange d'un personnage qui atteint l'objet de sa foi sans que *l'on saisisse comment*. On pourra décliner de plusieurs façons la conversion de Karen, comme ses camarades qui s'y essaient sans jamais franchement y arriver ; on pourra y voir l'expression d'un individualisme forcené, ou une façon de se retrancher de la société. *Les Idiots est un film politique, mais on ne sait* pas de quelle politique il s'agit : l'utopie de Lars von Trier est-elle collectiviste (le phalanstère conduit au bonheur) ou individualiste (l'idiotie comme moyen de se retrancher du monde) ? On ne peut *pas non plus écarter l'hypothèse* plus troublante, émise constamment par le réalisateur, que la bêtise serait à prendre au premier degré. Le sacrifice de Karen ne serait plus celui du corps, comme dans *Breaking The Waves*, mais l'abandon de toute intelligence. *Les Idiots est une version* à peine masquée de *La Grande Bouffe*, de Marco Ferreri. Les personnages de Ferreri se remplissaient la panse jusqu'à en crever, ceux de Lars von Trier se vident de leur intellect.

*Les Idiots* a été réalisé au nom *d'une certaine idée de la bêtise*. C'est sa limite ; cela lui donne aussi son indéniable puissance, et son statut à part parmi tous les autres films en compétition. Les dix principes de Dogme, aussi arbitraires que les règles édictées par Stoffer, le chef des idiots, ressemblent au pari *absurde que s'est imposé Lars* von Trier. Comme dans cette scène de partouze où les corps s'amoncellent sans que l'on sache si les participants prennent vraiment du plaisir, les déclarations de principes de Lars von Trier sont de l'ordre du paradoxe. *Sa devise pourrait être « Qui* m'aime ne me suive pas ». Une volonté d'appeler les autres à la rescousse pour se regarder jouer tout seul. Ce qui s'appelle faire l'idiot.

*S. Bd*

# Qui sont ces étranges personnages ?

## Des monstres et des hommes. Vertige érotique d'une bonne fessée

**QUINZAINE**
**DES RÉALISATEURS**
***Film russe d'Alexeï Balabanov.* Avec Sergueï Makovetsky, Dinara Droukarova, Victor Soukhoroukov, Lika Nevolina. (1 h 33.)**

Que voilà un drôle de film, bien éloigné de la fiction psycho-sociologique ou du ricanement parodique qui domine une grande partie *des œuvres présentées* cette année à la Quinzaine des réalisateurs. *Situé* à Saint-Pétersbourg, à la fin du XIXe siècle, *Des monstres et des hommes* n'a rien à voir avec une *quelconque reconstitution « à* costumes ». Même le parti pris adopté d'utiliser une image sépia, pour pasticher le cinéma muet, procédé souvent agaçant et sans *justification*, correspond *ici* à une véritable stylisation plastique. Un des premiers mérites du film est sa manière dilatoire de reculer une entrée trop rapide dans un récit *programmé*.

Que font ces étranges personnages ? Qui sont ces louches individus : un gangster nommé Johan, un autre, Victor, chauve, brutal et ricanant, un *jeune* photographe chevelu qui prennent des clichés érotiques dans un sous-sol, clichés centrés d'ailleurs sur un seul thème, la flagellation de jeunes *femmes. Quel rapport ont-ils* avec ces deux familles bourgeoises, celle de *Radlov*, un ingénieur veuf qui vit avec sa fille, celle du Docteur Stassov, médecin marié à une femme aveugle et qui a adopté deux frères siamois dont il a entrepris l'éducation ? Balabanov utilise le hors-champ dès le début du récit *avec une authentique habileté*, invente divers détours, emploie des cartons de cinéma muet pour accélérer l'action ou perdre le spectateur.

A la *suite* du décès de Radlov, mort d'une crise cardiaque, puis du docteur, révolvérisé par Johan qui ne s'embarrasse jamais de complications, la jeune Lisa est contrainte par les malfrats de *jouer* la victime flagellée dans de courtes bandes cinématographiques tournées par eux. Les siamois sont, quant à eux, exhibés dans un music-hall où ils exécutent un numéro de « monstres chanteurs ».

Si *l'on* tient vraiment à lui trouver des significations, le film de Balabanov peut être lu selon plusieurs *grilles sans* rien perdre de son étrangeté. Il est ainsi question de régression infantile (le fantasme délicieux et cinématographiquement bien trop rare de la fessée, *vertige érotique qui fera sombrer*, à la suite de Johan, Lisa la fille de l'ingénieur, modèle d'abord réticent puis volontaire). On y trouve aussi une réflexion sur les techniques de reproduction qui naissent à la fin du XIXe siècle et qui bouleverseront l'avenir. La photographie, le cinéma, le phono*graphe transforment désormais* les actes des personnages et permettent à leur « art » (ici l'exhibition pornographique ou la chanson des siamois) de leur survivre.

*Le meilleur de Des Monstres et des hommes* n'est sans doute pas à chercher dans la découverte d'un sens quelconque. Il réside dans la description d'un monde ironique, dans la *peinture* d'un univers surréalisant décrit avec un humour froid, dans la composition de figures évoquant les bonshommes chapeautés de Magritte, dans l'invention de moments et de plans (un homme debout sur un bloc de glace dérivant sur la Neva sera la dernière et magnifique image du film) envoûtants et originaux.

*Jean-François Rauger*

## Lars von Trier, cinéaste

# « Mon film est un plaidoyer en faveur de l'anormalité »

**« *Comment s'est déroulé* votre voyage de Copenhague à Cannes ?**

– Bien. J'ai mis trois jours pour arriver ici à bord de mon mobile-home. Mon problème n'est pas le voyage, c'est de me retrouver à *Cannes et de devoir monter les* marches. Je suis terrifié, les journalistes danois ont détesté mon film, ils trouvent honteux qu'on puisse montrer des débiles au cinéma. Ils ne comprennent pas non plus que l'on puisse apercevoir des micros dans mon film. Comment répondre à des remarques pareilles ? Je ne *suis plus sûr de rien, et j'ai peur de* me faire siffler.

**– *Pensez-vous avoir réalisé* un film intelligent sur des gens débiles ?**

– Sans doute pas. Là maintenant, j'ai envie de vous dire que faire un film sur des gens qui jouent aux idiots n'est pas une idée intelligente. *J'avais en tête tous ces films* sur les handicapés, les autistes, et tous les gens atteints d'un dysfonctionnement quelconque, et je voulais prendre l'idée à rebours, en montrant des personnages qui choisissent volontairement d'être *anormaux. Les Idiots* est un plaidoyer en faveur de l'anormalité. Je croyais qu'il s'agirait d'un film optimiste, mais au fil du tournage j'ai compris que je filmais des *losers*. C'est un film *très sérieux, je ne crois* pas que ce soit une si mauvaise idée que de jouer à l'idiot dans la vie. On se parle en ce moment dans un superbe hôtel, il fait beau, et je devrais être heureux. *Je ne le suis* pas, et je me sens parfaitement con.

**– Comment avez-vous travaillé avec vos comédiens ?**

– *Très bien. Les Idiots* est un *film* plus senti que pensé, je m'y suis beaucoup *investi et j'ai ressenti* le besoin d'être beaucoup plus proche de mes comédiens que d'habitude. Cette partie du travail m'intéressait beaucoup moins auparavant, c'est peut-être parce que je vieillis. Je m'intéresse un peu moins à la technique, et beaucoup plus aux gens et aux acteurs. Nous avons beaucoup travaillé le processus de la débilité ensemble. Le problème a été de maintenir vivace l'attention des comédiens. Curieusement, ils s'ennuyaient dès qu'ils arrêtaient de faire les débiles. Cela en dit d'ailleurs très long sur ce processus. Un *individu qui bave sur sa chemise ou* émet des beuglements vous dérange un peu au début, puis vous vous habituez à cette situation.

» Cette proximité entre le réalisateur et ses comédiens a pourtant ses limites. Mon approche très improvisée, en laissant beaucoup d'initiatives aux comédiens, a posé *son lot de problèmes. J'étais* parti de l'idée que l'équipe ferait sa propre cuisine, gérerait sa partie du tournage, ce qui a eu des conséquences apocalyptiques. Je voulais aussi que les acteurs inventent certaines de leurs répliques, tout s'est écroulé comme un château de cartes, et le désordre s'est installé. Il a fallu que je me retransforme en général et que je leur ressorte le vieux discours sur la responsabilité *individuelle*.

**– Quelle est l'influence des principes de Dogme, votre charte cinématographique, sur *Les Idiots* ?**

– *Je ne crois pas que le film* applique à la lettre les principes de Dogme. Dans son genre, *Les Idiots* est un film sur Dogme, sur le principe d'ériger des règles, et sur des *gens qui les appliquent* aveuglément. Il y a un parallèle à faire entre le concept qui prévaut pour ce film et ce qu'il raconte. Les préceptes de Dogme me sont venus au moment où je réalisais que j'avais un besoin terrible de me soumettre à des règles que mon éducation bourgeoise, de gauche, ne m'avait pas inculquée.

» Dogme répond à une nécessité très simple. Il s'agit d'abord de libérer le cinéma de son carcan, de retrouver une liberté et une facilité de filmer qui manquent à beaucoup de productions, de s'affranchir également de toute une myriade de problèmes qui surviennent au moment du tournage, comme le choix des filtres et le réglage de la lumière.

Grâce à Dogme, vous n'avez plus à vous préoccuper de tout ça. Mais Dogme n'est pas à prendre au pied de la lettre, c'est comme un idéal *difficile* à atteindre. *Je dirai que* c'est comme les lumières du shabbat. Vous savez qu'il est interdit de les allumer le samedi, mais vous le faites quand même, en sachant que c'est interdit. Dogme introduit une part d'interdit dans la mise en scène. Il faut y percevoir un idéal, en aucun cas un impératif.

**– Y a-t-il pourtant des scènes des *Idiots* qui dérivent directement des principes de Dogme ?**

– Une des règles de Dogme dit qu'il ne faut pas introduire de nouveaux accessoires sur le plateau. Nous avons trouvé dans la maison où habitent les idiots une paire de vieux skis. Vu qu'ils étaient là, il fallait s'en servir. Nous avons donc tourné une scène de ski en plein été. Cela résume parfaitement l'esprit Dogme : prendre en compte le hasard, et intégrer l'imprévu. »

*Propos recueillis par Samuel Blumenfeld*

هكذا من الأصل



# Robert Duvall, celui qui ne parle pas

## Passé derrière la caméra, l'acteur d'« Apocalypse Now » présente son troisième film dans la section Un certain regard

**ROBERT DUVALL** possède un talent exceptionnel pour un comédien : celui de se taire. Ses rôles les plus marquants au cinéma : un robot dans *THX 1138* de George Lucas, un agent secret dans *Conversations secrètes* de Coppola, un détective introverti habité par un étouffant secret de famille dans *Sanglantes confessions* d'Ulu Grosbard, un chanteur de country atteint de mutisme dans *Tender Mercies* de Bruce Beresford, et le médecin complexé de *M.A.S.H.* d'Altman. Tous dessinent un même personnage qui ne trouve pas les mots pour s'exprimer, et crée le silence autour de lui afin d'évacuer tout dialogue.

Dans *Des silences et des ombres* (1962), son premier film, Duvall interprétait déjà un muet. Même lorsqu'il héritait de rôles où il devait prendre la parole, comme celui de l'avocat Tom Hagen dans *Le Parrain* et *Le Parrain II*, il s'effaçait sous les injonctions de son seul client et frère adoptif, le parrain Michael Corleone, interprété par Al Pacino. Duvall restait toujours à l'arrière-plan. Il se faisait taper sur les doigts et répétait ce que lui demandait son patron. Il interprétait un valet de luxe, un « *yes man* » poli et apparemment « dispensable ».

> Dans « Le Parrain », Duvall – Tom Hagen – restait toujours à l'arrière-plan. Il se faisait taper sur les doigts et répétait ce que lui demandait son patron. Il a pourtant su rendre sa présence impérative

Mais Robert Duvall sait rendre sa présence impérative, même si elle n'est qu'anecdotique. *Le Parrain III* souffrait d'un scénario en forme de gruyère, d'une actrice principale (Sofia Coppola, la fille de papa) aussi sexy qu'un plat de nouilles. Mais le film de Coppola ne s'est surtout jamais remis de l'absence de Duvall. Le père de Robert Duvall a grandi dans une ferme dans le nord de la Virginie, sa mère dans le Missouri et dans le sud du Texas. C'est là que se déroule *Le Prédicateur*, son nouveau film, présenté ce jeudi 21 mai dans la section Un certain regard. Sa mère était chanteuse amateur, son frère aussi, et son père un militaire qui escomptait bien voir son fils suivre ses pas. La guerre de Corée aura sauvé la mise de Duvall, et celle de sa mère trop inquiète de perdre son fils au front.

Cette poussée d'amour maternel a précipité Duvall vers une carrière de comédien. Une impasse évidente aux yeux de ses parents, mais qui avait un avantage : celui de le laisser en vie. Duvall a filé à New York, les poches vides, et son crâne encore chevelu. Sanford Meisner, l'un des pontes de l'Actor's Studio, s'occupera de parfaire son éducation, et de lui faire perdre ses cheveux. Avec son meilleur ami, un dénommé Gene Hackman avec qui il partage sa chambre, Robert Duvall fait à peu près tous les métiers : plongeur, serveur, livreur, postier, réparateur de radio, videur.

Le premier souvenir d'acteur de Duvall remonte au plateau de *La Poursuite impitoyable* d'Arthur Penn. Il s'agit bien d'une histoire à la Duvall puisqu'elle est sans paroles. « *Je poursuivais auparavant une carrière au théâtre qui ne me rapportait pas beaucoup d'argent. On m'a proposé 30 000 dollars pour jouer dans ce film et j'ai sauté sur l'occasion. Brando était dans sa chambre, il m'a demandé ce que je pensais du scénario, je lui ai dit que je le trouvais pas mal, et il m'a répondu qu'il pensait que c'était de la merde. Il s'est alors tourné vers ma femme et s'est écrié :* "Je sens que je vais bien m'entendre avec ce mec." *Il ne m'a ensuite plus jamais adressé la parole de tout le tournage.* »


D.R.

Certains acteurs construisent leur carrière comme un jeu de Monopoly et se vendent au plus offrant – Michael Caine en est le meilleur exemple, lui qui se moque de la moitié de sa filmographie. Duvall semble s'être dirigé vers ceux qui lui donnaient l'assurance de le bâillonner. Même dans son rôle, le plus exubérant, celui du général à moitié dingue d'*Apocalypse Now*, sa voix est recouverte par *La Chevauchée des Walkyries* de Wagner. « *J'ai fait pas mal de recherches pour ce rôle, et j'ai appris qu'un des généraux de l'armée de l'air américaine allait deux fois par semaine chasser le daim et s'était fait tuer accidentellement. Un général israélien m'avait expliqué qu'il cherchait toujours à repérer un endroit où faire de la plongée. Les généraux sont comme les acteurs, ils se demandent quoi faire lorsqu'ils ne travaillent pas. Je regrette beaucoup qu'une des scènes que j'avais tournées avec Francis ait été retirée du montage final d'*Apocalypse Now*. Je sauve la vie d'un bébé et je le dépose dans mon hélicoptère, mais dans la scène précédente je venais de tuer ses parents. J'avais entendu dire qu'il s'agissait d'une histoire vraie. Il y avait là une contradiction chez le personnage qui me plaisait beaucoup. Francis a préféré l'écarter.* »

*Le Prédicateur*, le troisième film mis en scène par Duvall (après *We're not the Jet Set* en 1974, un documentaire sur une famille de ranchers, et *Angelo, my Love*, en 1983, qui se déroule chez les gitans d'Amérique), joue à fond sur une telle contradiction. Sonny est un prêcheur pentecôtiste dans une petite communauté du sud des Etats-Unis. Après un accident malencontreux où il tue un des amis de sa femme d'un coup de batte de base-ball trop appuyé, il prend la fuite et recommence sa vie dans une autre petite ville où il fonde une congrégation religieuse et transmet la bonne parole. Sonny est à la fois un criminel et un saint. Une ordure et un guérisseur des âmes. Un confesseur et un homme qui ne veut pas reconnaître ses propres péchés. *Le Prédicateur* est une métaphore du comédien en action, un film sur les différents moyens de convaincre un public et de se le mettre dans la poche.

Il n'est pas non plus indifférent que Robert Duvall n'ait laissé à personne d'autre le soin de lui offrir son premier rôle « parlant ». Il a mis près de dix ans à le monter, et a tout assuré, de l'écriture à la production, en passant par le financement. Robert Duvall y a mis ses économies, suivant sagement les conseils de son banquier qui l'a assuré qu'ainsi, même si le film ne rapportait pas un centime, il ne finirait pas sur la paille. Depuis, son compte en banque a singulièrement grossi, grâce au succès du film. Duvall en prépare un autre, sur le tango. Il y parlera une fois de plus très peu. Il se contentera de danser.

*S. Bd*

### VU DE LA CROISETTE

**■ Annulation de la projection de *La Soif du mal*.** La projection d'un nouveau montage de *La Soif du mal*, d'Orson Welles, prévue vendredi 22 mai, en séance spéciale, a été annulée en raison de l'opposition de la fille du cinéaste, Béatrice Welles, annonce la direction du festival. Le Festival international du film et les sociétés américaines Universal Pictures (qui a produit cette nouvelle version) et October Films, associées à cette initiative, « *déplorent cette situation et espèrent néanmoins être en mesure de présenter le film dès que possible* ».

**■ Le prix de la meilleure bande annonce.** *On connaît la chanson*, le film d'Alain Resnais, plusieurs fois récompensé aux Césars, a obtenu, jeudi 21 mai, le Grand Prix de la meilleure bande annonce à Cannes, après la délibération d'un jury présidé par le cinéaste Jean-Paul Rappeneau dans le cadre de la « Nuit de la bande annonce ». Cet exercice de style était, il est vrai, l'un des plus réjouissants dans une compétition où les accessits ont été partagés par *Sept ans au Tibet*, *La Souris* et *Taxi*, dont la bande annonce a été conçue et réalisée par Luc Besson.

**■ Solidarité avec l'Algérie.** Le Chapiteau des gaziers cannois, installé sur le Vieux-Port, continue d'être le rendez-vous de tous ceux, festivaliers ou non, que le sort de l'Algérie ne laisse pas indifférents (*Le Monde* du 19 mai). Spectacles pour enfants, expositions, projections et rencontres ont lieu chaque jour jusqu'au 24 mai dans le cadre de la manifestation « Solidaires d'une rive à l'autre ». A la nuit tombée, le chanteur Idir a, le 20 mai, particulièrement enthousiasmé le public, qui s'était massé devant la scène de ce concert gratuit.

# Les rêveries opiacées d'un riche bourgeois chinois

## Flowers of Shanghai. Un nouveau coup de maître de Hou hsiao-hsien

**SÉLECTION OFFICIELLE**
**en compétition**
**Film taïwanais de Hou Hsiao-hsien. Avec Tony Leung, Michiko Hada, Michelle Reis, Carina Lau, Jack Kao. (2 heures.)**

A huis clos dans une maison close, ces « maisons des fleurs » comme on appelait à Shanghaï les bordels pour riches Chinois, Hou Hsiao-hsien invente sous nos yeux un cinéma tapis d'Orient, un cinéma tapis volant, soyeux et voyageur vers des confins insoupçonnés. Pas la moindre compromission avec l'exotisme aguicheur par lequel d'autres cinéastes chinois ont conquis l'attention du public occidental. Hou, l'un des inventeurs de formes les plus féconds et les plus exigeants du cinéma mondial, qui, avec *La Cité des douleurs*, *Le Maître de marionnettes*, *Good Men, Good Women* et, il y a deux ans, *Goodbye South, Goodbye*, conquiert peu à peu la reconnaissance que son talent mérite, bouleverse à nouveau ce qu'on avait pu repérer de ses références : après un film ultra-moderne, un retour sur la fin du siècle dernier ; après Taïwan, le continent ; après un récit éclaté, un enchaînement de plans-séquences aux mouvements de caméra d'une élégance alanguie.

On fume beaucoup l'opium dans ces salons sans fenêtres voués au jeu, à l'alcool, à la drogue, aux infinis radotages – mais fort peu aux ébats sexuels, pour autant que l'écran permette d'en juger. Et *Flowers of Shanghai* est lui-même comme un rêve opiacé, un cauchemar plutôt. D'un fondu au noir à un autre fondu au noir, chaque scène tient en un seul plan, selon deux ou trois motifs qui reviennent de manière obsessionnelle. Toutes tournent autour de la grave affaire qui occupe les pensionnaires et les habitués de la « maison des fleurs » : l'un des clients a décidé d'abandonner celle dont il avait fait sa maîtresse exclusive pour épouser une autre prostituée.

Problème de sentiment, problème d'honneur, problème de bonne organisation de l'institution, problème d'argent, problèmes de respect des règles et des conventions sociales, sa décision entraîne une foule de conséquences, qui sont matière à d'infinies conversations, entre hommes, entre femmes, entre hommes et femmes, entre représentants de différents rangs (par l'âge, l'origine, la fortune, les alliances...). Le dispositif ne change pratiquement pas, la répétition fait partie de ce monde, en même temps que, à l'image du jeu obsessionnel que pratiquent les habitués – l'équivalent chinois de notre ciseau-feuille-puits –, elle donne au film ce caractère hypnotique qui permet d'atteindre un état de réalité supérieure. Exactement comme le cinéma selon Hou Hsiao-hsien. Car, outre la beauté confondante (y compris au sens propre) des visages et des accessoires, que voit-on ? Rien de moins que les mécanismes essentiels, et toujours actuels, d'une civilisation.

### CODES COMPLEXES

Une civilisation fondée sur des codes très complexes entrelaçant la brutalité extravertie et le rôle capital de la pénombre, du suggéré, du non-dit. Ce sont des règles de vie qui gouvernent quelque deux milliards d'humains ; ce sont, aussi, des règles de mise en scène. Fondant en un unique matériau quelques-unes des plus grandes vedettes de Hongkong (Tony Leung, Carina Lau), la structure du récit, typique de la nouvelle vague taïwanaise, dont il est la figure fondatrice, la forme cyclique propre aux narrations extrême-orientales et une situation historique empruntée à l'âge des concessions à Shanghaï, Hou Hsiao-hsien met en place une machine à comprendre le monde, dont sa bande-son, d'une subtilité exceptionnelle, est un rouage capital.

*Flowers of Shanghai* est le quatrième film de ce cinéaste présenté sur la Croisette, après que Venise lui a accordé un judicieux Lion d'or en 1990. Dans un environnement saturé de propositions esthétiques dont l'extrémisme est souvent la seule justification, de récits-chocs et d'imageries rentre-dedans, il est compréhensible que le cinéma de Hou Hsiao-hsien ait du mal à s'imposer à l'heure des palmarès, puisqu'il ne fédère jamais des publics nombreux. Mais qui se laissera emmener par la générosité des offres narratives et formelles de Hou Hsiao-hsien, qui hantent ensuite l'esprit comme des musiques de lumière, aura reçu le plus beau des présents.

*Jean-Michel Frodon*

# Du désamour en villégiature

## Le Pouvoir de la province de Kangwon. La beauté d'une séparation en 24 images/seconde

**UN CERTAIN REGARD**
**Film coréen de Hong Sangsoo. Avec Paik Jonghak, Oh Younhong, Kim Yoosuk, Chun Jaehyun. (1 h 50.)**

Vous la connaissez, vous, la province de Kangwon ? Aucune importance, car la province de Kangwon, c'est le cinéma. Accessoirement, un lieu de villégiature près de Séoul, réputé pour ses montagnes et ses parcs nationaux, où les citadins aiment à venir s'oxygéner. Essentiellement, une momie du changement, une incarnation de ce qui n'est déjà plus, une vallée de la mort où l'on vient embrasser le fantôme des amours défuntes, et éprouver que la vie nous coule bien entre les doigts.

De là tire sa puissance la province de Kangwon, capitale de la douleur où les personnages de ce film, venus s'oublier (et donc se chercher) mutuellement, se trouvent (et donc se perdent) à jamais. Le film, d'une magnifique insignifiance, prométhéenne succession de temps faibles, est construit sur deux déplacements, qui sont comme les deux volets symétriques d'une histoire qui se referme, en son milieu, sur un plan noir.

Le premier d'entre eux est incarné par Jisook, étudiante dans l'impasse amoureuse avec l'un de ses professeurs d'université, un homme marié, et qui rejoint deux amies pour quelques jours de vacances dans la province de Kangwon. La mise en scène, avec un sens rossellinien du paysage, recompose ici à merveille la vacuité estivale, le relâchement des corps, la disponibilité des âmes, et la sourde inquiétude qui les mine.

Des promenades dans les bois au cliché lymphatique des trois grâces au bord de l'eau, de l'enterrement solennel d'un petit animal à la prière collective au temple de Kangwon, rien ne prêterait à conséquence si l'on ne soupçonnait que ce que vient ici chercher Jisook est énoncé par la bouche des pèlerins : ils attendent de l'eau sacrée qu'elle chasse les impuretés de leur cœur. Mais Jisook ne prie pas, tout au plus s'enivre-t-elle avec ses amies, pour finir au petit matin dans le lit d'un jeune policier qu'elle ne tardera pas à quitter. Sur les larmes qu'elle verse dans le car qui la ramène à Séoul s'achève le premier acte tandis que tombe sur l'écran le rideau endeuillé d'un plan noir.

### SIDÉRANT FLOTTEMENT

Et quand le rideau se relève sur Sangkwon il suffit d'un raccord pour introduire à la fois une poussière dans son œil, le personnage au spectateur, et la différence qui existe entre le cinéma et le théâtre. Ce genre de poussière, aucun collyre au monde ne pourra l'en débarrasser, et pas davantage la décision de stabiliser sa vie, d'oublier Jisook, en demeurant avec sa femme et en postulant à la titularisation à l'université.

Ni tout cela ni le voyage qu'il entreprend à son tour, dans l'attente du verdict, dans la province de Kangwon en compagnie de son ami Jaewan. Voyage en miroir à la recherche d'un reflet, où tout vient redoubler la première partie du film, en même temps que l'omniprésent fantôme de celle qu'on a renoncé à aimer. Ainsi de cette jeune fille croisée dans le parc, qui leur donne rendez-vous et ne vient pas, et que Sangkwon retrouve quelques instants plus tard en compagnie d'un autre homme. Saisi par la colère, il s'approche d'eux, et à cet instant, le déplacement des personnages dans l'espace, le sidérant flottement qui s'empare d'eux et se propage dans le plan, peut être considéré comme une des plus belles figures de style de ce film. Quitte à ce que tout cela s'exténue logiquement dans les vapeurs d'alcool et les bras de prostituées lasses, avant le retour à Séoul et l'épilogue de ce diptyque. Faux épilogue au demeurant, à l'image de ce film perclus de stases et d'ellipses, qui n'aura cessé de mettre en scène l'attente pour mieux la décevoir. Calquant en somme sur le désir humain le désappointement et l'inachèvement de sa forme.

*Jacques Mandelbaum*

# LES AUTRES FILMS

### CLAIRE DOLAN

**SÉLECTION OFFICIELLE**
**en compétition**
**Film américain de Lodge Kerrigan. Avec Katrin Cartlidge, Patrick Husted, Colm Meaney, Vincent d'Onofrio. (1 h 35.)**

■ Gratte-ciel, tours de verre opaque et murs aux reflets aveuglants : le décor est celui d'un New York glacé, et les images de Lodge Kerrigan, licencié en philosophie politique, donnent vite l'atmosphère du film, géométrique, clinique, claustrophobe. Mais cette esthétique supposée pour souligner l'aliénation des personnages fige le propos, lui ôte tout impact subversif.

Kerrigan veut dépeindre, sans sexisme, sans a priori moraux, l'itinéraire d'une prostituée qui tente de se libérer du cycle infernal dans lequel elle s'est enfermée, proie plus ou moins consentante du commerce du sexe, des fantasmes bruts. Même enceinte d'un chauffeur de taxi dans les bras duquel elle a cru trouver une âme complice, l'héroïne, interprétée toute en tension intérieure et impertinence trouve sa dignité dans la solitude. Trop intellectualisé, épuré de toute émotion, et perméable aux clichés, son chemin de croix ressemble à un album de plans chics où brillent les billets de dollars.

*Jean-Luc Douin*

### UN SOIR APRÈS LA GUERRE

**UN CERTAIN REGARD**
**Film français de Rithy Panh. Avec Chea Lyda Chan, Narith Rœun, Ratha Keo, Sra N'Gath Kheav. (1 h 48.)**

■ Le paysage est celui d'un pays qui sort de l'occupation étrangère, d'éprouvantes années de guerre et de la mainmise d'un régime dément qui a programmé l'un des plus épouvantables génocides du siècle (on évalue à deux millions le nombre de morts sous le règne des Khmers rouges). Voici le Cambodge. Voici Phnom Penh, la ville grouillante, la ville hagarde, où la reconstruction annoncée prend le visage impitoyable de l'ultralibéralisme, avec ses hordes de réfugiés, ses filles qui se vendent, et les clans mafieux qui dépècent son territoire. C'est la loi du plus fort, des protections et des combines, l'horizon plus que jamais barré : la continuation de la guerre sous une autre forme.

C'est là que Rithy Panh (*Les Gens de la rizière*, 1994) installe son film, en croisant les trajectoires de Savannah, un jeune soldat démobilisé, et de Srey Pœuv, une hôtesse de charme qui appartient à ses souteneurs. Il l'aimera à la folie, voudra l'arracher à son destin, et finira par croiser le sien, dans une fuite nocturne où retentissent les coups de feu. Construit à partir du récit rétropectif de Srey Pœuv, *Un soir après la guerre* prend ainsi la forme d'un polar métaphysique qui inscrirait la cavale tragique d'un couple maudit et d'une génération perdue sur les ruines fumantes de l'Histoire. La mise en scène est un peu trop illustrative pour porter cette histoire fulgurante au niveau de ses ambitions.

*J. M*

# Le vol des tableaux de Van Gogh et de Cézanne de Rome serait « un cambriolage sur commande »

## La notoriété des trois œuvres dérobées interdit aux malfrats de les mettre sur le marché

**Les trois tableaux dérobés dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai à la Galerie nationale d'art moderne de Rome (*Le Monde* du 21 mai) sont *Le Jardinier* et *L'Arlésienne*, de Vincent Van Gogh, et *Le Cabanon à Jourdan*, une toile inachevée de Paul Cézanne. Il est clair que les trois malfaiteurs, armés, n'étaient venus que pour ces tableaux-là. Ils ont négligé un Degas, un Monet, un Courbet qui étaient accrochés à côté.**

ROME
*de notre correspondant*

Cela ne fait aucun doute. Le vol de deux Van Gogh et d'un Cézanne commis dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mai, à la galerie nationale d'art moderne de Rome, est l'œuvre de professionnels, de trois malfaiteurs qui ont parfaitement préparé leur coup pour un objectif bien précis : ces trois toiles et rien d'autre, sinon, en passant, la recette de la journée, soit tout juste 5 000 francs.

A la clôture, peu avant 22 heures, les cambrioleurs se sont dissimulés dans le musée. Lorsque le dernier visiteur est parti, *« ils se sont avancés pieds nus, le visage masqué d'une cagoule, vers la centrale de contrôle où ils se sont rendus maîtres des trois préposées à la surveillance*, raconte le général Roberto Conforti, commandant des carabiniers pour la vigilance du patrimoine artistique. *Deux des femmes ont été bâillonnées et menottées, tandis que la troisième a été contrainte sous la menace d'une arme de désactiver salle par salle le système de sécurité ainsi que celui des trois œuvres volées »*. Le vol a duré tout au plus un quart d'heure. Avant de s'enfuir, les malfrats ont pris la peine d'emporter la cassette d'enregistrement du circuit de télévision interne et ont dérobé les papiers de la responsable de la sécurité, la menaçant de représailles au cas où l'alarme serait donnée. Ce n'est que vers 1 heure que le gérant du *caffé delle Arti*, contigu à la galerie, s'inquiète lorsqu'il n'obtient pas de réponse de la salle de contrôle où il doit remettre les clefs. Il découvre alors une porte ouverte, alerte la police et retrouve les trois sequestrées enfermées dans les toilettes.

**DEUX REVENDICATIONS**

Dans la salle du pavillon Cosenza, trois toiles ont disparu : *Le Jardinier*, de Van Gogh, une huile (50 × 61 cm) réalisée en 1889, à *Saint-Rémy-de-Provence* ; *L'Arlésienne ou le portrait de Mme Ginoux*, œuvre de la même dimension, peinte quelques mois avant le suicide de Van Gogh le 27 juillet 1890 et dont il existe plusieurs versions ; enfin la dernière toile de Cézanne, *Le Cabanon de Jourdan* (65 × 81cm), peinte en 1906, une œuvre inachevée, achetée il y a douze ans par la galerie avec deux Morandi pour la somme de 2,5 milliards de lires (8,5 millions de francs). *Le Jardinier* fut acquis en 1989 pour 600 millions de lires (2 millions de francs), alors que *L'Arlésienne* fut cédée par la galerie américaine Marlborough en 1962 pour 179 millions de lires (environ 595 000 francs).

Ces prix sont loin de refléter la valeur actuelle de ces œuvres. De toute façon, il semble impossible de les commercialiser, en raison de leur notoriété. Selon la directrice de la galerie, Sandra Pinto, le choix des voleurs était fait. Ils ont négligé un Monet, un Degas, un Courbet pour ne prendre que ces trois tableaux, ce qui lui fait dire qu'il s'agissait d'un *« cambriolage sur commande »*, pour des collectionneurs.

Toutefois, aucune hypothèse n'est écartée. Même celle de la Mafia est envisagée sans beaucoup de crédit d'après le général Conforti. Ce vol a été revendiqué par deux correspondants anonymes. Le premier a annoncé à une agence de presse italienne qu'il ferait connaître *« toutes les conditions, y compris politiques, pour la restitution des Van Gogh et du Cézanne »*, tandis que le second a présenté le forfait comme étant l'œuvre de la Phalange armée. Rien ne permet d'accorder un quelconque crédit à ces appels téléphoniques.

Walter Veltroni, ministre des biens culturels, a en revanche pris l'affaire très au sérieux. *« Il s'agit d'une escalade radicale »*, a estimé le ministre, pour lequel aucun parallèle ne peut, pour le moment, être établi avec d'autres vols. Walter Veltroni a également réfuté l'argument selon lequel le forfait avait été facilité par l'ouverture tardive des musées, décidée par le ministère il y a un mois afin de rendre plus commode l'accès du public. *« Au Louvre, un Corot a été volé en plein jour »*, a-t-il fait valoir.

Le système de sécurité désactivé par les malfaiteurs n'était de toute façon pas relié à un commissariat de police ou à une caserne de carabiniers. Faut-il désormais mettre des gardes armés dans les musées ? *« Je ne crois pas qu'il soit possible de transformer les musées en chambre forte blindée »*, a répondu M. Veltroni. Enfin, la directrice de la Galerie nationale d'art moderne s'est déclarée convaincue que les toiles seront retrouvées. Mais quand ?

***Michel Bôle-Richard***

# L'union sacrée des amateurs d'art contemporain contre la maladie d'Alzheimer

**L'ART POUR LA VIE. Œuvres du XXe siècle au profit de la Fondation Claude Pompidou. Vente le mardi 26 mai, à 20 heures, à l'Automobile-Club de France, 8, place de la Concorde, Paris 8e. Exposition des œuvres à l'Automobile-Club de France, lundi 25 de 11 heures à 21 heures, et mardi 26 mai de 11 heures à 16 heures. Catalogue 104 p., 100 F, au profit de la fondation.**

C'est une vente exceptionnelle, à plus d'un titre : d'abord, parce qu'il y a beau temps que Paris n'a pas vu pareille dispersion d'art contemporain ; ensuite, parce qu'il s'agit d'une vente de charité, destinée à recueillir des fonds pour lutter contre la maladie d'Alzheimer ; enfin, parce qu'elle réunit trois commissaires-priseurs français et la maison anglo-saxonne Sotheby's, un concubinage encore improbable il y a quelques mois.

Pour réussir une telle union sacrée, il a fallu deux personnalités bien différentes : Claude Pompidou, qui préside la fondation qui porte son nom, destinée à venir en aide aux enfants handicapés, aux personnes âgées et aux malades hospitalisés. D'une extrême discrétion, Mme Pompidou est sortie de sa réserve pour favoriser cette vente. La réputation d'amateurs d'art contemporain du couple Pompidou a fait le reste : des artistes, des galeries, voire des collectionneurs du monde entier ont donné une œuvre pour la bonne cause. L'autre responsable est Daniel Moquay, à l'initiative de l'opération. Il se définit non sans humour comme *« l'époux de sa femme »* (*madame Rotraut-Klein-Moquay est la veuve et* l'héritière d'Yves Klein). Daniel Moquay connaît tout le petit monde de l'art, et ne s'est pas privé de le solliciter. Célèbres ou anonymes, les donateurs *ont été salués collectivement par Moquay* : *« Aux Etats-Unis, où je vis, la pratique de dons de tableaux pour les ventes caritatives est d'autant plus courante qu'ils sont déductibles des impôts. Ici, ce n'est pas le cas, et la générosité des donateurs est d'autant plus à souligner. »*

**« QU'ILS ACHÈTENT CHER ET EN SOIENT FIERS »**

Soulignons : la galerie Jérôme de Noirmont donne cinq œuvres, pas moins ; les galeries Denise René, Lelong, Thaddaeus Ropac, Baudoin Lebon, Brownstone, la galerie de Seine, Yoshii, Rambert, Malingue, Piltzer, Claude Bernard, Montenay-Giroux, Cazeau-La Béraudière, Paviot, Marcel Fleiss y sont allés de bien plus qu'une obole. Encore ne s'agit-il que des galeries parisiennes : en province, Antonio Sapone, Marianne et Pierre Nahon ont aussi fait un geste. A l'étranger, même enthousiasme : Senda, de Barcelone ; Beyeler, de Bâle ; Daniel Varenne et Krugier-Ditesheim, de Genève ; Gmurzynska, de Cologne ; Hans Mayer, de Düsseldorf ; Annely Juda de Londres... Et on en oublie, qui n'ont pas été les moins généreux, comme les artistes, leurs héritiers, et les collectionneurs. Ajoutons la réunion de trois commissaires-priseurs (Mes Cornette de Saint-Cyr, Binoche et Briest), qui tiendront gracieusement le marteau, de Sotheby's, qui fournit la logistique et le catalogue, et même de l'Etat : la Fondation *Claude Pompidou, reconnue d'utilité* publique, devrait être exemptée de TVA, et des négociations sont en cours pour que les œuvres venues de l'étranger soient exceptionnellement dispensées du paiement de la taxe d'importation.

Tout les ingrédients sont réunis pour faire de cette vente un succès. Les organisateurs espèrent même lui donner un aspect festif et généreux. D'où cette philippique de Daniel Moquay, qui n'aime décidément pas la langue de bois : *« Si certains espèrent venir à cette vente pour faire des bonnes affaires sur le dos des artistes qui nous ont fait confiance, qu'ils restent chez eux. Nous voulons que les gens achètent, qu'ils achètent cher, et qu'ils en soient fiers. »* Un concept très américain : il est à espérer qu'il prenne sous nos climats.

***Harry Bellet***

# Leon Parker, l'homme-batterie

**LEON PARKER, New Morning, le 19 mai. Prochain concert : 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 21 heures, le 21. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.**

Leon Parker a tout pour devenir un héros de la batterie. Ce trentenaire installé à New York a commencé à faire parler de lui au milieu des années 90. Son set de batterie ramené essentiellement à une cymbale, une caisse claire et un tom a d'abord intrigué ; la rumeur a amplifié cette singularité, au risque de n'en conserver que l'aspect extérieur. L'homme a une technique époustouflante, du talent, son troisième album *Awakening* confirme sa capacité à écrire des thèmes qui restent. Il a aujourd'hui un public, notamment celui, jeune, féminin, qui se pressait au New Morning – qui a fait le plein, mardi 19 mai, pour le premier de ses deux concerts parisiens. Héros possible donc. Mais voilà, Leon Parker n'a que faire de ces vanités. Il se veut artiste, musicien ; il l'est.

Leon Parker est arrivé à un point crucial de sa recherche personnelle. Il confiait, il y a quelques semaines, son désir grandissant de jouer seul ou de se concentrer sur sa musique en petite formation. Pour quelques concerts, il rejoint encore le pianiste Jacky Terrasson, par amitié autant que pour la musique. Au New Morning, il est venu en trio. Formation épurée avec le contrebassiste de toujours, Ugonna Okegwo, et le saxophoniste Sam Newsome. Parfois une danseuse vient souligner les mouvements de la musique.

Leon Parker s'est installé derrière son set. Il y a une petite grosse caisse en plus, à la sonorité mate, sur le côté trois congas – ces grands tambours des musiques latines –, une cymbale plate sur un portique, comme un gong, à terre des petites percussions. Parker commence seul. Il frappe le bois des caisses avec ses baguettes, pose un rythme sur la cymbale.

De bout en bout, c'est lui qu'il faut observer. Il a les gestes amples et développés des maîtres tambours japonais. Lorsqu'il établit une tournerie rythmique, son jeu s'apparente à celui des batteurs de James Brown, précis, pour le groove, pour emmener la musique vers la danse. Cymbale, caisse claire. Aucune frappe n'est hasardeuse et, dans le même temps, tout l'espace est ouvert pour l'improvisation.

Leon Parker, c'est un jeu qui vient de Roy Haynes, de Max Roach, de Paul Motian, de Joey Baron, des artistes qui donnent la première place à la ligne mélodique. On entend aussi le chaloupement des ensembles de percussions des écoles de samba de Rio. Son corps devient un instrument. A Okegwo et Newsome de trouver leur place. C'est délicat au début, puis le dosage se fait. Mais clairement le passage au solo intégral n'est pas loin pour Parker. Il devrait être passionnant.

***Sylvain Siclier***

★ *Awakening*, 1 CD Columbia CK 68076, distribué par Sony Music.

## SORTIR

### PARIS

**Les Présidentes**
Werner Schwab est mort dans la nuit du 31 décembre 1993, d'avoir vécu vite et beaucoup. Le Théâtre national de Chaillot donne enfin l'occasion d'entendre cet Autrichien qui ne démérite pas de ses grands prédécesseurs, comme Thomas Bernhard. *Les Présidentes*, ce sont trois femmes dans une cuisine : Erna et Grete, deux retraitées, et Mariedl, une jeune femme pas aidée par la nature. Les plus malignes ne sont pas celles que l'on croit... Trois fortes têtes, Christine Fersen, Catherine Hiegel et Dominique Valadié, jouent ces *Présidentes*, sous la direction de Marcela Salivarova-Bideau.
*Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Mo Trocadéro. Tél. : 01-53-65-30-00. Du mardi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. Jusqu'au 11 juillet.*

**June Anderson (soprano), Jeff Cohen (piano).**
Œuvres de Bernstein, Gershwin, Rodgers, Hammerstein, Porter. June Anderson, digne émule de Dame Joan Sutherland, s'encanaille en quittant les rivages du bel canto pour ceux du swing et de la chanson. Mais à cette Bostonienne, rien n'est impossible.
*Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 22, à 20 heures ; le 24, à 16 h 30. Tél. : 01-44-84-44-84. De 100 F à 160 F.*

### DIJON

**IXe Rencontres internationales de théâtre**
C'est le rendez-vous le plus intéressant du printemps : quinze jours pour découvrir de nouvelles formes, françaises et étrangères. Quinze spectacles, dont cinq créations, sont présentés à Dijon. Les metteurs en scène sont souvent jeunes, débutants ou inconnus. Ils ont choisi Shakespeare, Kafka, Michel Serres, Ferenc Molnar, Homère, Markus Köbeli, Jean-Luc Lagarce, Molière, Lewis Carroll. Ils ont parfois écrit leurs textes.
*Renseignements/Réservations : 03-80-30-12-12.*

### BRETAGNE

**Xe Rencontre internationale de la clarinette populaire**
En Bretagne, personne ne songerait à contester sa place à la clarinette dans la musique traditionnelle. Depuis 1989, l'association Paotred an Dreujenn-Gaol – rassemblant des adeptes de l'instrument – organise un événement qui lui est entièrement dédié. La dixième édition verra se produire à Glomel, petite commune de la Bretagne intérieure située à 70 km de Saint-Brieuc et Quimper, des musiciens venus de différentes régions du monde, dont le Turc Yarim Dunia, qui participa au film *Latcho Drom* de Toni Gatlif, et les virtuoses roumains du Taraf de Caransebes.
*Du 21 au 24 mai, à Glomel. Tél. : 02-96-29-69-26.*

## GUIDE

### FILMS NOUVEAUX

**Aprile**
de Nanni Moretti (italien, 1 h 18).
**Blues Brothers 2000**
de John Landis (américain, 2 h 03).
**Dark City**
d'Alex Proyas (américain, 1 h 35).
**Les Idiots**
de Lars von Trier (Danemark, 1 h 47).

### TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

### REPRISES

**Les Affranchis (**)**
de Martin Scorsese.
Américain, 1990 (2 h 21).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
**Le Cinéma de papa**
de Claude Berri. Français, 1970 (1 h 35).
UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er ; Pathé Wepler, dolby, 18e.
**Le Temps de l'innocence**
de Martin Scorsese.
Américain, 1993 (2 h 15).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
**Tous en scène**
de Vincente Minnelli.
Américain, 1953 (1 h 52).
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60).
**Un jour à New-York**
de Stanley Donen.
Américain, 1943, copie neuve.
VO : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (01-43-54-51-60) ; Mac-Mahon, 17e (01-43-80-24-81).
*** Film interdit aux moins de 16 ans.*

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
**La Tempête**
de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Eine, Nicolas Silberg, Catherine Salviat, Claude Mathieu, Véronique Vella, Jean Dautremay, Isabelle Gardien, Igor Tyczka, Michel Robin, Eric Génovèse, Bruno Raffaelli, Alain Lenglet, Alexandre Pavloff, Laurent Montel et Jacques Poix-Terrier.
*Comédie-Française Salle Richelieu, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F.*
**La Noce chez les petits-bourgeois**
de Bertolt Brecht, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Anne Alvaro, Gilles Arbona, Marc Betton, Jérôme Derre, Eric Elmosnino, Philippe Morier-Genoud, Sylvie Orcier, Annie Perret et Marie-Paule Trystam.
*Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6e. Mo Odéon, Luxembourg. Le 21, à 20 heures. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F.*
**Un ennemi du peuple**
d'Henrik Ibsen, mise en scène de Claude Stratz, avec Jean-Louis Hourdin, Caroline Gasser, Ania Temler, Michel Kullmann, Xavier Loira, Marcel Robert, Juan-Antonio Crespillo, Jean-Marie Daunas, Guy Touraille et François Margot.
*Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20e. Mo Gambetta. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-44-62-52-52. De 110 F à 160 F.*
**Kenny Neal**
*Jazz Club Lionel-Hampton, 81, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-40-68-30-42. 130 F.*
**Etienne Mbappé, Marc Bertaux, Roger Biwandu**
*Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 21, à 21 h 30. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.*
**George Mraz Trio**
*Au Duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.*
**La Crica d'Umberto**
*Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.*
**Jim Rotondi Quartet**
*La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. Le 21, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.*
**Jean-Claude Fohrenbach et Philippe Petit Trio**
*Le Ciel de Paris, tour Montparnasse, Paris 14e. Mo Montparnasse-Bienvenüe. Le 21, à 22 heures. Tél. : 01-40-64-77-64.*
**Laurent De Wilde Trio**
*Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 21, à 22 heures. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.*
**Blues Breakers Band**
*Hard Rock Café, 14, boulevard Montmartre, Paris 9e. Mo Rue-Montmartre. Le 21, à 22 heures. Tél. : 01-53-24-60-00. Entrée libre.*
**Michel Udiany**
*Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, Paris 2e. Mo Sentier. Le 21, à 20 h 30. Tél. : 01-42-36-37-27.*
**Sonora la Calle**
*La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mo République. Le 21, à 23 heures. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.*
**Bibi Louison, Jacky Samson, Alain-Michel Jourdat**
*La Cave du Franc-Pinot, 1, quai de Bourbon, Paris 4e. Mo Pont-Marie. Le 21, à 22 heures. Tél. : 01-46-33-60-64. 80 F.*

### RÉSERVATIONS

**Nigel Rogers (ténor), Paul O'Dette (luth).**
Œuvres de Dowland. Morley. Guédron. Bataille. Moulinié. Lawes. d'India.
*Cité de la Musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19e. Mo Porte-de-Pantin. Le 24, à 15 heures. Tél. : 01-44-84-44-84. 80 F.*

JEUDI 21 MAI

# FILMS DE LA SOIRÉE

20.05 **Un dimanche à la campagne** ■■ Bertrand Tavernier (France, 1984, 95 min). TV 5
20.30 **La Horde sauvage** ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, 140 min). Ciné Cinémas
20.35 **Epouses et concubines** ■■ Zhang Yimou (Chine - Taïwan, 1991, 125 min). Cinéstar 1
20.40 **Soleil vert** ■■ Richard Fleischer (Etats-Unis, 1973, 110 min). RTL 9
20.50 **Un cœur en hiver** ■■■ Claude Sautet (France, 1991, 110 min). France 3
21.00 **Who's That Knocking at My Door ?** ■■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1965, N., v.o., 100 min). Paris Première
21.00 **Carmen** ■■ Cecil B. DeMille (Etats-Unis, 1915, N., 65 min). Muzzik
22.15 **L'Année de l'éveil** ■■ Gérard Corbiau (France - Belgique, 1991, 99 min). RTBF 1
22.30 **Alexandre Nevski** ■■ Sergueï M. Eisenstein (Urss, 1938, N., 110 min). Mezzo
22.35 **Orfeu Negro** ■■ M. Camus (Fr., 1959, 110 min). TV 5
22.40 **Qiu Ju, une femme chinoise** ■■■ Zhang Yimou (Chine, 1992, 99 min). Cinéstar 1
23.55 **Le Chanteur de Jazz** ■■ Alan Crosland (EU, 1927, N., v.o., 90 min). Arte
0.50 **Les Amants diaboliques** ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1942, N., v.o., 135 min). Cinétoile

# GUIDE TÉLÉVISION

## DÉBATS

21.50 et 22.40 Où en sont les jeunes ? Arte

## MAGAZINES

18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Gérard Lefort, Les Chippendales, Sinclair (live). Canal +
19.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Festival de Cannes : un siècle de cinéma français. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.00 20 h Paris Première. Paris Première
20.55 Envoyé spécial. Les ailes du futur. P.-S. : L'affaire est dans le sac. Prison de vieux. Le tour du Burkina. France 2
23.00 Les Dossiers de l'Histoire. Berkeley-Saigon-Nanterre. La Commune étudiante. Histoire
23.10 Un monde foot. Spécial Djorkaeff. Invités : Jean, Youri, Micha et Denis Djorkaeff, Bernard Pivot. France 2
0.45 La 25ᵉ heure. France 2
0.55 ▶ Saga-Cités. Spécial Coupe du monde. Tu seras un Bafana. France 3

## DOCUMENTAIRES

19.10 Underground USA. [5/14]. Rock à New York - Rave party. Planète
19.55 Joseph Beuys. Clèves, une Mongolie intérieure. Arte
20.05 Le Royaume de l'Atlantique. [3/3]. Au cœur des abysses. Odyssée
20.35 Les Chevaliers. [5/6]. Bertrand du Guesclin et le Prince Noir : les frères ennemis. Planète
20.45 Soirée thématique : De quoi j'me mêle ! Où en sont les jeunes ? Arte
20.50 Leonardo DiCaprio. M 6
21.00 Le Dos au mur. Histoire
21.35 La Conquête spatiale en Union soviétique. [2/3]. La face cachée de la Lune. Odyssée
21.40 L'Homme des casernes. Planète
22.30 Inoubliable Berlinette. Odyssée
22.45 Les Lions indomptables. Canal +
23.30 Les Maîtres du regard. Alla Nazimova. Paris Première
23.45 L'Ouest américain. [8/8]. Un même pays pour tous. Planète

## SPORTS EN DIRECT

15.25 Cyclisme. Tour d'Italie. Orbetello - Frascati. TSR - Eurosport
15.50 Handball. Tournoi de Bercy. France - Japon. Canal +
16.35 Rugby. Coupe de France. Quart de finale : Bègles - Colomiers. France 2
18.00 Football. Festival espoirs de Toulon. 1ʳᵉ demi-finale. A Lorgues. Eurosport
20.00 Football. Festival espoirs de Toulon. 2ᵉ demi-finale. A Cannes. Eurosport
20.45 Football. Match amical : Bretagne - Cameroun. Canal +

## MUSIQUE

20.00 Prinsengracht Concert. Amsterdam 1989. Muzzik
20.30 Virtuoses : Hakan Hardenberger, trompettiste. Mezzo
22.05 Yosuke Yamashita et Hozan Yamamoto. Muzzik
0.00 Musiques sacrées à Versailles. Paris Première
0.15 La Flûte enchantée. Mise en scène. John Cox. Dir. Bernard Haitink. Muzzik

## THÉÂTRE

20.30 Les Caprices de Marianne. Alfred de Musset. Mise en scène. Bernard Murat. Festival

## TÉLÉFILMS

18.00 Un pull par-dessus l'autre. Caroline Huppert. Téva
22.10 Le Piège. Serge Moati. Festival
22.30 Made in America. O Les Galons du silence. Jeffrey A. Bleckner. TF 1
0.05 Les Tueurs de l'autoroute. William Graham. 13ᵉ Rue

## SÉRIES

19.25 Deux flics à Miami. Le dindon de la farce. 13ᵉ Rue
20.13 Chapeau melon et bottes de cuir. The Little Wonders (v.o.). Lavage de cerveau (v.o.). 13ᵉ Rue
20.35 Les Envahisseurs. Les défenseurs. Disney Channel
21.30 Code Quantum. Dragons et démons. Série Club
21.40 Urgences. Quand la branche casse. TSR
22.00 Kindred, le clan des maudits. Les vampires ont aussi leurs lois (v.o.). 13ᵉ Rue
23.10 Total Security. Citizen Canine (v.o.). Série Club

# NOTRE CHOIX

● 19.45 Planète
**Je suis resté vivant**

Ils marchent avec des béquilles et parlent de leurs prothèses et des opérations qu'ils ont subies. Ils ont vécu la guerre et vu disparaître leurs proches. Ce ne sont pas des anciens combattants mais des enfants de six à seize ans. Ils regardent des images de Sarajevo assiégée sur une vidéo amateur tournée par le père de l'un d'eux. Ils évoquent le temps d'avant la guerre, quand ils jouaient ensemble. Musulmans, Croates ou Serbes, ils sont nés en Bosnie. Blessés lors des combats, ils ont été accueillis en Savoie pour y être soignés. C'est là qu'Emmanuel Audrain les a filmés en 1994. Que sont-ils devenus ?

● 20.55 France 2
**« Envoyé spécial »**

Qu'y a-t-il de commun entre l'homme d'affaires se rendant à New York en première classe sur Virgin Express et le touriste s'envolant pour Dublin sur Ryanair ? Plus rien, si ce n'est les moyens dont ils disposent, démontre le reportage *Les Ailes du futur* réalisé par Jérôme Caza, Frédérick Lichau et Vincent Daudey. Désormais le ciel est à la carte. Arrivée en limousine, bain bouillonnant en attendant le décollage, château-margaux 1990, pyjama et vrai lit pour la nuit à bord pour le premier. Navette porte Maillot-aéroport de Beauvais, siège charter et canette de Coca-Cola payante à bord pour le second. Entre l'hôtesse au sourire sur commande qui affirme au premier qu'elle le reçoit *« comme s'il était invité à la maison »* et le stewart qui donne au second les consignes de sécurité déguisé en *drag queen* pour *« faire passer l'austérité du voyage »*, facturé 640 F l'aller-retour, le cœur de chaque passager est libre de balancer. – *C. J.*

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Le Juge est une femme. Dérive mortelle.
22.30 Made in America. Les Galons du silence. Téléfilm O. Jeffrey A. Bleckner.
0.15 Les Rendez-vous de l'entreprise. Spécial Cannes.

### FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport, Météo.
20.00 Journal, Météo.
20.55 Envoyé spécial. Les ailes du futur. P.-S. : L'affaire est dans le sac. Prison de vieux. Le tour du Burkina.
23.05 Expression directe. CFTC.
23.10 Un monde foot. Spécial Djorkaeff.
0.20 Journal, Météo.
0.35 Signé Croisette. Spécial Festival de Cannes.
0.45 La 25ᵉ heure. Spécial courts métrages.

### FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport.
20.50 Un cœur en hiver ■■■ Film. Claude Sautet.
22.40 Météo, Soir 3.
23.15 Trois couleurs : Rouge ■ Film. Krzysztof Kieslowski.
0.55 ▶ Saga-Cités. Tu seras un Bafana.

### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 20.45
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
20.35 Soirée spéciale football camerounais. 20.45 Bretagne - Cameroun. en direct de Rennes. 22.45 Les lions indomptables. Documentaire.
23.45 Flash infos, Art.
23.50 Tout doit disparaître ■ Film. Philippe Muyl.

### ARTE

19.00 Au nom de la loi.
19.30 7 1/2. Italie : les années de plomb. Cannes, les monstres sacrés : Theo Angelopoulos.
19.55 Joseph Beuys. Clèves, une Mongolie intérieure.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. Où en sont les jeunes ? 20.45 Une jeunesse sous influence ? 21.20 Clean et libre. 21.50 et 22.40 Débat. 22.05 La Course d'obstacles. 22.20 Pile et face. 22.55 Mon amour, ton amour. 23.25 Les Musiques de la vie.
23.55 Le Chanteur de jazz ■■ Film. Alan Crosland (v.o.).
1.25 Underground. Feuilleton. Emir Kusturica [4/6] (v.o.).

### M 6

19.00 Loïs et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 Ciné 6 spécial Cannes.
20.10 Une nounou d'enfer.
20.40 Décrochages info, Passé simple.
20.50 Soirée Leonardo DiCaprio. Leonardo DiCaprio. Documentaire. 21.50 Blessures secrètes. Film. Michael Caton-Jones.
23.50 La Quatrième Dimension. L'Ultime Voyage O.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Michel Zink (*Le Tiers d'amour*).
21.00 Lieux de mémoire. Cîteaux, les neuf premiers siècles.
22.10 For intérieur. Jean-Paul Guetny.
23.00 Nuits magnétiques.

### FRANCE-MUSIQUE

19.35 Concert. Œuvres de Debussy, Berio, Schoeller, Janacek, Bartok.
21.15 Concert. Festival de Hollande 96. Florent Boffart, Pierre-Laurent Aimard, Irina Kataieva, pianos, Sophie Cherrier, flûte : Œuvres de Messiaen, Boulez, Debussy.
22.30 Musique pluriel.
23.07 En musique dans le texte.

### RADIO-CLASSIQUE

20.40 Les Soirées. Les fils de Bach.
22.40 Les Soirées... (suite).

VENDREDI 22 MAI

# FILMS DU JOUR

13.30 **Les Innocents aux mains sales** ■■ Claude Chabrol (France, 1974, 125 min). Cinétoile
14.30 **Léon Morin, prêtre** ■■ Jean-Pierre Melville (France, 1961, N., 120 min). Festival
15.35 **Les Amants diaboliques** ■■■ Luchino Visconti (Italie, 1942, N., v.o., 140 min). Cinétoile
16.00 **Epouses et concubines** ■■ Zhang Yimou (Chine - Taïwan, 1991, 120 min). Cinéstar 1
17.55 **Miracle à Milan** ■■■ Vittorio De Sica (Italie, 1951, N., v.o., 95 min). Cinétoile
18.45 **L'Impasse tragique** ■■ Henry Hathaway (Etats-Unis, 1946, N., 100 min). Ciné Cinéfil
19.30 **Viridiana** ■■■ Luis Bunuel (Espagne, 1961, N., v.o., 90 min). Cinétoile
21.55 **Casanova le petit** ■■ Sam Wood (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 95 min). Ciné Cinéfil
22.00 **Café Society** ■■ Raymond DeFelitta (Etats-Unis, 1993, v.o., 110 min). Cinéstar 1
22.45 **Les Chaînes du destin** ■■ Mitchell Leisen (Etats-Unis, 1950, N., v.o., 100 min). Cinétoile
22.55 **The Hit** ■■ Stephen Frears (Grande-Bretagne, 1984, v.o., 100 min). Ciné Cinémas
23.45 ▶ **Histoire d'Adrien** ■■ Jean-Pierre Denis (France, 1980, 95 min). Arte
23.50 **L'Alibi** ■■ Pierre Chenal (France, 1937, N., 80 min). RTL 9
0.15 **Coups de feu sur Broadway** ■■ Woody Allen (Etats-Unis, 1994, v.o., 95 min). Cinéstar 2
0.35 **Quelque part dans le temps** ■■ Jeannot Szwarc (Etats-Unis, 1980, 100 min). Ciné Cinémas
0.40 **Le Garçon aux cheveux verts** ■■ Joseph Losey (Grande-Bretagne, 1948, v.o., 75 min). France 2
2.15 **La Horde sauvage** ■■ Sam Peckinpah (Etats-Unis, 1969, v.o., 140 min). Ciné Cinémas

# GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

15.00 Temps présent. Argent et islamisme : la filière suisse. TV 5
17.00 Le Magazine de l'Histoire. Spécial Festival de Cannes : un siècle de cinéma français. Histoire
18.00 Stars en stock. Burt Lancaster. Rita Hayworth. Paris Première
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs. Invités : Andie Mac Dowell, David Ginola. Le groupe NTM (live), Jean Reno, Jean Todt, Michael Schumacher, Gong Li. Canal +
19.00 Les Dossiers de l'Histoire. Berkeley-Saigon-Nanterre. La Commune étudiante. Histoire
19.00 Rive droite, rive gauche. Spécial Cannes. Paris Première
20.00 20 h Paris Première. Paris Première
20.50 Thalassa. Boulogne business. France 3
21.00 De l'actualité à l'Histoire. Le Sénat. Avec Jean-Marcel Jeanneney et Alain Joyandet. Alexandrie aujourd'hui. Avec Robert Solé et Ahmed Youssef. Histoire
21.00 Courts particuliers. Spécial Scorsese. Paris Première
22.00 Faut pas rêver. Inde : Le gardien du Gange. France : La pension de famille. Vietnam : Les charbonniers du fleuve Rouge. Invitée : Nicole Avril. France 3
22.50 Bouillon de culture. Secrets de femmes. Avec Françoise Chandernagor, Paule Constant, Sylvie Germain, Chantal Delsol, Kenizé Mourad. France 2
23.10 Sans aucun doute. Ma vie est devenue insupportable. Invitée : Cécilia Noah. TF 1
23.25 ▶ Les Dossiers de l'Histoire. Onze footballeurs en or. France 3
0.05 Noms de dieux. Journalisme et œcuménisme. Invité : Jean-Paul Guetny. RTBF 1
0.50 Notes de voyage. Vers les îles. France 3

## DOCUMENTAIRES

17.15 Moscou, trois jours en août. Planète
17.50 Best of Cannes 1997. [2/2]. Ciné Cinémas
18.15 Djabote. Doudou N'Diaye Rose. Planète
18.30 Le Léopard de Chine. La Cinquième
19.00 Enquêtes médico-légales. [12/13]. A la recherche du meurtrier. Planète
19.00 Accordéon toujours. [2/2]. Odyssée
19.35 La Maladie de la vache folle. [2/2]. Etat de la recherche. Planète
20.15 Des religions et des hommes. [8/46]. Mahomet, le prophète. Histoire
20.35 Le Droit à la parole. Planète
20.45 Angano... Angano... Nouvelles de Madagascar. Odyssée
21.15 Les Ours polaires. Des ours dans la ville. Disney Channel
21.30 Les Eléphants de Tsavo. Planète
21.50 Le Royaume de l'Atlantique. [3/3]. Au cœur des abysses. Odyssée
22.15 ▶ Grand format. Le Septième Jour d'Israël, un kibboutz en Galilée. Arte
22.15 Mai 68. [3/3]. Planète
22.45 Les Grands Compositeurs. [5/12]. Mendelssohn. Odyssée
23.00 Les Maîtres du regard. Ernest B. Schoedsack. Paris Première
23.15 La Conquête spatiale en Union soviétique. [2/3]. La face cachée de la Lune. Odyssée
23.25 Underground USA. [5/14]. Rock à New York - Rave party. Planète
0.35 Dakar, les hommes préfèrent les rondes. Téva

## SPORTS EN DIRECT

15.25 Cyclisme. Tour d'Italie. Maddaloni - Lago Laceno. TSR - Eurosport

## MUSIQUE

19.30 Beethoven par Otto Klemperer nº 1. Muzzik
21.00 Guitar Legends. Muzzik
23.00 Johnny Lang. New Morning 1997. Muzzik
23.25 Virtuoses : Evelyn Glennie. Mezzo
23.30 Pavarotti à Llangollen 1995. Paris Première

## TÉLÉFILMS

20.05 Peur blanche. Olivier Chavarot. TSR
20.40 Le Faux pas. Chuck Bowman. RTL 9
20.45 Denis. Catherine Corsini. Arte
20.55 Phase terminale. O Larry Elikann. M 6
21.45 Pas une seconde à perdre. Jean-Claude Sussfeld. Festival
23.10 Le Censeur du lycée d'Epinal. Marc Rivière. Festival
0.40 L'Inconnu. Youri. Festival

## SÉRIES

17.20 L'Enfer du devoir. Les conditions de l'engagement. RTL 9
17.25 Docteur Quinn, femme médecin. Pacte avec le diable. Série Club
17.35 Magnum. Le monde est un théâtre. RTBF 1
17.40 Les Repentis. Pur et dur. Canal +
17.50 Hartley, cœurs à vif. France 2
18.10 Hawaï police d'Etat. Les otages. Série Club
18.35 Chicago Hospital, la vie à tout prix. Sous le signe d'Eros. RTL 9
19.25 Deux flics à Miami. Le fruit défendu. 13ᵉ Rue
20.13 Earth II. L'homme de ses rêves. 13ᵉ Rue
20.35 Chérie, j'ai rétréci les gosses. Disney Channel
20.55 Enquêtes en série. Frères et flics. France 2
20.55 Cybill. Un détective spécial. Téva
21.00 Galactica. Baseball. 13ᵉ Rue
21.15 Stargate SG-1. Le feu et l'eau. Série Club
21.20 Dharma & Greg. The Second Coming of Leonard (v.o.). Téva
21.50 Galactica. Le retour de Starbuck. 13ᵉ Rue
22.05 Au cœur du temps. La revanche de Robin des Bois. Disney Channel
22.20 Dream On. Charrette bien ordonnée (v.o.). Canal Jimmy
22.45 Buffy contre les vampires. Les hyènes. Série Club
22.45 Seinfeld. La secrétaire (v.o.). Canal Jimmy
23.30 Le Prisonnier. Danse avec la mort (v.o.). Série Club
0.00 Friends. Celui qui était dans la caisse (v.o.). Canal Jimmy
0.00 New York Undercover. L'addition. Les fils à papa. 13ᵉ Rue
0.15 Brooklyn South. Doggonit (v.o.). Série Club
0.20 Star Trek, la nouvelle génération. Indices (v.o.). Canal Jimmy
1.10 New York Police Blues. Meurtre en sous-sol (v.o.). Canal Jimmy

**SIGNIFICATION DES SYMBOLES :**
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques

**LES CODES DU CSA :**
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

*Le Monde* publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

# NOTRE CHOIX

● 12.30 Mezzo
Le Monde en rythmes

## Roms du Nord, Roms du Sud

*LATCHO DROM*, le film de Tony Gatlif sorti en 1993, traçait la carte de l'errance du peuple rom, parti du Rajasthan, au nord de l'Inde, au Xᵉ siècle, pour finir au sud de l'Espagne. Deux documentaires tournés par le réalisateur anglais Jeremy Marre en 1982 suivent, selon un schéma identique, les routes empruntées par les Roms, celle du Nord, par les pays de l'Est et la France, et celle du Sud, qui passe par l'Egypte et le Maroc avant de traverser le détroit de Gibraltar.

*Sur la piste des Roms, en Afrique*, premier volet de ce diptyque où musique et faits de société sont constamment mêlés, est le plus surprenant. Ce spécialiste du film musical (sept ans de tournage pour la série « Le Monde en rythmes » : quatorze films, dont un passionnant chapitre jamaïcain) est parti sur les traces des gitans, les *gypsies* (d'Egypte), installés à Louxor ou sur les berges du Nil. Ses images sont aujourd'hui des documents d'archives : en Egypte, les Roms ont abandonné leurs tentes pour vivre en ville.

Au Caire, en Syrie, au Maroc, partout les mêmes pleurs et les mêmes fêtes, les bijoux clinquants et les danses effrontément affirmées. En suivant ce parcours nord-africain, Jeremy Marre fait la démonstration de la filiation directe de la musique gitane andalouse avec l'Inde et la musique arabe. Il montre que les influences arabes n'ont pas agi que par contamination avant la chute de Grenade en 1492. Elles ont été puisées à la source. Le luxe oriental, le mysticisme d'obédience soufie, l'exubérance des danseuses tranchent avec la religiosité des tsiganes et bohémiens du Nord. Davantage sociologique, le deuxième volet, *Sur la piste des Roms, en Europe*, focalise la grande misère de la *« tribu perdue »*, sa fragilité face au racisme ambiant – en Roumanie ou en Hongrie, le commerce des bêtes et la musique furent longtemps les seules activités autorisées pour les Roms. Ce n'est pas que l'Egypte leur ait réservé un sort meilleur mais, au nord, la boue est plus froide, la neige cruelle. Le chant permet de ne pas baisser la tête.

*Véronique Mortaigne*

★ Rediff. : dimanche 24 à 22 h 30, lundi 25 à 18 h 30, mardi 26 à 12 h 30.

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

13.50 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.35 Dynastie.
16.30 Sunset Beach.
17.20 L'homme qui tombe à pic.
18.20 et 1.00 CD Tubes.
18.25 Exclusif.
19.00 Le Bigdil.
19.50 Ushuaïa découverte.
19.52 Le Journal de l'air.
20.00 Journal, L'Image du jour.
20.40 Coupe du monde 1998, Météo.
20.52 Trafic infos.
20.55 Les Années Tubes.
23.10 Sans aucun doute. Ma vie est devenue insupportable.
1.05 TF1 nuit, Météo.

### FRANCE 2

13.50 Le Renard.
14.55 L'As des privés.
15.50 La Chance aux chansons.
16.50 Des chiffres et des lettres.
17.20 et 22.45 Un livre, des livres.
17.25 Sauvés par le gong.
17.50 Hartley, cœurs à vif.
18.45 Qui est qui ?
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 et 1.55 C'est l'heure.
19.50 Au nom du sport.
19.55 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, Le Monde de la Coupe.
20.40 A cheval.
20.55 Enquêtes en série : Frères et flics. Maldonne. Recherche Rosetta désespérément.
22.50 Bouillon de culture. Secrets de femmes.
0.10 Journal, Météo, Signé Croisette.
0.35 Présentation du Ciné-club.
0.40 Le Garçon aux cheveux verts ■■ Film. Joseph Losey (v.o.).

### FRANCE 3

13.40 L'Egyptien ■ Film. Michael Curtiz.
15.55 Magnum.
16.45 L'Amour en cavale. Téléfilm. Gus Trikonis.
18.20 Questions pour un champion.
18.48 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Fa si la chanter.
20.35 Tout le sport, Consomag.
20.50 Thalassa. Boulogne business.
22.00 Faut pas rêver.
23.00 Météo, Soir 3.
23.25 ▶ Les Dossiers de l'Histoire. Onze footballeurs en or.
0.30 Libre court. Le Roman de Léo.
0.50 Notes de voyage. Vers les îles.

### CANAL +

▶ En clair jusqu'à 14.00
13.55 Le Journal de l'emploi.
14.00 La Compétition. Film. Charles T. Kanganis.
15.35 et 1.10 Surprises.
15.55 Alaska. Film. Fraser C. Heston.
17.40 Les Repentis.
▶ En clair jusqu'à 21.05
18.30 et 19.10 Nulle part ailleurs.
19.00 et 23.10 Flash infos.
20.35 Allons au cinéma ce week-end.
21.05 Assassin(s) ■ Film. Mathieu Kassovitz.
23.20 Strip-tease. Film. Andrew Bergman.
1.45 Compañeros ■ Film. Sergio Corbucci (v.o.).

### LA CINQUIÈME/ARTE

13.15 Le Journal de la santé.
13.30 D'ici et d'ailleurs. Le Voyage maori.
14.30 La Cinquième rencontre... Travail et économie. 14.35 Business humanum est. 15.25 Entretien avec Pascale Molinier, psychologue au CNAM.
16.00 Correspondance pour l'Europe.
16.30 Modes de vie, modes d'emploi.
17.00 Cellulo.
17.30 100 % question.
18.00 Gala. Les grues de Der.
18.30 Le Léopard de Chine.
19.00 Tracks.
19.30 7 1/2. Irlande - Ulster : aux urnes.
20.00 Brut.
20.30 8 1/2 Journal.
20.45 Denis. Téléfilm. Catherine Corsini.
22.15 ▶ Grand format. Le Septième Jour d'Israël, un kibboutz en Galilée.
23.45 ▶ Histoire d'Adrien ■■ Film. Jean-Pierre Denis.
1.20 Underground. Feuilleton [5/6] (v.o.).

### M 6

13.05 Madame est servie.
13.35 La Vengeance au cœur. Téléfilm. Bradford May.
15.10 et 1.35 Boulevard des clips.
16.45 Hit machine.
18.05 Agence Acapulco.
19.00 Loïs et Clark.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.00 *Ciné 6 spécial Cannes.*
20.10 Mister Bizz.
20.40 Décrochages info, Hot forme.
20.55 Phase terminale. Téléfilm. O Larry Elikann.
22.35 Au-delà du réel, l'aventure continue.
23.30 Le Séducteur. Téléfilm. O Gabrielle Beaumont.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

19.45 Les Enjeux internationaux.
20.00 Les Chemins de la musique. Musiques anciennes d'aujourd'hui.
20.30 Agora. Nelly Feuerhahn (*Maurice Henry, la révolte, le rêve et le rire*).
21.00 Black and blue. René Utreger par lui-même.
22.10 Fiction. *Les Enfants de Lir*, de Morley Troman.
23.00 Nuits magnétiques. La Victorine en Nuit américaine.
0.05 Du jour au lendemain.

### FRANCE-MUSIQUE

19.35 Prélude.
20.05 Concert franco-allemand. Par l'Orchestre symphonique de la radio de Sarrebruck, dir. Michael Stern : Œuvres de Gershwin, Berio, Chostakovitch.
22.30 Musique pluriel.
23.07 Jazz-club. Concert donné en direct de la Villa, à Paris. Le trompettiste Terell Stafford avec Mieu Narunski, piano, Gilles Naturel, contrebasse et Tony Rabeson, batterie.

### RADIO-CLASSIQUE

19.30 Classique affaires-soir.
20.40 Les Soirées. Les écrits de Tchaïkovski. Œuvres de Beethoven, Mozart, Glinka, Berlioz, Wagner, Balakirev, Rimski-Korsakov, Arensky.
22.35 Les Soirées... (suite). Œuvres de Brahms, Grieg, Bizet, Saint-Saëns, Lalo, Tchaïkovski.

Le Monde
VENDREDI 22 MAI 1998

## Le corbillard vert

*par Pierre Georges*

**IL FAISAIT BEAU.** La terrasse était fleurie, le vin frais et le repas plutôt agréable. Et, soudain, passa un de ces camions-bennes à ordures portant au flanc une magnifique publicité : une grande poubelle verte, la gueule ouverte comme monstre papivore, et ce très joli slogan : *« Découvrez ici l'endroit où le journal d'hier se transforme en le journal de demain. »*

Tout journaliste un peu conscient de la fragilité des écrits sait parfaitement qu'il ne travaille pas pour la postérité. Il doit admettre qu'il œuvre dans le jetable, le jaunissable, le périssable. Mais là, tout de même, se voir ainsi signifier, noir sur blanc, qu'un journal n'est jamais qu'un éternel recommencement, le recyclage permanent comme une vis sans fin, amène à s'interroger : à quoi bon ? Faire un journal, qui sera lu, éventuellement, puis jeté, trituré, déchiqueté, lavé sur pré pour ainsi dire, avant que de revenir à l'envoyeur, en pleines bobines, c'est vraiment instaurer l'angoisse à perpétuité de la feuille blanche !

Quand c'est fini, et c'est vite fini, ça recommence. Faire, défaire, refaire, métier de Sisyphe ou de Pénélope. Comme un misérable petit tas de caractères à remonter chaque matin. C'est bien d'un sort inhumain et d'une imbécillité parfaite. Noircir, blanchir, noircir, blanchir, la complainte du pauvre hère soumis à la géhenne.

Porter ses lignes comme sa croix, à perpétuité dans une entreprise de papier, pauvre damné et condamné par la poubelle verte : tu n'es que papier et tu redeviendras papier ! Pondre ses lignes du jour, chaque matin, en vieille cocotte stakhanoviste, en cancre confronté à l'ardoise magique qui oublie aussi vite qu'elle efface.

Oui, à quoi bon ? Existe-t-il une raison raisonnable, un matin de l'Ascension, d'écrire quoi que ce soit sur qui que ce soit ? Pour remplir l'insatiable, l'insondable poubelle ? Pour faire provision de feuilles blanches pour le lundi de Pentecôte ? Pour n'être pas en vente dans les kiosques fermés, ce qui au risque d'être invendu ajoute la certitude de n'être pas lu ?

*Emplisseur de poubelles, vous* parlez d'un emploi ! Et d'un retour à la triste réalité. Pire que la pire des fictions. Aussi bien, puisque la question est de pleine actualité et tourmente la classe politique, nous allons désormais postuler pour un emploi fictif, à plein temps, dans un journal fictif à parution fictive, à diffusion fictive et recyclage fictif. Tout le monde y gagnera du temps, de la sueur et de l'argent. Enfin salarié *pour ne pas écrire ! Enfin un* journal blanc qui ne tachera pas et gênera encore moins. Enfin une mesure efficace contre la pollution, celle des esprits comme celle des espaces publics.

Que faites-vous dans la vie ? Je fictive. Payé pour ne rien faire et à ne rien faire, mais avec la plus admirable conscience professionnelle. La semaine de 0 heure rémunérée 60, ou 70, vu les horaires déments et les cadences abominables. Et toujours d'une disponibilité totale puisque en disponibilité permanente.

Admirable projet ! On peut mourir couché sur un papier qui ne l'est pas moins. On le sait désormais à avoir vu passer le corbillard vert de nos pauvres vanités !



# L'un des hommes d'affaires les plus puissants d'Argentine est retrouvé mort dans sa villa

### Alfredo Yabran était soupçonné d'avoir ordonné le meurtre d'un journaliste

**BUENOS AIRES**
*de notre correspondante*

L'émotion est grande en Argentine après la mort, mercredi 20 mai, d'Alfredo Yabran, un des hommes d'affaires les plus puissants et les plus mystérieux du pays. Il était soupçonné d'être l'auteur intellectuel du meurtre du reporter-photographe de la revue *Noticias*, José Luis Cabezas, assassiné le 25 janvier 1997, près de la station balnéaire de Pinamar, sur la côte atlantique. Le cadavre calciné de Cabezas, qui enquêtait souvent sur des affaires de corruption où était mêlé le monde politique, avait été retrouvé dans un terrain vague, avec une balle dans la tête et des menottes aux poings.

Alfredo Yabran, âgé de cinquante-trois ans, avait disparu depuis le 16 mai, fuyant un mandat d'arrêt lancé par le juge José Luis Macchi en charge du dossier Cabezas. Réfugié dans sa province natale de Entre-Rios, dans une des multiples *estancias* qu'il possédait en Argentine, il se serait tiré une balle dans la bouche au moment où les policiers s'apprêtaient à l'arrêter. Le 15 mai, l'ancienne épouse d'un policier aujourd'hui emprisonné pour son implication dans l'assassinat du photographe avait affirmé que *« Yabran avait ordonné à son mari de tuer Cabezas parce qu'il n'aimait pas qu'on le prenne en photo »*.

La nouvelle de la mort de Yabran a fait l'effet d'une bombe, mais, au sein du gouvernement comme dans l'opposition, les réactions demeurent prudentes dans l'attente de l'autopsie et des premiers résultats de l'enquête. Le député Domingo Cavallo (opposition), ancien ministre de l'économie et ennemi juré de Yabran, a toutefois affirmé que ce dernier avait longtemps *« bénéficié de la protection des juges, de la police et du gouvernement de Carlos Menem »*.

**« L'HOMME INVISIBLE »**

C'est M. Cavallo qui, en 1995, avait rendu célèbre Alfredo Yabran en l'accusant, devant le Congrès, d'être *« le chef d'une mafia incrustée au sein du gouvernement »*. En juillet 1996, M. Cavallo, en poste depuis 1991 et considéré comme l'artisan du redressement économique de son pays, était limogé par le président Menem. Entre-temps, et pour la première fois, la revue *Noticias* avait publié en couverture une photo de Yabran, surnommé *« l'homme invisible »* en raison du soin qu'il mettait à éviter les objectifs. La photo, montrant Yabran et sa femme se promenant sur la plage de Pinamar, était signée José Luis Cabezas. Dix mois plus tard, son auteur était assassiné.

Ce meurtre avait bouleversé la société argentine, suscitant aussitôt, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1999, une guerre sans merci entre le président Menem et Eduardo Duhalde, gouverneur de la province de Buenos Aires. Après la mise en cause de plusieurs fonctionnaires de la police provinciale, ce dernier avait dû mener une sévère purge dans les rangs des services de sécurité. L'enquête devait aussi faire apparaître l'éventuelle implication d'un groupe où se côtoyaient policiers et gardes du corps au service d'Alfredo Yabran, lequel s'était alors entendu conseiller, par le gouverneur Duhalde, de *« se chercher un bon avocat »*.

Proche du gouvernement Menem et originaire, comme le chef de l'Etat, de Syrie, Alfredo Yabran avait réussi à maintenir un profond secret sur son histoire personnelle et ses affaires. Sa fortune était évaluée à 500 millions de dollars, mais quelle était la nature de ses relations avec le gouvernement ? Cette question risque de rester sans réponse.

Sous la dictature, entre 1976 et 1983, Yabran, ancien vendeur d'ordinateurs, aurait été l'homme de paille de plusieurs sociétés liées au pouvoir militaire. La démocratie revenue, il avait gardé de bonnes relations avec le gouvernement radical de Raúl Alfonsín, puis avec son successeur, le président Menem. C'est sous le règne de ce dernier que la rumeur publique l'avait crédité d'un énorme holding contrôlant, notamment, la Poste privée et la fabrication des passeports.

Yabran avait toujours nié l'existence de cet empire, affirmant qu'il n'était qu'un simple homme d'affaires victime de *« manipulations »* politiques. En juin 1997, malgré les soupçons qui, déjà, pesaient sur lui au sujet du meurtre de Cabezas, il avait été reçu à la Casa Rosada, le palais présidentiel. Cette visite, interprétée comme la marque du soutien gouvernemental, avait fait scandale. A l'époque, Yabran était souriant et sûr de lui. Il affirmait que, pour lui, *« le pouvoir était synonyme d'impunité »*.

*Christine Legrand*

## Panne quasi générale des « pagers » aux Etats-Unis

**LA PANNE DU SATELLITE AMÉRICAIN** de télécommunications Galaxy IV, dans la nuit de mardi 19 au mercredi 20 mai, a rendu muets des dizaines de millions de *pagers* aux Etats-Unis. Quelque 40 millions d'adeptes de ces appareils de radiomessagerie, soit environ 90 % des abonnés, ont été affectés par la panne. La société PageMart, qui assure la messagerie, a estimé que le retour à la normale prendrait une semaine. Plusieurs chaînes de radio et de télévision ont été également gênées par cette panne, mais la plupart ont pu basculer leurs émissions sur des circuits de secours. – *(AFP.)*

## Nouvelles sanctions administratives et judiciaires en Corse

**LA PRÉFECTURE DE CORSE** a indiqué, mercredi 20 mai, que le directeur de l'hôpital de Bonifacio (Corse-du-Sud) a été suspendu de ses fonctions après la constatation par la chambre régionale des comptes d'*« irrégularités »* et de *« légèretés »* dans sa gestion. Par ailleurs, la brigade financière de la gendarmerie d'Ajaccio a été chargée d'une enquête préliminaire sur des détournements de fonds publics destinés au centre culturel de Sartène (Corse-du-Sud) mais qui auraient été versés à l'ancien club de football de la ville. Le trésorier de l'association culturelle et directeur de cabinet du maire Dominique Bucchini (PCF) a été suspendu pour quatre mois de ses fonctions dans l'association. M. Bucchini a indiqué que son directeur de cabinet avait *« effectué ces transferts de crédits de sa propre initiative »*. Des élus nationalistes de Corsica Nazione avaient porté plainte le 6 mai.

### DÉPÊCHES

■ **CONSOMMATION : la Commission européenne a accepté,** mercredi 20 mai, le compromis de la présidence britannique de l'Union sur l'étiquetage des produits alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés (OGM). L'étiquetage des aliments à base de maïs et de soja devra mentionner de façon claire s'ils contiennent des OGM et non se contenter de la mention *« susceptible de contenir des OGM »*. Cette proposition, qui répond à la demande des associations de consommateurs, pourra être adoptée sans débat par le prochain conseil des ministres européens.

■ **SANTÉ : le gouvernement a ordonné, mercredi 20 mai, le retrait des fromages maroilles de la marque « La Ferme blanche »,** après détection d'une bactérie nocive dans certains d'entre eux. Aucun malade n'a été signalé jusqu'à présent. Les consommateurs qui détiennent ces produits sont invités à les rapporter aux points de vente.

■ **AFFAIRES : les policiers de Nanterre (Hauts-de-Seine) ont interrogé, mercredi 20 mai, à la demande du juge Patrick Desmure,** Georges Quémar, ancien directeur général de la Ville de Paris chargé du personnel. Dans un entretien au *Parisien* du 18 mai, M. Quémar avait dénoncé l'existence d'*« environ 300 emplois fictifs »* rattachés au cabinet du maire de Paris, entre 1983 et 1988. Son récit n'aurait apporté aucun élément intéressant l'enquête du juge sur les liens entre le financement du RPR et la Ville de Paris, ont indiqué au *Monde* des sources judiciaires.

■ **JUSTICE : la cour d'appel de Dijon a condamné, mercredi** 20 mai, à des peines de 5 000 et 10 000 francs d'amende, Jacques Seurot, professeur d'histoire, et Claude Massard, principal du collège privé Saint-François-de-Sales de Dijon, poursuivis pour incitation à la haine raciale et injures raciales à la suite de la publication, en novembre 1996, d'un texte dans le journal de l'école. En première instance, MM. Massard et Seurot avaient été relaxés sur un point de droit. Ils ont annoncé leur intention de se pourvoir en cassation.

■ **CULTURE : le conseil d'administration de l'Adami** (Société civile pour l'administration des droits des artistes et musiciens interprètes) s'est réuni en urgence mercredi 20 mai après l'annonce de la mise en examen pour abus de confiance de Maurice Vallier, président, Frédéric Bard, secrétaire général, François Parrot, membre du directoire, et Christian James, directeur administratif et financier. Démissionnaire, ainsi que Maurice Vallier, qui assurera l'intérim jusqu'à l'élection d'un nouveau président, Christian James a été maintenu à son poste.

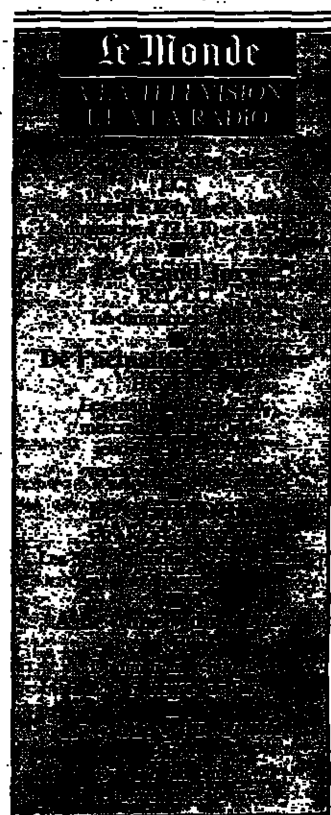
## Des cadres territoriaux opposés au FN créent un « comité de vigilance »

**DES CADRES TERRITORIAUX,** qui se disent *« d'horizons les plus divers, attachés au service du public et aux valeurs républicaines »*, annoncent la création d'« un comité de vigilance pour le respect de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ». Cet appel est publié par *La Lettre du cadre territorial* dans son numéro du 15 mai.

*« Les déclarations, le programme du Front national inquiètent tous les républicains. Les actes, les écrits, les paroles de ce parti mettent en cause les valeurs qui fondent notre République »*, affirme l'appel. Ses signataires, soucieux *« de ne jamais avoir à faire acte de repentance »*, s'engagent à soutenir *« les citoyens (personnels et habitants) confrontés au totalitarisme, pour le respect du droit et des principes républicains »* tout en *« exerçant loyalement la mission de service public »*.

Gilles du Chaffaut et Pierre Grégoire, les coordinateurs de l'initiative, occupent les fonctions de directeur général du conseil général du Territoire-de-Belfort et de secrétaire général adjoint de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Nombre des quarante premiers signataires travaillent dans des collectivités gérées par des élus de la gauche « plurielle ».

*« Nous ne voulons ni mettre en cause les cadres qui travaillent dans des municipalités détenues par le Front national, ni mettre en cause le suffrage universel, mais il y a des principes républicains à respecter »* explique M. du Chaffaut. A ceux qui invoquent le droit de réserve imposé aux fonctionnaires, il réplique que *« l'obligation de réserve s'arrête là où sont violés les principes républicains, quelles que soient les collectivités »*. Déjà, en mars 1997, *La Lettre du cadre territorial* posait abruptement la question : *« Mairies FN : désobéir, partir ou collaborer ? »* Claude Mauves, directeur de la publication, administrateur territorial, écrivait en ouverture du dossier : *« Notre responsabilité est de désobéir, de résister et d'organiser cette résistance afin de miner et de déstabiliser à notre tour le pouvoir de ces élus. »*






Tirage du Monde daté jeudi 21 mai : 469 767 exemplaires. 1 -

هكذا من الأصل

**LE FEUILLETON DE PIERRE LEPAPE**
« Secrets de voyage »
de Jean-Didier Urbain
page II

**LA CHRONIQUE**
de Roger-Pol Droit
page V



Le Monde des LIVRES

VENDREDI 22 MAI 1998

**ISRAËL : CINQUANTE ANS** pages VI à IX





COLL. J. GREEN/DIFF. GALLIMARD

Julien Green en 1936

# Green et son Autre

*Ecrivain consacré par « La Pléiade », l'auteur de « Léviathan » n'en a pas fini avec ses vertiges*

Retenus par des cordelières, les lourds rideaux ne sont pas encore lâchés devant les hautes fenêtres, mais des stores filtrent la lumière, condamnant les tableaux – une grande toile en face du bureau, un assemblage de petits cadres derrière le fauteuil de l'écrivain – à rester obscurs. Elégant comme pour une noce, calé au coin d'un canapé, entravé par l'âge (il se plaint de douleurs épisodiques dans les jambes et les articulations des mains, s'excuse d'une surdité qui l'oblige à demander à ses interlocuteurs de parler fort, de repéter parfois leurs propos), Julien Green pétille, manifestement gourmand de recevoir quelqu'un. Eric Green, son fils adoptif, est là, qui lui rafraîchit la mémoire.

Ainsi, lorsque nous évoquons le naufrage du *Titanic*, qui l'impressionna tant durant son enfance, Julien Green se fait naître en 1905. *« Mais pourquoi dis-tu cela ? Tu veux te rajeunir ? Tu es né en 1900 ! »* Julien Green prend un air mi-étonné, mi-amusé : *« Ah oui ? »* Curieux, avide d'embrasser tout ce qui passionne ses contemporains, il exprime le désir de voir le film qui attire les foules : *« Le désastre du* Titanic, *après le tremblement de terre de Messine en 1908, m'était apparu comme révélateur de la fin d'un monde. Déjà, à l'époque, la corruption s'étalait partout. L'argent était devenu le dénominateur commun. Un veau d'or. »* Eric Green raconte : la dernière fois qu'ils sont allés au cinéma, c'était une après-midi, et ce n'était pas un très bon film. Julien Green eut ce mot, pour commenter sa déception : *« C'est normal ! Il n'y avait pas d'étoiles dans le ciel lorsque la séance s'est achevée ! »* Julien Green, dans une béatitude : *« Ma première émotion vraiment très profonde m'a été donnée par la vue d'un ciel étoilé. J'ai eu alors le sentiment d'une présence, la certitude qu'il y avait quelqu'un, qu'il y avait de l'amour. Il y avait comme une force qui descendait en moi. Plus tard, j'ai compris que ce ciel étoilé, c'était Dieu. »*

Un ange passe.

Nous enchaînons sur Claude Lorrain : *« J'ai une prédilection pour les peintres de l'aube et du crépuscule. Ce que Baudelaire appelait le crépuscule du soir et le crépuscule du matin. » « Baudelaire a exercé sur moi une influence considérable, à la fois dans son refus de la boursouflure et pour son optique pessimiste, son amour du mystère. Il avait le même sens de l'absolu que Pascal, les mêmes élans, les mêmes dégoûts, la même violence. Baudelaire a rejoint cette phrase de Pascal : "Celui qui croit que le bien de l'homme est en la chair et le mal en ce qui le détourne du plaisir des sens, qu'il s'en soûle et qu'il en meure." »* Les romans de Julien Green (*« les seuls romans baudelairiens »*, écrit José Cabanis) sont des histoires de vertige. Il y a chez lui des hommes et des femmes qui suffoquent dans les ténèbres de la frustration, des innocents effarés de découvrir dans la sexualité un affreux ravissement, des êtres meurtris par la douleur du désir et torturés par les affres de la grâce. Il y a des mains qui tuent, des cous qu'on étrangle, des yeux qui s'ouvrent à la fois sur la peur et l'émerveillement, des yeux qui cachent leur flamme obscure et font briller la double fascination de la perte et du salut. Il y a des corps insurgés et des âmes attirées par les béatitudes, des corps violés et des âmes nocturnes. *« Le corps a une ombre, l'âme a la sienne »*, dit Julien Green, qui a souvent confessé son *« mal à supporter le bonheur »*, *« la manifestation sombre et violente de l'instinct »*, *« l'odeur de fruit et de chair qui donne envie de mourir »*, *« la lutte exaspérée contre la tentation »*, et qui cite volontiers cette phrase qu'il attribue à son ami Jacques Maritain : *« S'il n'y avait pas de péché, il n'y aurait pas de roman. »*

*Jean-Luc Douin*

Dans ce regard empreint de plénitude passent autant de malices que de dévotions. A propos de Jacques Maritain (*« Peut-être la plus grande rencontre de ma vie, tant sur le plan de la foi que de l'amitié. Quand il entrait dans une pièce, il faisait beau. »*), il répète plusieurs fois, pour bien savourer le bon mot, le surnom donné à sa femme, Raïssa : *« la Samaritaine »*. Puis redevient pieux, pour magnifier le pape Paul VI (*« figure énigmatique, ascète, le plus grand pape que j'aie rencontré »*), et l'abbé Cognet, dont il fut proche, à l'époque où il décida de renoncer au monde du plaisir, de revenir à la source du christianisme pur : *« Il termina un sermon par ces mots : "Maintenant, il faut conclure...", et il est mort. Oh, mon Dieu ! »* D'autres grandes figures défilent, parmi lesquelles André Breton, dont la langue est digne des *« grandes orgues françaises, comme Bossuet »*. Le grand prêtre du surréalisme voyait en Julien Green *« l'exemple le plus vrai de l'écriture automatique naturelle »*.

Green n'en a jamais fini d'explorer le mystère de sa création : *« C'est comme si je tombais dans un rêve. J'ai toujours commencé mes livres sans savoir où j'allais, comme si mon subsconscient menait le jeu. Au départ, j'ai un personnage. Ou un paysage. Pour* Moïra, *j'ai vu le garçon exactement comme il était, roux. Pour* Le Mauvais Lieu, *j'étais dans un autobus, et j'ai vu une petite fille de douze ans, exquise, et tout a coulé de source.* Adrienne Mesurat, *je la voyais dans une pièce, debout, regardant les portraits de famille sur les murs (ce que chez nous on appelle le cimetière), et quelque chose me poussait en avant, me suggérait ce que je devais dire. Je ne savais pas qu'à la fin elle allait devenir folle, ce fut pour moi une énorme surprise. Pour* Léviathan, *c'est le souvenir d'une femme que j'avais vue dans un restaurant qui m'a guidé ; c'était à Aix-en-Provence, dans une salle sombre, et elle ressemblait à une peinture de Courbet. Je suis chaque fois le spectateur de ce que j'écris. Je n'y comprends rien. Une partie de moi-même m'échappe. C'est un Autre. Je ne sais pas qui écrit mes romans. Il m'arrive d'être étonné, sinon horrifié par ce que j'ai écrit. J'ai revu récemment le film que Léonard Keigel a adapté de* Léviathan. *Je n'ai pas compris comment j'avais pu écrire une histoire aussi noire. »* Eric Green surenchérit : *« Tu as même sursauté pendant la scène de la gifle, et tu as dis : "Oh ! C'est dégoûtant ! " Et pourtant, c'est bien toi qui as écrit cette histoire ! »* Julien Green semble désemparé, pris la main dans le sac : *« Mais je déteste la violence ! »* Nous insistons : *« Vos romans regorgent pourtant d'une violence souterraine... »* Désarroi. Silence.

**Lire la suite page IV**

# Les défaillances du visible

*Deux livres de poèmes, des lettres. Les lieux du secret d'Emily Dickinson*

**UNE ÂME EN INCANDESCENCE**
d'Emily Dickinson.
Poèmes traduits de l'anglais (Etats-Unis) et présentés par Claire Malroux (bilingue), éd. José Corti, « Domaine romantique », 610 p., 170 F.

**LE PARADIS EST AU CHOIX**
d'Emily Dickinson.
Poèmes traduits et présentés par Patrick Reumaux, Librairie Elisabeth Brunet (70, rue Ganterie, 76000 Rouen), 552 p., 170 F.

**THE MASTERS LETTERS**
d'Emily Dickinson.
Traduites par Claudine Prache, suivies de dix-huit poèmes traduits par O. des Fontenelles, éd. Cazimi (82, bd Gambetta, 02100 St-Quentin), 49 p., 75 F.

La question du rapport à l'époque, aux lieux et milieux de la création, se pose pour tout génie. On juge ordinairement que ce rapport est à l'avantage de l'artiste dont le génie transcende, les excédant de toutes parts, les données contingentes – pays, culture, histoire. Ainsi, la tentation est grande de simplifier l'image de la très mystérieuse Emily Dickinson, d'en faire un pur, éthéré génie féminin suspendu hors du temps et de l'espace, pythie laconique et farouche ne faisant entendre, à travers la sienne, que la voix des sphères. Certes, le cliché est séduisant, qui accrédite l'idée d'une génération spontanée ; certains arguments militent même en sa faveur... A la place de ce mythe, posons un paradoxe. C'est au lieu même où Dickinson est enfermée dans son temps et son espace qu'elle échappe, par quelque trouée improbable et inouïe, à son milieu d'origine, à sa culture. C'est là que s'accomplit une opération littéraire – mais aussi existentielle – qui métamorphose la contingence et les circonstances, libérant une parole absolument singulière et universelle. Universelle *parce que* singulière. *« Mais l'Epoque ici ne pouvait faire souche / Car la Durée rendait l'âme. »*

*Patrick Kéchichian*

A sa mort, le 15 mai 1886, Emily Dickinson laissait derrière elle près de deux mille poèmes – 1 775 exactement, selon les derniers recensements –, des lettres intensément bizarres (1), témoignages d'une vie surtout intérieure – ou systématiquement intériorisée –, et l'image de son beau visage, comme figé dans une jeunesse têtue, qui ne passe pas. Mais tout cela, au lieu de lever le secret d'un être, semble avoir été conçu et vécu pour mieux le sceller (2).

Quelques traits de l'œuvre peuvent cependant aider à situer les lieux du secret. Une ironie grinçante et terrible dont rien, en ce monde comme dans l'autre, ne paraît être protégé ; et l'ironiste moins que quiconque. Le goût de l'abstraction et de la spéculation métaphysique, formulées en phrases tranchantes et définitives. Une passion folle, sans limite, dont l'objet tremble et vacille – mais pas la ferveur –, passant de la plus humaine affection aux figures de l'invisible ; et retour : *« Les quelques objets mortels qu'elle accepte d'évoquer sont criblés par son désir jusqu'à en être transparents »*, expliquera un critique américain. L'évanouissement des frontières naturelles du proche et du lointain, de l'intime et du monde, du familier et de l'étrange, de la beauté et de sa perte ou de sa fuite : *« Tout ce que nous préservons de la Beauté est son Evanescence »*, affirme-t-elle dans une lettre de 1850. Le pur effroi enfin, mêlé à une incompréhensible douceur, à une *« simplicité sans abri »*...

Ces traits, on peut les retrouver, à leur place, dans l'existence de Dickinson. Née en décembre 1830 dans le monde à la fois neuf et sans âge de la société puritaine de la Nouvelle-Angleterre, elle était la fille d'un avocat qui fit une carrière politique au Congrès. Eduquée au collège d'Amherst (sa ville natale, dans le Massachusetts), fondé par son grand-père, elle se démarque, dès la fin de son adolescence, de la lourde religiosité ambiante : *« Ils sont tous croyants – sauf moi – et, chaque matin, s'adressent à une Eclipse – qu'ils appellent leur "Père" »*, écrit-elle à propos des siens, dans une lettre d'avril 1862. Mais la Bible reste au centre ; elle, par la poésie, s'évade dans la périphérie, fréquente assidûment les lointains – *« Mon travail est la circonférence »*, dit-elle à son mentor, le médiocre Higginson, en juillet de la même année.

Mais le cercle est d'abord mental, dans lequel Dickinson fait entrer des hommes, des femmes, des enfants, les attirant, leur conférant un rôle, comme dans un jeu de poupées dont, adulte, elle aurait fixé le théâtre.

(1) Voir des extraits de la correspondance, traduits par Patrick Reumaux, sous le titre *Autoportrait au roitelet* (Hatier, 1990).

(2) Voir l'intéressante thèse de Christine Savinel, *Emily Dickinson et la grammaire du secret* (Presses universitaires de Lyon, 1993).

**Lire la suite page III**

**le feuilleton**

*de Pierre Lepape*

# La nostalgie du nomadisme

**SECRETS DE VOYAGE**
**Menteurs, imposteurs et autres voyageurs invisibles**
de Jean-Didier Urbain.
Payot, 466 p., 149 F.

*A lire Jean-Didier Urbain, l'exotisme et l'aventure seraient aujourd'hui synonymes de métamorphoses et de clandestinité*

Au milieu des années 20 de ce siècle, une jeune femme, Maryse Choisy, décide de réaliser un exploit : passer un mois parmi les moines du mont Athos, ces champions de l'hyper-misogynie qui n'admettent en leur communauté que des tenants, animaux ou humains, du sexe viril. Les barbus patentés sont seuls tolérés au sein de cette farouche communauté. Maryse ne lésine pas sur les moyens. *« Je me suis fait couper les seins chez le docteur Noël »*, écrit-elle (1). Ensuite, elle se fait installer un vrai-faux pénis acquis à Istanbul : *« Le mont Athos n'est pas seulement défendu aux femmes. Les eunuques aussi en sont bannis. Quand les moines ont des doutes sur le sexe d'un visiteur, ils le prient de se soulager devant eux. Il me fallait donc un appareil en tous points perfectionné. »* Elle modifie son comportement, ses gestes, se coupe les cheveux, s'affuble d'une moustache postiche. L'habit finit de faire le moine : elle rapporte un reportage qui doit beaucoup de son succès au scandale de l'effraction.

Effraction réelle ou pseudo-effraction ? Vrai reportage ou habile fiction ? Nul ne saurait aujourd'hui encore en décider. Certains voyages secrets le sont à un point tel que personne ne peut trancher de leur imposture ou de leur véracité. C'est la définition même du secret s'il n'est pas de Polichinelle que d'avoir une existence – ou une inexistence – indémontrable. De la même façon, quand Günther Wallraff nous raconte dans *Tête de Turc* comment il s'est transformé en travailleur immigré pour vivre la vie quotidienne d'un esclave salarié oriental dans l'industrie allemande, il doit nous présenter quelques indices probants de son autre vie – photos, enregistrements, lettres – pour ne pas nous obliger à le croire sur parole. Ce n'est pas tout de voyager, encore faut-il prouver qu'on l'a fait. A moins d'écrire des romans.

Mais même dans ce cas la frontière entre le mensonge et la réalité du voyage reste poreuse. Jean-Didier Urbain nous remet en mémoire l'étrange figure du romancier allemand Karl May dont le succès populaire outre-Rhin égala celui de Jules Verne en France. May qui ne quitta jamais sa bonne ville de Dresde, hormis pour quelques années en prison pour vols et escroqueries, fit beaucoup mieux qu'inventer Winettou, le héros indien de ses romans et un Far-West tout droit sorti de son imagination ; il se fit la chronique vivante de ses pseudo-aventures nord-américaines, photographies en costume à l'appui et offrit même à sa ville le premier musée européen, entièrement fictif, consacré à la conquête de l'Ouest et à son épopée. Est-on moins voyageur à demeurer immobile ?

Choisy et May sont deux exemples extrêmes de cette nouvelle anthropologie du voyage dont Jean-Didier Urbain, de livre en livre, a entrepris de dessiner les contours. Dans ses ouvrages précédents, Urbain avait analysé les deux formes canoniques modernes du voyage de loisirs : le tourisme et la villégiature ; le syndrome Philéas Phogg et le syndrome Robinson Crusoé ; le nomadisme compulsif et le nomadisme interrompu par un rêve de sédentarisation (2). Ce troisième volume broche sur les premiers une dimension supplémentaire, plus spécifiquement contemporaine, plus proche aussi de la littérature : on voyage moins pour *voir* que pour devenir *invisible*.

En attendant les futurs voyages interplanétaires, tout a été vu. Le voyage géographique a épuisé ses charmes et ses puissances de nouveauté. Sur ce terrain, ceux qui ne se résignent pas à imiter et à adopter la morale du troupeau sont conduits à surenchérir sur la manière de voyager, jusqu'à l'absurde : traverser l'Atlantique à la nage, escalader le mont Blanc à bicyclette ou, comme le faisait Georges Perec, marcher six kilomètres dans Paris en n'utilisant que des voies couvertes. Des manières de dire que le voyage n'est qu'une exploration de soi-même, de ses capacités physiques, de sa résistance à la souffrance ou de ses connaissances topographiques. Des voyages intérieurs, malgré le spectacle des apparences. Des manières déjà de troubler le jeu du voyage-connaissance que les agences de tourisme n'ont pas manqué d'exploiter. Découvrir l'autre ou l'ailleurs compte beaucoup moins que se découvrir soi-même.

Avec le voyage ethnologique et ses répercussions dans le voyage ordinaire, une autre aventure commence qu'on pourrait appeler le périple vers l'authentique, qu'on cherche celui-ci dans une tribu amazonienne, dans une banlieue de la région parisienne ou dans tout autre lieu interdit à sa classe sociale – Jack London explorant l'East-End misérable de Londres –, à son sexe – Isabelle Eberhardt pénétrant dans les lieux saints de l'Islam –, ou simplement à sa situation – le journaliste se faisant passer pour ce qu'il n'est pas. On voit déjà ce qui fait du voyage une dimension du secret. Afin de ne plus apparaître comme un intrus, un envahisseur étranger venu se saisir de l'identité de l'autre, le voyageur est amené à *gommer* ou à *transformer* sa propre identité : à modifier son costume pour mieux se fondre dans le milieu ambiant, à changer son langage, à remodeler ses manières de vivre et de sentir. Bref à payer d'une certaine imposture le prix de l'authentique.

Un pas de plus, et cette perte ou ce travestissement de l'identité deviennent le but réel du voyage. Jean-Didier Urbain montre que l'ambiguïté existait déjà, à peine voilée, chez nombre de grands voyageurs du siècle dernier. Chez Julien Viaud qui écrivit sous le nom d'un de ses personnages, Pierre Loti, il est clair que le goût de la bimbeloterie exotique, des paysages lointains, des créatures féminines de rêve et des déguisements orientaux est le masque transparent d'un refus de s'accepter et d'une fuite éperdue devant son homosexualité. Isabelle Eberhardt, lorsqu'elle changea de sexe et de religion pour devenir Mahmoud, s'en trouva si bien que le chemin inverse lui fut insupportable.

Le voyage a toujours été un moyen de se cacher, de s'échapper ou de disparaître. En quoi il ressemble encore à la littérature. Ce qui est nouveau, c'est la forme massive qu'a prise ce besoin de disparition et de métamorphose. Comme si le vieux nomade en nous ne pouvait plus supporter les rigueurs et les contrôles d'une société ultra-sédentarisée. Le loisir, le temps qui échappe au travail, est la bête noire de nos sociétés civilisées : le moment où le temps individuel risque d'échapper à la surveillance sociale. D'où la pléthore d'organismes, d'institutions et d'objets qui ont pour fonction d'encadrer et de canaliser ce temps potentiellement anarchique : congés payés, permissions, associations, télévision. De quoi s'assurer que vous êtes toujours à l'endroit où vous devez être : repérable, identifiable, joignable, fût-ce par hélicoptère dans une station de l'Himalaya.

On le constate chaque jour, à l'encontre des discours sur la libre circulation des personnes : le nomade, le vrai, celui qui sort des sentiers balisés de la croisade et de la croisière, du pèlerinage culturel ou du sacrifice balnéaire, transporte avec lui les inquiétudes, les peurs et les rejets de l'asocialité. Mais la vieille pulsion nomade n'est pas morte. Urbain pense même qu'elle se revivifie au fur et à mesure que pèsent davantage contraintes et contrôles. L'envie se fait plus forte de s'évanouir, de disparaître et de se mettre aux abonnés absents de la société, pour quelques heures, pour quelques jours.

On voyage clandestinement ; on quitte sa peau sans en rien dire à personne ; on sort du circuit pour se fondre dans un autre, subrepticement, furtivement. Le voyage n'est plus ce qu'on raconte aux autres, mais ce que l'on tait, dans le secret d'une intimité enfin protégée. Peu importe où l'on va – parfois même on ne va nulle part : voyager, c'est ne plus décrocher le téléphone, ne plus écouter le répondeur ; devenir, un instant, sauvage ; parcourir un territoire où l'on a le bonheur et le frisson de se sentir étranger, perdu, en effraction. Montaigne, déjà : *« A ceux qui me demandent raison de mes voyages : que je sais bien ce que je fuis, mais non pas ce que je cherche (...) C'est toujours un gain de changer un mauvais état à un état incertain. »*

Faut-il rapporter ce besoin moderne du secret, de la dissimulation et de la double identité à la vogue de l'espionnage et du roman policier ? Urbain l'affirme, avec des arguments qui ne manquent pas de pertinence. Nous avons en tout cas besoin de croire que sous le monde réel si strictement balisé et quadrillé, il en existe un autre, tout aussi vaste, dans lequel il nous est possible, au prix de quelques maquillages et de quelques impostures, de nous fondre, sous la protection de l'anonymat afin de n'être pas, enfin, ce que nous sommes : des immobilisés qui font des tours.

Il y a bien d'autres traversées possibles du livre de Jean-Didier Urbain, bien des chemins vagabonds aussi que l'auteur explore un instant avant de revenir au gros de ses moutons. La matière est abondante, la science certaine, l'intelligence vive. Pour que le plaisir de l'esprit soit comblé, il suffirait que le professeur laissât davantage la bride à l'écrivain. A quelques belles pages, on sent qu'il s'en faut de peu et que la lutte entre la morale de l'universitaire et l'esthétique de l'artiste a été chaude. Un soupçon d'aventure littéraire en plus et *Secrets de voyage* aurait rejoint sur les rayons de notre bibliothèque de l'ailleurs, aux côtés de Theroux et de Chatwin, de Bouvier et de Cortazar, l'irremplaçable *Voyages sans alibi* de Jacques Meunier (3).

(1) Publié en 1929 aux Editions de France sous le titre *Un mois chez les hommes*, le « reportage » de Maryse Choisy n'a semble-t-il jamais été réédité.
(2) *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes* (Plon, 1991, réédité par Payot, « Petite bibliothèque », en 1993. Et *Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires* (Payot, 1994, réédité dans la coll. « Petite Bibliothèque » en 1996) *L'Archipel des morts* (Payot, « Petite Bibliothèque », P 337).
(3) Flammarion, 1994.
* La toujours excitante revue *Cultures en mouvement* que dirige Armand Touati consacre son numéro de juin-juillet (68 p., 40 F) au voyage. Avec des contributions de Jean-Didier Urbain, de Michel Serres, de Marc Boyer et André Rauch.

**version originale**

# Les méandres de l'axe Paris-Bonn

*L'analyse de Werner Rouget sur la position française lors de la réunification*

**SCHWIERIGE NACHBARSCHAFT AM RHEIN FRANKREICH-DEUTSCHLAND**
de Werner Rouget.
Ed. Bouvier (Bonn),
140 p., 24,80 DM.

Au moment où les relations franco-allemandes traversent une phase d'incompréhension que n'arrivent pas à masquer les sourires officiels, ce livre devrait être mis très vite à la disposition des lecteurs peu familiers de la langue allemande. Car ils y trouveront en quelques pages limpides une réflexion indispensable à la compréhension de ces rapports, privilégiés mais jamais simples, entre deux voisins qui se sont combattus pendant des siècles. Ce livre apporte aussi un éclairage instructif sur la manière dont les dirigeants allemands ont apprécié la politique française au moment de la réunification. On est assez loin des interprétations avancées après-coup par François Mitterrand lui-même ou par certains de ses collaborateurs.

Non, le président de la République n'a pas admis, approuvé, soutenu dès le premier instant, la réunification des deux Etats allemands, comme s'il avait eu une préscience fulgurante de ce qui allait se passer après la chute du mur de Berlin le 9 novembre 1989. Il est même allé, le 6 décembre 1989 à Kiev, s'enquérir auprès de Gorbatchev s'il pouvait toujours compter sur la « réassurance » soviétique. Werner Rouget est très critique sur cette démarche qu'il compare à la visite de Charles de Gaulle à Staline en 1944, ou à celle de Georges Bidault auprès du même Staline en 1947 pour chercher, en vain, le soutien de Moscou dans la question sarroise. A Kiev, Mitterrand comprend deux choses, selon Werner Rouget : l'URSS ne peut plus être un contrepoids à la puissance allemande ; *« Paris n'est plus reconnu – la leçon géopolitique était claire – comme le partenaire décisif dans les affaires allemandes. »*

*L'intérêt de ces remarques tient pour une large part à son auteur et aux conditions de publication du livre. Werner Rouget a été le numéro deux de l'ambassade de la République fédérale d'Allemagne à Paris de 1983 à 1988. Pendant ces années et après sa retraite dans le Bade-Wurtemberg, jusqu'à sa mort en 1995, il a consigné ses réflexions sur les relations franco-allemandes, dont il était un fin connaisseur. Deux de ses amis, Ernst Weisenfeld, ancien correspondant à Paris de la télévision allemande, et Joachim Bitterlich, conseiller diplomatique du chancelier Kohl, les ont rassemblées et organisées. Joachim Bitterlich a ajouté une postface de quelques pages qui en disent long – mais pas tout encore –, sur les rapports Paris-Bonn pendant l'automne-hiver 1989-1990. L'apport de Bitterlich confirment la difficulté de Mitterrand à accepter la réunification allemande, le rôle essentiel joué par la confiance entre le président et le chancelier dans la résolution des tensions du début décembre 1989 – « Qui se souvient de cela ne peut que saluer ce qui se passa par la suite »* –, et la « sortie par le haut », c'est-à-dire l'initiative franco-allemande du 19 avril 1990 en faveur d'une double conférence européenne, l'une sur l'union économique et monétaire, l'autre sur l'union politique. Les deux se sont conclues en décembre 1991 à Maastricht.

Werner Rouget définit Maastricht comme *« une initiative de Kohl et de Mitterrand – surtout de Mitterrand – dans une sorte de tir au but franco-européen de la dernière chance »*. Il considère que la France avait le choix entre la politique étrangère, la sécurité et la monnaie pour lier l'Allemagne dans un ensemble européen contraignant. Mitterrand a choisi la monnaie. Il serait simpliste d'en conclure, comme ont tenté de le faire ces dernières semaines les eurosceptiques allemands, que Kohl a vendu le deutschemark contre la réunification. Ce que confirment en revanche ces témoignages de première main, c'est que *« Maastricht est devenu une sorte de papier de tournesol sur lequel on peut lire jusqu'à quel point la France peut aller dans la mise en œuvre de la logique historique de sa politique allemande, afin de lier l'Allemagne réunifiée, sans augmenter de manière insupportable le risque de perdre sa propre souveraineté. »* (Rouget.)

Au conseil européen de Strasbourg, le 9 décembre 1989, le président de la République se bat pour que Bonn accepte la fixation d'une date pour la conférence sur l'UEM. Il obtient satisfaction. De l'autre côté, *« après des consultations très dures »* (Bitterlich), les Allemands arrachent un texte sur l'Europe centrale et orientale rempli de *« conditions, réserves, artifices de procédure »* destinés à repousser *« dans un avenir chargé d'incertitudes »* l'unification allemande.

Le conseiller du chancelier Kohl, qui joua alors un rôle important dans la relance franco-allemande, avec Elisabeth Guigou, Jean-Louis Bianco, Hubert Védrine, jette sur l'histoire de cette fin 1989 un regard positif. Il a fallu « seulement » trois ou quatre mois au tandem franco-allemand pour s'adapter à la nouvelle situation, dit-il. De même que Helmut Kohl explique par la mauvaise influence de Roland Dumas les réserves de Mitterrand face à la réunification allemande, de même Joachim Bitterlich invoque-t-il l'hostilité d'une grande partie de la classe politique française. Werner Rouget propose une explication plus « mitterrandienne » : en accélérant le rythme de l'intégration européenne et en freinant celui de l'unification allemande, le président a cru pendant quelques semaines pouvoir maîtriser le temps.

**D. V.**

# Le nazisme et la société allemande

*Aux discours idéologiques Hans Mommsen préfère l'histoire sociale pour appréhender la place du national-socialisme dans les consciences*

**DIX ESSAIS D'HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE**
de Hans Mommsen.
Traduit de l'allemand
par Françoise Laroche,
Préface de Henry Rousso,
éd. de la Maison des sciences de l'homme, 414 p., 190 F.

Comment historiciser le nazisme sans pour autant le relativiser ? Et comment réaffirmer l'unicité de la Shoah, à partir d'une analyse rigoureuse des étapes qui conduisirent à inverser la relation entre civilisation et barbarie ? Sans oublier de s'interroger sur la fragilité de nos sociétés industrielles face à de tels mécanismes d'autodestruction sociale. Si la démarche de Hans Mommsen est exemplaire, c'est bien par son souci de tenir ensemble cette double exigence. Chacun des dix articles rassemblés dans ce recueil en témoigne.

Figure dominante de la nouvelle histoire sociale allemande apparue dans les années 60, Hans Mommsen s'est fortement impliqué dans le débat public portant sur la place du national-socialisme dans la conscience allemande. C'est au côté de Habermas qu'on le retrouva lors de la querelle des historiens de 1987 (*Historikerstreit*) pour s'inquiéter d'un néorévisionnisme qui veut en finir avec *« l'obsession collective de culpabilité »*. Contre certaines lectures du nazisme qui ramènent la catastrophe à la seule action de Hitler ou font de l'hitlérisme une irruption singulière dans la continuité de l'histoire allemande ; à l'encontre également de la comparaison trop hâtive entre nazisme et bolchevisme, la « méthode Mommsen », comme le souligne Henry Rousso dans sa préface, consiste à plonger *« dans les profondeurs de la société allemande »*.

Qu'il se penche sur la décomposition de la bourgeoisie à la fin du XIXe siècle, sur les conséquences politiques de l'incendie du Reichstag, sur l'échec de Weimar, ou encore sur les projets de la résistance ou la structure du NSDAP, Mommsen privilégie chaque fois l'histoire sociale du politique. Attentif aux processus, et pas seulement aux intentions, il insiste davantage sur les dynamiques temporelles que sur les facteurs idéologiques. Au centre de ce recueil, ses études sur le rôle de Hitler dans la genèse de la « solution finale » restent parmi les plus emblématiques, et les plus controversées. Elles lui vaudront d'être considéré comme l'un des chefs de file du courant dit fonctionnaliste. Contestant la prééminence du Führer – en qui il n'hésite pas à voir un *« dictateur faible »* –, Mommsen souligne la rivalité entre ses lieutenants. Plus qu'une politique programmée de longue date, l'extermination des juifs lui apparaît comme le fruit d'un processus de *« radicalisation cumulative »*, relevant avant tout de mécanismes de surenchère et d'escalade, souvent improvisés.

De quelle manière une représentation, en l'occurrence celle d'une destruction de masse, en vient-elle à basculer en réalité opératoire et à s'autonomiser peu à peu au point de développer une dynamique propre ? Comment s'opère la transformation de la violence *« en un habitus pur et simple »* ? Comment disparaît tout facteur inhibant parmi la foule ? Questions qui demeurent, pour l'historien, fondamentales. Impossible, en tout cas, d'y répondre au moyen du seul endoctrinement, ou encore en invoquant le poids d'une certaine « culture politique » autoritaire. L'éclatement des responsabilités, caractéristique du régime nazi, associé au perfectionnisme bureaucratique, constituent, aux yeux de Mommsen, un des éléments essentiels pour comprendre la conversion de l'idéologie raciste en action effective et systématique.

A l'heure où, en France, l'épineux problème des rapports entre histoire, mémoire et justice se voit derechef projetée au premier plan des débats – procès Papon ou « procès du communisme » oblige –, l'intérêt de cet ouvrage tient aussi au questionnement sur la pratique historienne du temps présent. Mommsen suggère l'un des lieux où peuvent se rencontrer, sans se confondre, engagement scientifique et engagement civique du chercheur. Ainsi lorsqu'il enjoint, à la lumière même de ses travaux, à *« combattre le goût pour la soumission à l'autorité comme norme de comportement »*. *« L'Holocauste*, poursuit-il, *en est le signal de danger permanent, car il rappelle la défaillance, à tous moments décisifs, des vertus du bon citoyen. »*

**Alexandra Laignel-Lavastine**

هكذا من الإصل



# Enfances en miettes

*Sur le fil tremblant des souvenirs – ceux d'une femme élevée dans les taudis de Caroline du Nord ou ceux des Indiens Ojibwé –, Jim Grimsley et David Treuer dépeignent l'Amérique de la misère et de la marginalité*

**L'ENFANT DES EAUX**
**(My Drowning)**
de Jim Grimsley.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Geneviève Leibrich,
Métailié, 246 p., 120 F.

**LITTLE**
de David Treuer.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Marie-Claire Pasquier,
Albin Michel, « Terres d'Amérique », 326 p., 140 F.



HENRI CARTIER-BRESSON/MAGNUM

Les jeunes romanciers américains regardent volontiers par-dessus leur épaule. Ce qu'ils voient en se retournant, ce sont des reflets de leur propre histoire, mais aussi ceux d'un passé collectif qui n'a rien de très reluisant. Depuis quelques mois, les éditeurs français ont fait traduire plusieurs livres où transparaît la face pauvre et marginale des Etats-Unis. Un visage honteux, plutôt lugubre mais pas tout à fait dénué d'espoir, dont les échos romanesques sont souvent conduits par des souvenirs d'enfance. L'émotion, tenue en lisière, n'est jamais très loin dans ces récits traversés par les conflits extérieurs – la deuxième guerre mondiale, celle du Vietnam – et ceux, très intérieurs, que se livrent les classes sociales, les ethnies ou les membres d'une même famille.

Né en 1955 et vivant à Atlanta, Jim Grimsley a été découvert en Europe avant d'émerger dans son propre pays. *Les Oiseaux de l'hiver*, son terrible et magnifique livre inaugural (1), a reçu le prix du premier roman de l'Académie des beaux-arts de New York. Dans *L'Enfant des eaux*, Grimsley renoue avec un univers proche de celui qui l'avait inspiré pour *Les Oiseaux de l'hiver*. Un adulte, une femme cette fois, se remémore son enfance misérable dans des taudis de Caroline du Nord. Pendant que la deuxième guerre mondiale fait rage quelque part de l'autre côté du poste de radio, la famille de la petite Ellen sombre dans une pauvreté de plus en plus effrayante.

En même temps qu'il décrit les causes et les conséquences d'une déchéance, Grimsley trace avec une subtilité remarquable les mécanismes de la mémoire. Comme un sismographe à la pointe extrêmement fine, l'écriture du romancier accompagne les moindres tressaillements du souvenir. Sans aucune rupture, la narration épouse les changements d'âge d'une fillette qui passe de la toute petite enfance à la pré-adolescence. Au début, ce sont des impressions, des images décousues, tremblotantes, l'interpénétration des rêves et de la réalité.

Une sorte d'univers aquatique et mouvant. Puis, à mesure qu'avance le récit, le « je » se fait plus présent, les personnes et les lieux sont situés de manière plus précise. Les images du passé demeurent cependant subordonnées à *« la nature ondoyante du souvenir, telle une fumée, si odorante quand vous la captez »*. Il y a, dans ce livre plein de poésie et de sensualité, l'ambiguïté d'un temps *« où tout se côtoie et où tout se touche »*. Et le regard muet d'une enfant souvent brimée, dont la dépendance se traduit par des situations où elle est physiquement en dessous de quelque chose. De là, elle examine les adultes comme des tableaux, à l'exception d'une mère adorée dont le souvenir est animé par la tendresse.

Chez Jim Grimsley, comme chez David Treuer, la nourriture est abondamment évoquée. Les aliments réels ou rêvés, tels qu'ils envahissent les fantasmes des pauvres, sont représentés par Treuer avec une gourmandise qui met l'eau à la bouche. D'origine indienne ojibwé, comme les personnages qu'il fait exister, ce jeune romancier bâtit un récit à plusieurs voix autour de la vie et de la mort d'un garçonnet de huit ans, Little.

En remontant le fil de leurs souvenirs, les habitants d'une petite communauté nommée *« Pauvreté »* peignent la misère physique et morale d'un peuple condamné à l'arrachement. Nonobstant quelques longueurs, *Little* est un premier roman sensible et original, qui décrit l'espèce d'apesanteur où flottent des individus privés de leur histoire. Très finement, le texte se fait le mime de cette situation, soulignant le vide, l'absence et la fuite. Avec, en point d'orgue, le cercueil béant de Little.

**Raphaëlle Rérolle**

(1) Métailié, 1994.

# Les défaillances du visible

**Suite de la page I**

Toute sa vie, elle élira ainsi des « maîtres », se donnant à elle-même une position subalterne et magnifiquement orgueilleuse. Les auteurs de son temps – les Browning, Emerson (qui vient faire des conférences à Amherst, mais qu'elle refuse de rencontrer), Thoreau... – sont là aussi ; elle leur emprunte les mots ou les idées, mais pour les intégrer à son propre esprit. Romantique et lapidaire, douée d'un sens subtil de la rusticité, elle s'enchante de la richesse d'un jardin clos et déduit tout l'univers de son observation des libellules. Peu à peu cependant, l'abstraction vient compenser les défaillances du visible, prend elle-même figure. Les majuscules des mots et les tirets donnent un curieux corps – comme hachuré, à éclipse – aux textes.

L'écriture – poèmes et lettres – retranscrit le passage, accorde au monde évoqué une autre visibilité. Résidente de ce qu'elle appelle *« le plus petit salon du monde, je veux dire mon cœur »* (lettre aux soeurs Nocross, septembre 1860). *« Dickinson*, comme le note Claire Malroux, *fixe hors du temps les états qu'elle traverse »*. Peu de plaintes chez elle, ou bien brèves, ouvrant, comme l'angoisse, sur de larges perspectives. La perte, l'abandon sont retournés ; l'absence est l'espace d'une passion qui ne s'éteint pas : *« Etre dignes de ce que nous perdons est le but suprême »* (lettre à Higginson, été 1862). L'amitié, comme l'amour – toujours malheureux, ne pouvant arrêter son puissant mouvement à quelque figure humaine –, est vécue dans une exaltation nerveuse et affective qui menace à tout instant l'intégrité. La mort entre dans le cercle de l'amitié ; Dickinson tente d'en apprivoiser le vertige, avec sa déchirante douceur : *« La vie est la mort avec des longueurs, la mort le gond de la vie. »* (lettre aux soeurs Nocross, fin mai 1863).

De cette exaltation désespérée, les trois mystérieuses *Masters Letters* (qui datent des années 1858-1861) témoignent d'une manière stupéfiante. Seuls les brouillons en furent retrouvés. Sur leur destinataire – mais en eurent-elles même un ? Ne s'agit-il pas plutôt de proses adressées au vide et à l'absence ? – on ne peut faire que des suppositions.

Pour la première fois en français, Claire Malroux a choisi de traduire une série presque complète de poèmes, ceux que l'écrivain avait copiés et cousus ensemble ; ils recouvrent la même période – jusqu'en 1863. Très tôt, et surtout après les années en question, Dickinson renonça à toute idée – et sollicitations – de publication. Œuvre posthume donc, et décidée telle du vivant de l'auteur. Ce fait n'est évidemment pas indifférent.

Depuis 1939 – lorsque Pierre Leyris présenta quelques poèmes dans la revue *Mesures* – les traductions, toujours partielles, de Dickinson furent nombreuses (Alain Bosquet, Philippe Denis, Charlotte Melançon, Georges Tari, Guy Jean Forgue...). L'extrême difficulté de rendre, en français, la langue, et surtout la singulière prosodie du poète, constitue un heureux pari. Il faut se féliciter qu'il soit à nouveau relevé. Non tant pour mettre les traducteurs en concurrence – ici Patrick Reumaux et Claire Malroux – mais pour l'occasion qui est ainsi donnée d'approcher, par diverses voies, les superbes énigmes de l'écriture dickinsonienne.

Le traducteur ne peut échapper à la nécessité d'une certaine appropriation. Il n'est pas là pour s'effacer, mais au contraire affirmer sa propre vision de l'oeuvre, selon un respect, une fidélité et une attention dont il établit lui-même les règles. Pour le dire rapidement, la vision de Malroux, auteur déjà d'une importante anthologie (Belin, 1990) est intellectuelle et en même temps musicale, avec une volonté de créer un équivalent poétique ; celle de Reumaux, plus sèche, cherche à traduire le laconisme de l'original. Les deux titres choisis disent assez cette différence. Mais c'est vers le même horizon fascinant que tous deux regardent. Et nous invitent à regarder.

**Patrick Kéchichian**

# Bonnes familles

*Aisance, cuisine raffinée, éducation soignée... Deux livres où circulent les fantômes de la bourgeoisie*

**L'ORACLE DE STONELEIGH COURT**
**(The Oracle at Stoneleigh Court)**
de Peter Taylor.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Paule Guivarc'h,
Gallimard, 370 p., 160 F.

**L'ÉVÊQUE DE SAN FERNANDO**
**(The Bishop of San Fernando)**
de David McLaurin.
Traduit de l'anglais
par Anne-Cécile Padoux,
Denoël, 261 p., 135 F.

L'époque a émoussé nos sens : les mets les plus fins, les romans les mieux travaillés nous lassent vite s'ils ne contiennent rien qui nous provoque, nous révolte ou nous excite. Nous ne pouvons nous passer de condiments. Dommage, on fait aussi de la bonne littérature, de bons menus, en mode mineur ; c'est l'intensité de l'émotion qui compte, plus que les événements qui la déclenchent. L'Américain Peter Taylor, écrivain du Sud qui situe souvent ses nouvelles dans les années 30 ou 40, présente cette cuisine bourgeoise dépouillée d'artifices. Il met tout son remarquable talent à raconter la vie des familles, plus précisément des familles comme il faut, celles qu'étayent des généalogies, des collèges renommés et le choix méticuleux des fiancées. On sait que les placards de leurs vastes demeures recèlent parfois des squelettes, ou plutôt, selon Taylor, des spectres.

Il ne les fait pas apparaître, cela ne se fait pas, mais il suggère du bout des lèvres leur présence, ou même la possibilité que tel cousin éloigné, telle tante chenue ne soit en réalité que... mais chut ! Le rôle de ces apparitions n'est ni de nous faire sourire, ni de nous inquiéter, simplement de perdurer, comme perdurent dans nos vies des instants de bonheur, de violence ou de haine étouffée qui nous ont marqués un jour. Ces fantômes de bonne compagnie symbolisent la permanence de nos anxiétés, des vexations subies, des craintes, et surtout des fautes : les nôtres, ou celles que d'autres ont commises sur nous.

David McLaurin, dans son premier roman, décrit un contexte analogue d'aisance, d'éducation soignée, d'émotions intimes bridées par le quant-à-soi, bref de bourgeoisie, ici traitée dans sa version ecclésiastique et même épiscopale, ce qui n'est guère fréquent de nos jours. Il lui donne un cadre antillais, si bien qu'aux tensions familiales s'ajoutent celles de la différence des races. Un jeune prêtre a fait un enfant à une servante noire, il s'arrange pour la mettre à l'abri du besoin, elle élève son fils sans lui révéler sa naissance. Le père est de bonne famille, il a brillé au séminaire et, bien qu'il ait confessé sa faute, on le fait évêque et on l'envoie en province. Pendant vingt ans, il y combat la culpabilité par la paresse, la réclusion, l'indifférence au monde. Or, Dieu le Père, par le truchement de l'archevêque, va rompre ce retranchement. Il lui envoie un adjoint, un clerc ambitieux dont la morale est moins impeccable que la soutane. Il lui envoie aussi son fils. C'est assez pour bousculer l'univers paisible du remords, d'autant que, sous le masque d'un dangereux chef mafieux, le diable règne sur San Fernando.

L'auteur a si habilement organisé son intrigue que l'archevêque devra mettre tout son talent à démêler cet écheveau, pour la plus grande gloire de Dieu. *« La religion n'a pas son pareil pour faire ressortir chez les hommes ce qu'ils ont de pire. »* On peut croire l'auteur sur parole : il est prêtre lui-même, au pays de Galles.

**Jean Soublin**

## ROMANS POLICIERS

● *par Michel Abescat*

# Tableau noir

**L'ANGE DES TÉNÈBRES**
de Caleb Carr.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jacques Martinache,
Presses de la Cité, 623 p., 135 F.

On se souvient de l'entrée fracassante de Caleb Carr sur la scène du polar. A peine sorti, voici trois ans, *L'Aliéniste* enjôlait la critique, investissait les librairies et raflait, coup sur coup, les deux principales récompenses françaises, le Grand Prix de littérature policière et le prix Mystère de la critique. Dans le New York de la fin du siècle dernier, Caleb Carr y mettait en scène un pionnier de la psychiatrie (un « aliéniste », comme on disait alors), Lazlo Kreizler, aux prises avec un tueur de jeunes prostituées. Rapidement dit, le succès du livre tenait dans la formule chère à son héros : *« La clé réside dans les détails »*. Précision de la structure romanesque et maîtrise d'une intrigue dense et foisonnante. Entre thriller et aventure, tradition des feuilletonnistes et suspense psychologique. Souci du détail historique dans la peinture des décors et des personnages comme en matière de criminologie ou de développement des méthodes, alors balbutiantes, de la police scientifique. Réalisme et vigueur du portrait de New York à l'aube de la modernité. Plongée dans ses bas-fonds et critique d'une société étroite et puritaine, gangrenée déjà par la misère, la drogue et la violence. Au bout du compte, un formidable plaisir de lecture, passionnante et décapante, et la révélation d'un auteur que *L'Ange des ténèbres*, second volet des aventures de Lazlo Kreizler, vient aujourd'hui largement confirmer. Parce que toutes les qualités du précédent livre sont à nouveau au rendez-vous. Mais pas seulement.

Voici donc le retour de notre aliéniste, moitié Sherlock, moitié Sigmund, et de toute sa tribu, confrontés à une affaire particulièrement sensible d'enlèvements et de meurtres d'enfants. Le regard et le ton, d'abord, ont changé. La première enquête était racontée par John Moore, le chroniqueur judiciaire du *New York Times*, ami de Kreizler. Cette fois, le narrateur est Stevie Taggert, le gamin des rues recueilli par l'aliéniste. Le jeu est amusant et le récit gagne en couleur et en spontanéité. Le sujet même du livre est plus fort. La violence des femmes, celle des mères vis-à-vis de leurs enfants en particulier, reste, aujourd'hui encore, un tabou majeur. Caleb Carr montre, de manière brûlante, comment la société du siècle dernier l'occultait carrément en étouffant les femmes sous le *« masque sacré »* de la mère. Mais il y a plus troublant encore. La confirmation d'une sensibilité particulière de l'auteur à la souffrance des enfants et aux origines de la violence. Caleb Carr touche au coeur quand il s'acharne à retrouver le gamin blessé dans les yeux des adultes aux visages cabossés. L'ange perdu dans les ténèbres des meurtriers aussi monstrueux que l'héroïne de son livre. Comme dans celles de Lazlo Kreizler, dont on apprend l'origine de la vocation. Comme dans les siennes, peut-être. Fils de Lucien Carr, qui faisait partie du cercle de Kerouac, de Ginsberg et de Burroughs, l'auteur reste très pudique quand on l'interroge sur son enfance. Et cela ne manque évidemment pas. *« Il y avait beaucoup d'alcool et de violence à la maison quand j'étais petit »*, dit-il simplement.

● **PORNO PALACE** de Jack O'Connell

Voici un auteur qui place la barre très haut. Profondément original, créateur d'univers décalés et de récits aux marges du genre, flirtant avec les codes du roman noir. *B. P. 9*, son premier roman traduit en français, a ses inconditionnels. *La Mort sur les ondes* avait peut-être moins convaincu. Avec *Porno palace*, qui vient de paraître, le charme est revenu. Car il s'agit bien de cela. Un décor onirique, paysage délabré et décadent de la ville imaginaire de Quinsigamond, chère à l'auteur. Un ancien couvent de religieuses devenu le repaire d'un caïd de la pègre immigré de Bohême. Un somptueux cinéma aux allures excentriques, sorte de forteresse baroque, dominé par un pornographe mégalomane d'origine autrichienne, cible d'un télévangéliste roublard. Deux jeunes gens perdus dans les images. Jakob, le fils du caïd, qui rêve de devenir le plus grand réalisateur de films noirs de tous les temps. Et Sylvia, qui vit depuis toujours dans le retrait de ses désirs et se réfugie dans une passion dévorante pour la photographie... Jack O'Connell joue avec maestria, humour et ironie de l'ambiguïté des images, créant une atmosphère de mystère envoûtant, où se dérobent sans cesse les frontières entre réel et imaginaire, où chaque événement est susceptible en permanence d'interprétations multiples. De plus en plus noir, le livre reste bien sûr en suspens. *« L'image est ambiguë »*, fait dire O'Connell à un de ses personnages. *« C'est nous qui lui donnons tout son pouvoir, qui déterminons si elle nous apportera la plus grande vérité ou le mensonge le plus rassurant. »* Jubilatoire (traduit de l'anglais – Etats-Unis-par Gérard de Chergé, Rivages/Thriller, 461 p., 149 F).

● **GUERNICA** de Carlo Lucarelli

Il y a, au cœur de ce livre court et tendu, une image inoubliable. Celle d'un combattant communiste, debout sur un tas de cadavres. D'une main hésitante, il esquisse au violon les premières notes de l'*Ave Maria*. Juste avant d'être, à son tour, fusillé par un peloton franquiste. *Guernica* de Carlo Lucarelli raconte ainsi, en une succession rapide d'images fulgurantes, la traversée de l'Espagne en guerre par un couple étrange. Un capitaine italien venu chercher le corps d'un de ses « camarades », lieutenant des Troupes volontaires de Mussolini, officiellement tué d'une rafale de mitraillette, pendant l'assaut de Guadalajara. Et une sorte de mercenaire sans foi, *« espion, agent double, contrebandier et tueur à gages »*, qui lui sert d'ordonnance. Deux hommes que tout sépare. Le physique, la classe sociale, le rapport au monde. Don Quichotte et Sancho, chevaliers errants, dérisoires et pathétiques, d'un monde en décomposition. Lucarelli passe, avec une étonnante virtuosité, de l'horreur à la comédie, du tragique à la farce, du réalisme le plus brutal aux visions superbement inspirées. Le livre se lit d'une traite et laisse une trace brûlante et indélébile (traduit de l'italien par Arlette Lauterbach, Gallimard, coll. « La Noire », 137 p., 70 F).

● **UNE CERTAINE JUSTICE**, de P. D. James.

*« En général, les assassins ne préviennent pas leurs victimes (...) Quand, dans l'après-midi du mercredi 11 septembre, Venetia Aldrige se leva pour procéder au contre-interrogatoire du principal témoin à charge dans le procès* « Regina contre Ashe », *il lui restait quatre semaines, quatre heures et cinquante minutes à vivre. »* Les premières lignes d'*Une certaine justice*, quinzième roman de P. D. James, sont un modèle du genre dans lequel elle excelle : la tradition de l'intrigue. Le lecteur sait d'emblée que Venetia Aldrige, brillante avocate londonienne, va mourir assassinée. Toute l'habileté consiste à renvoyer ce meurtre au premier quart du livre. La première partie fonctionne ainsi sur la tension de cette mort annoncée dont l'auteur profite pour camper, comme à son habitude, des personnages particulièrement fouillés sur le plan psychologique et tisser la toile d'une intrigue dense et complexe. A la cent trentième page, la scène traditionnelle de la découverte du cadavre prend alors une force inusitée. Venetia Aldrige est retrouvée poignardée, dans son bureau, une perruque de juge sur la tête, baignant dans un sang qui n'est pas le sien... L'enquête démarre sous la houlette du désormais fameux commandant Dalgliesh de New Scotland Yard, qui révèle, peu à peu, une victime monstrueuse sous bien des aspects et des coupables au passé douloureux. Le thème du livre – le fonctionnement de la justice, la fragilité de ses décisions, le rôle et la responsabilité des avocats – peut alors se développer dans toutes ses ambiguïtés. Du grand art (traduit de l'anglais par Denise Meunier, Fayard, 461 p., 130 F.

# Le retour de Margerit

*Deux romans pour retrouver ou découvrir un romancier trop oublié*

**LA TERRE AUX LOUPS**
de Robert Margerit.
Phébus, 496 p., 159 F.

**L'ÎLE DES PERROQUETS**
de Robert Margerit.
Phébus, 352 p., 145 F.

Le prix Renaudot, le Grand Prix du roman de l'Académie française, une critique enthousiaste à la suite de Julien Gracq, et l'oubli. On dit aussi purgatoire pour les écrivains dont on se demande, quand ils en sortent, ce qui a bien pu les y faire entrer. Peut-être l'effet des modes, peut-être l'ignorance des lecteurs qu'ils existent. Le retour de Robert Margerit (1910-1988) est une bonne nouvelle pour les amateurs de littérature, les passionnés des petits et grands faits de l'histoire de France, et tout lecteur qui sait voir le présent entre les lignes du passé. En prime, l'exubérance des romans d'aventure et une note de métaphysique, moins présente par la démonstration que finement suggérée.

Ainsi, inspirées par des personnages réels – ceux que l'auteur fait vivre sur la terre aux loups, domaine en bordure du Limousin –, les histoires de Margerit font vivre des rivalités qui engendrent les haines, la violence dans ce qu'elle a de plus cruel. En Lucien de Montalbert, comme en ses descendants, le mal s'est fait chair. Cette incarnation qui domine le roman en est sans doute le vrai sujet. Elle n'est pas traduite par de savantes digressions, de longs commentaires, mais elle apparaît dans des scènes d'aventure comme dans ces séquences où le sexe trouve une place d'autant moins gratuite qu'elles sont une évocation sans pathos de ce que Georges-Emmanuel Clancier appelle *« le leitmotiv d'Eros enlacé à Thanatos »*. C'est là un des talents particuliers de Margerit. Par l'intensité quasi bestiale des amours, la férocité des combats – sa bataille de Waterloo est une fresque qui se déroule comme un film avec gros plan et plan large –, nous passons insensiblement mais fortement de Dumas à Bernanos.

**VENT DU LARGE**

*Les débuts de Margerit dans la littérature* sont d'un jeune homme chroniqueur au *Populaire du Centre* avant et pendant les premières années de la guerre. D'abord diffusé dans la région de Limoges, son premier roman n'eut jamais qu'une vie discrète malgré une brève apparition au Livre de poche quelque trente ans après sa première édition. Dès qu'un peu connu, les noms de Conrad et de Stevenson s'imposèrent. Certes ce roman de la mer et des bourlingueurs a toutes les qualités des grands récits d'aventures, mais sans diminuer en rien l'intérêt des épisodes qui font de *L'Ile des perroquets* un microcosme où se retrouvent les passions propres à tous les lieux et à tous les temps. Si elle a pour cadre la mer, cette histoire d'un adolescent innocent du crime dont on l'accuse et qui échappe à ses juges en s'embarquant sur un navire à l'équipage plus que douteux annonce déjà que l'auteur, trop vite limité au simple roman d'aventures, vise à davantage. Il y a les batailles sur fond de Caraïbes, la soif de l'or, l'univers trouble où s'affrontent et s'acoquinent hommes et femmes, jésuites et truands, hobereaux et échappés de la cour des Miracles, des hors-la-loi venus de maints pays d'Europe, mais, en contrepoint à ces passages typiques du genre, à des évocations poétiques des beautés océanes, viennent, d'une autre tonalité romanesque, les éternels problèmes de la soif du pouvoir par l'argent et les crimes qu'elle suscite, aussi bien que les actes d'héroïsme et de dévouement de ceux qui tentent de s'opposer aux assoiffés. Si Margerit nous touche encore, c'est parce que ses romans sont d'une écriture qui passe le temps.

**Pierre-Robert Leclercq**

# « Petite âme rebelle »

***NE PLEURE PAS, JEANNETTE...***
de Martine Robier.
Stock, 160 p, 79 F.

C'est l'histoire d'une petite fille : elle s'appellerait Jeannette, comme dans la chanson. De toute façon, elle adore les masques, les déguisements, les défroques de théâtre. Au grenier, avec ses sœurs, elle écrit et interprète *Les Malheurs de Cosette*. Faut-il dire qu'elle ne s'aime pas ? Au contraire, elle a *« la vocation d'elle-même »*. Ce qu'elle n'aime pas, c'est être vue, au dehors, par des *« personnes de connaissance »* : trop gourmande, trop ronde, trop maladroite, myope et gauchère – comme si elle prenait la vie à contre-pied.

Il y a des choses qu'elle abhorre, d'autres dont elle raffole : elle rêve d'interpréter *L'Aiglon*, déclame les alexandrins de Lamartine, joue furieusement *Rêve d'amour*, de Lizt. Elle aime aussi, même si elle en a peur, la solitude. Un jour, l'appartement étant trop petit, les parents décident d'envoyer une des filles dormir deux étages plus haut, dans une mansarde : à la place de sa sœur aînée, terrifiée, la cadette, Jeannette, se propose, résolue. Elle a alors dix ans : dans sa mansarde, qui donne sur la mer, sa *« petite âme rebelle »* exulte enfin, ivre d'absolu.

Jeannette, enfant, était fascinée par l'armoire à glace de l'aïeule, si propice aux jeux de miroir, et qui contenait, mêlés aux objets, les souvenirs familiaux. De même la narratrice, Jeannette devenue adulte et réconciliée, se livre à la mémoire douce-amère des saisons – de six à seize ans, l'année de la mort du père. Regardant derrière son épaule, elle évoque, en vingt menus tableaux émouvants, les tourments et les griseries de la *« fille écorchée vive »* qui se promettait *« d'être quelqu'un »*.

**Monique Petillon**

# L'amour sorcier

*Un philtre d'amour où Michel Braudeau excelle à doser passion et sortilèges équatoriaux*

**PÉROU**
de Michel Braudeau.
Gallimard, 128 p., 75 F.

Miguel est, à vingt ans, professeur de français dans un collège de Lima lorsqu'il croise le regard d'une gamine de quatorze ans, Maria Sabina Exterroz-Lince. Elle l'observe avec un mélange d'ingénuité et de gravité suffisant pour le troubler car se dégage d'elle *« une impression de sérénité physique inhabituelle, une sorte de force innée »*. Par ses liens d'amitié avec Rulfo, le frère aîné de Maria Sabina, connu autrefois à la Sorbonne, il ne tarde pas à devenir un hôte de sa famille. L'image de l'adolescente, qui va peu à peu devenir obsessionnelle, semble se prêter, comme une figure symbolique et pourtant étrangement ambiguë, avec ses cheveux blonds et ses yeux bleus, à la fascination dérangeante qu'exerce un pays *« qui d'un bord touchait au ciel, de l'autre s'abîmait dans l'océan »*.

Au cours d'une visite dans la maison de campagne de ses parents, il retrouve Maria Sabina qui, avec toute la science provocatrice de ses quinze ans, est en train de peindre un volet, torse nu. Vision éphémère qui attise soudain un désir jusque-là indécis. Tout en acceptant son amitié, la jeune fille refuse d'aller au-delà parce qu'il est *« trop différent »*, en fait, parce qu'elle le croit, comme elle le lui avouera un jour, épris de son frère. Une dérobade qui le heurte. *« Je ne parvenais pas à réaliser que l'on pouvait aimer sans désirer, qu'elle pouvait tenir à mon amitié sans devenir mon amante. »*

Au retour d'un voyage à Londres où il a accompagné le frère et la sœur, Maria Sabina consent à *« dormir »* une nuit avec lui mais, restant à moitié habillée, ne lui autorise que les caresses du haut : moins preuve d'amour que souci chez la jeune fille d'apaiser sa souffrance. Cette nuit frustrante va plonger le jeune homme dans un état second. Rulfo et une cohorte d'Indiens vont l'entraîner dans la forêt pour le soumettre, à l'aide de champignons hallucinatoires, à un rituel destiné à briser l'envoûtement dont il est victime. Pourtant, Maria Sabina consentira à se donner à lui, *« juste une fois »*.

De retour à Paris, Miguel apprendra qu'elle s'est mariée avec un certain Ramon et a donné naissance à une petite fille. Elle a vingt-six ans lorsqu'il la retrouve, épouse délaissée par un homme qui a été rejoindre les rangs des guérilleros dans le chaos politique qui s'est abattu sur le Pérou. Dix ans après un premier regard, une brève étreinte sexuelle n'effacera pas l'amer héritage d'une passion inaboutie. *« Il y a des gens qui ont des fractures dans leur vie qui ne se ressoudent jamais. Il y a des choses qu'on ne refait pas, des rivières sans retour, des personnes inconsolables. »*

**VIBRATO INQUIÉTANT**

Ce beau livre maintient, avec une constante tension, un vibrato aux inquiétantes, douloureuses et fiévreuses résonances, la modulation d'un vertige amoureux avec ses pleins et ses déliés, son ardente amplitude et ses retraits plaintifs, ses exaltations et ses reniements. Michel Braudeau, lui, a d'autant plus conféré un relief envoûtant qu'il a su l'inscrire subtilement, jouant de toute une gamme chromatique, dans la « magie » des rites, climats, saveurs équatoriaux, mais sans excès. Sur le sinueux parcours de la confession amoureuse, tracé avec une rigueur classique, il a apporté, à touches légères, les tons d'un peintre du sentiment qui en rehausse la séduisante gravité.

**Pierre Kyria**

Michel Braudeau est grand reporter au « Monde »

# Avec la complicité de Yourcenar

**MEURTRE À PETITE PLAISANCE**
d'Estelle Monbrun.
Ed. Viviane Hamy, « Chemins nocturnes », 240 p., 89 F.

Dès l'évocation en titre de la résidence américaine de Marguerite Yourcenar, les amateurs de policiers reconnaîtront le parfum littéraire de la dame en noir qui signa naguère un très proustien *Meurtre chez Tante Léonie* (éd. Viviane Hamy, 1994). Si le premier roman d'Estelle Monbrun valait surtout par la peinture d'une férocité réjouissante des milieux universitaires, le binôme attachant du commissaire Foucheroux et de l'inspecteur Leila Djemani justifiait des retrouvailles. Mais ne souhaitant pas décliner ce qui pouvait sembler un procédé, l'auteur ne joue plus ici du roman à – fausses – clés. Aussi la marque de la première immortelle se lit-elle seulement dans le clin d'œil ou la transposition parodique. Les lecteurs de *Mémoires d'Hadrien* apprécieront que l'adresse à Marc Aurèle qui ouvre le long monologue de l'empereur mourant devienne ici le début d'un courrier en souffrance à la poste ou d'une télécopie de la victime. Si les engagements de Yourcenar en faveur des Indiens spoliés ou des organisations écologistes sont autant de ressorts de l'intrigue, c'est davantage la satire d'une certaine société américaine gâchée par les excès d'un féminisme intransigeant, les écueils de la drogue, du snobisme ou des hypocrisies morales et politiques, qui retient Estelle Monbrun. Au risque de donner au dénouement moins d'intérêt qu'à la peinture de ce microcosme riche comme une hypothèse d'école. Mais un roman où le verbe yourcenarien se substitue aux références bibliques doit trop à l'ironie malicieuse de la dame de Petite Plaisance pour que l'auteur ait manqué sa cible.

**Ph.-J. C.**

# Green et son Autre

Suite de la page I

*« La violence, je la dénonce. Et la pire violence qui soit, pour moi, c'est celle que l'on exerce sur les enfants, le massacre des innocents. C'est insoutenable ! Un abaissement de l'humanité. D'ailleurs, bien que j'aie là-bas des amis, j'ai décidé que je n'irai plus jamais en Belgique ! »*

C'est Green lui-même qui relance la conversation. En évoquant Freud : *« En 1938, Zweig a voulu m'emmener le voir à Londres. Comme je partais pour les Etats-Unis, j'ai donné ma place à mon ami Dali, qui était aussi un visiteur rêvé. Ma vraie raison, c'est que je redoutais que Freud m'explique le mécanisme de la création. Je l'ai regretté par la suite. Mais laissons faire l'inconscient. Cocteau disait : "Après les aveux commence le mystère." Pour moi, la psychanalyse, ce sont les aveux. Le mystère reste entier, l'inconscient est inanalysable. Les mots sont des allusions et souvent des illusions. »*

Il était fatal que le monde de Julien Green, empire du rêve peuplé de fantômes, attire les magiciens du cinéma. Avant d'être adapté par Léonard Keigel, *Léviathan* avait tenté Eisenstein, Dreyer, Robert Siodmak, Jacques Tourneur et Vittorio Cottafavi. Gide en fit un scénario pour Marc Allégret, Visconti y travailla, avant d'envisager un film sur *Adrienne Mesurat*. Julien Green, lui, écrivit un scénario sur Ignace de Loyola. Il se souvient des ensorcellements de sa jeunesse : *« Chaque fois que passait un film de Rudolph Valentino, le campus, le lendemain, était peuplé de garçons calamistrés et l'oeil de velours sombre. »* Il apprécia *Le Cabinet du Dr Caligari*, et *Nosferatu le vampire* (*« Je n'ai jamais oublié l'image du bras d'eau morte de Lübeck, du long bateau noir qui apporte Dracula dans son cercueil. »*). Il fut flatté lorsque l'on évoqua sa pièce sur la fin du monde, *Demain n'existe pas*, au moment de la sortie du *Prova d'orchestra* de Federico Fellini. Et lorsque Jean-Luc Godard l'invita à une projection de son *Je vous salue Marie* (où un personnage lit le livre qu'il a consacré à saint François d'Assise, *Frère François*), il le complimenta chaleureusement sur la beauté de ses images... avec cette seule remarque : *« Il faudrait que vous relisiez votre catéchisme ! »*

Deux heures ont passé. La pièce est désormais dans la pénombre. Bientôt, comme tous les soirs, Julien Green écoutera de la musique : *« Cela va avec le crépuscule. Avec l'heure où les oiseaux chantent avant de se coucher. La musique me délasse à l'heure où la lumière électrique me fatigue, m'empêche de lire. Elle dit tout ce que je voudrais dire et que je ne peux pas dire, qui reste informulé en moi. C'est la langue de l'union, de la communion, la langue des anges. Elle me ramène à la religion. Quand la foi et la musique se rejoignent, c'est le bonheur inouï. »* Il sourit : *« Un jour, j'ai dis à ma sœur : "Quand je serai au paradis, j'en profiterai pour apprendre à jouer de la harpe." Elle m'a répondu : "Alors, ce sera l'enfer !" »*

Le voilà qui tend l'oreille : *« Le téléphone n'a pas sonné ? »* Eric Green sourit à son tour : *« Quand il dit cela, c'est qu'il veut que je m'en aille... »* Julien Green se penche : *« Il y a quelqu'un en moi qui veut s'exprimer, et s'il ne le peut pas, je respire mal. Ecrire, c'est une respiration. Mais la vie intérieure, c'est ce qu'il y a de plus difficile à exprimer. Je me suis toujours demandé si j'avais répondu à ma vocation, si je n'étais pas passé à côté de la personne que je voulais être. Mon obsession, c'est la sincérité, la vérité. Tout dire. »* Julien Green l'a écrit dans la préface de *Chaque homme dans sa nuit* : l'autobiographie, chez lui, se fraie un chemin dans tous ses récits, se retrouve en filigrane à chaque page. *« Inventer n'est pas autre chose que découvrir, et ce qu'on découvre peut être aussi vrai que le sang qui coule dans les veines. Le roman est un monde où le mensonge n'a aucune place. »* A l'heure où il connaît l'honneur d'être le seul écrivain vivant à se voir consacrer un album de « La Pléiade », quelle vérité cherche encore Julien Green ? *« Celle qui se faufile entre moi et le papier. »*

**Jean-Luc Douin**

**– *Œuvres complètes*, tome VIII. Préface de Giovanni Lucera, introduction de Michèle Raclot. Le volume contient romans et nouvelles (*Dixie, Le Mauvais Lieu, Histoires de vertige, Vie et mort de Michaël Corvin, Maggie Moonshine, Miss Eddlestone, La Nuit des fantômes, Histoire de Ralph*), œuvres théâtrales, préfaces, articles et entretiens, Gallimard, « La Pléiade », 1 600 p., 430 F jusqu'au 31 juillet, 480 F ensuite.**

**– Album Julien Green. Iconographie choisie et commentée par Eric Green. Offert par les libraires pour l'achat de 3 volumes de « La Pléiade » pendant la Quinzaine de La Pléiade, du 15 au 31 mai.**

**– *Jeunesse immortelle*, de Julien Green. L'écrivain commença en 1984 une série d'essais sur douze poètes, *« pour retrouver à travers leurs vies la trace de l'adolescence qui les a rendus immortels »*. A ce jour, il n'a écrit que ces deux textes, l'un sur John Donne, l'autre sur Samuel Taylor Coleridge. Gallimard, 149 p., 95 F.**

**– *Julien Green, le siècle et son ombre*. Traduit de l'allemand par Jeanne Etoré et Bernard Lortholary. Un très bon essai sur l'oeuvre de Julien Green, éclairée de l'intérieur, analysée par ordre chronologique. Gallimard, « Arcades », 192 p., 98 F.**

**– *Jeunes années*, de Julien Green. Dans cette réédition de l'autobiographie de Julien Green en poche, des pages inédites et le premier récit de son enfance écrit aux Etats-Unis pendant la deuxième guerre mondiale. « Points Seuil », 2 tomes, 454 p. et 506 p., cat. 12.**



# Les aveux d'une femme rompue

*Françoise Chandernagor montre jusqu'à quel degré de servitude peut aller une épouse pour conserver son mari. Roman d'un « autre âge » ? Pas si sûr*

**LA PREMIÈRE ÉPOUSE**
de Françoise Chandernagor.
Ed. de Fallois, 256 p., 118 F.

Les femmes, on le sait, ont un embarras pour penser la liberté – et singulièrement la leur. Si Simone de Beauvoir est aujourd'hui tant décriée, y compris par certaines féministes, c'est pour les avoir incitées à tenter de surmonter cet embarras. Et voilà qu'elle trouve la plus inattendue des alliées objectives en Françoise Chandernagor. Cette dame très rangée, membre de l'académie Goncourt, auteur de best-sellers historiques bien faits, publie un étonnant roman-confession, *La Première Epouse*, qu'on pressent autobiographique. La narratrice, Catherine Kelly, que son mari a contrainte au divorce, affirme : *« Dans la voie des aveux, j'irai jusqu'au bout »* et elle le fait. Peu de femmes ont ce courage. Et moins d'hommes encore.

Avec une violence qui surprend, Françoise Chandernagor dit crûment la vérité. Elle montre jusqu'où une femme peut aller, à quel degré de servitude volontaire elle peut consentir dans ses rapports avec un homme pour « le garder », à quel point l'idée qu'elle se fait de l'amour – sentiment toujours invoqué sans plus d'explications – la conduit à renoncer à toute dignité, au respect qu'un être humain se doit d'abord à lui-même, sous peine de ne plus considérer les autres. D'ailleurs les autres, ou plutôt l'autre, Catherine ne le voit plus. Ainsi elle ne s'est pas aperçue que Francis, avec lequel elle vit depuis quelque trente ans, ne portait plus son alliance depuis un an. C'est lui qui le lui fait remarquer.

Françoise Chandernagor ne le dit pas, mais le couple que forment Catherine et Francis est « d'un autre âge ». Et pourtant chacun de nous doit en croiser de semblables tous les jours, car en cette fin de millénaire, tout veut faire oublier que le XX[e] siècle a existé – trop *inconfortable*, la liberté, n'est-ce pas ? L'union de Catherine et Francis est de cette époque où une *épouse* était censée tout pardonner à son mari « pourvu qu'il lui revienne ». On a le sentiment que Catherine a trop écouté les conversations « entre femmes » qu'ont entendues la plupart des petites filles qui atteignent aujourd'hui la cinquantaine. Leurs *grands-mères et arrière-grands-mères*, nées au XIX[e] siècle, expliquaient à leurs cadettes tout ce qu'il fallait savoir sur les hommes, tous les clichés qui permettent à une femme honnête de ne pas devenir « la première épouse », mais de demeurer la seule épouse. Ainsi apprenait-on que les hommes ont des « besoins sexuels » très différents de ceux des femmes, qu'il faut donc *« fermer les yeux »*, « pourvu qu'ils rentrent à la maison ». C'est avec nous qu'ils vieilliront et près de nous qu'il mourront – avant nous, bien sûr.

**NOIR SUR BLANC**

Parfois on a du mal à croire ce qu'on lit dans ce roman. Serait-ce la tentation du vaudeville ? Même pas. Dans le vaudeville au moins les femmes prenaient des amants. Ici, non, la femme attend. *« Plus que la myopie, ce qui m'aveugle, c'est la candeur*, raconte Catherine Kelly *: dans mes romans j'invente le noir, dans la vie je ne vois que le blanc. »* Du noir, pourtant, il n'y a plus que ça, le jour où son mari, qui a cessé d'être polygame pour devenir bigame, lui demande, avec une délicatesse toute masculine : *« Divorce ou séparation ? »* Où faut-il en être avec un homme dont on partage l'existence, avec lequel on a plusieurs enfants (tous des garçons pour Catherine et Francis) pour qu'il se croie autorisé à se comporter ainsi ? La question n'est pas clairement posée dans le roman et la réponse pas lucidement envisagée.

Certains passages sont drôles et cette confession aurait pu jouer sur l'humour – quand l'épouse voit que son mari lui rapporte des foulards, des chemisiers, des châles Hermès, parce que Francis et sa maîtresse s'offrent des vêtements Hermès entre eux. Ou bien quand elle avoue encore : *« Il n'est pas vrai que mon mari ait changé : depuis le début notre mariage fut un malentendu – l'union de la romantique et du libertin, de la carpe et du chaud lapin. »* Mais Françoise Chandernagor a sans doute voulu renoncer à cette pose élégante et avantageuse, à cette dissimulation orgueilleuse. Elle « y va », carrément, comme personne. Il suffit de lire les premiers mots de ses chapitres. *« Je suis en deuil (...) de mon mari vivant. » « Je suis perdue. » « Je suis aveugle. » « Je suis brisée. » « Je suis sale. (...) Le divorce, c'est la guerre. » « Je suis brûlée. » « Je suis gelée. Mon mari m'a quittée à l'entrée de l'hiver »*, et puis cette phrase irréelle : *« Abandonnée à l'âge où une femme cesse d'être femme »*. Comment une femme peut-elle avoir adhéré aux stéréotypes masculins au point de proférer une telle parole ? C'est tout le propos et toute la force de ce livre – sans que, peut-être, la romancière en soit consciente.

*La Première Epouse* devrait finalement déplaire aux victimes, aux femmes soumises, aux épouses blessées comme Françoise Chandernagor – mais qui n'avouent pas – et réconforter celles qui envisagent les choses autrement, qui ont tenté de réfléchir sur les relations entre l'amour et sa représentation sociale. Ce roman demeurera comme un parfait symptôme d'époque, ce qui n'est pas nécessairement un compliment. Mais ce triste état des lieux de la condition des femmes d'une certaine bourgeoisie pourrait être salutaire.

**Josyane Savigneau**

هكذا من الأصل

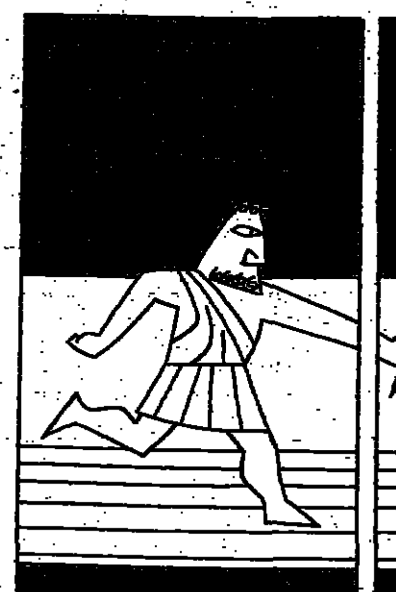


la chronique

de Roger-Pol Droit

# La lutte solitaire du manuscrit

*Ils vécurent à des siècles différents. Leurs styles n'ont rien de semblable, leurs engagements politiques non plus. Ce qui les rapproche : avoir lutté seuls, sur le papier, contre des pouvoirs absolus*





**LES MAXIMES DE LA COUR DISCUTÉES ET RÉFUTÉES**
**(Court Maxims)**
d'Algernon Sidney.
Introduction
de Paulette Carrive,
traduction et notes
de Lucien Carrive,
Ed. Kimé, 264 p., 170 F.

**PENSÉES DIVERSES**
de Rivarol.
Présentation
de Sylvain Menant,
éd. Desjonquères, 188 p., 120 F.

**PHILOSOPHIE**
**Le manuscrit de 1942**
de Werner Heisenberg.
Introduction et traduction
de Catherine Chevalley,
Seuil, « Sources du savoir »,
492 p., 195 F.

Ils sont des milliers à demeurer dans l'oubli. Papiers tracés, cahiers inscrits qui ont aidé, un jour, un esprit. Leur présence lui fut nécessaire pour tenir. Ecrire lui a permis d'y voir un peu plus clair, de résister mieux au poids du temps. De donner à la révolte une ligne plus nette, des contours assurés. Voilà une énigme ancienne : comment des phrases, seulement parce qu'elles ont été confiées à des calepins ou à de vieilles liasses, peuvent-elles permettre à quelqu'un de tenir ? Affaire de lest, de contrepoids ? Intime conviction que tout cela, même si on n'en fait rien, se trouve inscrit quelque part ? Processus interne de clarification des raisons de continuer à se battre ? Sans doute se demandera-t-on longtemps encore pourquoi il suffit parfois d'écrire pour savoir vraiment ce qu'on tentait de penser. Ou même, peut-être, pour agir, même quand le manuscrit demeure au fond d'une malle. Voilà cette fois un paradoxe difficile : comment un écrit que personne ne lit pourrait-il agir ? De quelle manière, curieusement indirecte, et, dans le fond, peu intelligible ? Pour qu'un texte politique ait quelque effet, le bon sens le plus élémentaire ne réclame-t-il pas, d'abord, tout simplement, qu'il soit publié, qu'il circule ? Non, il ne semble pas que ce soit rigoureusement nécessaire. C'est en effet ce que suggère la lecture de trois publications récentes. Elles sont fort dissemblables. Leurs auteurs n'ont en commun ni l'époque, ni les convictions, ni même le style. Mais chacun a conduit, solitairement, sa résistance à l'oppression.

Algernon Sidney, depuis une dizaine d'années, commence à sortir de l'ombre. Cet aristocrate anglais du XVII[e] siècle défendit les libertés avec une ardeur sans pareille en son temps. Il mourut décapité, en 1683, accusé d'avoir comploté contre le roi, sans qu'on sache avec certitude s'il avait réellement participé à ce complot. Ami de William Penn, Sidney est un adversaire acharné de l'absolutisme et figure parmi les inspirateurs des révolutions américaine et française. C'est vers 1665 qu'il rédige le manuscrit des *Maximes de la cour*, alors qu'il vit exilé en Hollande. Les maximes en question, ce sont les principes des partisans de la monarchie absolue et héréditaire, jugeant par exemple que le bonheur du peuple est préjudiciable aux rois, tandis que la corruption des hommes de loi leur est profitable. Le dialogue oppose, de manière somme toute traditionnelle, deux personnages incarnant des thèses contraires. Philalèthe, l'ami de la vérité monarchique, affirme que *« notre roi doit être absolu. Tout le reste de notre politique, c'est soit de le rendre absolu, soit de l'affermir quand il l'est »*. Eunomius, l'ami des lois, juge de son côté que le règne des textes constituants est plus important que celui de la volonté individuelle d'un monarque. La principale singularité de ce manuscrit – publié quelque trois cents ans après sa rédaction ! – réside dans le ton passionné et dans la radicalité des propos tenus. Par exemple : *« On n'accordait pas autrefois des grands honneurs à ceux qui tuaient des voleurs et des assassins du peuple, mais à ceux qui tuaient des tyrans, qui sont les plus grands voleurs et les pires assassins. »*

Rivarol pensa tout le contraire. Les pires, à ses yeux, sont les révolutionnaires. Convaincu que la France de 1789 s'égare dangereusement, il émigre et meurt à Berlin en 1801. Son parti pris conservateur et ses réparties acérées l'ont transformé en symbole d'une droite française littéraire et vacharde. C'est court. En fait, il fut très peu lu. Ses traits d'esprit, ses railleries diverses firent sa renommée. Une part plus secrète de l'oeuvre était restée en poche, dans un carnet relié en veau qui porte en tête – ça ne s'invente pas... – *1789*. La voici pour la première fois, transcrite d'après l'original. Parmi bon nombre de formules faciles mais bienvenues (*« Mon épitaphe : la paresse nous l'avait ravi avant la mort »*) et entre quelques étrangetés charmantes (*« Si cette vilaine comète vient*, disait une dame de Candie à sa fille, *il faut que nous allions à la campagne »*), on peut trouver de vraies perles. Par exemple : *« Il faut faire mourir l'orgueil sans le blesser ; car si on le blesse, il ne meurt pas »*, ou bien : *« Entre deux sots qui combattent, il y a toujours un victorieux. »* Contre quel pouvoir lutte-t-il ? Celui des hommes de 1789 ? Ce serait une symétrie simpliste et fausse. Le Rivarol ami des émigrés et pourfendeur des régicides n'est pas le plus intéressant. On lui préfère le pessimiste classique qui se bat contre le pouvoir absolu des illusions, dissèque les sentiments sans en guérir l'amertume et note à son usage, avant de disparaître : *« La nature n'ayant plus rien de nouveau à m'offrir et la société encore moins, je ne veux que l'air et l'eau, le silence et l'absence, quatre éléments de ma vie, quatre choses sans goût et sans reproche. »*

Heisenberg, lui, écrit en Allemagne en 1942. Le physicien n'a pas adhéré au parti nazi, mais il est resté, et a accepté de travailler pour le régime à la recherche de l'arme atomique, sans qu'on soit certain qu'il ait activement retardé les travaux... Le manuscrit, intitulé *Philosophie*, demeuré inédit jusqu'en 1984, remarquablement traduit et commenté par Catherine Chevalley, est la tentative passionnante d'un grand esprit pour élucider son propre travail, mais également son siècle. Car Heisenberg ne s'efforce pas seulement de clarifier la relation de ses recherches en physique fondamentale avec les questions philosophiques du statut de la réalité ou des relations entre l'esprit et son dehors. Il combat pour la science et sa rationalité, contre la « physique allemande » du Reich, qui affirmait par exemple, en 1936, sous la plume de Philipp Lenard : *« La "physique" juive n'est donc qu'une illusion et une manifestation dégénérée de la physique aryenne fondamentale. »* Il s'interroge aussi sur la perte de sens qui marque ce temps : *« Personne ne sait ce qui sera "réel" pour les hommes à l'issue des guerres qui commencent maintenant. »*

Sans doute est-ce une démarche curieuse de faire de la philosophie en pleine guerre, de remplir des carnets entre les bombardements, de griffonner des traites pendant les révolutions ou sous le joug des despotismes. Elle n'est pas dépourvue de tradition. Wittgenstein rédigea le *Tractatus* dans les tranchées du premier conflit mondial. Boèce, à la toute fin de l'Antiquité, recherchait la *« consolation de la philosophie »* dans un empire à feu et à sang. Il faudrait écrire une histoire des penseurs au creux des tourmentes. Peut-être doivent-ils tenter d'écrire moins pour faire taire le bruit du monde que pour tenter de retrouver, sous le chaos, le fil du temps qui reste. Peu importe, alors, que le texte soit publié sur l'heure ou bien après un long temps de mutisme et d'oubli. Il n'en agit pas moins, en silence, solitaire.

## Du nouveau sur Spinoza

*Deux essais interrogent l'histoire et la structure d'une des plus grandes œuvres de la philosophie*

**LA LIBERTÉ DE PHILOSOPHER**
de Shlomo Pinès.
Traduit de l'hébreu
et de l'anglais par Rémi Brague,
Desclée de Brouwer,
486 p., 220 F.

**INTRODUCTION À L'ÉTHIQUE DE SPINOZA**
**Deuxième partie : la réalité mentale**
de Pierre Macherey.
PUF, 418 p., 128 F.

Né en 1908 à Paris d'une famille d'origine russe, mort en 1990 à Jérusalem, Shlomo Pinès demeure l'un de ceux qui, au XX[e] siècle, ont porté à son plus haut point la réflexion philosophique et historique à l'intérieur de la tradition juive. Sa vie porte l'empreinte de toutes les péripéties que l'histoire contemporaine infligea au judaïsme européen. Elevé successivement à Paris, Londres, Genève, Berlin puis de nouveau Paris, il finit par quitter la France en 1940, par le dernier bateau en partance pour la Palestine. Après avoir travaillé, pendant la guerre, pour la censure impériale britannique, il rentre en 1945 à l'Université hébraïque de Jérusalem, où il terminera sa carrière comme professeur de philosophie juive et de kabbale – tout en entretenant des relations étroites avec de nombreux intellectuels du monde entier comme, par exemple, Leo Strauss.

De son œuvre, considérable mais peu connue du grand public et, jusqu'à aujourd'hui, pratiquement introuvable chez nous (bien que Pinès, qui connaissait aussi l'hébreu, l'arabe et le persan, ait écrit en français aussi bien qu'en anglais), émergent des travaux sur la philosophie (Averroès) et la science musulmanes du Moyen Age, ainsi que sur les principales figures de la pensée juive à la même époque – principalement sur Maïmonide et sur les sources de son célèbre *Guide des perplexes* (comme il convient de traduire le titre de l'ouvrage longtemps connu sous le titre inexact de « Guide des égarés »).

Mais Pinès n'était pas seulement un érudit, ni un antiquaire. Il était aussi un homme de son temps. Et la doctrine de Spinoza, dans la mesure où elle avait (selon lui) inspiré Nietzsche aussi bien que Rousseau, lui semblait être l'une des voies d'accès essentielles à la modernité. On lira donc avec un intérêt particulier les trois derniers textes – consacrés au *Traité théologico-politique* de Spinoza – de ce recueil d'articles de Pinès, réunis et traduits par le professeur Rémi Brague (Paris-IV).

Spinoza, encore lui, est aussi, depuis bien des années, au cœur de la réflexion du philosophe Pierre Macherey (Lille-III) qui a mis en chantier une monumentale Introduction à *L'Ethique* de Spinoza. Comme l'ouvrage qu'elle analyse, elle comprendra cinq parties. Celles-ci ne paraissent pas, cependant, dans l'ordre logique qui devrait être le leur : après les volumes consacrés aux troisième, quatrième et cinquième parties, Macherey nous donne aujourd'hui celui qui correspond à la deuxième partie de *L'Ethique*.

Le lecteur y trouvera une analyse rigoureuse (davantage centrée sur l'organisation interne du texte que sur ses sources historiques) de la conception que Spinoza se faisait de la « réalité mentale » – autrement dit de l'âme, « idée du corps », ainsi que des principales formes de l'activité pensante, c'est-à-dire de la connaissance « immédiate », de la connaissance « rationnelle » et de ses rapports avec la volonté. Entreprise qui n'est pas sans rappeler celle que poursuivit, en son temps, l'historien Martial Guéroult.

**Christian Delacampagne**

## Le positivisme en question

*Dominique Lecourt tire les leçons de l'emprise du positivisme sur les sciences et sur notre société. En premier lieu, celle de leur avoir ôté leur dimension d'« aventure infinie » et collective*

**DÉCLARER LA PHILOSOPHIE**
de Dominique Lecourt.
PUF, « Politique d'aujourd'hui »,
230 p., 129 F.

A quelles conditions un recueil d'articles devient-il une œuvre ? Le dernier livre de Dominique Lecourt apporte quelques éléments de réponse, convaincants. Les considérations formelles n'ont aucune part à la réussite de l'entreprise. Tout est affaire de plaisir et d'amitié. L'esprit n'est inventif qu'*« au prix d'un plaisir qui s'assouvit dans la saisie d'une pensée »*. Un plaisir à partager.

A des amis on doit la vérité, celle des véritables questions. Ainsi de l'éthique. L'Occident la cantonne dans l'évaluation continue de la sexualité, alors qu'elle concerne le sens que chacun, se sachant mortel, peut attribuer à sa vie. Pas d'éthique dans l'indifférence à la métaphysique, dans le déni de notre désir d'immortalité. La philosophie n'a pas pour objet de renforcer l'adhésion aux règles que les hommes formulent pour maîtriser l'angoisse qui s'attache à leur finitude, mais de les mettre en question. Dans son effort pour conférer un sens à l'humaine condition, elle retient l'allure de la pensée scientifique, perpétuellement vouée à se rectifier. L'exercice philosophique de la pensée, écrit Dominique Lecourt, *« tire les leçons de l'existence de la pensée scientifique inventive »*. Aussi convient-il de restituer à la pensée scientifique sa dimension d'aventure infinie, de la dégager de cette gangue positiviste qui la réduit à la formulation de « lois ».

La tradition positiviste ne nous a pas livré toutes ses leçons. Telle est la conviction qui confère à ces articles leur unité et leur souffle. Leur ambition est de creuser cette intuition philosophique, de reconstituer les opérations par lesquelles la conception positiviste de l'activité scientifique s'édifie, de nous soustraire à l'empire d'une image erronée de la science et à son assomption au rang de principe d'autorité.

Auguste Comte, le père fondateur, ne cessait de dénoncer les philosophes des Lumières comme des penseurs négatifs, destructeurs. L'objectif politique est affirmé. La « physique sociale », doctrine positive, remédiera à l'anarchie intellectuelle qui règne depuis la Révolution française en énonçant les fondements scientifiques de l'ordre et du progrès social. Accessible graduellement à une élite, elle permettra de terminer la Révolution en instaurant un nouveau pouvoir spirituel. La conception comtienne de la science positive entend ainsi fonder les sciences sociales sur le socle de l'empirisme du constat et du formalisme de l'équation. Sous couvert de rationalité, le positivisme, de Comte au Cercle de Vienne, ramène les règles aux régularités constatées et prend parti en faveur d'un ordre social agencé et maintenu par des spécialistes de la généralité. Au risque de s'y perdre, la science s'est laissé enrôler par cette logique, et c'est sous ce visage quotidien, gestionnaire et adaptatif, que les citoyens la rencontrent, des tests d'orientation aux tests d'embauche, de l'organisation « scientifique » de la division du travail aux indéchiffrables pratiques de la médecine hospitalière.

L'expansion des para-sciences trouve là ses motifs, qu'un rationalisme trop prompt à ériger la science en lieu et place de la pensée religieuse méconnaît. Dénoncer la charlatanerie ne dispense pas de comprendre le sens du recours aux pratiques occultes. Conjurer la solitude en recherchant la chaleur d'une communion affective, fût-ce au nom d'une délirante fusion cosmique, c'est contester obscurément la distribution de l'humanité en individus nettement séparés les uns les autres, telle que les pouvoirs théologiques et politiques ont tenté de l'imposer en Occident depuis les débuts du christianisme. Inventive, mais aussi collective, la pensée scientifique témoigne d'une réalité humaine qui déborde les strictes limites de l'individualité. Libre exercice de la pensée, la philosophie est aussi pour Dominique Lecourt un plaidoyer pour la sensualité et la solidarité passionnelle du genre humain.

**Jean-Paul Thomas**



ROBERT CAPA/MAGNUM

Immigrants dans un centre d'accueil en 1950

# Le passé retrouvé d'Israël

*Cinquante ans après la création d'Israël, dans la nuit du 14 au 15 mai 1948, la vision de l'histoire de l'Etat juif a bien changé. Aux mythes épiques a succédé une historiographie dégrisée, sur fond d'interrogation sur l'identité nationale. Les ouvrages – rééditions de classiques ou études nouvelles – qui accompagnent cette commémoration traduisent l'évolution de la mémoire juive, israélienne ou sioniste sur laquelle ont passé la guerre du Liban, l'Intifada, la guerre du Golfe, les accords d'Oslo mais aussi l'arrivée massive des juifs de l'ex-URSS. Un jubilé évoqué par les livres et par l'aventure d'une famille d'Israël d'origine allemande : les Schoken, propriétaires du quotidien « Haaretz »*

**SIONISMES**
**Textes fondamentaux**
de Denis Charbit.
Albin Michel, 1008 p., 240 F.
(en librairie le 4 juin)

**LA NOUVELLE HISTOIRE D'ISRAËL**
**Essai sur une identité nationale**
d'Ilan Greilsammer.
« NRF Essais » Gallimard, 586 p., 190 F.

Dirigés exclusivement sur les péripéties diplomatiques et militaires du conflit israélo-arabe, les regards portés sur Israël et son histoire ont rendu presque imperceptible l'incroyable diversité des discours dont l'édification de cette société a fourni l'occasion. Opportunément, le cinquantenaire de l'Etat juif a permis de faire entendre à nouveau la pluralité et les nuances de ces voix d'Israël perdues dans le fracas de la confrontation. Voix israéliennes divergentes sur l'histoire contemporaine mais aussi voix juives sur le sionisme. Perçu à la fin du XIXe siècle comme le produit naturel des Lumières (en hébreu la *Haskala*), le sionisme politique s'est d'abord voulu une réponse à l'antisémitisme moderne. Il rompait avec les justifications théologique de la dispersion, et invitait les juifs à cesser de se considérer comme une minorité ethnique ou religieuse pour se constituer en nation et en corps politique sur leur terre ancestrale. Le sionisme ne fit nullement l'unanimité dans le monde juif, loin s'en faut. Le nombre de ses adversaires internes – depuis les orthodoxes jusqu'aux communistes juifs – n'a rien à envier à celui de ses ennemis du dehors. Nulle idéologie comme le sionisme n'a été d'autre part à ce point vilipendée, calomniée voire criminalisée ; en comparaison, le nationalisme arabe, qui lui est contemporain et auquel il s'affronta, semble avoir fait l'objet d'un jugement plus indulgent.

Le sionisme appelait pourtant une minorité globalement persécutée (notamment dans l'empire russe où vivaient au début du XXe siècle près de la moitié des juifs du monde) à accomplir sur elle-même une impressionnante révolution permanente et intérieure. Il disait aux juifs de ne rien espérer de l'assimilation que leur octroyaient les pays occidentaux depuis la Révolution française, et même à considérer celle-ci comme une dangereuse illusion. Comme expérience humaine, le sionisme menait ses adeptes sur la voie d'une vaste entreprise de déracinement à partir du bilan critique d'une modernité accusée de faire du juif l'étranger par excellence, rejeté hier, inassimilable demain.

Certes, aujourd'hui, le sionisme est plus militant dans les milieux proches de la droite israélienne et du côté des religieux. Mais on ne saurait assez rappeler sa polyphonie d'hier. Loin d'être un déchaînement incontrôlé de passions nationalistes, le sionisme a donné en outre lieu à des débats philosophiques de grande envergure. Il était, aux yeux de certains de ses dirigeants – à commencer par le plus célèbre d'entre eux, Theodor Herzl –, le résultat d'une démarche rationnelle, quasi « scientifique ». L'immense mérite de l'anthologie dirigée par Denis Charbit, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Tel-Aviv, est d'avoir su restituer la profondeur des élaborations philosophiques et politiques suscitées par plus d'un siècle de mouvement, de 1881 à 1998. Combinant démarche thématique et chronologique, cet ensemble de textes donne à lire, pour la première fois en français, une partie du corpus né d'une intense activité théorique. On y retrouvera non seulement les préoccupations d'ordre stratégique d'individus en révolte contre eux-mêmes et contre leur environnement, mais également une réflexion des plus actuelles sur l'homme et sur le citoyen du XXe siècle, sur les raisons que celui-ci peut avoir encore de se lever et de partir...

Il est vrai qu'à partir des années 30, engagés dans la lutte décisive pour l'édification de l'Etat, certains dirigeants – et Ben Gourion au premier chef – mirent quelque peu sous le boisseau les dissenssions théoriques, afin de maintenir intacte l'unité du *Yichouv* (la population juive de Palestine), à la veille de la lutte décisive pour le départ des Anglais. Le « juif régénéré » idéal du courant sioniste socialiste, bientôt dominant, prit, du coup, les traits du soldat-laboureur « hébreu » volontairement fruste, dont la qualité principale était le silence, le tout saupoudré d'un zeste d'anti-intellectualisme – un archétype qui n'a pas complètement disparu dans la réalité israélienne de 1998. Relégués dans les marges, sans grande influence désormais, les intellectuels ont perdu le beau rôle que les médecins, philosophes ou romanciers avaient tenu dans les premières décennies du siècle. Au risque d'oublier, comme le rappelle Denis Charbit, que *« le sionisme comme nom singulier de la cause nationale juive a très vite rallié des personnes qui plaçaient dans cet objectif initial d'un rassemblement en Palestine des orientations et des finalités diverses, parfois contradictoires : orientation politique et diplomatique pour Herzl, culturelle pour Ahad Haam, spirituelle et éthique pour Martin Buber, libertaire pour Bernard Lazare (...), étatiste et militariste pour Jabotinsky ».*

Aujourd'hui, cinquante ans après la fondation de l'Etat juif, l'intellectuel critique, sous la figure de l'historien, est peut-être en passe de retrouver une place dans la cité juive fondée depuis 1948. On peut en tout cas le croire, à lire le livre d'Ilan Greilsammer, professeur de sciences politique de l'université de Bar-Ilan (près de Tel-Aviv), naguère auteur d'études consacrées aux communistes israéliens puis aux mouvements et partis religieux. Sa *Nouvelle histoire d'Israël* est tout le contraire en effet d'une épopée jubilaire : c'est un récit problématisé à l'extrême, à la lumière des apports les plus récents d'une recherche iconoclaste sur les premières années de l'Etat (voir « Le Monde des livres » du 26 janvier 1996). Les percées de ce groupe assez hétéroclite qu'on appelle les nouveaux historiens (où des chercheurs comme Benny Morris croisent des journalistes comme Tom Segev) ont permis, depuis le milieu des années 80, et le plus souvent dans la polémique, le réexamen de certains mythes fondateurs d'Israël ; sur ceux-ci s'enracinait un consensus crispé autour de valeurs pionnières figées jusqu'à la caricature : n'a-t-on pas qualifié parfois le sionisme de Ben Gourion de *« bolchévisme sans communisme »* ? Notons que les sceptiques, qui ne font pas le lien entre la disponibilité des archives et la rupture d'un certain conformisme, en seront pour leurs frais.

Ce sont en effet toutes les pages des premiers temps de l'Etat juif qui sont désormais relues, révisée réécrites au fur et à mesure que l'exploitation des documents est rendue possible (le délai de prescription est, en Israël, de trente ans et, en principe, de cinquante pour les archives militaires). La nouvelle histoire d'Israël a innové sur des sujets aussi sensibles que l'action, ou l'inaction, des dirigeants sionistes pendant la Shoah, sur la responsabilité israélienne, dans l'exode des Palestiniens en 1948 (puis en 1967) – sans qu'elle ait conclu à l'existence d'aucun plan concerté –, sur le régime militaire auquel furent soumis les Arabes demeurés en Israël après l'Indépendance (maintenu jusqu'au début des années 60), sur l'inégalité durable entre immigrés d'origines européenne ou orientale – et sur quelques adoptions douteuses d'enfants yéménites dans les années 50 –, sur le tournant nationaliste et militariste imprimé au socialisme « eretzisraélien » par l'homme qui a régné *quasiment sans partage sur les destinées politiques de l'Etat juif au cours de ses vingt premières années d'existence*, David Ben Gourion. Bref, sur tous les sujets qui portent sur les fondements même d'Israël, sur tous les thèmes qui donnaient matière à propagande, la nouvelle histoire israélienne a fait voler les mythes les mieux partagés en éclats.

Ilan Greilsammer n'est, quant à lui, pas neutre vis à vis de cette « nouvelle histoire », qui se trouve déjà elle-même contestée par d'autres historiens qui lui reprochent, entre autres, de ne pas tenir suffisamment compte des archives arabes (voir « Le Monde des livres » du 6 juin 1997). Aux réquisitoires adressés par une génération de « nouveaux historiens » contestataires, parfois qualifiés de « post-sionistes », mûris dans le demi-échec de 1973 et dans la *« catastrophe »* de l'aventure libanaise de 1982, Ilan Greilsammer semble préférer ceux de ses confrères attachés aux valeurs traditionnelles de la gauche israélienne. Son ouvrage en restitue les plaidoyers. Ainsi ceux de l'historienne Anita Shapira, de l'université de Tel-Aviv, qui « colle » à la version « travailliste » de l'histoire israélienne. Quand les nouveaux historiens s'évertuent à démontrer que, loin d'être une éternelle victime, c'est l'Etat d'Israël qui, *dès 1948, aurait continûment* repoussé les offres de paix des Arabes, en donnant pour illustration l'échec provoqué de la conférence de Lausanne en 1949, Anita Shapira insiste, elle, sur l'impossibilité de résoudre un conflit non encore parvenu à maturation. Il ne pouvait l'être, dit-elle, ni en 1948 ni dans les années qui suivirent la guerre d'Indépendance d'Israël. Si l'on tient compte de l'*« épaisseur sociale »* de la confrontation, et non des seuls rendez-vous manqués des diplomates, c'est seulement dans les années 70 qu'une partie du monde arabe se serait résignée à l'existence de l'Etat d'Israël – tout en continuant de considérer sa création comme une injustice.

Le débat en tout cas a remplacé une histoire plus ou moins officielle. Avec l'épuisement de l'idéologie sioniste socialiste s'affaiblit une idéologie dominante qui, tout en ayant fait ses preuves, a contribué à insulariser les juifs israéliens par rapport à la diaspora. Les controverses actuelles sur l'identité nationale en Israël dissimulent peut-être une évolution de fond qui découle des bouleversements qu'a connus ce pays au cours des dix dernières années. Ainsi, l'arrivée en Israël de centaines de milliers d'immigrants en provenance de l'ex-URSS et d'Ethiopie fait-elle réellement vivre les Israéliens à l'heure du « post-sionisme », comme beaucoup d'intellectuels là-bas se l'imaginent ? Rien n'est moins sûr. Si l'aspect mobilisé du sionisme s'est aujourd'hui calcifié, si la révolution collective qu'il préconisait a eu lieu, son potentiel explosif de mutinerie individuelle contre une modernité injuste demeure. Cette merveilleuse école de déstabilisation n'a pas forcément perdu de son actualité. Y compris en Israël [illegible]

# Entre ciel et terre

*Quel rôle joue Israël dans l'imaginaire juif et non juif ? Quelle est la part de la réalité et celle du rêve ? Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa tentent de répondre*

**ISRAËL IMAGINAIRE**
de Jean-Christophe Attias,
et Esther Benbassa.
Flammarion, 391 p., 120 F.

Quand deux spécialistes de pensée et de civilisation juives se mettent ensemble pour dé-*construire* le « mystère des images », pour tenter d'en saisir le sens et la fonction, l'origine et l'histoire, le champ parcouru peut être très vaste. Le premier, philologue et exégète des textes antiques, la seconde, historienne contemporanéiste, conjuguent leurs talents pour élucider dans toutes ses dimensions le mystère du rapport des juifs à leur terre, la terre d'Israël.

Tout part bien sûr de la Genèse, et de la création de la Terre, à partir de laquelle est façonné l'homme, nommé Adam, d'après Adama, terre. Puis vient l'aventure abrahamique, et la situation de l'étranger, l'exil et le désert, l'expérience fondatrice de l'errance, *« temps des fiançailles d'Israël et de son Dieu »*. La terre conquise et reconquise vomit ceux qui ne lui agréent point. L'exil est interprété comme une sanction contre les fautes commises, comme une expiation.

Au Moyen Age, la terre d'Israël est perçue comme le cœur du monde, comme le signe et l'image de l'exception juive. Les kabbalistes la voient comme une entité céleste, qu'ils associent à la Royauté, dernière des dix forces cosmiques émanées de Dieu, qui constituent le monde supérieur. Plus tard, chez certains philosophes – Spinoza, ou encore Moses Mendelssohn, père de la Haskala, Lumières juives –, si la terre d'Israël joue un rôle périphérique, l'espoir messianique, transféré sur le sol européen, ne se perd jamais.

Par une analyse historique et sociale captivante, les auteurs, dans la partie la plus actuelle et la plus polémique du livre, décrivent la construction du sionisme et de l'identité israélienne. Selon eux, le sionisme a recréé de toutes pièces la terre d'Israël, comme patrie du peuple juif. Cependant, cette idéologie laïque n'a pas manqué de puiser les ingrédients de sa doctrine dans l'héritage religieux. L'analyse du rite de la *plantation* des arbres, témoin de l'attention à la forêt contre sa destruction par les Arabes, l'adoption de la culture des bédouins et des fellahs, sont autant d'éléments qui permettent de comprendre l'élaboration de l'identité israélienne, à mi-chemin entre l'Orient et l'Occident. Ainsi la dernière partie du livre rejoint-elle la première : l'habit des bédouins rappelle celui des ancêtres bibliques qui, comme leurs descendants israéliens, sont hantés par le désert, thème-clé pour comprendre le rapport des juifs à leur terre. Comment le montrent brillamment les deux auteurs, l'identité israélienne s'est également construite contre le stéréotype antisémite séculaire du juif sans racine, physiquement faible, n'aimant pas le travail manuel ni celui de la terre.

Israël contemporain est décrit par la politique, la culture et la littérature. La chanson, par exemple, très présente dans la réalité israélienne, permet de *« faire basculer le quotidien vers l'apocalyptique »*, et contribue à faire du pays d'Israël un pays mythique, mystique. Le portrait du natif israélien, appelé *Sabra* (cactus), *« plante sortie d'un sol ingrat et rebelle, qui donne des fruits au cœur moelleux »*, est particulièrement réussi : cette *plante du désert* est le symbole du juif en quête d'une identité toujours inassouvie. Les *Tiyoulim*, fameuses randonnées à pied, activité éducative essentielle de l'Israélien, ont pour fonction de faire connaître le pays à ses arpenteurs, qui établissent un contact direct et concret avec la nature. Tout autant, la géographie et l'archéologie jouent un rôle essentiel *dans la construction de l'identité* israélienne. Les fouilles, descente dans les tréfonds de la terre, permettent de faire revivre les ancêtres, et *« d'établir la chaîne rompue sur la terre »*. Elles consistent à mettre des noms sur des lieux, à retrouver des endroits concrets derrière les pierres saturées d'histoire.

## NÉ DU DÉSERT

Qu'en est-il du sionisme aujourd'hui ? Selon les deux auteurs, l'idéologie sioniste s'affaiblit dans de nombreux secteurs de la société israélienne. La terre neutralisée, normalisée, aspire à devenir une terre comme une autre. Les « nouveaux historiens » se mettent à relire l'histoire du sionisme et de l'Etat d'Israël. *Ils témoignent* de la démocratisation du débat intellectuel en Israël et du pluralisme de ce pays jeune. Certains, tels Tom Segev, vont jusqu'à s'interroger sur l'utilisation de la Shoah comme légitimation de la politique de l'Etat d'Israël dans le conflit qui l'oppose aux Arabes. Selon Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa, ce « postsionisme » souligne les sentiments de *culpabilité de la gauche laïque* face au messianisme du sionisme religieux et au radicalisme de la droite traditionnelle ; il montre *qu'aujourd'hui plus que jamais* il est impossible d'enfermer ce pays foisonnant dans des idées préconçues. Face à ces discours, il y a aussi ce que les auteurs nomment le « voyage-pèlerinage », qui joue un rôle structurant dans l'identité des juifs de la Diaspora et renforçant la relation symbolique avec la terre : Israël, c'est à la fois ce que la Diaspora voudrait être et ce *qu'elle n'est pas – sans oublier* les valeurs éthiques que ce pays est censé incarner, comme s'il fallait qu'il soit toujours plus moral que *les autres*.

On retiendra également la très belle analyse de l'Israélien errant, thème récurrent de la littérature. Même en Israël, le juif reste un nomade, son errance témoigne du rêve d'un ailleurs, propre au peuple juif né du désert.

*Ce livre, qui annonçait un Israël imaginaire*, permet avant tout de comprendre la réalité israélienne dans toute sa diversité et sa subtilité. *Plus que cela, c'est un livre* sur l'identité juive, depuis la Bible jusqu'à aujourd'hui, de la kabbale aux réalités socio-politiques les plus contemporaines. De l'exégèse théologique à la sociologie, tous les outils de la pensée sont convoqués dans cette analyse stimulante dotée d'une méthodologie novatrice. Plus que déconstruire le réel, ce livre l'enrichit. Il est de ceux qui rendent le réel plus visible.

**Eliette Abécassis**

# Jérusalem en références

*Frédéric Encel analyse les rivalités qui se sont nouées autour de ce lieu d'identification*

**GÉOPOLITIQUE DE JÉRUSALEM**
de Frédéric Encel.
Préface d'Yves Lacoste
Flammarion, « Essais »,
280 p, 99 F.

Elle ne fut jamais l'un des grands points de passage de l'histoire – ni carrefour ni lieu de rencontre entre civilisations, rarement capitale, encore moins centre économique. Elle ne fut longtemps qu'une bourgade poussiéreuse, mal installée sur quelques collines pentues, à près de 800 mètres d'altitude. D'aucuns, sans malveillance, la *diraient même* aujourd'hui dépourvue de grâce, cernée d'une lourde corolle de cités-forteresses qui l'ont épouvantablement enlaidie. Seulement voilà, Jérusalem est trois fois sainte : elle abrite certains des lieux les plus importants de la chrétienté, de l'islam et du judaïsme. Triple revendication religieuse qui se confond avec une double revendication politique : capitale autoproclamée d'Israël, capitale rêvée du nationalisme palestinien.

L'un des grands mérites de la *Géopolitique de Jérusalem* que présente Frédéric Encel est de ne pas se satisfaire d'un des lieux communs les plus souvent avancés pour expliquer le chaudron hiérosolymitain : celui qui veut que cette ville soit au cœur de l'affrontement précisément parce qu'elle est trois fois sainte. L'affaire est bien plus complexe. Jérusalem suscite de la part de l'une et l'autre communauté un *« attachement viscéral »*, parce qu'elle est au cœur de ce que l'auteur appelle le système de *« représentation »* de chacune d'elles. Elle est au cœur de la manière dont l'une et l'autre se *« représentent »*, son histoire religieuse et nationale, son espace territorial, mais aussi son « voisin », et aujourd'hui ennemi.

La référence est évidente pour le sionisme, mouvement laïque, certes, mais fondé *sur cet appel au retour* à Sion qui ne fut longtemps nourri et conservé que par la religion. Par ce qu'elle signifie pour le judaïsme, Jérusalem est *« essentielle à la légitimation de la nation naissante »*, explique Encel. La référence est, au départ, moins évidente pour le nationalisme palestinien, mais elle va vite devenir tout aussi fondamentale. Si, avec l'esplanade des Mosquées, Jérusalem abrite l'un des lieux saints de l'islam, *qui n'est d'ailleurs pas le principal*, la ville, rappelle l'auteur, *« n'a jamais été la capitale d'un Etat, royaume, empire ou sultanat d'essence islamique »*. Les Arabes ne se mobilisent pour elle que dans l'adversité, contre les croisés puis les sionistes. Dans ce dernier cas, la lutte que mènent les *Arabes de Palestine* au début du siècle jusqu'à la fin de la guerre de 1948 se fait plus au nom du panarabisme que d'un mouvement national palestinien encore peu affirmé.

C'est justement le thème de Jérusalem, sa revendication, la volonté de reconquête, qui va devenir l'une des *composantes d'un mouvement* national palestinien singulier, qui veut gagner son indépendance. Face à la Syrie, à l'Egypte, à l'Irak, il faut une ville, une cité d'identification au nationalisme palestinien. Un tantinet jargonnant, Encel écrit : Jérusalem *« participe du développement de la conscience nationale palestinienne comme référent politique et spirituel de premier ordre, qui s'inscrit au cœur de trois sphères identitaires : l'islam, l'arabité, le fait palestinien »*.

**Alain Frachon**

# Le mythe de l'Etat pionnier écorné

*A partir des archives israéliennes, l'historien Tom Segev bat en brèche l'historiographie officielle, qui passa longtemps sous silence les violences perpétrées contre les Palestiniens*

**LES PREMIERS ISRAÉLIENS**
**(1949, The First Israelis)**
de Tom Segev.
Traduit de l'anglais
par Sabine Porte,
Calmann-Lévy, 418 p., 150 F

Ainsi donc l'histoire réelle ne ressemblait pas à l'histoire officielle et la création de l'Etat d'Israël, entre 1947 et 1949, passa aussi par les violences exercées contre des centaines de milliers de Palestiniens, expulsés de leurs maisons et de leurs champs, détroussés de leurs biens, privés de leur droit à demeurer ou à revenir sur la terre qui était la leur depuis des siècles et plus. Cette « révélation »-là, si contraire à la « mythologie nationale » qui nourrit des générations d'écoliers et d'adultes israéliens, est, en vérité, loin d'en être une. *Mais parce que, jusqu'ici, elle était* le fait d'auteurs antisionistes ou palestiniens, elle était considérée comme partisane, c'est-à-dire sans *intérêt*.

Tom Segev, auteur des *Premiers Israéliens*, dont Calmann-Lévy publie la traduction française, douze ans après sa première version en anglais, n'est ni antisioniste, ni palestinien. Journaliste et historien reconnu dans l'establishment culturel de son pays, il ne saurait être soupçonné de nourrir un a priori hostile à l'égard d'Israël. *Surtout, et contrairement* à ses prédécesseurs, il a eu la chance de pouvoir travailler sur des archives qui venaient d'être rendues accessibles aux chercheurs, notamment celles du Parti travailliste et de l'Agence juive, ainsi que sur le journal de David Ben Gourion, futur premier premier ministre du jeune Etat. Non sans paradoxe, ce sont des documents israéliens *qui, explorés par* un historien israélien, confirment ce que la mémoire palestinienne avait gardé sans jamais parvenir à en faire une *indiscutable vérité : la* violence faite aux uns pour tenter d'apaiser l'injustice faite aux autres, par d'autres, en Europe.

Servi par un riche matériau, Tom Segev chemine avec austérité au plus près des textes. Nul besoin d'en faire trop pour décrire ce que



DAVID SEYMOUR

Jeune Israélienne s'apprêtant à prendre son tour de garde (1951)

*les rapports administratifs* détaillent : les atrocités commises par les troupes juives contre des civils palestiniens peu pressés de laisser la place ou soupçonnés d'appuyer les armées arabes entrées en Palestine pour s'opposer *au plan de partage ratifié par* les Nations unies ; les pillages, la redistribution du butin et la corruption qu'elle suscite ; les *déplacements forcés pour les Arabes qui* s'inscrustent ; les expulsions pour ceux qui parviennent à revenir. Les excès sont tels que David Ben Gourion, *qui n'a jamais* eu la réputation d'être un cœur trop sensible, s'en offusquera, s'étonnant, au cours d'une réunion de cabinet, de l'existence de *« tant de vices insoupçonnés »* parmi ses compatriotes.

Indigné ou duplice il n'en continuera pas moins à recommander aux siens d'aller de l'avant. Sans doute savait-il la modestie de ses moyens pour s'opposer à des *débordements que* les passions du moment rendaient quasi inévitables. Sans doute aussi pensait-il que tout cela était finalement secondaire. Seul comptait le but à atteindre, quoi qu'il en coûtât, et l'accueil massif des nouveaux *immigrants, seul* moyen de répondre aux besoins démographiques et militaires du fragile Etat hébreu, était pour lui indis*cutable*.

Ce qui, dans son entourage, n'était pas le cas de tous. Alors que les bateaux déversaient sur les quais de Haïfa leurs cargaisons humaines, de vives controverses éclatèrent au sein des dirigeants de l'exécutif sioniste. Fallait-il ne mettre aucun obstacle au mouvement, ou, au contraire, le ralentir, comme le demandaient certains dirigeants de l'Agence juive préoc*cupés par les difficultés matérielles* à intégrer les nouveaux venus ? Très prosaïquement, ils redoutaient d'être débordés par ces milliers d'*immigrants* où *miséreux* déracinés, intellectuels âgés et individus sans qualification particulière constituaient un « matériau humain » fort éloigné des standards mythiques censés exprimer l'essence de l'homme nouveau qui construirait l'Etat juif : un jeune agriculteur dont la foi, inébranlablement socialiste, serait mise au service d'un infatigable esprit pionnier.

A ces premières différences s'ajoutèrent bientôt celles suscitées par le pays d'origine : selon qu'il venait d'Europe ou des pays arabes, l'immigrant n'était pas reçu avec la même chaleur, *ni avec* les mêmes avantages matériels. Alors que les responsables sionistes discutaient gravement de *réquisitionner, voire de construire*, des hôtels pour y recevoir les juifs polonais qui, dit un jour un ministre israélien, comptaient dans leurs rangs des *« personnes respectables »*, le quotidien *Haaretz* publia un reportage sur un camp où étaient regroupés les immigrants venus d'Afrique du nord. Sans retenue aucune, le journaliste, qui, comme ses patrons, appartenait à l'élite ashkénaze, y manifestait un solide mépris raciste à l'égard de ces *« primitifs (...) parfaitement incapables de comprendre le moindre raisonnement intellectuel »*.

Le choc culturel fut si rude que, longtemps après, immigrants d'avant et d'après-guerre, *et bientôt* leurs descendants, se côtoyèrent sans se toucher, dessinant au sein de la nouvelle société en cours de formation des lignes de fracture dont les conséquences se font toujours sentir. Ainsi en va-t-il des oppositions qui, aujourd'hui encore plus qu'hier, divisent religieux et laïcs. Dès l'année 1949, les premiers manifestaient violemment *dans les rues de* Jérusalem pour interdire que les cinémas ouvrent le jour du shabbat. Leur influence n'a fait, depuis, que grandir, *suscitant* chez leurs adversaires un discours de plus en plus radical. Malgré cinquante ans de *melting pot*, les nouveaux Israéliens *n'ont pas surmonté les divisions* qui, déjà, déchiraient leurs pères.

**Georges Marion**

هكذا من الأصل



# Les lieux de la mémoire

## En compagnie de Theodor Herzl, fondateur du sionisme, Shimon Peres propose un voyage étonnant et émouvant à travers le temps

**LE VOYAGE IMAGINAIRE**
**Avec Theodor Herzl en Israël**
de Shimon Peres.
Avec la collaboration de Patrick Girard,
Ed. nº 1, 210 p., 110 F.

Ainsi Shimon Peres a-t-il eu l'idée de partir en voyage avec Theodor Herzl, en voyage imaginaire, pour visiter ensemble Israël et son histoire, pour fêter les cinquante ans de l'Etat d'Israël, et aussi la mémoire de cet autre voyage qu'il y a juste un siècle Herzl fit en Terre sainte pour rencontrer le Kaiser et tenter de lui arracher son appui, afin que le projet d'Herzl devînt réalité, que l'Etat des Juifs fût créé en Palestine.

*« Je suis né à Vichneva,* nous raconte Shimon Peres, *en Biélorussie alors sous domination polonaise, au sein d'une famille profondément sioniste. Herzl pour nous était une sorte de prince de l'exil ou de roi sans couronne ayant indiqué à son peuple la route à suivre. »* Convié donc à ce voyage, à ce rêve, Herzl est venu.

C'est à Paris, on le sait, que le brillant écrivain autrichien devenu correspondant du grand quotidien *Neue Freie Presse* se découvrit juif. Herzl a assisté le 5 janvier 1895 à la dégradation de Dreyfus condamné à la déportation à vie. *« Le procès Dreyfus... me rendit sioniste »*, dira Herzl, simplifiant peut-être son évolution. *« Je me suis réveillé juif »*, écrira de même Bernard Lazare, ému par la souffrance du Juif persécuté. Quand Theodor Herzl quitte Paris en juillet 1895, il n'est plus le même. Il a commencé de travailler à son grand livre *L'Etat des Juifs*, qu'il achèvera en janvier 1896. Désormais, son projet le hante. Il faut mettre fin au calvaire deux fois millénaire, il faut ramener les Juifs en Terre Sainte, ressusciter le peuple juif. Herzl redoute d'en être incapable. Restera-t-il un utopiste ? *« Suis-je en avance sur mon temps ?,* écrit-il dans *L'Etat des Juifs. Les souffrances des Juifs ne sont-elles pas encore assez grandes ? Si la présente génération demeure sourde, une autre suivra... »*

**Jean-Denis Bredin**

Parvenant à réunir au casino de Bâle, en août 1897, les représentants des Juifs d'Europe et aussi d'Amérique qui voulurent bien prendre son projet au sérieux, imaginant et organisant le premier congrès tenu par des Juifs, Herzl avait mis son utopie en marche. De retour à Vienne le 3 septembre, il osait dire : *« Si je devais résumer le congrès de Bâle d'une phrase – ce que je me garderai bien de faire en public –, ce serait celle-ci : à Bâle j'ai fondé l'Etat juif". »* En août 1898, il tenait son second congrès, et déjà son autorité, son mode de pensée, ses démarches auprès des souverains lui faisaient beaucoup d'adversaires. Fatigué, non découragé, Herzl poursuit obstinément son rêve. Pour tenter de libérer la Terre sainte, il faut agir sur le Sultan. Sur qui peut-on compter ? Sur l'Allemagne, dont l'influence en Turquie est considérable. Guillaume II promet au grand duc de Bade de recevoir une délégation de sionistes à Jérusalem, lors du voyage officiel qu'il doit faire dans l'Empire ottoman en octobre 1898. Et voici Herzl parti pour Constantinople où il est reçu par le Kaiser. Herzl est épuisé, sans doute déçu. N'importe, il ira en Terre sainte, il ira à Jérusalem où se rend Guillaume II, qu'il pourra sans doute revoir. Après cinq jours de bateau, le voici à Alexandrie. Il prend place à bord d'un petit cargo russe, et deux jours plus tard il approche de Jaffa, il aperçoit la Terre sainte. Le voyage d'Herzl en Israël est commencé, et commence le voyage imaginaire avec Shimon Peres...

Herzl a laissé de Jaffa une description sinistre. La ville lui est apparue misérable, délabrée, *« partout c'est la misère diaprée de l'Orient »*. Mais à Jaffa il avait eu la chance de rencontrer à nouveau, le vendredi 28 octobre 1898, dans l'allée des Palmiers, le Kaiser, monté sur son étalon blanc, qui l'avait reconnu et salué. *« C'est une terre d'avenir »*, avait dit le Kaiser, regardant autour de lui, généreux en formules vagues. Un siècle plus tard, dans son voyage imaginaire, Shimon Peres croit sage de faire éviter Jaffa à Herzl, Jaffa *« qui lui rappelle tant d'impressions désagréables »*. A Jaffa, Herzl avait été souffrant, et l'avenir de son projet n'avait cessé de le tourmenter.

**TEL-AVIV...**

C'est à Tel-Aviv que Shimon Peres veut emmener son compagnon de voyage, la Tel-Aviv d'aujourd'hui, *« l'une des rares villes au monde qui ne soit pas encore achevée... il se sentira à son aise dans cette cité où l'on passe, en quelques secondes, de l'Occident à l'Orient, du XIXe siècle finissant au XXIe siècle... »* Mais comment, se demande Shimon Peres, pourrais-je lui raconter, lui expliquer l'assassinat, ici même, d'Yitzhak Rabin le 4 novembre 1995 ? Comment lui faire comprendre, admettre *« ce fanatisme d'un autre âge »* qui rôde dans les rues ?

C'est par le train qu'en 1898 Herzl était allé à Jérusalem : il avait la passion des trains et rêvait d'un merveilleux progrès des trains aériens. A peine arrivé à son hôtel, il avait noté sur son journal : *« Je me contente de regarder par la fenêtre, et je trouve Jérusalem magnifique. Même dans sa déchéance actuelle, c'est toujours une belle ville ; lorsque nous reviendrons vivre ici, elle pourra redevenir une des plus belles villes du monde. »* Quelques jours plus tard, Herzl et son équipe sont reçus par le Kaiser. *« Cette brève audience demeurera inscrite pour l'éternité dans les annales de l'histoire juive... »* Mais de cette audience, Herzl est sorti malheureux et inquiet. *« Votre mouvement,* a concédé le Kaiser, *repose sur une idée profonde... »* Le besoin le plus urgent, a remarqué Herzl, est celui de l'eau, de l'eau qu'il faudra apporter au pays. Que d'argent sera nécessaire ! *« Oh,* a objecté le Kaiser, *de l'argent vous en avez plein ! Plus d'argent que nous tous réunis... »* Epuisé, Herzl ne pense plus qu'à quitter la Palestine...

**... JÉRUSALEM...**

Shimon Peres et lui poursuivront quand même leur imaginaire voyage. Peres proposera à son ami de passer une journée entière au mur occidental improprement connu sous le nom de « mur des Lamentations ». *« Le Mur,* écrit Shimon Peres, *est à la fois un lieu de mémoire et une formidable incitation à la tolérance et à l'universalisme. Je ne connais pas de moment plus privilégié que ces instants de grâce où le chant des fidèles juifs se mêle à l'appel à la prière du muezzin et aux sons des cloches des différentes églises de la cité de David. »* Mais les deux voyageurs ne sauraient quitter Jérusalem sans se rendre au mémorial de Yad Vashem érigé en hommage des six millions de victimes de la Shoah. Le martyre des Juifs, Herzl n'avait cessé de le voir, de le prévoir. *« Ce que je veux réaliser,* avait-il écrit, *grâce à des idées constructives, nous serons contraints de le faire sous la pression d'événements inéluctables. » « Si on nous laissait tranquilles !,* avait-il écrit encore. *Mais je crois qu'on ne nous laissera jamais tranquilles ! »*

Ensemble les deux voyageurs iront visiter Haïfa, dont, dans un roman, Herzl avait fait la future grande métropole de la Palestine juive, et dont il avait donné une description idyllique. Puis les deux amis visiteront, à la hâte car le temps va manquer, bien d'autres lieux, et Shimon Peres emmènera Herzl, pour achever le voyage, passer une semaine au désert, par exemple en plein milieu du Néguev, *« là où vécut à la fin de sa vie David Ben Gourion, mon maître en politique et en idéologie ». « Herzl et moi nous aurons bien besoin de cette méditation silencieuse... »*

Avant que les voyageurs ne se quittent, Shimon Peres souhaite encore faire connaître à Herzl les Israéliens d'aujourd'hui. Il le promènera donc dans les rues, il lui présentera l'armée, cette armée qui surprendra Herzl car celui-ci avait naïvement imaginé que dans la nouvelle société il n'y aurait pas besoin d'armée, que le temps de la coexistence pacifique des peuples était venu. Puis Peres l'emmènera à la Knesset : elle intéressera évidemment ce journaliste viennois qui, de 1891 à 1894, assista, à Paris, à tous les grands débats du Palais-Bourbon. Surtout, Peres conduira son ami vers ce « rassemblement des exilés » venus de tous les pays, pour lesquels Herzl avait tant voulu l'Etat des Juifs. *« Un nouveau type de Juif est né,* écrit Shimon Pérès, *bien différent de celui décrit jadis tant par les défenseurs que par les adversaires de notre peuple. »*

Parmi les pages les plus bouleversantes de ce livre figurent celles où Shimon Peres dit à son compagnon de voyage ses espoirs, ses inquiétudes, ses tourments, celles aussi où, avec une discrétion exemplaire, il parle un peu de lui-même. Peres nous montre ce que fut en Biélorussie la bourgade de son enfance où, ministre des affaires étrangères, il est revenu en 1992, mais qu'il a retrouvée *« vide de Juifs »*, de juifs exterminés, brûlés dans la synagogue locale en bois, ou partis, émigrés, et pour beaucoup venus en Israël. Il évoque l'afflux massif en Israël des Juifs originaires de l'ancienne Union soviétique, après qu'*« au Grand Soir ont succédé les petits matins blêmes durant lesquels les fusils noient dans le sang les rêves les plus beaux »*. Shimon Peres confie à son ami comme il est préoccupé *« du fossé grandissant dans notre pays entre religieux et laïcs »*, de ce conflit latent qui risque de provoquer un véritable schisme à l'intérieur du peuple juif. Il dit à Herzl comme il redoute *« toute tentative de réduction du judaïsme à une sorte de ritualisme excessif »* et tous les signes d'intolérance, le danger aussi de *« notre propension à tout vivre sur le registre de l'excès et de la démesure »*.

**... TIBÉRIADE**

Encore Shimon Peres veut-il inviter Herzl à dîner chez lui, un vendredi soir à Jérusalem, avec un Juif d'Union soviétique et le descendant d'une vieille famille juive française, pour que tous quatre discutent ensemble des solutions, illusoires, qu'au long des deux derniers siècles la société proposa ou feignit de proposer aux enfants d'Israël *« pour résoudre l'épineuse question juive »* : l'intégration totale dans la société bourgeoise dont Herzl avait observé l'échec, et la participation au mouvement révolutionnaire dont Shimon Pérès avait vu le désastre. Que restait-il à faire après ce dîner tant passionné, avant de clore ce périple ? Il restait un ultime voyage à Tibériade. Là, se promenant sur les berges du lac, ces deux amis qui avaient, chacun en son temps, tant fait pour Israël, pourraient se taire ensemble, et, peut-être, aller jusqu'au petit cimetière de Kinneret pour s'incliner sur la tombe de Moses Hess.

Ce beau livre emporte, dans leur voyage imaginaire, deux hommes que tout peut sembler séparer : le temps où ils vécurent bien sûr, mais aussi les lieux, leur culture, leur caractère, leurs idées et leurs goûts, et encore le chemin qu'ils firent, chacun, pour retrouver la Terre promise. Mais au fil des pages on découvre tout ce qu'ils partagent, qui donne à leur voyage une émouvante intimité : la soif de tolérance, le respect de la dignité de chacun, l'amour de la paix – shalom *« le plus beau nom de la langue hébraïque »*, et le rêve d'un monde éclairé par les Justes. L'un après l'autre, tout autrement, ces deux voyageurs portent une très haute idée du judaïsme.


MICHA BARAM / MAGNUM
1


J. NACHTWEY / MAGNUM
2


ABBAS / MAGNUM
3


N. ECONOMOPOULOS / MAGNUM
4

**1. – David Ben Gourion devant le mur des Lamentations qui vient d'être repris par les Israéliens (7 juin 1967).**

**2. – Jeunes Palestiniens lançant des pierres contre les soldats israéliens à Gaza (1993).**

**3. – De gauche à droite : Shimon Peres, Yasser Arafat, Federico Mayor, Yitzhak Rabin et Henry Kissinger lors de la remise du prix Houphouët-Boigny pour la paix (6 juillet 1994).**

**4. – Juifs manifestant contre les premières élections palestiniennes (1996).**

**★ Les photos de cette page ainsi que celle de la page VII sont issues de l'ouvrage *Israël, 50 ans par les photographes de Magnum* (éd. Hazan, 196 p., 395 F.).**

# Au temps de l'antisémitisme d'Etat en URSS

*A la suite d'un minutieux travail d'archives, Guennadi Kostyrtchenko a analysé les mécanismes politiques qui, sous l'impulsion de Staline, ont contribué à la persécution des juifs soviétiques*

**PRISONNIERS DU PHARAON ROUGE**
de Guennadi Kostyrtchenko.
Traduit du russe
par Michèle Kahn,
Solin/Actes Sud, 448 p., 150 F.

« *Le but de ce livre est de reconstruire, à partir des documents, les événements des années quarante et du début des années cinquante en URSS et d'analyser le mécanisme politique qui a engendré l'antisémitisme d'Etat.* » Ainsi s'exprime Guennadi Kostyrtchenko au début de ce travail minutieux, réalisé et publié à Moscou. L'auteur, né en 1954, est évidemment trop jeune pour avoir vécu cette période, mais il a été chercheur au Centre russe de conservation et d'étude des documents historiques, et il a abondamment fouillé dans les archives officielles. Une des singularités de l'univers soviétique a été en effet de tout garder, même ce qui pouvait être le plus dommageable au régime. L'illusion que le pouvoir communiste était éternel est évidemment pour quelque chose dans cette attitude... L'expression « *antisémitisme d'Etat* » est bien choisie. L'impulsion de Staline a en effet été déterminante dans les persécutions dont ont été victimes les juifs soviétiques, même si elle a trouvé des relais dans l'antisémitisme russe populaire traditionnel, les jalousies privées ou les rivalités professionnelles.

Le premier signe de cet « *antisémitisme d'Etat* » apparaît en août 1942, en pleine guerre, avec une note des services d'« *agit-prop* » du Comité central, relevant que « *l'équipe dirigeante du Bolchoï* » est « *juive dans sa quasi-totalité* » et lançant une campagne « *pour la pureté de l'art russe* ».

La seconde grande affaire est celle du Comité antifasciste juif. Cet organisme, créé en 1941 par des personnalités juives de renom, a d'abord été utilisé par Staline pour recueillir des fonds à l'étranger et mobiliser en particulier l'opinion américaine en faveur de l'URSS. Salomon Mikhoëls, directeur du Théâtre juif de Moscou, et président du Comité, accomplit ainsi, accompagné du poète Isaac Fefer, une grande tournée aux Etats-Unis au cours de l'année 1943. A New York, il rencontre un dirigeant d'une organisation caritative juive américaine qui lui suggère la création en Crimée d'une « *République juive autonome* » destinée à accueillir les réfugiés juifs venus de toute l'Europe. C'est le début d'une sinistre manipulation. Encouragés « *d'en haut* », Mikhoëls et Fefer écrivent à Staline pour lui exposer leur projet. Mikhoëls sera tué en janvier 1948 par la police secrète et son assassinat maquillé en accident de la circulation. Accusés de chercher à établir une République séparatiste en Crimée, les dirigeants du Comité antifasciste juif sont arrêtés fin 1948 et début 1949. A une seule exception près, ils seront tous fusillés. Le Théâtre juif de Moscou est fermé, les unions des écrivains juifs à Moscou, Kiev et Minsk sont dissoutes...


COLL. G. KOSTYRTCHENKO IN « PRISONNIERS DU PHARAON ROUGE »
Dessin de « Krokodil » dénonçant le complot des blouses blanches (janvier 1953)

Une nouvelle campagne antisémite est lancée par un éditorial de la *Pravda*, le 28 janvier 1949, s'en prenant au « *cosmopolitisme sans racines* » des critiques d'art dramatique. Une des victimes en est le rédacteur en chef du journal soviétique en anglais *Moscow News*, Grusenberg, mieux connu sous son pseudonyme de Borodine. Il avait été envoyé par l'URSS comme conseiller, de 1923 à 1927, auprès du Kuomintang. Il est un des personnages du roman de Malraux *Les Conquérants*. Accusé d'espionnage au profit de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, torturé, il meurt pendant un interrogatoire. « *En avril 1949, c'en était pratiquement fini de la culture juive dans le pays, et tous ses représentants éminents étaient en détention. Quant aux juifs assimilés, ils étaient déjà trop effrayés et moralement accablés non seulement pour rêver à une résurrection nationale, mais même pour résister à la bureaucratie avide qui entreprenait d'évincer les juifs des postes prestigieux dans tout le pays* », écrit Guennadi Kostyrtchenko.

L'épisode ultime est le « *complot des blouses blanches* ». En janvier 1953, Tass annonce l'arrestation d'« *un groupe terroriste formé de médecins qui se posaient pour but, en sabotant les traitements, de raccourcir la vie de personnalités éminentes de l'Union soviétique* ». Parmi eux, on trouve le professeur Egorov, chef de l'hôpital du Kremlin, qui n'est pas juif, mais aussi de nombreux médecins juifs.

Les uns et les autres ne doivent leur salut qu'à la mort du dictateur, le 5 mars 1953, qui met fin à cette accusation délirante. Leur libération, et surtout leur réhabilitation, quelques semaines seulement après la mort du « *pharaon rouge* », fut le signe que le dégel avait commencé.

**Dominique Dhombres**

# Au crépuscule d'un règne

*Des événements de mai 68 au référendum suicidaire d'avril 69, le deuxième tome du Journal de Jacques Foccart retrace, jour après jour, les derniers mois du général de Gaulle*

**LE GÉNÉRAL EN MAI**
**(Journal de l'Elysée, t. II)**
de Jacques Foccart.
Fayard - Jeune Afrique, 792 p., 195 F

*Le personnage aura si* longtemps été entouré de trop de légendes, de rumeurs, de pouvoirs réels ou supposés, de réseaux et d'intrigues pour que l'on écrive, sans hésitation : formidable Foccart ! Il met, dans ce deuxième tome de son *Journal de l'Elysée*, plus encore que dans le premier, trop de soin à plaider *pro domo*, à s'afficher en dernier rempart de la République, à glisser sur les zones d'ombre, pour ne pas susciter, à bien des moments, quelque perplexité. Pourtant il faut bien reconnaître que ce récit au jour le jour, aux premières loges, des derniers mois de règne du général de Gaulle est tout à fait passionnant.

La période, évidemment, s'y prête, qui s'ouvre sur le grand chambardement de Mai 68 et s'achève avec le référendum suicidaire d'avril 69. Entre les deux, Foccart oblige, la vie continue. La guerre civile fait rage au Biafra, Bokassa et Tombalbaye ne cessent de se chamailler, le Général poursuit toujours Sékou Touré de sa vindicte. Quant à Nixon, à peine élu, il vient saluer en de Gaulle « *ce géant qui a su conduire son pays, le relever* » ; après quoi ledit géant résume ainsi, pour Foccart, ses conversations avec le président américain : « *Cela s'est bien passé... Je lui ai tout fait avaler.* » Durant cette dernière année crépusculaire, cependant, il est saisissant de constater combien l'horizon du Général s'est rétréci. Que pèsent les visées stratégiques, la grandeur de la France même, quand quelques trublions lui ont fait perdre la face, quand les Français lui ont manqué ?

Le compte rendu, par Foccart, de ses entretiens quasi quotidiens avec de Gaulle témoigne à quel point les semaines folles du printemps 68 ont cassé le ressort. Le 7 mai, comme il lui signale, pour la première fois, que son impression « *n'est pas bonne* », le Général ne réagit pas. Le 10, il n'est guère inquiet : « *De toute façon, il faut que l'ordre soit maintenu.* » Le 11, après la première nuit de barricades au Quartier latin, il admet que la situation « *n'est guère fameuse* ». C'est à partir du 20 mai, au retour de son voyage en Roumanie, que le Général, d'un coup, baisse les bras. 21 mai : « *Si le pays veut se coucher, si le pays se paralyse, je ne peux pas le sauver contre lui-même. On aura fait tout ce qu'on aura pu. Eh bien, tant pis ! Je m'en irai, car il n'y a rien d'autre à faire.* » 26 mai : « *Je n'ai pas les moyens de faire face.* »

Le 28 mai, l'entretien est dramatique : « *Foccart, Foccart, je vous le demande, que puis-je faire ?* » Patron du Service d'action civique, qu'il mobilise, Foccart essaie de le regonfler, évoque la possibilité de « *faire appel à tous ceux qui...* ». De Gaulle ne le laisse pas finir : « *Oui. Mais je ne veux pas lancer le pays dans une guerre civile. (...) Comment voulez-vous lutter pour un pays qui est en train de se dissoudre, de s'en aller, de s'abandonner ? On ne peut pas sans arrêt le tenir à bout de bras.* » Et ce lancinant : « *On aura fait ce que l'on aura pu.* » Le lendemain, c'est l'« *effroyable* » journée du 29 mai. De Gaulle a disparu. Personne, à l'exception d'Alain de Boissieu, son gendre, qui gardera le secret, n'est au courant de l'escapade à Baden-Baden. Plus rien n'y fera. Ni l'appel du 30 mai ni l'immense manifestation sur les Champs-Elysées, préparée secrètement depuis quelques jours par Foccart et ses troupes, ni le raz de marée gaulliste, un mois plus tard, aux législatives. Durant l'été, le général revient sur les « événements » : « *J'ai réagi comme ça parce que je suis trop vieux. Je ne veux pas devenir un nouveau Pétain : il faut que je m'en aille.* » Au-delà des péripéties, tout est dit. Il reste à trouver la sortie. Ce sera le référendum fatidique d'avril 1969.

**Jacques Foccart**
Gaulliste de la première heure, responsable du Rassemblement du peuple français (RPF) à partir de 1947, Jacques Foccart fut l'un des plus fidèles serviteurs du général de Gaulle entre 1958 et 1969, avant de le rester auprès de Georges Pompidou. Responsable des affaires africaines, mais aussi chargé des relations avec le mouvement gaulliste, il fut l'un des rares confidents du général. Son *Journal de l'Elysée*, dont le premier tome a été publié en 1997 juste après sa mort, est le récit de ses entretiens quotidiens avec de Gaulle.
DR

Cette consultation sur la régionalisation et la réforme du Sénat, de Gaulle mesure très vite qu'elle peut lui être fatale. Dès le 20 février, il déclare tout à trac à Foccart : « *Je le sens mal. Je crois bien que je ne vais pas le faire.* » Il revient à la charge le 24 : « *En réalité, je n'ai pas envie de faire ce référendum, c'est vraiment trop idiot. Pourquoi faire un référendum là-dessus ? Ce référendum est ridicule ! Je suis devant un piège à cons, alors il ne faut pas y tomber.* » Un mois plus tard, ayant admis qu'il ne pouvait plus reculer, il confie pour la première fois à son conseiller : « *Vous savez, je ne serais pas si fâché que cela de tomber sur cette affaire, parce qu'il faut bien que je m'en aille un jour.* » En dépit de tous les plaidoyers, il n'en démordra plus, se persuadant peu à peu que « *c'est une bonne sortie* ». Le 24 avril, à trois jours du scrutin, Foccart essaie encore de donner le change, fait le point sur la situation au Tchad. De Gaulle le coupe : « *Ecoutez, je ne suis plus rien, ce n'est plus la peine, c'est fini.* »

Le 28 avril à 0 heure 11 tombe le communiqué de l'Elysée annonçant la démission du général de Gaulle à compter du jour même à midi. A midi, justement, Foccart rejoint Jacques Chaban-Delmas, Georges Pompidou, Michel Debré, Roger Frey, Olivier Guichard, Henri Rey et Robert Poujade. Au menu de ce déjeuner : le lancement de la candidature de Pompidou. L'après-gaullisme a commencé. Car cette année des adieux de De Gaulle aura aussi été celle de la rupture avec Pompidou. Dès le 4 juin 1968, le chef de l'Etat s'interroge sur son premier ministre : « *Quel jeu il joue ?* » Dès le 26 juin, Pompidou évoque, devant Foccart, la succession du Général, qu'il souhaite « *dans un calendrier pas trop éloigné* », « *avant 1970* ». Entre les deux hommes et leurs entourages, ce ne seront plus que doutes, soupçons, insinuations, nourris, du côté de Pompidou, par la tortueuse affaire Markovic. Fidèle d'entre les fidèles du Général, Foccart jouit aussi de la confiance, de l'« *amitié* » de Pompidou. Inlassablement, il essaie de recoller les morceaux. Avec une obsession : « *Préserver la suite du gaullisme.* » Trente ans après, la question est, plus que jamais, posée.

**G. C.**

## Livraisons

● **UN AMOUR D'ALGÉRIE**, de Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu
Isabelle Eberhardt (1872-1904), figure mythique du Maghreb colonial, est le fil conducteur de ce reportage atypique, somme des nombreux voyages que Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu ont faits en Algérie, jusqu'au début des années 90, pour tenter de reconstituer les itinéraires de leur héroïne. Loin des fracas de l'actualité, une autre Algérie se dévoile, chromo étrange d'un monde rêvé, comme hors du temps. On roule de Taghit à Bou Saâda, sans oublier les escales algéroises, aux côtés de Momo de la Casbah, décédé en 1997, à qui le livre est dédié (éd. Joëlle Losfeld, 175 p., 110 F.) **C. S.**

● **LA MÉTÉOROLOGIE EN FRANÇAIS AU MOYEN ÂGE** *(XIIIe-XIVe siècles)*, de Joëlle Ducos
Le beau sujet ! La fascination de l'homme médiéval pour le ciel, astronomique, astrologique et météorologique, a produit un discours bien éloigné des superstitions supposées. Scientifique, donc, d'expression latine et démarquée des pistes aristotéliciennes ou traduite en français pour assurer une vulgarisation pédagogique, la présentation du fait météorologique, où se confrontent savoirs et projections imaginaires, méritait cette synthèse érudite (éd. Honoré Champion, 496 p., 430 F) **Ph.-J. C.**

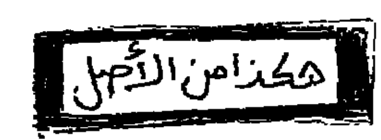
● **MAX WEBER OU LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE**, de Jean-Marie Vincent
C'est le destin des œuvres fondatrices que d'être maintes fois relues et commentées, citées, honorées et parfois embaumées sous les hommages convenus. Max Weber, grand classique de la sociologie, a suscité de nombreuses études. Celle de Jean-Marie Vincent, d'une remarquable clarté, entend à la fois restituer dans son contexte la « *véhémence critique* » d'une pensée qui « *voulait faire des sciences sociales des disciplines de combat, susceptibles d'éclairer les grands problèmes de la période* », et la prolonger dans le présent désenchanté des « grands récits » défaits, où l'on ne saurait tranquillement se contenter d'une démocratie inachevée (éd. du Félin, « Le temps et les mots », 230 p., 139 F).

● **LA RELATION CARCÉRALE. Identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes**, de Corinne Rostaing
La population des prisons ne cesse d'augmenter, les peines sont de plus en plus longues, personne ne croit plus à la réinsertion, et l'on connaît mal ce qu'est, aujourd'hui, la vie quotidienne carcérale. D'où l'intérêt de cette étude, fondée sur une enquête de longue durée et qui restitue, avec rigueur et sensibilité, l'ordinaire des détenues : leurs attitudes de participation ou de refus, les relations qu'elles entretiennent entre elles et avec les différents personnels, les capitulations, les sursauts de volonté, les luttes pour la dignité. Elle soulève une question de fond sur l'évolution de la prison dans une société démocratique (préface de Dominique Schnapper, PUF ; coll. « Le lien social », 331 p., 149 F). **N. L.**

● ***MALAISE CHEZ L'ENSEIGNANT. L'éducation confrontée à la psychanalyse***, d'Anny Cordié
Membre de l'Ecole de la Cause freudienne, Anny Cordié poursuit le travail entrepris en 1993 dans *Les cancres n'existent pas*. Elle relate avec intelligence une expérience de terrain qui la conduit à se mettre, en psychanalyste, à l'écoute des enfants scolarisés, des éducateurs, des enseignants, des travailleurs sociaux et des parents. Il s'agit en fait d'analyser et de comparer les différents savoirs sur lesquels s'appuient tous ceux qui cherchent à améliorer le fonctionnement de l'institution scolaire dans un univers dominé par la double référence à la réussite technologique et au traitement médicamenteux. Dommage que les explications « théoriques » ne soient pas à la hauteur de la vivacité de l'expérience ! (Seuil, 439 p., 140 F).

● ***LE MAÎTRE DES INSENSÉS. GAËTAN GATIAN DE CLÉRAMBAULT***, d'Alain Rubens
Personnage haut en couleur, admiré par Lacan et Henri Ey, Clérambault exerça comme médecin chef de l'infirmerie spéciale de la préfecture de Paris, un véritable magistère. Misogyne et conservateur, adepte de la doctrine des constitutions (hérédité des maladies mentales), il fut néanmoins un psychiatre moderne à cause de son formalisme flamboyant et de sa capacité inouïe à décrire l'érotomanie ou les délires passionnels. En bref, cet homme chaste et pervers, à la sexualité étrange, excellait dans l'art de décrire les folies de l'amour fou. Il fut un amoureux de l'Orient à la manière des anciens coloniaux et des « drapés arabes ». L'essai d'Alain Rubens, remarquable, restitue le véritable itinéraire de Clérambault, par-delà les rumeurs et les fantasmes (éd. Synthélabo, « Les empêcheurs de penser en rond », 291 p., 94 F). **E. Ro**





## ECONOMIE

● *par Philippe Simonnot*

# Histoires de phare

**ÉCONOMIE DE LA RÉGLEMENTATION**
de François Lévêque.
*La Découverte, 106 p., 49 F.*

**AGAINST POLITICS**
**ON GOVERNMENT, ANARCHY AND ORDER**
d'Anthony de Jasay.
Routledge, London and New York, 245 p. 45 £

Il fut un temps – qui, pour de nombreux esprits en France, dure encore – où la séparation du privé et du public était chose simple et claire. Il y avait d'un côté les biens ordinaires qui relevaient de la loi de l'offre et de la demande et, d'autre part, des biens dits collectifs dont les caractéristiques faisaient qu'ils devaient être pris en charge par l'Etat, d'une manière ou d'une autre, sauf à n'être pas du tout produits. L'Etat trouvait donc une légitimité à assurer lui-même ou à financer la production de ces biens – légitimité qui venait s'ajouter à celle du gardien de l'ordre, capable de faire respecter les droits de propriété et l'exécution des contrats conclus normalement.

Le tableau a commencé à se compliquer quand on s'est avisé que l'Etat-gendarme pouvait n'être pas toujours et forcément vecteur de l'intérêt général, que les hommes qui composaient et animaient la machine étatique pouvaient avoir leurs propres intérêts et songer parfois à faire passer ces intérêts avant ceux de leurs concitoyens. Marx, on le sait, a fait de l'Etat le serviteur de la bourgeoisie, l'esclave du capital. Mais avant d'arriver à cette théorie, il avait envisagé dans *La Sainte Famille* ou dans *Le 18-Brumaire* que l'Etat fût d'abord au service de lui-même – conception que l'on retrouve aujourd'hui dans la critique de l'économie publique. Dans les deux cas, l'intérêt général derrière lequel s'abrite la puissance publique n'est qu'un leurre. Les affaires de corruption ont redonné de l'actualité à cette vision pessimiste de l'administration. L'affaire s'est encore davantage embrouillée lorsque l'assimilation entre bien collectif et bien public a été remise en cause. A ce point les économistes utilisent un jargon qui achève d'obscurcir le sujet. Il s'agit pourtant de choses fort simples.

Prenons l'exemple du phare maritime – exemple canonique dans toute la littérature sur ce sujet. Le service rendu par ce phare – l'émission de signaux lumineux qui permettent aux navires d'arriver à bon port – était dit « non excluable ». On signifiait par là qu'il pouvait être utilisé par les marins, qu'ils aient ou non participé au financement de la construction du phare. Et l'on en concluait immanquablement que, dans ces conditions, personne n'accepterait de payer pour le phare et que, par conséquent, seule la puissance publique pouvait prendre en charge sa construction. Un tel raisonnement était appliqué pour beaucoup d'autres objets : depuis la défense nationale jusqu'aux problèmes de pureté de l'air en passant par la culture, la recherche, l'éducation, l'information, la santé, les transports, l'énergie, la monnaie, voire la sidérurgie, l'industrie automobile, l'informatique et toutes les activités ayant, supposait-on, des effets induits aussi peu excusables que les signaux émis par le phare de la théorie. C'est dire à quel point le concept était indéfiniment extensible. Jusqu'au jour où un économiste américain a cherché à savoir ce qu'il en était vraiment, du moins en ce qui concernait les fameux phares. Cet économiste, Ronald Coase, Prix Nobel de sciences économiques en 1991, découvrit cette chose stupéfiante : au Royaume-Uni, pendant longtemps, le service des phares avait été fourni par des entreprises privées ! Il publia ce résultat en 1974 (1). Ainsi l'exemple canonique qui avait servi à justifier l'intervention de l'Etat dans la production de biens collectifs était-il historiquement faux.

C'est à partir de cette révélation que François Lévêque a reconsidéré toute l'économie de la réglementation dans un livre fort utile, modeste dans ses dimensions sinon dans son ambition. Lévêque se veut pragmatique, voulant montrer que *« contrairement à une idée répandue, la nécessité de l'intervention de l'Etat face à un défaut du marché n'est pas établie par une loi économique de portée générale »*, que le choix du recours à la puissance publique n'est qu'une solution parmi d'autres formes d'action collective et qu'il doit être justifié cas par cas.

Partant des mêmes analyses, éclairé si l'on ose dire par le même phare, Anthony de Jasay développe un point de vue beaucoup plus radical. Cet économiste d'origine hongroise qui a enseigné à Oxford s'était fait remarquer il y a quelques années par un superbe traité sur l'Etat (2). Le présent ouvrage est un festival d'intelligence, qui ne fait grâce d'aucun préjugé. Sur la question des biens collectifs, Jasay observe tout bonnement que la non-excluabilité n'est pas un critère pertinent, puisque toute chose est excluable. Il suffit d'y mettre le prix, lequel peut être faible ou élevé, en fonction de toute une série de circonstances, les caractéristiques physiques du bien en question n'étant qu'un élément parmi d'autres. Pour reprendre l'exemple du phare, on pourrait très bien imaginer un dispositif électronique qui rend inobservables les signaux émis par le phare par des marins non équipés d'un décodeur. Grâce à un tel système, le service rendu par le phare redeviendrait aussi excluable qu'une émission cryptée de télévision. *« Dans l'univers des biens, le coût de l'exclusion est une variable continue »*, observe Jasay. La ligne de partage entre biens privés et publics que pratique une société n'a pas de fondement économique. D'où l'extension politique du service public. Sur ce sujet, notre auteur se livre en quelques pages succulentes à une descente en règle de Hayek dont il montre les faiblesses de raisonnement. A l'*« ordre spontané »* du grand théoricien du néolibéralisme, il oppose son *« anarchie ordonnée »*. Par souci de rigueur logique : aucun théoricien du contrat social n'a pu répondre à la très vieille question : *quis custodiet ipsos custodes* (qui gardera les gardiens de la Constitution ? question que l'« affaire Dumas » a rendu en France d'une brûlante actualité !). Mais aussi par éthique : à force de se décharger sur l'Etat de toute une série de tâches, le sens moral s'atrophie comme un muscle dont on ne se sert pas, estime Jasay. Aussi sa cible est-elle non pas le mauvais gouvernement, mais le gouvernement tout court (d'où le titre de l'ouvrage). Ou, pour reprendre une formule de Burke, ce n'est pas l'abus de la Chose qui est visé, mais la Chose, car la Chose elle-même est abus. Luther disait cela plus violemment : *Principem esse et non esse latronem vix possibile est.*

(1) R. H. Coase, « The Lighthouse in Economics », *Journal of Law and Economics, nº 17, 1974, p. 357-376.*

(2) Anthony de Jasay, *The State*, Basil Blacwell Inc., 1985. L'ouvrage a été traduit en français : *L'Etat, La Logique du pouvoir politique*, éd. Les Belles Lettres, 1993 (*Le Monde* du 5 avril 1994)

(3) « *Il est fort difficile d'être un prince sans être un larron* ».

## PASSAGE EN REVUE

**« Passage d'encres »**

« Revue internationale d'art et de littérature », *Passage d'encres* s'attache, dans chacune de ses trois livraisons annuelles à un thème assez large pour permettre aux artistes et écrivains de l'exprimer et de l'éclairer avec originalité. Après « L'autre barré » et « Mémoires du temps », ce sont les « Déplacements » – au-dehors puis au-dedans – qui fournissent la matière du dernier numéro. Le mérite de ces cahiers est de ne pas séparer le domaine de la pensée de celui de la création, aussi bien graphique que littéraire. Quant à la qualité générale de cette publication, soulignons simplement qu'elle allie heureusement sobriété et élégance, repoussant le luxe ostentatoire. L'usage d'un « papier recyclé haut de gamme » qui porte le beau nom d'Esprit de nature. Un heureux signe (tirage de 500 exemplaires, dont la moitié en tirage de tête, comportant une estampe originale, 16, rue de Paris, 93230 Romainville, 130 F.)

## INTERNATIONAL

● *Daniel Vernet*

# De Rome à l'euro

**L'EUROPE DIFFICILE**
**Histoire politique de la Communauté européenne**
de Bino Olivi.
Traduit de l'italien
par Katarina Cavanna
*Gallimard, 798 p., 85 F.*
inédit « Folio Histoire »

Les lecteurs de cette *Europe difficile* apprécieront les dons de Bino Olivi pour mettre à la portée du grand public l'histoire de la Communauté européenne, dons qui sont ceux d'un conteur. Il était une fois l'unification du Vieux Continent... Porte-parole de la Commission pendant deux décennies jusqu'à ce qu'il soit remercié par le premier président britannique de l'aréopage bruxellois, Roy Jenkins, Bino Olivi a tout vécu depuis le temps des pionniers, a tout su des crises ayant secoué ce que l'on appelait jadis le marché commun, depuis le traité de Rome jusqu'à l'euro.

*L'échec du plan Fouchet*, les rebuffades répétées vis-à-vis de la candidature britannique, la « politique de la chaise vide » pratiquée pendant plusieurs années par la France... Par comparaison, le turbulent week-end du 1er mai 1998 et les irritations provoquées par les exigences françaises apparaissent comme de plaisantes péripéties. A propos de la « politique de la chaise vide », qui s'acheva le 29 janvier 1966 par ce que l'on a appelé improprement « le compromis de Luxembourg », Bino Olivi note : *« La presse allemande de l'époque témoigne d'un changement de climat très profond et préoccupant dans les relations franco-allemandes, qui renforce l'autonomie politique (ou la volonté d'autonomie, ce qui revient au même) de la part notamment de l'opinion publique allemande. »* Un précédent qui ne devrait pas être oublié quand des décisions hâtives mettent en cause les rapports Paris-Bonn.

Du côté des relations franco-allemandes, il n'y a pas eu de mauvaises nouvelles. Le jugement porté par Bino Olivi sur Helmut Schmidt, chancelier fédéral en 1974, doit être médité au moment où un autre homme du Nord, social-démocrate lui aussi, s'apprête, selon toute vraisemblance, à prendre les rênes de la République fédérale : *« La montée au pouvoir de Schmidt*, écrit l'auteur, *signifiait symboliquement la fin d'une "certaine" Allemagne dans la Communauté et le début d'une nouvelle ère des rapports entre les Etats membres, marquée par un poids accru des thèses allemandes dans différents secteurs de l'intégration. »* Il n'en reste pas moins que l'intégration européenne – en particulier l'intégration économique et monétaire – fit des progrès décisifs sous un chancelier qui ne paraissait pas de prime abord très bien disposé à l'égard de la coopération franco-allemande.

Italien d'origine, fédéraliste de coeur, Bino Olivi analyse cependant avec acuité et sympathie la politique européenne de la France, en mettant en évidence une constante toujours vérifiée, qu'il s'agisse de la monnaie unique, d'une politique extérieure et de sécurité commune, ou de la réforme des institutions : *« Chaque pas (...) devrait avant tout, et doit encore, être mis en rapport avec la disponibilité de la France à déléguer une part de sa souveraineté et à renoncer partiellement à sa liberté d'action et de mouvement. »*

L'intérêt du livre de Bino Olivi n'est donc pas seulement rétrospectif, historique. Il amène aussi à s'interroger sur l'avenir de la construction européenne et sur la pertinence actuelle de la méthode suivie jusqu'à maintenant dans la lignée des pères fondateurs Monnet, Schuman, Adenauer, etc. Cette méthode, dite « fonctionnaliste », consistait à commencer par des intégrations sectorielles successives qui rendaient supportables les transferts de souveraineté. A partir de ces coopérations partielles, il était possible de construire des ensembles plus vastes et de franchir le pas de l'intégration politique. Bino Olivi cite à cet égard l'exemple de la Communauté européenne de défense. Si le projet n'avait pas été torpillé en 1954 par l'Assemblée nationale française, l'armée européenne portait en germe la création d'une autorité politique européenne. Peut-on en dire autant aujourd'hui de l'euro ? Alors que, comme le souligne Jean-Pierre Chevènement, il y aura en Europe des gouvernements sans monnaie, peut-il y avoir une monnaie sans gouvernement ?

Bino Olivi reconnaît que sa méthode « fonctionnaliste » a atteint ses limites pour plusieurs raisons. La première est que les transferts de souveraineté exigés des Etats pour poursuivre l'intégration européenne touchent de plus en plus au coeur de leur raison d'être et sont donc de plus en plus douloureux. La seconde, c'est qu'une rupture s'est produite en Europe en 1989 et qu'on commence seulement à prendre conscience de ses effets. L'Union européenne n'est plus la Communauté d'avant la chute du mur de Berlin. Non seulement parce que l'Allemagne est réunifiée, que l'Europe doit s'ouvrir à de nouveaux candidats coupés d'elle pendant quarante ans, mais surtout parce que l'objectif fondamental de la construction européenne des origines – éliminer tout risque de conflit franco-allemand – est réalisé ou dépassé.

Depuis le début des années 90, de nouveaux équilibres se mettent en place, qui exigent une redéfinition du contrat fondateur entre les pays européens. Au-delà de l'histoire détaillée des cinquante années d'aventure européenne, la somme de Bino Olivi est aussi une invitation à réfléchir sur notre avenir commun.

## POLITIQUE

● *par Gérard Courtois*

# La résistible ascension du FN

**LA FRANCE BLAFARDE**
de Jean-Christophe Cambadélis
et Eric Osmond.
Plon, 514 p., 139F

Les deux auteurs se sentent obligés, d'entrée de jeu, de poser la question qui ne peut manquer de venir à l'esprit, voire de susciter quelque lassitude : encore un livre sur le Front national, un de plus ? Il est vrai que le mouvement d'extrême droite a mobilisé, ces derniers mois, l'attention de nombreux analystes, depuis le politologue Pascal Perrineau et son décryptage des électorats frontistes (*Le Symptôme Le Pen*), jusqu'à l'enquête fouillée des journalistes Darmon et Rosso *(L'après Le Pen)*, en passant par le décodage collectif du discours d'extrême droite *(Le Pen, les mots)* ou l'essai combatif de Jean Viard *(Pourquoi les travailleurs votent FN et comment les reconquérir ?)*.

Loin de nuire à l'ouvrage de Jean-Christophe Cambadélis et Eric Osmond, cette avalanche éditoriale récente en souligne, au contraire, l'originalité. Leur ambition, en effet, est de dresser *« l'histoire politique de l'extrême droite, et singulièrement du Front national »* et d'expliquer comment, en un demi-siècle, *« le nationalisme français a pu passer de la réclusion due à l'épuration »*, au lendemain de la guerre, à l'éclosion du Front national et à son installation désormais durable dans le champ politique. Le récit de cette renaissance de l'extrême droite française est aussi passionnant qu'instructif. Délibérément inscrite dans la longue durée, cette *« généalogie cinquantenaire »* permet de renouer tous les fils, aussi ténus soient-ils.

Tout, pourtant, reprend sa source à ce moment où s'effondrent les rêves de fascisme à la française, où Robert Brasillach, en attente de condamnation à mort, jette ses dernières volontés comme une ultime bouteille à la mer. Dix ans plus tard, à peine, le *« premier choc fondateur »* viendra du poujadisme (où un Le Pen fait ses premières armes au contact d'anciens vichystes recyclés), puis du combat pour l'Algérie française qui permet *« de gagner à la cause du nationalisme de jeunes lycéens et étudiants, innocents des crimes de la collaboration, sur une autre thématique que la simple nostalgie vichyste. »*. Les accords d'Evian et l'installation du gaullisme semblent condamner ces soldats perdus aux oubliettes de l'histoire. Vingt ans durant, l'extrême droite restera enfermée dans une impasse groupusculaire, où l'activisme d'Occident à partir de 1964 dans quelques sanctuaires universitaires, d'Ordre nouveau qui prend le relais en 1969, du Front national enfin qui se crée en 1972 paraît longtemps dérisoire.

C'est durant cette longue traversée du désert, cependant, que s'imposent les hommes et les idées aujourd'hui à l'œuvre. Moins dans un sectarisme impuissant que dans une démarche *« métapolitique »*, dont *« la mission centrale sera de doter l'extrême droite d'un nouveau corpus théorique »* et de faire de la *« prise du pouvoir intellectuel le préalable à la prise du pouvoir politique »*. Textes à l'appui, Cambadélis et Osmond en retracent minutieusement les étapes, depuis la création de la revue et du mouvement Europe Action fin 1962, sous l'impulsion de Dominique Venner, à l'émergence du Groupement de recherche et d'étude pour la civilisation européenne (Grece) en 1968 à l'initiative d'Alain de Benoist, puis à la mise en place, au milieu des années 70, du Club de l'horloge créé par les jeunes énarques Yvan Blot et Jean-Yves Le Gallou, bientôt rejoints par le polytechnicien Bruno Mégret. Au-delà des contradictions, des divergences tactiques, des rivalités, ces laboratoires successifs fourniront à l'extrême droite de redoutables *« logiciels intellectuels »* : dans ce *« néo-racisme »*, le référent à la pureté raciale est bientôt remplacé par celui d'*« identité culturelle »* et de *« préférence nationale »*, l'*« anti-égalitarisme »* viscéral cède la place à la revendication du *« droit à la différence »*, les principes républicains sont soigneusement détournés de leur sens.

Il suffira – si l'on peut dire – du traumatisme de 1981, des désillusions du peuple de gauche, de l'affaissement idéologique de la droite, de l'effondrement du communisme, pour que ce long travail souterrain permette à l'extrême droite de renaître. Et au Front national de *« faire la synthèse à peu près complète de toutes les extrêmes droites passées »*, de s'organiser puis de s'imposer, au point d'apparaître, aujourd'hui, non plus comme une troupe d'appoint, mais comme une force capable – conformément à sa stratégie affichée – de *« casser la droite »* pour mieux la phagocyter. Les deux auteurs ne se cachent pas de mener là un combat politique. Comment en serait-il autrement dès lors que Jean-Christophe Cambadélis, député de Paris et secrétaire national du PS, et Eric Osmond, pilier du Manifeste contre le FN, animent ce combat depuis des années ? En dépit de cet engagement, ou grâce à lui, leur fresque est solide, précise, implaccable. Elle trace le portrait des hommes, l'architecture interne des pouvoirs, le contour des stratégies. Elle dessine, enfin, ces connivences anciennes et multiples, cette porosité des idées entre droite et extrême droite dont on vient de mesurer, après les régionales, l'efficacité redoutable, sinon inéluctable.

## SOCIETE

● *par Robert Solé*

# Un monde sans fumée

**LA GUERRE DU TABAC**
de Michel de Pracontal.
Fayard, 336 p., 120 F.

Ce n'est pas un changement de cap, mais un véritable bouleversement. D'objet de plaisir, le tabac est devenu en quelques années un symbole du mal. Les fumeurs passent désormais pour des drogués, et les fabricants de cigarettes pour des empoisonneurs publics. Le cow-boy de Marlboro, qui campait en dernière page de nos magazines, incarnant les grands espaces, la nature sauvage et la liberté, n'est plus qu'un hors-la-loi, parfaitement ringard. Un désamour aussi violent ne s'explique pas en deux coups de plume. Michel de Pracontal lui consacre un livre solide, plus polémique qu'il n'en a l'air, où la fumée apparaît pour ce qu'elle est : un miroir du temps. S'il s'était cantonné à sa spécialité de journaliste scientifique (au *Nouvel Observateur*), l'auteur nous aurait ennuyés et serait passé à côté du sujet. C'est en abordant le tabac sous tous les angles – historique, économique, sociologique et psychologique – qu'il réussit à dépasser un débat manichéen.

Le péché originel a été commis au cours de l'automne 1492. Découvrant le tabac en Amérique centrale, Christophe Colomb le fait aussitôt connaître à l'Europe. C'est un succès. Deux cents ans plus tard, cette pratique a déjà fait le tour de la terre. Mais la polémique bat déjà son plein : l'antitabagisme est aussi vieux que le tabac. Au XVIIe siècle, cette plante magique, considérée tantôt comme un remède et tantôt comme un poison, donne lieu à tous les excès. *Tandis qu'en Angleterre* les élèves du collège d'Eton sont sommés de fumer chaque matin, en Perse, le roi Abbas Ier fait brûler vifs les marchands de tabac et couper le nez des priseurs.

Jusqu'à une époque récente, les « pro » et les « anti » avançaient des arguments fantaisistes. La cigarette apparaissait aux uns comme le meilleur des antiseptiques, tandis que d'autres l'accusaient de favoriser le nanisme... Une fois de plus, c'est d'Amérique que la nouveauté est venue, les petits fabricants cédant la place à des multinationales. On a changé d'échelle, mais aussi de philosophie. Vendant des centaines de millions – et bientôt des milliards – d'unités par jour, les grandes marques de cigarettes sont devenues le symbole du capitalisme triomphant et du modèle américain.

Le vent a tourné. Aux Etats-Unis, royaume de la cigarette, des fumeurs se retournent contre les fabricants, les accusant de les avoir intoxiqués. Pour la première fois, en 1988, un industriel du tabac a été condamné à verser des dommages et intérêts. Les pouvoirs publics ont tenté de conclure *« un pacte avec le diable »*, pour contraindre les marques à consacrer une partie de leurs bénéfices à la lutte contre leurs propres produits. La France n'en est pas encore là, mais l'Etat étale sa schizophrénie, gagnant beaucoup d'argent grâce au tabac, et en dépensant beaucoup pour le combattre. Les industriels commercialisent légalement une marchandise prohibée, interdite de publicité.

Pourquoi brûle-t-on ce que l'on a si longtemps adoré ? Sans doute parce que les dégâts de la cigarette ont été scientifiquement mis en évidence : pour le fumeur, mais aussi pour son entourage. La notion de tabagisme passif a changé les données du problème. Fumer n'est plus une affaire privée.

Michel de Pracontal passe longuement en revue toutes les études réalisées sur le sujet. Il ne se montre guère convaincu par les slogans du genre *« Un fumeur de cigarettes sur deux mourra du tabac »*. Seul le lien entre tabac et cancer du poumon a été vraiment établi, affirme-t-il. Quant au tabagisme passif, nul n'est en mesure de savoir quelle dose minimale de fumée suffit à déclencher un cancer. Selon lui, *« une science politiquement correcte »* conduit à mélanger les genres. Nombre de chiffres publiés ont une fonction pédagogique et sont surtout destinés à frapper les imaginations. La recherche scientifique est *« au service de l'idéologie sanitaire »*.

L'épidémie de sida, ajoute-t-il, a eu pour effet de dynamiser la lutte antitabac. Le combat contre le virus a accru le pouvoir des autorités de santé et rendu plus acceptable leur intervention croissante dans la vie privée des citoyens. Le geste de fumer ne revient-il pas à *« faire l'amour avec la mort »*, comme l'a écrit le très sérieux *Journal of American Medical Association* ?

Ce qui a surtout changé, ces dernières années, c'est le contexte social et le rapport de chacun à son propre corps. De même que la cigarette « américaine » avait envahi le monde, un nouvel hygiénisme a pris naissance aux Etats-Unis, avant de faire tache d'huile. Ce *« néopuritanisme »* repose sur l'utopie d'une société sans maladies et sans risques. Paradoxalement, si la cigarette a été un formidable instrument d'évasion, sa prohibition pourrait exprimer un triomphe du virtuel, un affaiblissement du rapport au réel. Et Michel de Pracontal conclut, au risque de se faire quelques ennemis : *« Le rêve d'un monde sans tabac n'est pas dépourvu de beauté. Mais son air trop pur pourrait se révéler plus toxique que la fumée. »*

# Au temps de l'antisémitisme d'Etat en URSS

*A la suite d'un minutieux travail d'archives, Guennadi Kostyrtchenko a analysé les mécanismes politiques qui, sous l'impulsion de Staline, ont contribué à la persécution des juifs soviétiques*

**PRISONNIERS DU PHARAON ROUGE**
de Guennadi Kostyrtchenko.
Traduit du russe
par Michèle Kahn,
Solin/Actes Sud, 448 p., 150 F.

*« Le but de ce livre est de reconstruire, à partir des documents, les événements des années quarante et du début des années cinquante en URSS et d'analyser le mécanisme politique qui a engendré l'antisémitisme d'Etat. »* Ainsi s'exprime Guennadi Kostyrtchenko au début de ce travail minutieux, réalisé et publié à Moscou. L'auteur, né en 1954, est évidemment trop jeune pour avoir vécu cette période, mais il a été chercheur au Centre russe de conservation et d'étude des documents historiques, et il a abondamment fouillé dans les archives officielles. Une des singularités de l'univers soviétique a été en effet de tout garder, même ce qui pouvait être le plus dommageable au régime. L'illusion que le pouvoir communiste était éternel est évidemment pour quelque chose dans cette attitude... L'expression *« antisémitisme d'Etat »* est bien choisie. L'impulsion de Staline a en effet été déterminante dans les persécutions dont ont été victimes les juifs soviétiques, même si elle a trouvé des relais dans l'antisémitisme russe populaire traditionnel, les jalousies privées ou les rivalités professionnelles.

Le premier signe de cet *« antisémitisme d'Etat »* apparaît en août 1942, en pleine guerre, avec une note des services d'*« agit-prop »* du Comité central, relevant que *« l'équipe dirigeante du Bolchoï »* est *« juive dans sa quasi-totalité »* et lançant une campagne *« pour la pureté de l'art russe »*.


COLL. G. KOSTYRTCHENKO IN « PRISONNIERS DU PHARAON ROUGE »
Dessin de « Krokodil » dénonçant le complot des blouses blanches (janvier 1953).

La seconde grande affaire est celle du Comité antifasciste juif. Cet organisme, créé en 1941 par des personnalités juives de renom, a d'abord été utilisé par Staline pour recueillir des fonds à l'étranger et mobiliser en particulier l'opinion américaine en faveur de l'URSS. Salomon Mikhoëls, directeur du Théâtre juif de Moscou, et président du Comité, accomplit ainsi, accompagné du poète Isaac Fefer, une grande tournée aux Etats-Unis au cours de l'année 1943. A New York, il rencontre un dirigeant d'une organisation caritative juive américaine qui lui suggère la création en Crimée d'une *« République juive autonome »* destinée à accueillir les réfugiés juifs venus de toute l'Europe. C'est le début d'une sinistre manipulation. Encouragés *« d'en haut »*, Mikhoëls et Fefer écrivent à Staline pour lui exposer leur projet. Mikhoëls sera tué en janvier 1948 par la police secrète et son assassinat maquillé en accident de la circulation. Accusés de chercher à établir une République séparatiste en Crimée, les dirigeants du Comité antifasciste juif sont arrêtés fin 1948 et début 1949. A une seule exception près, ils seront tous fusillés. Le Théâtre juif de Moscou est fermé; les unions des écrivains juifs à Moscou, Kiev et Minsk sont dissoutes...

Une nouvelle campagne antisémite est lancée par un éditorial de la *Pravda*, le 28 janvier 1949, s'en prenant au *« cosmopolitisme sans racines »* des critiques d'art dramatique. Une des victimes en est le rédacteur en chef du journal soviétique en anglais *Moscow News*, Grusenberg, mieux connu sous son pseudonyme de Borodine. Il avait été envoyé par l'URSS comme conseiller, de 1923 à 1927, auprès du Kuomintang. Il est un des personnages du roman de Malraux *Les Conquérants*. Accusé d'espionnage au profit de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, torturé, il meurt pendant un interrogatoire. *« En avril 1949, c'en était pratiquement fini de la culture juive dans le pays, et tous ses représentants éminents étaient en détention. Quant aux juifs assimilés, ils étaient déjà trop effrayés et moralement accablés non seulement pour rêver à une résurrection nationale, mais même pour résister à la bureaucratie avide qui entreprenait d'évincer les juifs des postes prestigieux dans tout le pays »*, écrit Guennadi Kostyrtchenko.

L'épisode ultime est le *« complot des blouses blanches »*. En janvier 1953, Tass annonce l'arrestation d'*« un groupe terroriste formé de médecins qui se posaient pour but, en sabotant les traitements, de raccourcir la vie de personnalités éminentes de l'Union soviétique »*. Parmi eux, on trouve le professeur Egorov, chef de l'hôpital du Kremlin, qui n'est pas juif, mais aussi de nombreux médecins juifs.

Les uns et les autres ne doivent leur salut qu'à la mort du dictateur, le 5 mars 1953, qui met fin à cette accusation délirante. Leur libération, et surtout leur réhabilitation, quelques semaines seulement après la mort du *« pharaon rouge »*, fut le signe que le dégel avait commencé.

**Dominique Dhombres**

# Au crépuscule d'un règne

*Des événements de mai 68 au référendum suicidaire d'avril 69, le deuxième tome du Journal de Jacques Foccart retrace, jour après jour, les derniers mois du général de Gaulle*

**LE GÉNÉRAL EN MAI**
**(Journal de l'Elysée, t. II)**
de Jacques Foccart.
Fayard - Jeune Afrique, 792 p., 195 F

Le personnage aura si longtemps été entouré de trop de légendes, de rumeurs, de pouvoirs réels ou supposés, de réseaux et d'intrigues pour que l'on écrive, sans hésitation : formidable Foccart ! Il met, dans ce deuxième tome de son *Journal de l'Elysée*, plus encore que dans le premier, trop de soin à plaider *pro domo*, à s'afficher en dernier rempart de la République, à glisser sur les zones d'ombre, pour ne pas susciter, à bien des moments, quelque perplexité. Pourtant il faut bien reconnaître que ce récit au jour le jour, aux premières loges, des derniers mois de règne du général de Gaulle est tout à fait passionnant.

La période, évidemment, s'y prête, qui s'ouvre sur le grand chambardement de Mai 68 et s'achève avec le référendum suicidaire d'avril 69. Entre les deux, Foccart oblige, la vie continue. La guerre civile fait rage au Biafra, Bokassa et Tombalbaye ne cessent de se chamailler, le Général poursuit toujours Sékou Touré de sa vindicte. Quant à Nixon, à peine élu, il vient saluer en de Gaulle *« ce géant qui a su conduire son pays, le relever »* ; après quoi ledit géant résume ainsi, pour Foccart, ses conversations avec le président américain : *« Cela s'est bien passé... Je lui ai tout fait avaler. »* Durant cette dernière année crépusculaire, cependant, il est saisissant de constater combien l'horizon du Général s'est rétréci. Que pèsent les visées stratégiques, la grandeur de la France même, quand quelques trublions lui ont fait perdre la face, quand les Français lui ont manqué ?

Le compte rendu, par Foccart, de ses entretiens quasi quotidiens avec de Gaulle témoigne à quel point les semaines folles du printemps 68 ont cassé le ressort. Le 7 mai, comme il lui signale, pour la première fois, que son impression *« n'est pas bonne »*, le Général ne réagit pas. Le 10, il n'est guère inquiet : *« De toute façon, il faut que l'ordre soit maintenu. »* Le 11, après la première nuit de barricades au Quartier latin, il admet que la situation *« n'est guère fameuse »*. C'est à partir du 20 mai, au retour de son voyage en Roumanie, que le Général, d'un coup, baisse les bras. 21 mai : *« Si le pays veut se coucher, si le pays se paralyse, je ne peux pas le sauver contre lui-même. On aura fait tout ce qu'on aura pu. Eh bien, tant pis ! Je m'en irai, car il n'y a rien d'autre à faire. »* 26 mai : *« Je n'ai pas les moyens de faire face. »*

Le 28 mai, l'entretien est dramatique : *« Foccart, Foccart, je vous le demande, que puis-je faire ? »* Patron du Service d'action civique, qu'il mobilise, Foccart essaie de le regonfler, évoque la possibilité de *« faire appel à tous ceux qui... »*. De Gaulle ne le laisse pas finir : *« Oui. Mais je ne veux pas lancer le pays dans une guerre civile. (...) Comment voulez-vous lutter pour un pays qui est en train de se dissoudre, de s'en aller, de s'abandonner ? On ne peut pas sans arrêt le tenir à bout de bras. »* Et ce lancinant : *« On aura fait ce que l'on aura pu. »* Le lendemain, c'est l'*« effroyable »* journée du 29 mai. De Gaulle a disparu. Personne, à l'exception d'Alain de Boissieu, son gendre, qui gardera le secret, n'est au courant de l'escapade à Baden-Baden. Plus rien n'y fera. Ni l'appel du 30 mai ni l'immense manifestation sur les Champs-Elysées, préparée secrètement depuis quelques jours par Foccart et ses troupes, ni le raz de marée gaulliste, un mois plus tard, aux législatives. Durant l'été, le général revient sur les *« événements »* : *« J'ai réagi comme ça parce que je suis trop vieux. Je ne veux pas devenir un nouveau Pétain : il faut que je m'en aille. »* Au-delà des péripéties, tout est dit. Il reste à trouver la sortie. Ce sera le référendum fatidique d'avril 1969.

**Jacques Foccart**
Gaulliste de la première heure, responsable du Rassemblement du peuple français (RPF) à partir de 1947, Jacques Foccart fut l'un des plus fidèles serviteurs du général de Gaulle entre 1958 et 1969, avant de le rester auprès de Georges Pompidou. Responsable des affaires africaines, mais aussi chargé des relations avec le mouvement gaulliste, il fut l'un des rares confidents du général. Son *Journal de l'Elysée*, dont le premier tome a été publié en 1997 juste après sa mort, est le récit de ses entretiens quotidiens avec de Gaulle.
DR

Cette consultation sur la régionalisation et la réforme du Sénat, de Gaulle mesure très vite qu'elle peut lui être fatale. Dès le 20 février, il déclare tout à trac à Foccart : *« Je le sens mal. Je crois bien que je ne vais pas le faire. »* Il revient à la charge le 24 : *« En réalité, je n'ai pas envie de faire ce référendum, c'est vraiment trop idiot. Pourquoi faire un référendum là-dessus ? Ce référendum est ridicule ! Je suis devant un piège à cons, alors il ne faut pas y tomber. »* Un mois plus tard, ayant admis qu'il ne pouvait plus reculer, il confie pour la première fois à son conseiller : *« Vous savez, je ne serais pas si fâché que cela de tomber sur cette affaire, parce qu'il faut bien que je m'en aille un jour. »* En dépit de tous les plaidoyers, il n'en démordra plus, se persuadant peu à peu que *« c'est une bonne sortie »*. Le 24 avril, à trois jours du scrutin, Foccart essaie encore de donner le change, fait le point sur la situation au Tchad. De Gaulle le coupe : *« Ecoutez, je ne suis plus rien, ce n'est plus la peine, c'est fini. »*

Le 28 avril à 0 heure 11 tombe le communiqué de l'Elysée annonçant la démission du général de Gaulle à compter du jour même à midi. A midi, justement, Foccart rejoint Jacques Chaban-Delmas, Georges Pompidou, Michel Debré, Roger Frey, Olivier Guichard, Henri Rey et Robert Poujade. Au menu de ce déjeuner : le lancement de la candidature de Pompidou. L'après-gaullisme a commencé. Car cette année des adieux de De Gaulle aura aussi été celle de la rupture avec Pompidou. Dès le 4 juin 1968, le chef de l'Etat s'interroge sur son premier ministre : *« Quel jeu il joue ? »* Dès le 26 juin, Pompidou évoque, devant Foccart, la succession du Général, qu'il souhaite *« dans un calendrier pas trop éloigné »*, *« avant 1970 »*. Entre les deux hommes et leurs entourages, ce ne seront plus que doutes, soupçons, insinuations, nourris, du côté de Pompidou, par la tortueuse affaire Markovic. Fidèle d'entre les fidèles du Général, Foccart jouit aussi de la confiance, de l'*« amitié »* de Pompidou. Inlassablement, il essaie de recoller les morceaux. Avec une obsession : *« Préserver la suite du gaullisme. »* Trente ans après, la question est, plus que jamais, posée.

**G. C.**

## Livraisons

● **UN AMOUR D'ALGÉRIE**, de Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu
Isabelle Eberhardt (1872-1904), figure mythique du Maghreb colonial, est le fil conducteur de ce reportage atypique, somme des nombreux voyages que Marie-Odile Delacour et Jean-René Huleu ont faits en Algérie, jusqu'au début des années 90, pour tenter de reconstituer les itinéraires de leur héroïne. Loin des fracas de l'actualité, une autre Algérie se dévoile, chromo étrange d'un monde rêvé, comme hors du temps. On roule de Taghit à Bou Saâda, sans oublier les escales algéroises, aux côtés de Momo de la Casbah, décédé en 1997, à qui le livre est dédié (éd. Joëlle Losfeld, 175 p., 110 F.) **C. S.**

● **LA MÉTÉOROLOGIE EN FRANÇAIS AU MOYEN ÂGE (XIIIe-XIVe siècles)**, de Joëlle Ducos
Le beau sujet ! La fascination de l'homme médiéval pour le ciel, astronomique, astrologique et météorologique, a produit un discours bien éloigné des superstitions supposées. Scientifique, donc, d'expression latine et démarquée des pistes aristotéliciennes ou traduite en français pour assurer une vulgarisation pédagogique, la présentation du fait météorologique, où se confrontent savoirs et projections imaginaires, méritait cette synthèse érudite (éd. Honoré Champion, 496 p., 430 F) **Ph.-J. C.**

● **MAX WEBER OU LA DÉMOCRATIE INACHEVÉE**, de Jean-Marie Vincent
C'est le destin des œuvres fondatrices que d'être maintes fois relues et commentées, citées, honorées et parfois embaumées sous les hommages convenus. Max Weber, grand classique de la sociologie, a suscité de nombreuses études. Celle de Jean-Marie Vincent, d'une remarquable clarté, entend à la fois restituer dans son contexte la *« véhémence critique »* d'une pensée qui *« voulait faire des sciences sociales des disciplines de combat, susceptibles d'éclairer les grands problèmes de la période »*, et la prolonger dans le présent désenchanté des « grands récits » défaits, où l'on ne saurait tranquillement se contenter d'une démocratie inachevée (éd. du Félin, « Le temps et les mots », 230 p., 139 F).

● **LA RELATION CARCÉRALE. Identités et rapports sociaux dans les prisons de femmes**, de Corinne Rostaing
La population des prisons ne cesse d'augmenter, les peines sont de plus en plus longues, personne ne croit plus à la réinsertion, et l'on connaît mal ce qu'est, aujourd'hui, la vie quotidienne carcérale. D'où l'intérêt de cette étude, fondée sur une enquête de longue durée et qui restitue, avec rigueur et sensibilité, l'ordinaire des détenues : leurs attitudes de participation ou de refus, les relations qu'elles entretiennent entre elles et avec les différents personnels, les capitulations, les sursauts de volonté, les luttes pour la dignité. Elle soulève une question de fond sur l'évolution de la prison dans une société démocratique (préface de Dominique Schnapper, PUF ; coll. « Le lien social », 331 p., 149 F). **N. L.**

● **MALAISE CHEZ L'ENSEIGNANT. L'éducation confrontée à la psychanalyse**, d'Anny Cordié
Membre de l'Ecole de la Cause freudienne, Anny Cordié poursuit le travail entrepris en 1993 dans *Les cancres n'existent pas*. Elle relate avec intelligence une expérience de terrain qui la conduit à se mettre, en psychanalyste, à l'écoute des enfants scolarisés, des éducateurs, des enseignants, des travailleurs sociaux et des parents. Il s'agit en fait d'analyser et de comparer les différents savoirs sur lesquels s'appuient tous ceux qui cherchent à améliorer le fonctionnement de l'institution scolaire dans un univers dominé par la double référence à la réussite technologique et au traitement médicamenteux. Dommage que les explications « théoriques » ne soient pas à la hauteur de la vivacité de l'expérience ! (Seuil, 439 p., 140 F).

● **LE MAÎTRE DES INSENSÉS. GAËTAN GATIAN DE CLÉRAMBAULT**, d'Alain Rubens
Personnage haut en couleur, admiré par Lacan et Henri Ey, Clérambault exerça comme médecin chef de l'infirmerie spéciale de la préfecture de Paris, un véritable magistère. Misogyne et conservateur, adepte de la doctrine des constitutions (hérédité des maladies mentales), il fut néanmoins un psychiatre moderne à cause de son formalisme flamboyant et de sa capacité inouïe à décrire l'érotomanie ou les délires passionnels. En bref, cet homme chaste et pervers, à la sexualité étrange, excellait dans l'art de décrire les folies de l'amour fou. Il fut un amoureux de l'Orient à la manière des anciens coloniaux et des « drapés arabes ». L'essai d'Alain Rubens, remarquable, restitue le véritable itinéraire de Clérambault, par-delà les rumeurs et les fantasmes (éd. Synthélabo, « Les empêcheurs de penser en rond », 291 p., 94 F). **E. Ro**

هكذا من الأصل



## L'EDITION FRANÇAISE

● **Les éditions Lampsaque** viennent d'être créées. Elles s'ouvriront à la littérature contemporaine et aux textes épuisés ou méconnus. Viennent de paraître des nouvelles de l'écrivain albanais Maks Velo *(lire ci-contre)*, en attendant deux récits libertins de Théophile Gautier ou les *Mémoires d'un honnête homme* de l'abbé Prévost.

● **Changements aux Mille et une nuits.** Les éditions Mille et une nuits ont annoncé leur réorganisation pour assurer le développement des livres en euro et faire suite au départ du directeur littéraire, Olivier Rubinstein, nommé chez Denoël. Autour du directeur, Maurizio Medico, le comité éditorial sera renforcé (de six à neuf membres) et un responsable commercial rejoindra l'équipe.

● **Union d'écrivains.** Une série d'ouvrages intitulée « Collection Union des écrivains » a été lancée aux éditions Le Temps des cerises. Elle émane des choix de l'Union des écrivains, association fondée en 1968. Les cinq premiers titres de cette collection (dont l'un, *Le Mal de Malifaud* de Laurent Ardenne, vient d'obtenir le prix Alain-Fournier) seront présentés jeudi 28 mai à 20 heures à la Maison des écrivains, 53 rue de Verneuil, 75007 Paris.

● **Prix de la SGDL.** Les grands prix de printemps de la Société des gens de lettres (SGDL) ont été remis à Pascal Quignard pour l'ensemble de son œuvre et à l'occasion de la parution de *Vie secrète* (Gallimard), à Hubert Haddad pour *La Condition magique* (Zulma, catégorie roman), à Maïssa Bey pour *Nouvelles d'Algérie* (Grasset, nouvelles), à Dominique Fernandez et Ferrante Ferranti pour *Le Musée d'Emile Zola* (Stock, livre des arts), à Christian Liger pour *Le Roman de Rossel* (Laffont, livre d'histoire), à Serge Koster pour *Racine, une passion française* (PUF, essai), à Claude Clément et Jame's Prunier pour *Longtemps...* (Casterman/Duculot, jeunesse), à Philippe Jaccottet pour l'ensemble de son œuvre (poésie) et au roman de Dominique de Roux *Mademoiselle Anicet* (prix de la réédition).

## Précisions

● A la suite de l'article de Philippe Sollers, « L'art et la politique » (« Le Monde des livres » du 15 mai), nous avons omis de signaler trois ouvrages sur Lamartine ou Chateaubriand : *Lamartine, voix de la République*, de Gérard Calmettes (éd. de l'Armançon, rue de l'Hôtel-de-Ville, BP 14, 21390 Précy-sous-Thil, 143 p., 100 F) ; *Chateaubriand, lequel*, de Geoffroy de La Tour du Pin (La Table ronde, 222 p., 45 F) ; *Les Promenades de Chateaubriand*, textes de Jacqueline Queneau et Jean-Yves Patte, photographies de Guy Bouchet (éd. du Chêne, 168 p., 260 F).

● La revue *Rémanences*, qui a consacré son numéro d'avril-mai à l'écrivain Claude Lucas, aujourd'hui en prison (« Le Monde des livres » du 8 mai), est disponible 13 rue René-Cassin, 34600 Bédarieux.

# Les Albanais jouent à treize aux « Belles Etrangères »

*Après des années de dictature, les écrivains albanais commencent à émerger en France, derrière la haute stature de Kadaré*

Ils étaient treize écrivains albanais invités du 11 au 21 mai, dans plusieurs villes de France, de Belgique et du Luxembourg, à l'occasion des « Belles Etrangères », organisées deux fois par an par la direction du livre du ministère de la culture. Treize écrivains, *« comme les treize membres du bureau politique élu par le comité central du parti communiste »*, ironisait l'un d'entre eux, précisant que ce chiffre treize, en Albanie, n'est pas dénué de valeur symbolique.

Au-delà de ce que les habitués d'un demi-siècle de dictature appellent le *« numéro fatal »*, une opération telle que « Les Belles Etrangères » est d'autant plus louable qu'elle porte généralement sur des littératures peu connues en France afin de stimuler leur traduction et leur diffusion. Et dans le cas de l'Albanie, petit pays replié sur lui-même, écrasé et isolé par quarante-cinq ans de terreur totalitaire (dont quarante sous la dictature d'Enver Hodja), dominé qui plus est par la réputation légitimement mondiale d'un écrivain immense, Ismaïl Kadaré (Fayard), il y avait lieu de se réjouir d'autant plus de la présence d'auteurs restés souvent injustement dans l'ombre. *« Avec 3 millions d'habitants, l'Albanie n'est que deux fois plus grande que l'agglomération de Lyon*, commente en s'amusant l'un des rares d'entre eux à s'être faits un nom en France, Dritëro Agolli. *Et dites-moi si vous pouvez trouver à Lyon la moitié de treize écrivains de l'envergure de ceux qui sont ici. Or à écouter le public pendant ces journées, les simples lecteurs ou les professionnels, on aurait cru que la littérature albanaise était quelque chose d'invraisemblable, une bizarrerie d'un autre monde. »*

### KONGOLI, MUSTAFAJ...

Outre l'œuvre imposante de Kadaré (1), quelques écrivains albanais sont pourtant en train d'émerger en France. Notamment Fatos Kongoli, découvert en 1997 chez Rivages avec *Le Paumé*, roman d'un anti-héros détruit par l'horreur ordinaire et qui, tenté par l'exode, finit par préférer le cauchemar familier du pays. La suite, tout aussi grinçante, vient de paraître chez le même éditeur (*L'Ombre de l'autre*). Alors que l'auteur s'était empêché d'écrire sous la dictature, de peur de devoir faire des concessions même inconscientes à la censure, il est venu tardivement à la littérature pour peindre, sur le mode tragique et dérisoire, un monde halluciné d'hommes traqués dans un régime grouillant de rats, de suicides, de bureaucrates pervers, d'ombres terrifiantes. « Les Belles Etrangères » auront aussi été l'occasion de rappeler que Besnik Mustafaj, connu par ses nombreux romans chez Actes Sud mais aussi par sa personnalité politique – membre fondateur du Parti démocratique et ambassadeur d'Albanie en France de 1992 à 1997 –, est redevenu exclusivement un écrivain, s'attachant à évoquer le même univers de peur et de mensonges menant à la schizophrénie ou à la mort. Parmi les invités figuraient aussi Bashkim Shehu (auteur de *L'Automne de la peur* – Fayard ou du *Dernier voyage* – Esprit des péninsules), Neshat Tozaj, la jeune poétesse Mimoza Ahmeti ou Vath Koreshi, dont vient de paraître un premier roman chez Ecriture, *Le Mont sur le marais*.

Deux ouvrages de Dritëro Agolli qui, avec Ismaïl Kadaré, a longtemps dominé en notoriété la scène des lettres albanaises, paraissent au Serpent à plumes : une réédition en poche de *L'Homme au canon*, et un dernier recueil de nouvelles, *Un grondement de vents lointains*. Au cœur de la deuxième guerre mondiale, il campe parmi les héros du maquis des personnages farfelus et anarchistes voués à une fin tragique parce que ne se soumettant jamais, face à l'occupant fasciste, à la discipline des résistants. *« En fait c'est le monde qui est fou, pas eux »*, commente l'auteur, qui avoue sa sympathie pour *« ces individualistes qui font ce qu'ils pensent, sans obéir à personne »*.

Dritëro Agolli est pourtant le plus « officiel » des écrivains invités. Malgré la satire bouffonne du régime qu'il avait fait paraître, *Splendeur et décadence du camarade Zulo* (Gallimard, 1990), portrait féroce d'un potentat de la bureaucratie socialiste, aparatchik modèle et tout gonflé par l'emphase de la langue de bois, il est aujourd'hui encore député socialiste (ex-communiste), et fut président de l'Union des écrivains sous le règne d'Enver Hodja pendant dix-neuf ans, de 1973 à 1992. S'il avait refusé ce poste, raconte-t-il, on l'aurait sans doute envoyé en prison. *« Et comme a dit Goethe, mieux vaut contribuer à la littérature avec* Faust *que d'être empêché d'écrire à cause de la prison. »*

Dans la dernière livraison du *Bulletin de « Lettre internationale »* dirigé par Antonin Liehm (été 1998), dont un chapitre est consacré à l'Albanie, Ismaïl Kadaré évoque, sans indulgence, cette *« histoire en miniature de la dictature »* qu'est l'Union des écrivains d'Albanie sous le communisme : *« De toutes les institutions culturelles*, écrit-il, *l'Union des écrivains était la plus sinistre et sans doute la plus puissante. Ces organismes élaboraient tous une stratégie d'asservissement idéologique. Ils soumettaient les créateurs à une pression psychique, prononçaient des sanctions et naturellement déployaient une activité d'information secrète. Mais l'action qu'exerçait dans ce sens l'Union des écrivains était sans doute la plus rigoureuse et la plus sombre. »* Enumérant nombre d'artistes condamnés, il met en cause *« le président de l'Union, plus bolchevik que l'Etat dictatorial même »*. Kadaré lui-même avait en effet eu affaire à Agolli. En 1982, celui-ci lui reprochait son *« traitement subjectiviste des éléments historiques »*.

*L'une des victimes de l'Union* des écrivains n'a pas été invitée à faire partie du convoi des « Belles Etrangères ». Architecte et peintre, condamné par l'Union – pour cause de cubisme, modernisme et décadence – à dix ans de prison, Maks Velo en a purgé huit. Au terme de sa peine, il est devenu écrivain. Pour témoigner. En prison, il détruisait les écrits qu'il ne pouvait glisser dans des recoins du plafond. Aujourd'hui, les toutes nouvelles éditions Lampsaque publient ses Mémoires sous forme de courts récits, *Le Commerce des jours* – préfacés par Kadaré.

Les écrivains présents à Paris semblaient avoir décidé d'un commun accord de ne pas régler de comptes avec le passé. *« Cette attitude collective était frappante »*, note le directeur du Livre, Jean-Sébastien Dupuit, en se félicitant du succès de ces dix journées albanaises, notamment à Aix autour d'Ismaïl Kadaré. La mémoire n'en est pas moins là. On peut en lire un témoignage dans *Mondes effacés, souvenirs d'un Européen*, que publie Lattès. Ce sont, sous forme d'entretiens avec Eric Faye, les passionnants souvenirs d'un Albanais cosmopolite ayant connu, entre autres aventures, plus de douze ans de camp : l'admirable traducteur de Kadaré, Jusuf Vrioni, au pays d'Enver Hodja.

**M. V. R**

(1) Viennent de paraître, chez Fayard, traduits par Jusuf Vrioni, *Trois chants funèbres pour le Kosovo* (120 p., 55 F.)

# Chambéry, dix ans avec éclats

Pour sa précédente édition, le si singulier Festival du premier roman – imaginez-vous douze cents lecteurs départageant cette année près de deux cents titres pour en retenir quatorze – était parvenu à réunir une centaine d'écrivains célébrés lors des dix premiers rendez-vous savoyards. Une prouesse qui a dû combler les lauréats, condamnés à ne jamais revenir sur les lieux de leur sacre discret mais fervent, sauf s'ils sont invités à parrainer un cru ultérieur.

C'est ce qui est arrivé à Sylvie Granotier, couronnée dès 1991 et qui sut être ce week-end une marraine d'un impeccable magistère. Dès l'ouverture des festivités le jeudi 14 à la médiathèque Jean-Jacques-Rousseau, les discours de circonstance rompirent avec les conventions. Le mot du nouveau président, Daniel Enjalran, défendait *« une image de la culture fondée sur la tolérance et le respect de l'autre sans discrimination »* contre les rêves *« de préférence nationale voire de "guerre ethnique totale" comme certain élu régional fondateur du GRECE et chargé en Rhône-Alpes de responsabilités culturelles »* le voudrait – allusion transparente à Pierre Vial, vice-président FN de la commission culturelle, dont l'appui permit à Charles Millon de se maintenir à la tête du conseil régional. Puis avec un panache et une fermeté indiscutables, la jeune marraine enfonça le clou. Proposant une analyse de texte sans concession, celle qui se définit *« juste une citoyenne écrivain »* reprit la fable de la grenouille et du scorpion (*« Le baiser du scorpion est un baiser mortel. Celui de la grenouille ne le transformera pas en prince charmant »*) avant de conclure par un vibrant hommage de la langue, remerciant *« tous ceux qui choisissent d'écrire, de s'exprimer en français quelle que soit leur origine, parce qu'ils enrichissent notre langue et qu'ils nous font cadeau d'un outil toujours plus subtil et plus expressif. (...) La langue, plus on s'en sert, moins elle s'use. Comme la démocratie. »* Il faut dire que le festival, qui fédère autour de Chambéry les énergies de lecteurs « amateurs » au sens plein du mot, était la première manifestation d'envergure depuis le dénouement houleux des élections régionales.

Cette passe d'armes a eu le mérite de rappeler l'enjeu culturel majeur d'un rendez-vous singulier, né en 1988 loin des obsédantes courses aux prix et des protocoles hiérarchiques du monde de l'édition. Pour ses dix ans – et donc sa onzième édition –, la manifestation a comme d'habitude multiplié les rencontres entre les écrivains et leur public, qui dans les établissements scolaires, qui dans les cafés, hôtels ou restaurants, qui dans des lieux plus inattendus encore, point d'accueil pour les étrangers, imprimerie, centre pénitentiaire ou hospitalier, jusqu'au superbe théâtre de poche de la Louve, installé au rez-de-chaussée d'un immeuble de la ZUP de Chambéry-le-Haut... En marge de la récréative *Lecture Be-bop* de l'*« écrivain-pianiste »* Jean-Pierre Martin et de son complice à la contrebasse Benoît Cancoin, on retiendra, de cette édition 98, la poursuite des *« palabres italiennes »* – alors même que le pendant de Chambéry, le turinois Festival del Primo Romanzo, semble avoir rendu l'âme –, la formatrice Tribune du jeune lecteur, ouverte aux 9-20 ans avec la complicité du *Dauphiné libéré* et de Radio France, et l'étonnant recueil de textes *Graines de livre* (éd. Comp'Act, 64 p., 30 F), *entièrement réalisé par des classes de CM1-CM2* de l'école du Pré-de-l'âne (Chambéry-le-Haut) avec l'aide de la marraine 97, Sophie Chérer. De quoi susciter peut-être des vocations de « premiers romanciers »...

**Philippe-Jean Catinchi**

## A L'ETRANGER

# Les faux-semblants de mai 68 selon Theodor Adorno

Il est courant de penser que Theodor Adorno et Herbert Marcuse furent les représentants parmi les plus éminents de la *« pensée de 68 »*. Ce vocable, introduit par Luc Ferry, résumait, selon lui, les tendances anti-humanistes d'une philosophie essentiellement allemande de la déconstruction, critique envers les idéaux de la société libérale, et dans laquelle la révolte étudiante de la fin des années 60 se reconnaissait bien. L'école de Francfort considérait que le rationalisme des Lumières avait engendré le nazisme, le colonialisme, et autres formes de barbarie. La prééminence de la technique, la domination toujours plus grande de la nature par l'homme et le règne de la subjectivité bourgeoise constituaient un ensemble sans lequel, selon Adorno, Auschwitz n'aurait pas été possible. Telle était la thèse centrale de *La Dialectique de la raison*, publiée en 1947 par Theodor Adorno et Max Horkheimer. Cette idée en rencontrait naturellement une autre : la démocratie bourgeoise ne pouvait être considérée que comme un lieu de répression et d'aliénation. *« Nous n'appartenons à ce monde que dans la mesure où nous nous soulevons contre lui »*, écrivait Adorno. Or les liens entre l'école de Francfort et la révolte étudiante, du moins en Allemagne, furent beaucoup plus complexes qu'on serait tenté de le penser. On le savait déjà, mais cela ressort plus clairement que jamais à la lecture des extraits de la correspondance entre Theodor Adorno et Herbert Marcuse entre 1967 et 1969, qui viennent d'être publiés en Allemagne et dont l'hebdomadaire *Der Spiegel* s'est fait l'écho dans son édition publiée le 11 mai. Dans sa dernière lettre à Marcuse, datée du 6 août 1969, Theodor Adorno reconnaissait qu'*« il était bien le dernier à sous-estimer les mérites du mouvement étudiant, qui a interrompu le passage insensible à un monde totalement administré. Mais il y a dans ce mouvement un peu de folie qui se rapproche de la théologie totalitaire »*. Le philosophe de Francfort égratignait au passage la figure de Daniel Cohn-Bendit, alors très actif à Francfort : *« A propos de Dany le Rouge, je n'ai qu'une chose à dire : comique et grotesque ! »* Au fond, Theodor Adorno considérait sans doute que l'action, la *praxis*, était d'emblée vouée à l'échec. Dans une lettre à Günter Grass datée de la fin de 1968, Theodor Adorno marque une *« profonde aversion »* pour un mouvement étudiant *« pseudo-actif »* qui *« recherche les enclaves de sensation immédiate au sein de cette société endurcie »*. *« Je sais*, écrit-il à l'auteur du *Tambour*, *que les étudiants se livrent à une révolte de mascarade et que leur action leur permet de se dissimuler à eux-mêmes le sens de leur propre irréalité »*.

En février 1969, les étudiants d'Adorno l'accusent d'être passé au service de l'ordre établi. Leur divorce intellectuel est consommé. On le chahute tellement en cours qu'il finit par appeler la police pour faire évacuer les locaux de l'Institut de recherches sociales qu'il dirige. Dans une lettre à Marcuse, l'auteur de *la Personnalité autoritaire*, se justifie : *« On veut faire croire que c'est nous qui avons eu recours à la répression et non les étudiants. »* Tout cela, écrit-il, c'est de la *« propagande »*. Herbert Marcuse, lui, continue de croire aux vertus de la révolution et de son fer de lance, le mouvement étudiant. *« Cette démocratie capitaliste comporte une dynamique propre qui mène au régime de la violence »*, écrit-il. Quand Adorno, épuisé, meurt en 1969, Marcuse continue de croire à ce qu'il appelle *« l'homme nouveau »*. Bientôt, il n'y aura plus que quelques terroristes, ceux de la bande à Baader, pour répondre à la violence de la société par la violence des armes.

**Lucas Delattre**

● ***Grands Prix***
Le prix Orange a été attribué à la romancière Carol Shields pour *Larry's Party*. Le thème de son roman compense un peu le côté sexiste du prix – qui ne peut être remis qu'à une femme – puisqu'il a pour héros un homme en pleine crise de la quarantaine. L'Autrichienne Elfriede Jelinek recevra le Georg Buechner Preis, le prix littéraire le plus convoité en Allemagne, le 17 octobre. La Roumaine Herta Müller, qui réside à Berlin, a remporté le prix littéraire irlandais Impac pour son roman intitulé *The Land of Green Plums*.

## AGENDA

● **LE 25 MAI ET LE 6 JUIN. EGYPTE.** A Paris, la BPI présente un colloque intitulé « Histoires d'Egypte, regards croisés » ; le 25, à 18 h 30 dans la petite salle, « La France et l'Egypte dans le processus culturel euro-méditerranéen » par Paul Balta, et le 6 juin, dans la grande salle, rencontres animées : par Robert Solé, à 11 heures, autour de « France-Egypte : fascination croisée », par Ahmed Youssef, à 14 heures, sur « Le partage de l'écriture, langue arabe, langue française » et par Paul Balta, à 16 heures, sur « L'Egypte contemporaine : le livre à venir ».

● **LE 28 MAI. DEVEREUX.** A Paris, conférence-débat sur « Georges Devereux : de l'ethnopsychiatrie », animé par Elisabeth Roudinesco et Tobie Nathan (à 20 heures à la Maison de la Mutualité, 24, rue Saint-Victor 75005 Paris).

● **LE 27 MAI. MORRISON.** A Paris, l'écrivain Toni Morrison, Prix Nobel 1993, participera à une rencontre à l'Ecole normale supérieure, à 18 heures, à l'occasion de la sortie de *Paradis*, chez Christian Bourgois (45, rue d'Ulm, 75005 Paris).